



# Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.





NEVILL FORBES BEQUEST

~~N.F. 2 H. 45~~

N.F. DR25. L5. 19







NOUVELLES  
ÉTUDES SLAVES

## DU MEME AUTEUR

---

CHANTS HÉROÏQUES ET CHANSONS POPULAIRES DES SLAVES DE BOHÈME. Un vol. in-18. Librairie internationale.

LA BOHÈME HISTORIQUE. Un vol. in-8°. Librairie internationale.

CYRILLE ET MÉTHODE. Étude historique sur la conversion des Slaves au christianisme. Un vol. in-8°. Librairie Franck.

LE MONDE SLAVE. Un vol. in-12. Librairie Didier.

ÉTUDES SLAVES. Un vol. in-12. Librairie Leroux.

CHRESTOMATHIE RUSSE. Un vol. in-8°. Librairie Leroux.

ITINÉRAIRES DE L'ASIE CENTRALE. Un vol. grand in-8°. Librairie Leroux.

GRAMMAIRE RUSSE. Librairie Maisonneuve.

LA RUSSIE ET L'EXPOSITION DE 1878. Un vol. in-12. Librairie Delagrave.

LES PRUSSIENS EN ALSACE-LORRAINE. (Traduit de l'Allemand.) Librairie Plon.

HISTOIRE DE L'AUTRICHE-HONGRIE. Un vol. in-18. (Collection Duruy.) Librairie Hachette.

LOUIS LEGER



NOUVELLES

# ÉTUDES SLAVES



HISTOIRE ET LITTÉRATURE

UN PRÉCURSEUR DU PANSLAVISME AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.  
LE VEDA SLAVE.

LA VIE DE PROVINCE EN RUSSIE.

LE ROMAN RUSSE DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

JEAN HUS. DOCUMENTS TCHÈQUES SUR HENRI IV.

LA BOHÈME AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE ET FRANÇOIS PALACKY.

LA HONGRIE ET FRANÇOIS DEAK.

L'AUTRICHE ET LA QUESTION D'ORIENT.

PARIS.

ERNEST LEROUX, ÉDITEUR,

28, RUE BONAPARTE, 28

—  
1880

NF 2 F 45



N. F. 2. 1. 45.



## AVANT-PROPOS.

---

Ce volume fait suite aux deux recueils d'essais que j'ai déjà publiés, *le Monde slave* (1) et les *Études slaves* (2). Je n'ai rien à ajouter aux observations qui précèdent ces deux ouvrages. Je rappelle seulement les titres des travaux qu'ils renferment afin que le lecteur puisse se faire une idée de l'ensemble d'une œuvre qui présente les résultats de longues années d'observations et de recherches.

### LE MONDE SLAVE.

#### INTRODUCTION. Le Monde slave.

- I. — Les Slaves du sud et leur littérature.
- II. — Agram et les Croates.

1. Paris, Didier, 1873.  
2. Paris, Leroux, 1875.

- III. — Belgrade et les Serbes.
- IV. — Un évêque slave (Mgr G. Strossmayer).
- V. — Le drame moderne en Serbie.
- VI. — De Paris à Prague.
- VII. — Les théâtres en Russie.
- VIII. — Le drame moderne en Russie.
- IX. — Les écrivains anglais et la Russie.
- X. — Les origines du panslavisme.

## ÉTUDES SLAVES.

- I. — Une visite aux catacombes de Kiev.
- II. — Sur le Volga.
- III. — Nijni Novgorod et sa foire.
- IV. — Le Volga et Kazan.
- V. — Kazan et les Tartares.
- VI. — Vladimir et ses églises.
- VII. — Les contes populaires de la Russie.
- VIII. — Les études slaves en Russie.
- IX. — La langue russe.
- X. — La langue serbe et l'avenir des Slaves  
méridionaux.
- XI. — La comédie moderne en Pologne.
- XII. — Une page d'histoire contemporaine. La  
Bohême et l'Autriche en 1871.
- XIII. — La Bohême et le Panslavisme.

**Quelques-uns** des essais compris dans le présent volume complètent et rectifient les études publiées dans les deux volumes antérieurs. Un certain nombre d'entre elles — celles qui sont relatives aux **Slaves** autrichiens —, trouvent d'ailleurs leur centre et leur lien naturel dans l'histoire de l'**Autriche-Hongrie** que j'ai récemment publiée.

Paris, février 1879.

---



# NOUVELLES ÉTUDES SLAVES

---

## UN PRÉCURSEUR DU PANSLAVISME

AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

GEORGES KRIJANITCH

Malgré la ténacité de certains préjugés, on commence à reconnaître que le panslavisme n'est point, comme on l'a cru longtemps, d'origine russe. L'idée d'une solidarité morale, intellectuelle ou politique entre tous les membres de la race slave a pris naissance, non pas dans l'empire des tsars, assez fort pour n'avoir pas besoin de théories, mais chez les petits peuples de l'ouest, chez les Slovènes, chez les Croates, chez les Tchèques, sans cesse exploités ou menacés par des voisins redoutables, le Hongrois, le Turc et l'Allemand. C'est la haine de l'opresseur, c'est le sentiment douloureux d'une profonde humiliation qui ont éveillé chez les poètes, les historiens et les philologues la conscience nationale. Au milieu des misères du présent, ils trouvaient une consolation

dans le souvenir de l'unité primitive de leur famille un encouragement dans l'espérance de la reconstituer pour l'avenir. Cette thèse, qui eût peut-être semblé bizarre il y a quelques années, n'a plus besoin d'être prouvée aujourd'hui (1). Mais si le panslavisme n'est pas d'origine russe, il n'est pas non plus d'invention récente. Cette idée qu'on croit moderne a eu de nombreux précurseurs; incompris de leur temps, ils sont restés ignorés des siècles suivants. Le nôtre en a remis quelques-uns en lumière. L'un des plus intéressants est celui dont le nom figure en tête de cet essai. Malgré l'insuffisance des travaux dont il a été l'objet, on peut dès maintenant étudier en lui un devancier hardi, un avant-coureur prophétique du slavisme moderne. L'analyse de ses idées ne saurait venir plus à propos qu'au moment où les destinées de la race slave troublent de nouveau l'Europe et s'imposent à l'attention du public.

## 1

La vie et les travaux de Krijanitch n'ont été étudiés que depuis une vingtaine d'années.

1. Voir dans notre volume : *le Monde slave*, le travail intitulé : *Les origines du panslavisme*.

M. Bezsonov, le savant bibliothécaire de l'Université de Moscou, a découvert et publié en 1860, sous ce titre : *l'Empire russe vers la moitié du dix-septième siècle*, un ouvrage considérable qui, édité dans de meilleures conditions, aurait certainement produit sur ses lecteurs une impression profonde et suscité chez eux un intérêt durable : il y a quelques années le même auteur a entrepris d'écrire une biographie détaillée dont il n'a malheureusement donné que les premiers chapitres. De 1869 à 1872, chez les compatriotes de Krijanitch, l'œuvre de ce curieux personnage a été étudiée tour à tour par M. Kukulievitch Sakcinski dans ses *Essais sur les écrivains croates au dix-septième siècle*; par MM. Danicitch et Jagitch dans les *Mémoires de l'Académie d'Agram*. Tous ces travaux sont incomplets. Un jeune savant russe, M. Markievitch, vient de les résumer dans une intéressante monographie (Varsovie, 1876) ; M. Markievitch n'a rien ajouté aux recherches de ses prédécesseurs, il s'est contenté de les compléter par une analyse détaillée des ouvrages aujourd'hui imprimés de Krijanitch ; il a résumé ses idées avec plus de conscience que de méthode ; son livre épargne des lectures pénibles et contribuera sans doute à fixer l'attention des Russes éclairés sur un personnage qu'ils paraissent n'avoir pas encore apprécié à sa juste va-



leur. Il donnera sans doute lieu à de nouvelles recherches qui permettront de résoudre définitivement un curieux problème d'histoire politique et littéraire.

Georges Krijanitch naquit au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, dans le royaume de Croatie. La nation croato-serbe était alors à l'une des époques les plus critiques de son histoire. Partagée dès ses origines en deux éléments, séparés par la différence des cultes orthodoxe et catholique, elle avait tour à tour subi les démembrements et les jugs les plus divers. Les Turcs avaient conquis les pays serbes ; les Italiens avaient mis la main sur la Dalmatie ; la Croatie proprement dite, annexe de la couronne de Hongrie, se voyait lentement envahie par les Magyars et par les Allemands. La langue nationale, sous ces influences étrangères, était tombée au dernier degré de corruption. La foi catholique, à laquelle les Croates ont toujours été attachés, était menacée au nord par le protestantisme, au midi par l'orthodoxie. Les doctrines de Luther pénétraient par les pays slovènes, la Styrie, la Carniole ; l'orthodoxie était apportée par les Uscoques ces réfugiés serbes qui venaient alors comme aujourd'hui chercher un abri en pays chrétiens contre l'oppression des Osmanlis. Leurs popes et

leurs moines les accompagnaient. Le clergé croate était bien loin de cette tolérance qui le distingue aujourd'hui et dont l'évêque Strossmayer, si populaire chez les Serbes, offre un modèle accompli. Il rêvait de convertir les nouveaux venus et de faire quitter la religion nationale à ceux qui avaient déjà dû abandonner la patrie. On ne pouvait songer à leur imposer le rite romain et la langue latine ; mais on tentait du moins de les rattacher au catholicisme en les ramenant à l'*Union*, comme la Pologne avait fait pour ses sujets orthodoxes. Il fallait, pour résoudre ce problème délicat, des prêtres zélés, instruits également dans les deux religions. L'éducation que reçut Georges Krijanitch semblait l'avoir prédestiné à ce rôle de convertisseur et de missionnaire. Il appartenait à une famille noble dont la fortune était depuis longtemps déchue : la carrière ecclésiastique était, suivant la mode du temps, la seule qu'il pût aborder avec quelques chances de succès ; il étudia les humanités, cependant il ne négligea pas complètement l'idiome national ; dans ses écrits, il affirme à diverses reprises, non sans quelque orgueil, que dans son pays natal l'idiome croate se parlait plus purement que partout ailleurs. Il raconte avoir assisté à des festins de la noblesse où il a entendu chanter par des rhapsodes populaires les exploits

de Marko Kralievitch, de Miloch Obilitch et de ces héros serbes dont Karadjitch a recueilli naguère les harmonieuses épopées. Il n'en comprit point la valeur. « Parmi les langues de l'Europe, écrit-il quelque part, le slave est la moins propre au chant, à la musique ou aux compositions poétiques. » Au moment même où il énonçait ce blasphème, la Dalmatie voyait fleurir, à Spalatro d'abord, à Raguse ensuite, une brillante école poétique inspirée par le génie de l'Italie et qui est encore aujourd'hui l'honneur de la littérature illyrienne. Mais le malheur des temps qui avait morcelé la nation serbo-croate obligeait les tribus d'une même langue à s'ignorer mutuellement. Krijanitch n'entendit jamais prononcer le nom d'un Tiubranovitch ou d'un Gundulitch ; s'il avait connu les œuvres de ces poètes, s'il avait, devançant son époque, deviné la valeur des *pesmas*, il n'eût peut-être pas désespéré de sa langue maternelle et consumé une partie de sa vie, comme on le verra plus loin, à la recherche d'un idiome idéal.

Georges Krijanitch avait dix-huit ans quand l'évêque d'Agram, Binko Vinkovitch, l'envoya étudier la théologie, d'abord à Vienne, ensuite au collège hongrois de Bologne. En 1640, il se rendit à Rome. Au xvi<sup>e</sup> siècle, le pape Grégoire XIII avait fondé dans cette ville le collège grec de Saint-

Anastase pour les orthodoxes rattachés à l'église romaine. Krijanitch obtint, non sans peine, d'être admis à titre de *convictor* dans cet établissement qui ne recevait pas les catholiques. Une lettre que le jeune étudiant adressait alors à l'évêque Vinkovitch nous révèle le but de ses travaux et la direction qu'il entend donner à sa vie. S'il apprend la langue et la dogmatique des Grecs, c'est pour pouvoir agir plus efficacement sur les Serbes orthodoxes, dans l'intérêt de la *patrie commune* : l'amour que le jeune prêtre porte à cette patrie l'entraîne aux études les plus diverses ; vivant à l'étranger, après s'être familiarisé avec l'allemand et l'italien, il se préoccupe vivement des destinées de sa langue maternelle, l'illyrien, ou, comme on dirait plus justement aujourd'hui, le croate.

« Votre Seigneurie, dit-il dans une de ses lettres à l'archevêque d'Agram, sait combien notre langue est négligée et avilie : on n'ose y exprimer ou y écrire aucune noble pensée. Certaines gens ont même honte de la parler : il en est qui se glorifient de l'avoir depuis longtemps oubliée. C'est là une chose indigne : il en résulte les plus grands malheurs ; j'y ai souvent réfléchi ; sans doute il faudra des travaux *herculéens* pour vaincre tous ces monstres d'ignorance ; j'ai craint que mes forces fussent insuffisantes pour aborder une tâche

aussi redoutable. Néanmoins j'ai repris courage ; j'ai voulu tenter pour ma part ce qui était possible. J'ai essayé d'écrire sur la grammaire et l'arithmétique ; je me suis appliqué à créer les mots qui manquaient à notre langue. J'ai recueilli plusieurs centaines de nos proverbes, j'ai essayé de traduire quelques livres de l'italien en illyrien. »

Ces lignes nous révèlent déjà le patriote slave pénétré de l'importance que joue la littérature dans la vie des peuples ; chez les petites nations, la philologie et la politique sont solidaires : ce sont des grammairiens et des poètes qui, au début de notre siècle, ont renouvelé la face du monde slave.

Krijanitch sollicitait un canonicat du chapitre d'Agram et annonçait l'intention de revenir dans sa patrie ; mais c'était pour se dévouer à la conversion des Serbes orthodoxes. Vinkovitch méditait de faire créer, pour ceux qui adhèreraient à *l'Union*, un diocèse spécial. Le jeune théologien rêvait peut-être d'en prendre un jour la direction ; il étudiait avec ardeur la liturgie orientale et cette langue slavonne qui était alors l'organe de la religion et de la littérature en Russie ; il sollicitait de la cour de Rome l'autorisation de célébrer l'office divin suivant le rite grec : il préparait un écrit théologique en langue slave pour réfuter les cinq dogmes sur lesquels les catholiques diffèrent des

schismatiques. Ces études appelaient sa curiosité sur cette lointaine Moscovie qui commençait alors à se révéler à l'Occident. Rome était le rendez-vous d'un grand nombre de théologiens slaves ; quelques-uns avaient voyagé en Pologne et en Russie ; d'autres étaient originaires de l'Ukraine ou de la Gallicie ; le saint-siège faisait procéder à une révision des livres liturgiques slaves, et ce travail devait singulièrement intéresser Krijanitch ; il voyait de vastes horizons s'ouvrir à son zèle et peut-être à son ambition. Vers la fin de l'année 1642, il perdit son protecteur, l'évêque Vinkovitch ; avec lui s'évanouirent quelques-unes de ses meilleures espérances. Il renonça au canonicat qu'il avait obtenu et resta à Rome. On l'y trouve encore dix ans plus tard : tout ce qu'on sait de sa vie pendant cette période, c'est qu'il avait entrepris un voyage à Constantinople. Son séjour dans cette capitale de l'empire byzantin se rattache évidemment à ses études sur le schisme et au grand ouvrage qui occupa ses loisirs pendant cette période. Ce travail, intitulé *Bibliotheca schismatum universa*, résume tous les travaux publiés par les orthodoxes contre l'église catholique, en grec ancien, en grec moderne ou en moscovite. Il est encore inédit et se conserve, paraît-il, au monastère de Santa-Maria-Sopra-Minerva. Peut-être fait-il partie aujourd'hui

de la bibliothèque récemment créée à Rome par le gouvernement italien. Jusqu'ici on n'en connaît que le titre et la table des matières; l'épigraphe, empruntée à Ézéchiël et à saint Jean, résume la pensée dominante de l'auteur : « Il n'y aura plus désormais deux peuples et ils ne seront pas divisés en deux royaumes; mais il n'y aura qu'un troupeau et qu'un pasteur. » Mais ce n'est pas pour l'Église seulement que Krijanitch rêve l'unité; il médite d'amener tous les peuples slaves à ne former, eux aussi, qu'une seule nation; il connaît tout le mal qu'a fait à cette grande race le morcellement infini des langues et des dialectes, le particularisme des états ou des tribus. Un incident dont le souvenir s'est conservé aux archives de Saint-Jérôme des Illyriens montre bien que les préoccupations théologiques ne lui faisaient pas oublier le souci des choses slaves. L'hôpital de Saint-Jérôme était dirigé par une congrégation dont Krijanitch était membre; il ne recevait que les malades natifs des provinces de Dalmatie, Croatie, Bosnie et Slavonie. Les procès-verbaux de l'année 1652 nous apprennent que Krijanitch réclama l'admission des Slovènes de la Carniole et de la Styrie. Il affirmait ainsi, — sans succès d'ailleurs, car sa requête fut rejetée, — ce sentiment alors presque inconnu et qui s'appelle au-

jourd'hui la solidarité slave (*vzajemnost slovanska*).

Ni Rome, ni la Croatie n'offraient un champ assez vaste à l'activité religieuse et patriotique de Krijanitch. A la suite de circonstances qui nous sont restées inconnues, il entreprit de visiter la Russie ; des ambassades moscovites avaient récemment paru dans plusieurs capitales de l'Italie. Krijanitch suivit-il un de ces boïars dont la barbarie et la grossièreté avaient, suivant ses propres expressions, excité les railleries de ces Italiens raffinés ? On ne sait. Aucun de ses biographes ne s'est demandé où il avait trouvé les ressources nécessaires pour entreprendre ce lointain voyage. Il était pauvre et ne s'était pas trouvé en état de soutenir la dignité d'un *monsignore*. Lorsqu'il avait été nommé chanoine d'Agram, il écrivait à l'évêque Vinkovitch : « Je prie le secrétaire de l'évêché de ne pas mettre mon nouveau titre sur les lettres qu'il m'adresse, à cause de l'insuffisance de mes ressources. Je ne puis, pour l'honneur de mon pays et de mon peuple, porter ce titre au milieu du luxe de l'Italie. » Cependant, il avait fait le voyage de Byzance, et quand il partit pour la Russie il emmenait avec lui une riche bibliothèque. Il séjourna à Vienne, traversa la Hongrie septentrionale, et passa trois mois à Lemberg en Galicie. La Po-



logne offrait dès ce moment l'image de l'anarchie la plus déplorable. Attaquée par les Suédois, par la Russie, par les Cosaques, elle semblait arrivée à son dernier moment. Bossuet, dans l'oraison funèbre de la princesse Anne de Gonzague, trace un tableau éloquent de l'abaissement où était tombée la puissante république :

« Qu'est devenue cette redoutable cavalerie qu'on voit fondre sur l'ennemi avec la vitesse d'un aigle ? Où sont ces âmes guerrières, ces marteaux d'armes tant vantés, et ces arcs qu'on ne vit jamais tendus en vain ? Ni les chevaux ne sont vites, ni les hommes ne sont adroits que pour fuir devant le vainqueur. En même temps la Pologne se voit ravagée par le rebelle Cosaque, par le Moscovite infidèle, et plus encore par le Tartare qu'elle appelle à son secours dans son désespoir. Tout nage dans le sang, et on ne retombe que sur des corps morts.... Il ne reste qu'à considérer de quel côté allait tomber ce grand arbre ébranlé par tant de mains et frappé de tant de coups à sa racine, ou qui en enlèverait les rameaux épars. »

Krijanitch rend témoignage à la vérité de ce tableau : parmi ceux qui ont prévu la chute de la Pologne, nul n'a su mieux que lui en exposer les raisons. Lemberg ne le retint pas longtemps ; nous le retrouvons bientôt en plein cœur de la Petite

Russie, dans cette ville de Niéjine où fut élevé plus tard le grand poète de la Russie moderne, Gogol. C'est là qu'il composa son premier écrit politique, le *Discours aux Petits Russiens*. Le catholicisme de Krijanitch aurait dû l'entraîner vers la Pologne ; son patriotisme slave ne trouve que dans la Russie des garanties d'avenir pour sa race ; il engage les Petits Russiens à se rattacher franchement aux Moscovites, à se soumettre au très-doux et très-illustre seigneur de la Russie.

Tandis que la Pologne s'abîmait dans l'anarchie, l'empire russe sous la domination absolue des tsars étendait sans cesse ses frontières. Krijanitch a exprimé à diverses reprises la confiance que lui inspirait l'avenir de cet État, alors si peu connu et dont personne ne prévoyait en Europe l'immense développement. Il espérait pouvoir lui aussi contribuer à l'éducation de ces compatriotes slaves.

« Je suis venu ici, écrit-il dans sa *Politique*, pour purifier la langue slave et en écrire une bonne grammaire et un bon lexique, pour rédiger une histoire de la nation slave tout entière, enfin pour réfuter les mensonges que les étrangers répandent sur le compte des Slaves et spécialement des Russes... C'est bien à tort, dit-il ailleurs, qu'on m'a traité d'aventurier, de vagabond. Je suis venu trouver le seul roi de ma nation et de ma langue

qu'il y ait au monde : je suis venu chez mon peuple et dans ma vraie patrie, dans le seul pays où l'on puisse tirer profit de mes ouvrages, où je puisse trouver des *acheteurs pour mes travaux*, ma grammaire, mes dictionnaires et mes autres livres en langue slave. »

Krijanitch se trompait : la Russie n'était point encore assez curieuse de philologie slave pour faire la fortune de ceux qui s'offraient à l'instruire. D'ailleurs, le titre de catholique et de prêtre romain ne pouvait qu'exciter les défiances soupçonneuses de l'orthodoxie moscovite. Krijanitch n'avait pas étudié tous les côtés de l'histoire et du caractère russe. Il devait à ses fréquentes relations avec les Serbes et les Bulgares une haine irréconciliable contre les Grecs Phanariotes. Il ne comprenait ni le génie byzantin, ni le respect des Russes pour cette Grèce du bas empire qui leur avait donné leur religion, leur art et leur littérature. Si l'on en juge par ses écrits, il dut plus d'une fois dans ses conversations froisser les préjugés de ses interlocuteurs ; il leur fit entendre des vérités impitoyables, qui en tout temps eussent été mal venues d'une cour absolue, et qui devaient singulièrement scandaliser les serviles boïars du Kremlin. « La source de tous les maux, c'est l'avarice, écrivait-il dans un de ses ouvrages dont il circulait

peut-être des copies; elle engendre le faux monnayage et l'exploitation impitoyable du pauvre peuple. »—« Le devoir et l'honneur du souverain, disait-il encore, c'est de rendre son peuple heureux. Car les empires n'ont pas été faits pour les souverains, mais les souverains pour les empires. Là où il y a de bonnes lois les sujets vivent heureux, et les étrangers viennent volontiers. » Ces vérités, qui eussent révolté l'instinct despotique d'un Louis XIV, devaient sonner étrangement aux oreilles moscovites. Krijanitch d'ailleurs n'entendait pas jouer le rôle modeste d'un observateur désintéressé; il se posait en réformateur et prétendait faire la leçon aussi bien au tsar qu'au patriarche, et aux boïars qu'aux voïévodes. Son origine et son caractère le rendaient également suspect. Le 8 janvier 1661, un arrêté du bureau pour les affaires de Livonie l'envoie résider à Tobolsk, par ordre du tsar. Des dispositions spéciales tempèrent d'ailleurs l'amertume de cet exil : on assigne au déporté des frais de voyage et pour son entretien la somme alors considérable de sept roubles et demi par mois. Il obtint l'autorisation d'emmener avec lui sa bibliothèque, fort considérable, si l'on en juge par les citations qui remplissent ses ouvrages écrits en Sibérie : il cite constamment Commines, Baronijs, Paul Paruta, Mandeville, Juste Lipse et

nombre d'auteurs occidentaux qui certainement n'avaient pas encore pénétré jusqu'à Tobolsk. Il passa quinze ans dans cette ville, livré ainsi qu'il le dit lui-même à l'oisiveté la plus complète. Si l'on en croit M. Markiévitich, on aurait conservé la correspondance qu'il échangeait avec quelques amis russes. Elle n'a pas encore été publiée. Il serait à souhaiter qu'on se décidât à la faire connaître. Dans l'œuvre et dans la destinée de ce curieux personnage, aucun détail ne devrait rester ignoré.

## II

L'exil n'abattit pas cette âme ardente et laborieuse. Sans autre ressource que ses souvenirs ou les livres qu'il avait apportés avec lui, Krijanitch entreprit une série de travaux qui étonnent encore aujourd'hui par leur nombre et leur diversité. Les premiers ont pour objet l'histoire de Russie. Krijanitch écrit, sans doute pour son instruction personnelle, un résumé des annales russes; il dépouille le chroniqueur polonais Cromerius, l'historien ecclésiastique Baronius et notre Philippe de Commines d'après une traduction latine. Ces études, dont la dernière aurait peut-être quelque intérêt pour nous, sont malheureusement restées inédites.

M. Bezsonov, qui a eu la bonne fortune de les découvrir, les a jusqu'ici gardées sans les publier. En revanche, il a rendu un service inappréciable à la mémoire de Krijanitch en faisant paraître l'ouvrage capital de l'exilé, *la Politique*. L'édition de M. Bezsonov est loin d'être sans défauts : il a modifié le titre de l'ouvrage, qu'il présente comme une étude sur l'empire russe au xvii<sup>e</sup> siècle ; il n'a pas publié le manuscrit tout entier ; il en a modifié l'orthographe, qui offre au philologue un sujet de précieuses observations. Il a d'ailleurs fidèlement reproduit le texte, ainsi que nous avons pu le constater grâce aux collations qu'il nous a autorisé à faire durant un séjour à Moscou. Le manuscrit forme un volume in-folio d'une écriture ferme, fine et soignée, absolument identique à celle des documents conservés à la bibliothèque du chapitre d'Agram. Il est tour à tour rédigé en deux langues, en latin et dans un slave de convention, idiome artificiel où l'auteur essaie de faire entrer tout ce qu'il sait de russe, de croate et de slavon. Krijanitch ne se contente pas de prêcher la solidarité des peuples slaves : il entreprend de créer pour eux un idiome panslave. Il en a exposé la théorie dans une grammaire que M. Bodianski a publiée à Moscou en 1848.

« Je veux, dit-il dans la préface de cet ouvrage,

que mon langage soit intelligible aux Russes, aux Slaves du Midi (Bulgares, Serbes, Croates), aux Lechs (1) et aux Tchèques. Je me suis donc efforcé de parler une langue qui leur soit commune et qui puisse être entendue par eux tous. On ne trouvera ici aucun mot étranger. J'ai choisi à dessein les mots et les formes communs à tous les peuples slaves ou au plus grand nombre. »

L'illusion dont se berçait Krijanitch a séduit l'imagination de plus d'un rêveur ; naguère encore mourait dans un petit village de la Carniole le curé Mathias Majar, qui avait passé sa vie tout entière à combiner les éléments d'une langue slave universelle ; il fit un jour paraître le spécimen d'un journal qui n'eut pas de second numéro. Les compatriotes mêmes de Majar ne l'entendaient point. Krijanitch n'a guère mieux réussi avec son vocabulaire artificiel ; bien des passages de ses écrits ne peuvent être compris que par un philologue auquel plusieurs dialectes slaves sont également familiers. Il devinait d'ailleurs avec beaucoup de pénétration l'intime solidarité de la langue et de l'indépendance nationale.

« Les peuples slaves, dit-il dans sa grammaire, en se soumettant aux nations étrangères ont perdu

1. Polonais.

les uns le tiers, les autres la moitié de leur lexique ; ils en perdent tous les jours quelque chose. Car quand un peuple n'a pas de littérature, pas de rois indigènes, pas de lois dans son idiome, il se corrompt ou se détruit. Quand au contraire un peuple a son roi et sa législation, la langue s'enrichit et s'épure. Ainsi chez les Bulgares la langue est tellement perdue qu'il en reste à peine de traces ; chez les Polonais, elle est envahie par des éléments étrangers. Le tchèque, resté plus pur, est également corrompu. C'est bien pire chez les Serbes et les Croates : ils parlent toutes les langues et n'en parlent aucune. Chez eux dominant le slavon, le hongrois, l'allemand, le turc, le grec, le valaque, l'albanais. »

Il ne faut pas prendre au pied de la lettre ces déclarations pessimistes : Krijanitch ne connaît ni l'admirable floraison littéraire de la Pologne aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, ni l'école poétique de Raguse et de la Dalmatie, ni l'indomptable et fécond génie de la Bohême hussite : il n'entend rien aux épopées populaires. Avant tout patriote et théologien, s'il veut épurer la langue slave, c'est pour rendre aux peuples la conscience de leur nationalité, c'est pour corriger les traductions des Ecritures et mettre fin au schisme qui divise le monde slave. Au milieu même de ces erreurs et de ces fantaisies éclatent



des idées ingénieuses et pénétrantes. L'auteur devance les slavistes modernes, quand il engage ses compatriotes à renoncer à l'emploi des termes étrangers : son purisme va si loin qu'il s'étonne et s'indigne presque de rencontrer des mots communs au slave et aux idiomes classiques, par exemple *mati* et *mater*, *oko* et *oculus*, *ovtsa* et *ovis*. Mais peut-être, se demande-t-il, ces mots sont-ils venus du slave au latin ; peut-être même lors de la formation des langues étaient-ils communs et indigènes à eux et à nous ? La philologie moderne devait justifier cette hypothèse.

Revenons au traité de la *Politique*. C'est un ouvrage bizarre et décousu, qui évidemment n'avait pas reçu des mains de l'auteur une forme définitive. Les répétitions y sont fréquentes, les contradictions n'y sont pas rares, on y rencontre les procédés les plus divers d'exposition, la démonstration didactique, le dialogue, la prosopopée. Le style, embarrassé par la langue artificielle que l'écrivain s'est imposée, s'élève parfois et atteint, pour exprimer les passions du patriote, une véritable éloquence. L'épigraphe latine du livre en révèle la pensée maîtresse. « J'écris ceci pour la défense de notre commune nation. Je veux chasser de notre armée tous les étrangers : j'accepte tous les Russes, les Polonais, les Lithuaniens et les Serbes qui

veulent servir sous mes ordres. » L'auteur affecte d'ailleurs de ne point prétendre à l'originalité ; il annonce qu'il va se borner à exposer les idées de quelques publicistes célèbres : Philippe de Commines, Paul Paruta, Juste Lipse. Mais il ne suit pas longtemps ceux dont il se déclare le disciple et l'interprète. Sa pensée ardente brise le moule pédantesque dont elle s'est enveloppée. Il veut indiquer les moyens de rendre un Etat grand, fort, honoré. Mais ce n'est pas un Etat théorique ou idéal, c'est la Russie. La puissance d'un empire repose sur ce principe : « Connais-toi toi-même. Défie-toi des étrangers. » Cet axiome, Krijanitch le développe dans sa dédicace au tsar Alexis.

« La race slave, dit-il, est partagée en six tribus les Russes, les Polonais, les Tchèques, les Bulgares, les Serbes, les Croates. Tous ont eu autrefois des rois nationaux. Seule aujourd'hui, la Russie possède un souverain de sa langue, tous les autres peuples sont soumis à des étrangers... La race slave n'a pas encore eu d'historien. Les Allemands ne cessent d'écrire sur elle, spécialement sur la Russie, toutes sortes de calomnies : j'ai donc résolu de rédiger une histoire de la race slave tout entière, où seraient réfutés les mensonges des Allemands. Mais n'ayant pas dans ma patrie les ressources nécessaires, je suis venu de-

mander à ta Majesté les moyens d'entreprendre cette tâche pour le bien de notre race tout entière. »

A quelle sorte de ressources l'écrivain fait-il ici allusion ? veut-il parler d'un concours matériel, d'une situation propre à assurer ce loisir honorable que le pauvre chanoine n'avait pas rencontré au milieu du luxe romain ? ou simplement des livres et des manuscrits qui faisaient défaut à Krijanitch pendant son séjour en Italie ou en Croatie ? L'empire russe était pour lui le berceau du monde slave ; il croyait y trouver les sources de l'histoire et sans doute aussi le secret de l'avenir.

Ce n'est pas seulement le passé de la Russie qui l'occupe, c'est l'état actuel de ce mystérieux empire. Il a lu avant d'arriver à Moscou tout ce que les écrivains étrangers ont écrit sur la Russie ; il a rencontré en Italie les ambassades moscovites ; il s'est informé avec soin de l'état du pays. Il estime que beaucoup de vérités importantes sont encore ignorées ou mal comprises : la Russie est exploitée par des étrangers, des Grecs, des Allemands, dont il espère démasquer les fourberies. Il se présente comme un conseiller utile et clairvoyant ; il ne néglige pas d'employer les formules serviles de l'étiquette moscovite : il se met aux pieds du très-illustre tsar, il frappe du front la

terre, mais il déclare sans fausse modestie qu'il entend l'instruire et lui apprendre ses devoirs ; il lui révélera les embûches et les artifices de ses ennemis ; il l'entretiendra des questions qui touchent aux plus graves intérêts de l'Etat. Le livre qu'il lui présente est tout ensemble un manuel, un guide, un témoignage de sa fidélité, une œuvre entreprise pour la plus grande gloire de Dieu, pour le service du souverain et le bien de la nation russe. De tous les royaumes, la Russie est le plus récent en Europe. Ce que Trajan fut par rapport à Jules César, Alexis peut l'être par rapport à Ivan le Terrible s'il écoute cet étranger qui vient à lui au nom de la solidarité slave :

« O tsar, tu tiens en main la verge de Moïse : tu peux accomplir des miracles : tu peux mériter les bénédictions éternelles de la race slave. Chez les Romains, on appelait les bons souverains les pères de la patrie : le nom même du monarque chez les Slaves (Gospodar) indique qu'il doit être pour ses peuples un vrai père de famille. »

Ce mystique est fier langage ne devait évidemment pas être compris. Pierre le Grand ou Catherine l'eussent peut-être admis dans la bouche d'un étranger, mais, comme Alexis, ils auraient envoyé en Sibérie le Russe assez hardi pour le faire entendre.

La partie jusqu'ici publiée de *la Politique* se divise en trois livres : le premier traite de la richesse et du bien-être des nations ; le second de la force de l'état ; le troisième de la sagesse politique. Un grand nombre de chapitres, fort curieux pour l'histoire de la Russie, ne rentrent pas dans le cadre de cette étude. Ce qui nous intéresse dans Krijanitch, c'est avant tout le patriote passionné pour la grandeur de sa race. Il témoigne aux étrangers qui l'exploitent une haine implacable. Il méconnaît le génie commercial des Moscovites et s'exagère les dangers de la concurrence qui peuvent lui faire les marchands étrangers. Ces marchands sont des Allemands ; Krijanitch réclame leur expulsion et veut que le tsar se fasse le grand négociant de l'empire. « Notre peuple slave est tout entier en proie à la misère : nous sommes dépouillés par les Allemands, les Juifs, les Ecossais, les Tsiganes, les Arméniens, les Grecs. » Mais il ne suffit point de chasser ces ennemis de l'intérieur ; il faut fortifier la Russie par de solides alliances contre les ennemis du dehors. Le tsar doit avant tout s'assurer celle de la Pologne. Si l'Autriche ou la Suède (il n'était pas encore question de la Prusse) s'emparent de la Pologne, elles deviendront pour la Russie les voisines les plus redoutables. L'armement et le système de défense de l'empire ne préoccupent pas

moins l'auteur que la question des alliances ; il recommande de ne confier les fonctions militaires qu'à des indigènes, d'éviter avant tout qu'aucun Allemand n'obtienne le commandement d'une forteresse ou d'une compagnie. C'est pour avoir eu trop de confiance aux étrangers que la Pologne est tombée en décadence. Le philologue ne se sépare point chez Krijanitch du théoricien politique : il exclut les étrangers de l'armée russe ; il veut bannir les termes étrangers de la langue militaire ; il crée pour elle toute une terminologie nouvelle. Ces préoccupations peuvent sembler puériles ; rappelons-nous pourtant que les Allemands, au lendemain de leurs récentes victoires, ont entrepris eux aussi de créer une langue militaire d'où les mots français seraient proscrits, et nous serons moins tentés de sourire. Le zèle de Krijanitch va si loin qu'il demande que les noms propres dérivés du grec soient remplacés par des noms d'origine slave. Ceux qui ont voyagé dans certains pays de nationalité mixte, ont eu l'occasion de constater l'importance que les patriotes attachent à ces menus détails qui paraissent si peu à leur place dans un traité de politique. Plus on étudie l'œuvre de Krijanitch, plus on s'étonne d'y rencontrer sous les formes les plus diverses les rêveries, les aspirations que les hommes de sa race n'ont réellement connues qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le troisième livre, qui a pour titre : *De la sagesse*, est de beaucoup le plus important dans l'histoire des idées panslavistes.

« Nous Slaves, disait en 1848 au congrès de Prague l'historien tchèque Palacky, nous repoussons toute domination qui ne s'appuie que sur la force ; nous repoussons tous les privilèges, toutes les distinctions politiques de castes ; nous demandons l'égalité devant la loi, sans conditions.... Mais ce n'est pas seulement pour les individus que nous réclamons. Le droit naturel des nations ne nous est pas moins sacré que celui des individus. Sans doute, l'histoire constate chez certains peuples un développement plus parfait que chez les autres ; mais elle constate aussi que chez ceux-là la faculté de se développer n'est pas sans limites. La nature ne connaît ni peuples nobles, ni peuples roturiers, elle n'a appelé aucun d'entre eux à la domination sur les autres ; elle n'a destiné aucun peuple à servir d'instrument aux vues de son voisin ; toutes les nations ont un droit égal à parvenir au plus haut degré de l'humanité, c'est là une loi divine qu'aucun peuple ne peut transgresser sans s'exposer au châtement. »

Krijanitch tient presque le même langage ; il n'admet pas que la sagesse soit le partage exclusif de certaines nations et que sa race en ait été moins douée que les autres.

« Des peuples autrefois célèbres, les Egyptiens, les Hébreux, les Grecs, sont aujourd'hui retombés dans la barbarie ; d'autres, naguère grossiers et sauvages, les Français, les Allemands, les Italiens, sont arrivés à une haute civilisation. Personne n'a le droit de dire qu'à nous, Slaves, la voie des sciences est fermée par un arrêt du Ciel, que nous n'avons pas le droit ou le devoir de progresser dans la culture. Les autres peuples se sont instruits les uns par les autres, lentement, non pas en un jour ni en une année ; nous aussi, nous pouvons nous instruire si nous en avons la volonté et la persévérance. Le temps est venu de commencer. Dieu dans sa miséricorde a élevé en Russie un royaume slave plein de gloire, de force et de grandeur, tel qu'il n'y en eut jamais dans le passé de notre race. Mais pour s'instruire il faut d'abord se connaître soi-même. Si nos anciens monarques avaient su la force de leur peuple, ils auraient pu accomplir des miracles. »

Dans un curieux chapitre, l'auteur expose sous la forme dramatique du dialogue les misères de la race slave et la douleur que lui inspire son état d'infériorité morale vis-à-vis des autres nations de l'Europe. Les deux interlocuteurs qu'il met en scène s'appellent, l'un Boris, l'autre Hervoï. Boris, c'est le Russe ; Hervoï, c'est le Slave du midi.



« J'ai souvent médité, frère Hervoï, dit Boris, sur la situation déplorable de notre race slave et des six peuples qui la composent, des Russes, des Polonais, des Tchèques, des Bulgares, des Serbes et des Croates. Je considère comme nous sommes devenus un objet de risée pour les autres nations ; les unes nous offensent cruellement, les autres nous méprisent ; d'autres nous exploitent et dévorent nos biens sous nos yeux et, ce qu'il y a de plus cruel, elles nous insultent, nous haïssent, nous appellent barbares et nous rangent plutôt parmi les animaux que parmi les hommes. »

Hervoï explique à son compatriote les raisons de cette infériorité :

« La première, dit-il, est notre mépris pour les arts ; la seconde notre passion pour les étrangers ; nous souffrons qu'ils règnent sur nous, qu'il nous trompent par toute espèce d'artifices, qu'ils fassent de nous tout ce qu'ils veulent. Voilà pourquoi ils nous appellent barbares. »

Et, avec une amère ironie, il énumère une à une, dans la langue originale, les formules de mépris que les étrangers appliquent aux Slaves. Les Grecs, quand ils veulent désigner un esclave, emploient le nom de notre nation. Un de leurs proverbes dit : l'Hellène est beau, l'Albanais intrépide, le Bulgare n'est pas un homme. Les Hongrois

disent : le Magyar est un loup, le Valaque un renard, l'Allemand un pourceau, le Slave n'est pas un homme. Le Hongrois, le Tchèque et le Valaque sont trois voleurs, disent les Allemands. Les Français eux-mêmes parlent des « ours de Pologne ». Il ne faut pas seulement s'indigner de ces injures, il faut les méditer et en comprendre la portée. L'hôte qui vit dans une maison y voit souvent plus de choses en trois jours que le maître en une année. Pour pénétrer les défauts de la race slave, il suffit de la comparer à ces mêmes étrangers qui la traitent avec tant de dédain.

« Bien loin de nous corriger, nous nous enorgueillissons devant les peuples orientaux, les Tartares et les Kalmouks, qui nous semblent sauvages et grossiers ; mais nous oublions que nous sommes des barbares par rapport aux Occidentaux. Nous servons d'intermédiaires entre l'Orient et l'Occident. Comparés aux Européens, nous avons de nombreux défauts, une langue inférieure, une lourde intelligence, la paresse, l'ivrognerie. Nous n'avons point cet orgueil qui fait qu'on rougirait d'obéir à des étrangers ; nous ne savons pas nous gouverner nous-mêmes. Il n'y a pas au monde de royaume aussi anarchique que celui des Polonais, pas de tyrannie aussi absolue que celle de l'empire russe. Nous nous mêlons sans cesse dans les querelles

2.

des autres nations ; nous sommes divisés les uns contre les autres ; nous accordons une confiance excessive aux étrangers. Ils nous séduisent par leurs belles paroles et leur élégance. Ils nous trompent, nous hébêtent et finalement nous ruinent. Aucun peuple sous le soleil n'a été aussi insulté, aussi injurié que les Slaves par les Allemands. Et quelles mesures prenons-nous pour nous défendre ? Est-il un pays où les étrangers trouvent la moitié des honneurs et des profits qu'ils rencontrent chez les Russes et les Polonais ? D'où viennent les famines, les révoltes, les misères de ce peuple, sinon d'une exploitation continuelle ? Les sueurs et les larmes du peuple russe engraisent les Allemands, officiers ou négociants, les marchands grecs et les brigands de Crimée. Seule entre toutes, notre nation a cette étrange destinée de supporter et d'expier la folie du monde entier... Mais ce sont surtout les Allemands qui apportent du mal à la Russie et à la Pologne. Ici des Allemands vagabonds, pour figurer dans les parades militaires, reçoivent des sommes considérables au détriment des nationaux. Ils apportent quelques maigres présents au tsar ou aux boïars, et en revanche ; ils rançonnent la terre russe. Dans les pays polonais et la Lithuanie, les Juifs ont pris à ferme les cabarets et les moulins. Jugez de ce que peut être en ces contrées la vie du paysan. »

Hervoï, ou plutôt l'auteur qui le fait parler, oppose à la mollesse des Slaves la ténacité des Allemands.

« Ils ont mené leurs affaires de telle sorte que jamais un souverain étranger ne les a gouvernés. Peu à peu ils ont soumis à leur pouvoir tous les royaumes de l'Europe, les uns par la ruse, les autres par la force. Là même où on croit qu'ils ne règnent pas, ils sont les maîtres. Sous prétexte de prendre du service, d'exercer le commerce ou quelque industrie, ils envahissent maint pays. Ils enlèvent aux indigènes les profits qui leur reviendraient et les traitent comme du bétail. Mais en vérité le peuple qui volontairement se soumet à des étrangers se réduit à l'état du troupeau qui ne choisit pas le pasteur parmi ses membres. Il y a moins de honte à être vaincu par les armes qu'à se laisser persuader par des discours menteurs ; les corps sont domptés, mais les intelligences restent libres. La soumission volontaire les émousse et les abêtit. Ainsi les Slaves du Danube, les Croates, les Serbes, les Bulgares, réduits par la force à supporter le joug des Allemands ou des Turcs, ont moins à rougir que les Polonais qui vont chercher des rois chez les Hongrois, les Lithuaniens, les Français. Quant aux Allemands, ils envahissent nos pays sous prétexte d'y apporter les arts de la paix ou de la guerre. Ils

viennent s'établir chez nous avec leurs femmes ; mais ils ne trouvent plus le chemin du retour. C'est ainsi qu'ils nous ont chassés de la Moravie, de la Poméranie, de la Silésie, de la Prusse. En Bohême, il ne reste que peu de Slaves dans les villes ; en Pologne, elles sont complètement germanisées. Une fois installés dans un endroit, ils s'y multiplient et y supplantent les véritables habitants. »

Krijanitch, dans ses jugements sur les Slaves, se montre particulièrement sévère pour la Pologne. Personne n'a su mieux que lui pénétrer la faiblesse de cette république anarchique et deviner sa destinée. D'ailleurs, il n'épargne pas non plus la Russie : il flétrit la mémoire d'Ivan le Terrible ; il adresse au tsar Alexis les conseils les plus hardis avec une franchise qui aurait suffi à justifier son exil. Par une prosopopée audacieuse, il place dans la bouche même du souverain l'exposé des réformes qu'il réclame pour la Russie. Le tsar, dans un long discours, invite son peuple à jurer qu'il n'acceptera jamais de souverains étrangers. Si la famille impériale vient à s'éteindre, il ne pourra élire qu'un prince de race slave. Le souverain de son côté s'engage à ne donner ses filles qu'à des princes slaves ou à des boïars russes, et à n'épouser que des princesses étrangères. Il promet de faire cesser les que-

relles religieuses et de conclure de salutaires alliances, de façon qu'un jour la nation slave soit enfin délivrée du joug ottoman.

Fénelon, dans son *Télémaque*, trace le tableau d'un gouvernement idéal établi dans une république imaginaire. Bossuet, dans son *Histoire universelle*, ramène l'histoire de toutes les nations à celle du christianisme. Rêveur comme Fénelon, théologien comme Bossuet, Krijanitch réduit l'histoire du monde à celle de la race slave. Après avoir fait exprimer par la bouche du tsar quelques-unes de ses idées favorites, il l'interpelle à son tour et lui expose les destinées de cette race qui attend sa délivrance.

« Après la chute de l'empire romain, Dieu suscita diverses nations, les Goths, les Vandales, les Hérules, les Lombards et nous autres Slaves. Il les lança comme des sauterelles sur cet empire. En ce temps-là, nos aïeux passèrent le Danube et occupèrent la Bulgarie, la Serbie et la Croatie. Mais à cause de leurs péchés, de leur anarchie et de leurs discordes, ils ont perdu le terrain qu'ils avaient conquis et sont tombés sous le joug des étrangers. Une autre partie des Slaves s'est établie sur les bords de la mer Baltique, dans la Poméranie, la Pologne, la Silésie, la Bohême et la Moravie. Mais à cause de leurs querelles et de leurs alliances avec

les Allemands, ils sont tombés dans un honteux servage ; ils se sont germanisés de telle sorte qu'ils ne sont aujourd'hui ni Slaves ni Allemands. En outre, les Allemands nous ont chassés des villes de Livonie, de Prusse et de Poméranie, et de tous les rivages de cette mer naguère slave, aujourd'hui allemande. Les peuples du Danube ont déjà perdu leur langue : il n'y a plus de souverain slave qu'en Russie. C'est donc toi, ô grand tsar, qui dois veiller sur les peuples slaves, et, comme un bon père, prendre soin de tes enfants dispersés. Aie pitié de ceux qui se sont laissé tromper, et, comme le père de l'Évangile, ramène-les à la raison. Beaucoup d'entre eux sont comme enivrés par un breuvage magique ; dans leur aveuglement, ils ne sentent même pas les injures que leur font les étrangers : ils ne connaissent point leur honte, ils s'y plaisent au contraire. Toi seul, ô tsar, as été donné de Dieu pour venir au secours des Slaves du Danube, des Polonais, des Tchèques, pour leur faire comprendre l'oppression et l'humiliation qui les accablent ; toi seul peux leur apprendre à venger leur nation, à secouer le joug allemand qui pèse sur eux. Les Slaves du Danube ne peuvent rien par eux-mêmes : il leur faut une force extérieure pour qu'ils puissent se remettre sur pied et compter encore dans le nombre des nations. Si tu ne peux, ô tsar, dans les

temps actuels, leur venir en aide et remettre leur royaume en son premier état, tu peux du moins épurer la langue slave dans les livres et par de sages [publications ouvrir les yeux de ces infortunés. »

Ainsi, à défaut des secours matériels, l'auteur de *la Politique* recommande la propagande littéraire ; ce programme est encore aujourd'hui celui des panslavistes de Prague ou de Moscou.

La communauté de religion devait tôt ou tard appeler l'attention des Russes sur leurs congénères du midi. Krijanitch n'admet pas qu'ils négligent leurs voisins immédiats, les Polonais. Leur destinée est aussi pitoyable que celle des Slaves du Danube : les Polonais se vantent d'une ombre de souveraineté et de leurs libertés anarchiques ; néanmoins ils ne peuvent rien par eux-mêmes ; il leur faut un secours étranger. L'alliance seule de la Russie peut les sauver. Quant aux provinces de la Baltique, à la Bohême, à la Silésie, à la Moravie, aux villes maritimes, à Hambourg, à tant d'autres cités qui furent jadis slaves, on ne peut songer à les reconquérir. Il est bien rare qu'un peuple revienne dans les pays qu'il a perdus et qui sont tombés aux mains d'un puissant ennemi.

Si les Slaves doivent renoncer à la mer Baltique, la Russie doit en revanche chercher à s'étendre du



côté du midi, notamment de la Crimée. Elle doit marcher hardiment contre les Osmanlis. Eux-mêmes font circuler certaines prophéties qui annoncent que leur empire sera détruit par une race blonde. Le temps, disent-ils, est déjà venu où notre domination s'écroulera; mais Dieu nous accorde un délai à cause des péchés des chrétiens. « Je ne crois pas, ajoute l'auteur, aux oracles des Turcs, mais il faut savoir en profiter. Si on les attaque, il faudra répandre, avec discrétion toutefois, ces prédictions parmi les soldats. » La conquête de la Crimée n'est qu'un premier pas vers celle de la Turquie. Krijanitch ne s'inquiète pas de savoir si après la défaite des Ottomans les pays délivrés appartiendront aux Serbes et aux Bulgares ou aux Russes. Les intérêts de la Russie et de ses compatriotes lui paraissent absolument identiques. Malheureusement deux choses ont jusqu'ici empêché la Russie d'accomplir sa mission, le schisme de l'Église et la *manie* des Slaves pour les étrangers. Parmi ces étrangers, les plus dangereux sont les Allemands et les Grecs; Krijanitch trace des uns et des autres un portrait peu flatteur et dont un patriotisme farouche n'excuse pas toutes les inexac- titudes. Les Allemands, à l'entendre, sont de tous les peuples le plus vain, le plus orgueilleux, le plus hâbleur; ils ont propagé en Europe les mauvaises

mœurs, l'esprit de désobéissance, la magie et les hérésies.

« Ils traitent de barbarie la simplicité slave ; ils courent sans cesse le monde, s'insinuant auprès des souverains ; dans leur avidité, ils s'indignent de n'avoir pu mettre la main sur le trône de Russie. Ils s'efforcent d'y arriver par les mêmes procédés qui leur ont si bien réussi en Pologne et en Bohême. Ils détestent les Russes dont la sagesse a limité l'essor de leur ambition. Ils haïssent la Russie, parce qu'ils sont hérétiques et qu'elle est orthodoxe. »

Krijanitch, né catholique et devenu prêtre romain, professe une horreur passionnée pour le protestantisme ; il montre envers l'orthodoxie slave une tolérance sympathique, mais le luthéranisme ne saurait trouver grâce devant lui. Il ne comprend ni la grandeur morale de la réforme allemande ni la mission civilisatrice de la Grèce byzantine en Russie. Il s'inspire des ressentiments que les Slaves méridionaux ont toujours entretenus contre les Fanariotes. Il voit dans les Grecs des alliés ouverts ou secrets de la domination ottomane. Ils payent les Turcs pour obtenir les fonctions épiscopales dans les pays slaves.

« J'ai entendu un Grec s'indigner contre le bienheureux Cyrille de Thessalonique, l'inventeur

de l'alphabet slavon. Il ne fallait pas, disait-il, créer un alphabet et traduire les Écritures pour ces gens-là. Ils auraient été forcés de recourir sans cesse à des maîtres grecs. »

Ces griefs de Krijanitch sont malheureusement trop réels ; aujourd'hui encore les divergences et l'antipathie des nationalités hellénique et slave constituent une des plus graves difficultés de la question d'Orient. L'auteur est peut-être moins près de la vérité quand il accuse les Grecs et les Allemands de semer à dessein la discorde parmi les Russes et les Polonais.

« Nous sommes avec les Polonais de mêmelangue et fils d'un même père. Il ne peut y avoir pour ces deux royaumes de plus grand bonheur que dans une concorde fraternelle. Mais nos ennemis excités par le démon s'efforcent de semer entre nous les querelles, les haines et les guerres. Les Grecs savent que si nous étions d'accord avec la Pologne, nous reconnâtrions bien vite leurs impostures ; les Allemands, spécialement les Suédois, qu'ils ne pourraient pas garder ce qu'ils ont enlevé aux Polonais. Les empereurs des Romains convoitent depuis des siècles le territoire des Lechs : ils voient que cette conquête est impossible si les Polonais vivent avec nous dans la charité et dans l'amour. Ainsi donc, ces superbes maîtres du monde dans

leur orgueil et leur mépris pour nous, envoient des ambassadeurs pour exciter la discorde. »

Krijanitch incline vers le catholicisme ; mais il ne jette pas l'anathème à l'orthodoxie ; il rêve pour les Slaves un rôle de conciliateurs entre Rome et Byzance. Il n'admet pas qu'ils aient à intervenir dans les querelles entre le saint-siège et le patriarcat. Cette fois encore, il devance son siècle : ni la Russie, ni la Pologne n'étaient arrivées à cette période de sereine tolérance où les passions religieuses disparaissent devant l'intérêt supérieur de la race. Assurément le tsar Alexis aurait pu, s'il avait connu toutes les idées de Krijanitch, dire de lui ce que Louis XIV disait de Fénelon : C'est un bel esprit chimérique. Le Roi-Soleil relégua le poète du *Télémaque* dans l'exil de Cambrai ; Krijanitch, moins heureux, expia par un long séjour en Sibérie la hardiesse de ses chimères et la naïveté de ses espérances.

### III

Il ne comprit jamais les causes de sa disgrâce : jamais il ne renonça à l'idée d'obtenir la clémence impériale. Sept ans après son départ de Moscou, il écrit en latin un traité, peu intéressant pour

nous d'ailleurs, de la Providence; il le dédie au tsarevitch, en le priant d'intercéder pour lui auprès du souverain, mais il se présente moins en suppliant qu'en conseiller utile; il s'annonce comme seul capable de révéler certains secrets qui concernent le bonheur de l'Etat russe et qui ne peuvent être expliqués dans des livres ou révélés dans des lettres. Peut-être espérait-il, en excitant la curiosité du prince, se faire appeler à Moscou et rentrer en faveur auprès du tsar. Mais il ne put, ce sont ses propres expressions, trouver un messenger pour porter à la majesté impériale ses larmes et ses prières. Ce fut pour lui une amère déception. Dans ses œuvres précédentes il n'avait fait que de discrètes allusions à son exil. Désormais il ne contient plus son indignation; il rappelle que l'exil est rangé par Aristote parmi les cruautés tyranniques, qu'il n'est point d'abus plus arbitraire que celui de pouvoir sans motifs bannir ou reléguer ses sujets. « En quel pays pouvais-je espérer pour mes travaux un accueil favorable, sinon en celui-ci? Pouvais-je m'imaginer que je serais récompensé par la défaveur, la haine, le châtement? En toute autre contrée j'eusse été un étranger, un vagabond, un mendiant. » Et sur le manuscrit qui n'a pu arriver jusqu'au tsarevitch, il écrit, pour l'effacer bientôt après, une nouvelle dédicace. « Au noble seigneur,

boïar et prince Ivan Boris Repnine, Georges Serbe, le désolé. » Mais en supposant que le manuscrit fût parvenu à Moscou, les idées de Krijanitch n'étaient guère propres à lui concilier les sympathies du prince ou des boïars. L'exilé se flattait en vain de connaître la Russie ; il apportait dans cet Etat byzantin et encore à demi asiatique tous les préjugés de l'Occident. Il conseille, par exemple, de supprimer dans les prières pour le tsar tous les titres qui rapprochent le souverain de la divinité ; il voit dans leur emploi un blasphème et un sacrilège. Il reproche aux Russes de célébrer la fête de leur empereur avec plus de pompe que celle de Dieu, de la Vierge et des saints ; il les blâme d'avoir mis dans les armoiries de l'Etat, non pas la croix, symbole du Seigneur, mais l'aigle à deux têtes, héritage néfaste de l'empire romain. Un peu plus loin, il s'attaque au schisme byzantin, sans comprendre que les Russes lui doivent leur religion nationale. Il l'appelle le plus grand malheur du monde chrétien, et gravement il s'engage à démontrer la vérité de cette assertion. « Je ne le puis en ce moment parce que les livres me font défaut, je le ferai un jour avec l'aide de Dieu, si le très-clément empereur me fait appeler à Moscou et ordonne de me donner les livres nécessaires. » Naïveté singulière, de s'imaginer que dans le pays

du monde le plus attaché à sa croyance et le moins pénétré de l'esprit moderne, le souverain peut entrer en rapports avec un catholique, c'est-à-dire un hérétique, pour lui fournir les moyens d'attaquer le culte officiel. Se figure-t-on Jurieu réclamant à Louis XIV les livres nécessaires pour réfuter Bossuet? Ces bizarreries sont fréquentes dans l'œuvre de Krijanitch, elles étonnent et fatiguent le lecteur ; on se demande parfois, à lire certaines extravagances, si les chagrins de l'exil n'ont pas rompu l'équilibre de ce puissant cerveau. L'exilé se laisse entraîner à tous les rêves de son imagination et prétend concilier les antinomies les plus discordantes, sans pouvoir indiquer le moyen pratique d'y arriver. En matière religieuse, ses doctrines sont très-flottantes. Il eût passé à l'Eglise orthodoxe, il le déclare lui-même, si le synode moscovite n'avait imposé un second baptême aux catholiques convertis. Il écrit sur cette question un traité dogmatique qu'il dédie au patriarche, et dans lequel il traite fort durement Photius et le schisme byzantin. Un peu plus tard, lassé de l'exil, il demande à être transféré au monastère des îles Solovetsk, dans cette Thébaïde de la mer Blanche que l'Anglais Dixon a si bien décrite (1) : là il espère trouver des

1. *La Russie libre*, traduction Jonvaux. Paris, 1873. Voir sur cet ouvrage l'article sur les *Voyageurs anglais en Russie*, dans le *Monde slave*.

livres et des aliments spirituels pour son infatigable activité. On peut se demander quel accueil les disciples de saint Zozyne et de saint Sabbatii, les moines fougueux de cette Chartreuse glacée, auraient fait au panslaviste romain qui entendait garder au milieu d'eux l'indépendance de sa pensée et la franchise de ses opinions. Une circonstance particulière avait appelé sur ce monastère l'attention curieuse et toujours inquiète de Krijanitch. On sait que vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle le patriarche Nikon avait entrepris de corriger les livres religieux de la Russie. Ses innovations rencontrèrent dans le clergé des résistances obstinées ; le grand schisme russe, le *Raskol*, date de cette époque. Les moines de Solovetsk avaient adressé une supplique à l'empereur pour protester contre les réformes de Nikon. Alexis, pour briser leur résistance, leur envoya un archimandrite avec une lettre impériale. Les moines lui répondirent : « Nous sommes prêts à obéir en tout aux ukases de notre seigneur, mais nous ne pouvons accepter ses décisions concernant les livres nouveaux. » Un vieil archimandrite s'écria : « On veut nous imposer les dogmes des Latins, je suis prêt à souffrir le martyre. » L'envoyé du tsar se trouvant en face de *raskolniks* irréconciliables eut recours aux grands moyens : Notre empereur, Alexis Michaïlovitch,



n'est-il pas un souverain orthodoxe ? — Oui, répondirent les moines. — Et ses ordonnances ne sont-elles pas orthodoxes ? — Les moines se turent. — Mais les patriarches de l'Orient, ceux d'Antioche, d'Alexandrie, qui ont approuvé les réformes, étaient naguère considérés comme orthodoxes ; le concile qui m'envoie n'est-il pas orthodoxe ? — Ils l'étaient naguère, ils ne le sont plus, répondirent les moines. — Leur supplique énumérait longuement les abominables nouveautés auxquelles ils croyaient devoir résister. « Au lieu de *Isous* (Jésus) on veut désormais écrire *Iisous* ! Cette seule innovation nous fait horreur ; très-gracieux seigneur, aie pitié de nous, ne permets pas qu'on brise la tradition de nos pères, les saints thaumaturges de Solovetsk. » Pour réduire ces résistances, il fallut envoyer des soldats occuper le monastère.

Du fond de son exil, Krijanitch suivait ces débats : il écrivit une réfutation de la supplique des moines de Solovestk : le ton de cet opuscule, dédié à l'évêque orthodoxe de Sibérie et de Tobolsk, est curieux à plus d'un égard. L'auteur y interpelle directement les moines de Solovestk et traite avec eux d'égal à égal :

« Recevez les salutations et les prières d'un pécheur. Depuis bien longtemps j'aurais désiré vivre chez vous, afin d'être sauvé par vos prières. Aussi

vos erreurs m'ont contristé et je me suis écrié avec le prophète : Comment est tombée du ciel cette étoile qui brillait si claire au matin ? »

Et Krijanitch tance vertement ses frères égarés, au nom de la charité chrétienne, au nom de son dévouement pour l'église orthodoxe et du devoir qui s'impose à tout homme de servir le prochain.

« Voilà quatorze ans que je vis en Sibérie, oisif, inutile à mes semblables. Personne ne réclame de moi ni travail, ni conseil, ni secours. La volonté de Dieu et celle du tsar me nourrissent dans l'inaction comme le bétail dans une étable. Mais quand Dieu m'appellera devant lui, il me demandera compte de ma paresse. »

Qu'on ne s'étonne pas d'ailleurs de le voir intervenir dans les querelles des orthodoxes ; il n'est pas un latin opiniâtre, il serait depuis longtemps entré dans l'église russe, si elle ne prétendait lui imposer un nouveau baptême ; il confesse tout ce qu'elle croit, il vénère ce qu'elle adore, il n'exècre que les hérésies protestantes, celles de Luther, de Calvin, de Jean Hus, les schismes qui se produisent dans l'église orthodoxe, le fanatisme ignorant, les faux miracles. La lettre aux moines de Solovetsk est le premier écrit qui ait paru en Russie contre le Raskol. Cette fois encore la voix de Krijanitch se perdit dans les solitudes de la Sibérie.

Il ne se découragea pourtant pas. Il s'adressa au tsarevitch Fédor pour implorer sa grâce ; il offrait en échange le secours de ses conseils. Si l'empereur daignait faire cesser son exil, il espérait lui révéler les dangers que font courir à la Russie les Turcs, les Grecs, les Allemands. Et il résumait de nouveau dans un fougueux réquisitoire tous les griefs que son patriotisme avait si longuement développés dans la *Politique*. Le tsar Alexis Mikailovitch mourut en janvier 1676 : son fils Fédor était monté sur le trône. Il exauça enfin la requête de l'exilé. Au mois de mars, il lui envoya l'autorisation de retourner à Moscou.

Ici s'arrêtent les documents relatifs à la vie de cet étrange personnage. M. Bezsonov, qui a le plus contribué à mettre en lumière son œuvre et sa biographie, ne nous fournit pas d'informations au delà de cette période. A l'époque où nous avons eu l'occasion de le rencontrer en Russie, il a bien voulu nous apprendre qu'il possédait encore de nombreux matériaux et qu'il se réservait de les publier à son jour et à son heure. A en croire les demi-confidences, dont nous n'avons pu vérifier l'exactitude, Krijanitch aurait fini par quitter la Russie et serait mort dans une ville de l'étranger. M. Bezsonov garde avec un soin jaloux le secret de ces dernières années. M. Markievitch, dont le

récent volume a été l'occasion de cette étude, n'a rien ajouté à ce qu'on savait avant lui sur cette bizarre destinée. Le public russe, — plus indifférent qu'on ne croit aux choses slaves, — n'a pas su faire à M. Bezsonov cette douce violence qui incline les plus opiniâtres volontés devant l'intérêt supérieur de l'histoire et de la science. Malgré les essais dont Krijanitch a été l'objet soit à Moscou, soit dans sa patrie, personne n'a donné encore un résumé définitif de sa carrière et de ses idées. Son nom soulève des énigmes qui sont loin aujourd'hui d'être toutes résolues. Les Slaves ont montré une blâmable négligence envers ce grand précurseur des idées modernes. Son siècle ne pouvait le comprendre : le nôtre, qui a remis son nom en lumière, a vu se réaliser quelques-uns des rêves qui agitaient ce penseur inquiet. La Slavie régénérée élèvera un jour un monument à l'homme qui le premier comprit toutes les misères de sa race et en chercha le remède. Est-ce trop exiger que de réclamer dès aujourd'hui un tableau complet de sa vie et une édition sérieuse de ses œuvres ?



UN ESSAI  
DE MYSTIFICATION LITTÉRAIRE

---

LE VEDA SLAVE (1)

De tous les idiomes slaves, le bulgare est celui qui est entré le plus tard dans la littérature. Au moyen âge, avant l'invasion ottomane, la Bulgarie était arrivée à un certain état de civilisation, elle avait joué un grand rôle dans le développement des hérésies ; elle avait été le premier berceau de la littérature slavonne ecclésiastique. Mais le bulgare moderne, idiome slave abâtardi s'il en fût, plus corrompu que le grec des palicares ou les patois romans, n'a été écrit et imprimé qu'au début de notre siècle. Le premier livre en langue vulgaire a été publié en 1806. C'est une instruction pour les dimanches et fêtes, traduite par Sofroni, évêque de Vrachan. Depuis cette époque, les livres bulgares se sont multipliés : ils étaient spécialement impri-

1. *Veda slovena... Le Veda slave.* — 1 vol. in-8. Belgrade, 1874 ; Paris, Leroux éditeur.

més à l'étranger, à Bude-Pesth, à Bukarest, à Cronstadt en Transylvanie. Ce n'est qu'en 1847 qu'une imprimerie bulgare a été fondée à Constantinople. Dans une intéressante bibliographie publiée à Vienne en 1874, M. Joseph Constantin Jireczek évaluait à environ six cents le total des productions bulgares qu'il avait pu découvrir entre 1806 et 1870. Depuis cette époque, il s'est fondé à Braïla en Roumanie une société littéraire bulgare qui déploie un grand zèle et semble appelée à rendre de sérieux services. Les publications bulgares n'ont en général qu'un médiocre intérêt. Ce sont le plus souvent des livres pédagogiques traduits de l'allemand ou du français, des œuvres théologiques, parfois des drames ou des romans, le tout naturellement de mince valeur. Toutefois, parmi ces productions, il en est qui méritent une attention spéciale : ce sont les recueils encore peu nombreux de chants populaires. On sait l'importance qu'a acquise de nos jours cette branche méconnue de la littérature ; on s'y intéresse non seulement pour les grâces poétiques qu'on lui a découvertes, mais surtout pour les renseignements qu'elle peut nous fournir sur l'histoire, la mythologie, les conceptions cosmogoniques ou religieuses des peuples chanteurs. « Ce que le rossignol est parmi les oiseaux, le Slave l'est parmi les na-

tions ; » cette phrase célèbre s'applique aussi bien aux Bulgares qu'à leurs congénères de Serbie, de Bohême ou de Russie. Grâce à l'état de semi-barbarie où ils sont restés plongés, les Slaves de l'ancienne péninsule hellénique ont gardé très-vivant l'instinct lyrique et même le don de la création épique, qui a depuis longtemps disparu chez les peuples civilisés. Au début, les lettrés ont fait peu d'attention à ces œuvres de la muse populaire, puis ils se sont avisés d'en recueillir et d'en publier ; maintenant que la vogue est acquise à ce genre de productions, on trouve au besoin des gens de bonne volonté pour en fabriquer, ou pour en corriger le texte à l'aide d'interpolations malicieuses ou d'interprétations fantaisistes. Quelques renseignements bibliographiques ne seront pas inutiles ici.

Le premier recueil de chants bulgares a été publié en 1842, à Pesth, par M. Bogorov. Depuis cette époque, il en a paru une douzaine environ, dont le plus important paraît être celui des frères Miladinov, imprimé en 1861, à Agram, aux frais du Mécène des Slaves méridionaux, Mgr Strossmayer. D'autres ont été édités à Belgrade, d'autres à Moscou. Il est fort difficile de les réunir et de les collationner. D'autre part, l'étude de ces poèmes était jusqu'ici peu abordable, même pour les sla-



vistes de profession. De toutes les langues slaves, le bulgare est sans contredit la plus corrompue. Il n'en existe pas de bonnes grammaires à l'usage des étrangers. Le seul dictionnaire international qui ait été publié, *Blgarsko frenski rietchnik* de M. Bogorov (Dictionnaire bulgare-français, Vienne, 1871) est fort incomplet et ne se distingue pas par une grande précision. On pourrait faire un second volume avec les mots qui ne s'y trouvent point, et ceux qu'on y rencontre sont médiocrement traduits. Voilà bien des raisons pour ne pas encourager le lecteur français à l'étude de la poésie populaire slave.

Cette étude sera désormais plus facile, grâce au très-intéressant volume que M. Dozon, consul de France, a récemment publié. Ce volume se recommande sérieusement à l'attention du public (1). Nous voulons aujourd'hui lui signaler, sans le recommander toutefois, un autre volume qui s'annonce sous ce titre plein de promesses : *Le Veda slave*, recueilli et publié par M. Verkovitch. (Paris, Leroux, libraire-éditeur.) Avant sa publication, ce volume avait déjà piqué la curiosité des savants ; grâce à des réclames plus ou moins habiles, il avait intéressé quelques lettrés étrangers aux études

1. Paris, Maisonneuve.

slaves; il avait été l'objet d'un rapport, peu favorable d'ailleurs, au ministère de l'instruction publique. Il vient d'être mis en vente à Paris et nos lecteurs, avant de parcourir la traduction française qui l'accompagne, ne seront peut-être pas fâchés d'être éclairés sur certains détails qui auraient chance de leur échapper. Nous espérons leur démontrer aisément que le *Veda slave* n'est pas aussi *védique* qu'on pourra le faire croire. A beau mentir qui vient de loin, dit le proverbe. Le mystificateur ignorant qui a voulu nous imposer ses prétendues découvertes a évidemment compté sur la complicité de ceux qui peuvent savoir quelque chose *in slavicus*. Il s'est trompé et nous n'aurons pas de peine à le prouver.

Le *Veda slave* s'ouvre par cette épigraphe mélancolique :

Sic vos non vobis mellificatis apes,  
Sic vos non vobis vellera fertis oves,  
Sic vos non vobis fertis aratra boves.

Quel peut bien être le sens de cette citation classique? M. Verkovitch veut-il faire entendre par là qu'il a uniquement travaillé pour la gloire d'autrui? La préface qui ouvre le volume nous donne la clef de cette énigme. Cette préface occupe seize pages in-8 et n'est pas traduite en français; on

pourrait croire qu'elle est écrite en bulgare comme le texte même du livre : il n'en est rien, elle est rédigée en serbe. M. Verkovitch, qui est Serbe de naissance et, soit dit en passant, marchand d'antiquités à Serres (Macédoine), a préféré ici l'emploi de sa langue maternelle : c'est vraiment dommage qu'il n'ait pas jugé à propos d'initier le lecteur non slave aux arcanes de sa pensée. Elle est parfois curieuse et même surprenante. M. Verkovitch commence par déplorer l'ignorance générale et les préjugés des Occidentaux en ce qui concerne la race slave. Il exagère même un peu ces préjugés en affirmant qu'on affecte de confondre sans cesse les Slaves avec les Huns, les Tartares, les Vandales et les Goths. De bonne heure M. Verkovitch s'est résolu à venger ses compatriotes et congénères de ces injustices imméritées. En voyageant chez les Slaves de Macédoine, il a remarqué que c'était un peuple essentiellement chanteur, mieux doué pour la poésie et la musique que les modernes Hellènes, et il a conclu de ce fait qu'ils devaient avoir possédé jadis une civilisation plus élevée et plus ancienne que celle des autres peuples indo-européens. Mais ce n'était là qu'une hypothèse ; M. Verkovitch espérait qu'il pourrait en trouver la confirmation dans le texte même des chants populaires, et à partir de l'année 1856 il se mit à les collec-

tionner avec ardeur. Toutefois rien dans les chansons par lui recueillies et déjà publiées en partie du moins, à Belgrade, en 1866, rien ne vint justifier ses hypothèses ni légitimer ses espérances. C'est alors qu'il eut l'idée de s'adresser à quelques amis et de les associer à ses recherches.

« Je les priai, dit-il, de rechercher dans le peuple bulgare des chants historiques relatifs aux rois macédoniens Philippe et Alexandre, et aux antiquités de la Thrace, par exemple au chanteur trace Orphée et aux autres personnalités marquantes des anciens temps... On chercha et on ne trouva rien que des chants sans valeur historique. » Cependant M. Verkovitch finit par rencontrer un ami qui vivait dans les régions de Perin Planina (la montagne de Perin) et qui s'offrit à poursuivre les investigations dans cette région peu connue.

« Au bout d'un mois, c'est toujours M. Verkovitch qui parle, je reçus un cahier de chants : parmi ces chants, *grâce à la bonté divine* (voljom bojom), il y en avait un qui prouvait solennellement la réalité d'une de mes espérances les plus hardies, qui contredisait complètement les opinions jusqu'alors admises sur l'antiquité des Slaves dans ces régions. C'était un petit poëme sur Alexandre le Grand.

« Il n'est pas possible d'exprimer l'agréable im-

pression que j'éprouvai en voyant inopinément se réaliser ce qui ressemblait jusqu'alors à un rêve, à un château bâti dans les airs, à savoir que les Slaves du Rhodope ont des traditions encore vivantes sur Alexandre le Grand. »

Je continue de traduire :

« Je remerciai ardemment la Providence divine qui avait bien voulu se servir de moi, infirme et indigne d'une telle grâce, pour faire sortir de l'oubli un secret d'une telle importance. Et je me remis à l'œuvre avec un zèle encore plus grand. J'espérais bien ne pas en rester à ce premier succès et faire encore de pareilles découvertes. Dans chacune de mes lettres je priais mon correspondant, je l'adjurais de continuer à faire des recherches sur Alexandre et les autres empereurs de Macédoine, mais surtout de ne pas oublier Orphée. »

Arrêtons-nous ici un instant. Ces lignes sont instructives. Nous avons affaire d'abord à un marchand d'antiquités, c'est-à-dire à un personnage qui a souvent des raisons pour n'être pas très-scrupuleux sur les questions d'authenticité, à un Slave fanatique qui serait enchanté de jouer un bon tour aux Hellènes en leur prouvant qu'ils ne sont que les plagiaires de la civilisation slave, et enfin à un ignorant di *primo cartello*. Cette der-

nière assertion est la seule qui ait ici besoin d'être démontrée.

M. Verkovitch, comme on vient de le voir, affirme avec une naïve impudence qu'il a le premier, grâce à la bonté divine, démontré l'existence d'une tradition alexandrine dans le peuple bulgare. En cela il se trompe absolument. Il a été publié à Agram, en 1861, un volume de chants bulgares, auquel nous avons déjà fait allusion, le recueil des frères Miladinov : c'est un ouvrage classique que M. Verkovitch n'avait pas le droit d'ignorer. A la suite de ce volume, les auteurs ont réuni un certain nombre de renseignements sur les énigmes, les croyances, les rites et les traditions populaires de la Bulgarie. En tête du chapitre consacré aux traditions populaires (pag. 526) on lit ce qui suit :

« *L'empereur Alexandre.* L'empereur Alexandre demanda qu'on allât lui chercher de l'eau d'immortalité. Mais de ceux qui y allèrent, aucun ne revint ; avant d'arriver à cette eau, il fallait voyager trois jours entiers dans une obscurité profonde, les voyageurs s'y égarèrent et nul ne pouvait revoir le jour blanc. L'empereur y alla lui-même, il prit avec lui une jument et un poulain. Arrivé dans l'obscurité, il attacha la jument, puis plus loin, dans un endroit où l'on pouvait encore entendre la jument il attacha le cheval ; puis il s'avança jusqu'au lieu où

était l'eau d'immortalité, entre deux montagnes qui s'ouvraient et se refermaient. Il puisa de l'eau dans un vase, et d'après les hennissements de la jument et du poulain, il retrouva son chemin et revint au jour blanc. Il mit le vase au bord de sa fenêtre et recommanda à sa sœur de prendre bien garde d'y toucher. Sa sœur Roxandra par mégarde fit tomber le vase. Alexandre entra dans une furieuse colère : sa sœur épouvantée s'enfuit et se jeta dans la mer ; elle fut changée en dauphin : ce dauphin, quand il entend le nom d'Alexandre, se cache au fond des eaux. »

Il n'était pas bien difficile à M. Verkovitch de connaître ce récit ; il aurait pu aussi avec un peu de bonne volonté savoir comment les traditions relatives à Alexandre sont entrées dans la littérature écrite et populaire des Slaves. En 1867 un savant croate, M. Jagitch, aujourd'hui professeur à Berlin, a publié à Agram un excellent ouvrage sur l'histoire de la littérature serbe et croate (1) : le chapitre V de cet ouvrage est consacré à l'examen des livres apocryphes et des traditions légendaires chez les Slaves méridionaux. M. Jagitch n'a point négligé ce qui se rapporte aux légendes alexandrines.

« La vie d'Alexandre le Grand, dit M. Jagitch

1. *Istorija srpsko-hrvatske Knizevnosti, u Zagrebu.*

(pag. 94) émerveilla tellement l'antiquité qu'elle ne put disparaître de la mémoire des hommes ; elle fut transmise d'un peuple à l'autre et chaque nation y ajouta les ornements de sa fantaisie. La légende entra dans la littérature populaire des Grecs et des Latins et par elle dans toute la littérature de l'Europe du moyen âge. *Le texte grec sur lequel a été faite la traduction slave* s'est conservé dans plusieurs variantes qui remontent toutes à un texte unique. (Il s'agit ici du roman du Pseudo-Callisthènes.)

« Chez les peuples slaves, il y a beaucoup de biographies d'Alexandre le Grand. Elles peuvent se diviser en deux catégories : les unes sont entrées dans la littérature slave par l'occident allemand ou latin (c'est l'Alexandride tchèque et polonaise), les autres sont venues directement par des traductions du grec byzantin ; c'est la rédaction jougo-slave. [ Cette traduction a été faite quelque part au midi en langue slavonne. Les manuscrits qui nous l'ont conservée sont fort récents ; ils datent du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle... » M. Jagitch donne quelques arguments qui permettent de supposer que dès le x<sup>e</sup> siècle le roman grec du Pseudo-Callisthène avait été traduit en slavon bulgare. On n'en a aujourd'hui que des rédactions serbes et russes. Dès le quinzième siècle en Serbie la légende alexandrine



avait déjà passé du slavon dans la langue vulgaire. Dans l'un des manuscrits cités par M. Jagitch, on trouve des détails fantastiques qui rappellent un des épisodes de la tradition alléguée par les frères Miladinov. Alexandre et ses compagnons entreprennent une expédition au centre de la terre ; ils sont montés sur des juments, et laissent les poulains au camp, et reviennent après avoir conquis maints trésors, etc...

Nous aurions beau jeu à poursuivre l'histoire de l'Alexandréide chez les peuples slaves qui se sont inspirés de la rédaction byzantine. M. Verkovitch serait sans doute bien étonné d'apprendre qu'on en retrouve des fragments, non-seulement dans les annales, mais encore sur les monuments figurés de la grande Russie. A Vladimir, par exemple, un des bas-reliefs de l'église de Saint-Dmitri représente l'ascension au ciel d'Alexandre dans une corbeille à laquelle sont attachés deux animaux fantastiques (1). Cela ne prouve pas qu'Alexandre ait régné sur les bords du Volga ou de la Kliazma. Par cette digression un peu longue, nous avons tenu à démontrer que si M. Verkovitch affichait une grossière ignorance, tous ses compatriotes

1. Voir dans nos *Études slaves* le chapitre intitulé Vladimir et ses églises.

slaves n'en sauraient être solidaires. Il se publie à Agram et à Belgrade une foule de travaux excellents avec lesquels le *Veda slave* ne doit pas être confondu.

Reprenons la préface du *Veda* où nous l'avions laissée. En l'année 1866, les correspondants de M. Verkovitch découvrirent deux chants sur Orphée, puis des poèmes sur les migrations des peuples, puis des poèmes sur toute espèce de sujets légendaires. M. Verkovitch entreprit de publier ces trésors et il s'adressa à son ami, M. le Dr Janko Schafarik des Belgrade. M. Schafarik est un docteur en médecine ; il ne faut pas le confondre avec son oncle Paul Schafarik le grand philologue, le Grimm des Slaves. C'est un amateur intelligent ; il s'occupe de numismatique et d'histoire ; mais le patriotisme n'a pas de peine à étouffer chez lui la voix de la critique (1). Il accepta sans hésiter la tâche de publier le *Veda slave*, d'y ajouter une traduction française ou soi-disant telle et n'eut pas un instant l'idée de faire la moindre réserve soit sur l'authenticité de ses chants, soit sur l'intégrité du texte ou les interpolations dont il aurait été l'objet, soit sur sa prétendue autorité.

Du moment où M. Verkovitch fait remonter les

1. M. Schafarik est mort en 1877.

traditions slaves jusqu'à Alexandre, en sautant par-dessus le Pseudo-Callisthène et les romans du moyen âge, il ne lui en coûte guère plus de les rattacher directement au rig-Veda, que dis-je ? de montrer que le Rig-Veda n'est qu'un écho affaibli des anciens chants slaves. Dans un poème fort obscur (la question d'authenticité réservée, bien entendu) sur la migration d'un peuple quelconque, il est question de la terre lointaine et du Danube blanc. M. Verkovitch affirme qu'il s'agit évidemment de l'Asie orientale, du Gange ou de l'Oxus. « La mythologie de mes poèmes, dit-il, a une analogie si merveilleuse avec celle du Rig-Veda, qu'elles doivent être certainement sœurs jumelles : ou plutôt, c'est la nôtre qui, vu sa simplicité et son antiquité, doit être la mère de l'autre. » A l'appui de cette filiation, l'archéologue bulgare invoque le nom du dieu Vichnou et du feu (Ogne Agni) qui se rencontrent dans le Veda Slave. Malheureusement, cet enthousiasme est facile à réfuter : En supposant — nous le répétons toujours — que l'on ait affaire à des poèmes authentiques et non interpolés, le mot *vichni*, *vichnu* est tout simplement un adjectif slave qui veut dire haut, supérieur et le mot *ogne*, feu, est apparenté au sanscrit *agni*, comme le latin *ignis*, comme le lithuanien *ugnis*. Il y a longtemps que les philologues avaient fait

cette découverte. M. Verkovitch n'a pas l'air de s'en douter.

Il serait peut-être fastidieux de suivre M. Verkovitch dans les pages lyriques où l'entraîne son enthousiasme. Il croit par exemple avoir découvert les Joudas, ces fées de la légende bulgare ; le recueil des frères Miladin les connaissait déjà : « Ce sont, disent-ils (pag. 524), des femmes aux longs cheveux qui vivent dans les rivières et dans les lacs : quand elles voient un homme dans l'eau, elles jettent leurs cheveux autour de lui et le noient. Parfois elles se couchent sur le rivage et se peignent la chevelure. Elles vivent dans les endroits profonds, spécialement dans les tourbillons. » M. Verkovitch suppose gravement que les Joudas ne représentent pas des êtres mythiques, mais que « dans une antiquité très-reculée, il existait certainement un peuple portant ce nom, qui avait alors plus d'importance qu'il n'en a aujourd'hui. Ce nom, sans doute, cache des événements d'une grave importance pour l'humanité tout entière ; ces événements, un jour apparaîtront dans tout leur éclat, et le monde verra qu'il n'est jamais possible d'étouffer à tout jamais la vérité, qu'elle reparaît toujours, au moment où on l'attendait le moins ! Peut-être est-ce à ce nom aujourd'hui dédaigné que l'humanité doit les premiers principes de son développement, principes

sur la base desquels, elle a construit tout ce qu'elle possède de beau et de bon, au point de vue de la culture... »

Et un peu plus loin :

« On regarde comme fabuleuse la tradition qui prête des ailes aux Joudas. Mais n'est-il pas possible que le peuple en question, dans la suite des temps, fût arrivé à tel degré de civilisation et de science qu'il savait se fabriquer des ailes et voler avec elles ? Cet art, plus tard, aurait disparu dans les révolutions d'ici-bas et il s'en conserverait un obscur souvenir dans la légende d'Icare et de Dédale qui aurait pris plus tard un caractère mythologique ?

« Sans doute, continue M. Verkovitch, ce ne sont là que des hypothèses, et nos poèmes ne peuvent pleinement en démontrer la justesse, Mais je suis intimement convaincu qu'on en trouvera d'autres encore et de plus importants ; ce que j'apporte aujourd'hui, n'est qu'une feuille de l'immense livre humain, qui grâce à la Providence divine existe encore et qui attend une main pieuse et patriotique pour l'arracher à son obscurité. » Toutefois, M. Verkovitch veut bien ajouter que les savants slaves et étrangers auront à déterminer quel rapport existe entre ses poèmes et ses hypothèses. Il termine par quelques considérations sur les re-

lations de la civilisation hellénique et slave. Bien entendu il ne doute pas un instant que les Grecs et les Slaves n'aient été de tout temps voisins dans les contrées qu'ils habitent encore aujourd'hui ; il en conclut qu'il y a dû avoir entre eux un perpétuel échange de mots et d'idées ; par conséquent les mariages étaient fréquents entre eux. La langue des Slaves a donc dû au début avoir la prépondérance sur le grec, ainsi qu'il résulte du dialecte dorique (?) mais peu à peu l'élément slave a été complètement absorbé par le grec, en vertu de la *voracité sémitique* (!).

Voilà certainement un ensemble d'inepties assez respectable ; toutefois dans cette préface de quinze pages in-8, M. Verkovitch a supprimé un certain nombre de détails qu'il avait naguère publiés dans un journal d'Agram. Celui-ci par exemple : M. Verkovitch, désespéré de ne rien trouver sur Orphée, avait un jour promis une récompense de dix ducats (120 fr.) à celui qui lui apporterait un poëme sur ce sujet. Ce qui est aussi fort curieux, c'est que M. Verkovitch n'a recueilli par lui-même aucun des chants mythologiques, ou soi-disant tels ; ils lui ont été adressés par des correspondants : M. Dozon, notre consul à Philippopolis, qui a naguère été chargé d'une mission près M. Verkovitch, n'a pas été plus heureux ; on lui a bien

montré des manuscrits, mais on ne lui a pas fait entendre un seul de ces chants. Il le confesse dans son rapport et il nous a dernièrement renouvelé lui-même cet aveu bon à retenir. Il est fort possible que certains poèmes soient authentiques dans leurs traits généraux. Que M. Verkovitch les interprète comme il les entend, c'est son affaire ; le lecteur qui aura lu sa préface sait à quoi s'en tenir : ce qui est plus difficile à déterminer, ce sont les interpolations qui ont pu se produire, les entorses données aux transcriptions des noms propres, les omissions ou les additions volontaires. Nous avons dit plus haut que M. Verkovitch est marchand d'antiquités ; c'est un commerce où l'on aime à vieillir sa marchandise ; d'autre part, M. Verkovitch est absolument ignorant. Il serait fort possible qu'il fût tout ensemble trompeur et trompé : quand on est si aisément dupe de son imagination, on peut bien se laisser duper par les autres, quitte à tâcher de les *engeigner* à son tour, comme disaient nos aïeux. Nous faisons donc toutes nos réserves sur l'authenticité et l'intégralité des poèmes qu'on nous présente. Pour ce qui est de leur valeur, elle nous semble fort douteuse. Il y a d'ailleurs dans la littérature des Slaves méridionaux des essais antérieurs de fabrications poétiques qui ne doivent pas être oubliés.

Un compatriote de M. Verkovitch, le Bulgare Rakovsky avait, en 1859, publié à Odessa un petit livre sur l'art d'étudier l'histoire de son pays, où il démontrait *à priori* que les Bulgares étaient venus directement de l'Inde, que leur langue avait fourni à la Grèce ancienne toutes ses dénominations géographiques, et autres propositions qu'il eût été d'ailleurs impossible de prouver *à posteriori*. Le même Rakovsky publiait, en 1860, à Belgrade, une dissertation historique sur les tsars Asen I<sup>er</sup> et Asen II, où il introduisait trois chants sur les guerres bulgares évidemment fabriqués. En 1869, un Serbe, M. Miloch Milojevitch, entreprenait de retrouver dans la principauté de Serbie tout le Panthéon slave, depuis longtemps oublié. Le peuple conserve volontiers les rites ; mais il ne se souvient guère des noms des dieux détrônés. M. Milojevitch les chercha en vain dans la principauté où la police est bien faite, les routes carrossables, et le contrôle facile. Il fut plus heureux dans la vieille Serbie, qui gémissait encore sous la domination ottomane et qui, comme la Bulgarie, hélas ! était un de ces pays où il vaut mieux croire « que d'y aller voir ». Là, il retrouva toutes ces divinités slaves dont les Serbes avaient depuis dix siècles peut-être perdu le souvenir, y compris le Dieu Radgost, cher aux Slaves de l'Elbe, mais que



les Slaves méridionaux n'ont évidemment jamais connu. Ailleurs, M. Milojevitch fait raconter à une colombe les voyages qu'elle a entrepris depuis l'Inde jusqu'au pays slave pour aller rendre visite au Dieu Triglav. Il est vrai que M. Milojevitch a écrit des études historiques sur la vie des *Serbes* dans l'Inde ! D'autre part, cet honnête et intelligent collectionneur a trouvé ingénieux de vieillir par des interpolations les textes des chansons authentiques qu'il avait pu recueillir. Malheureusement pour lui et heureusement pour les Serbes, son manuscrit offert pour être publié à la société scientifique de Belgrade a été soumis à l'examen d'un homme savant et consciencieux, M. Stojan Novakovitch, qui l'a traité comme il le méritait.

M. Verkovitch a estimé qu'il ne fallait pas réserver aux Slaves seuls sa merveilleuse découverte et que toute l'Europe devait être appelée à en jouir. Il a donc chargé M. Janko Schafarik d'éditer le *Veda slave* à Belgrade, avec une traduction française en regard. M. Schafarik n'a pas jugé convenable de faire traduire la préface que nous venons d'analyser. Il lui a semblé superflu d'entrer dans des détails oiseux sur la métrique et la langue des poèmes qu'il traduisait : il ne lui a même pas paru utile de donner une traduction exacte ou écrite en français correct. M. Schafarik

ou le traducteur anonyme du Veda n'était sans doute pas tenu de savoir le français comme vous et moi. Mais il était tenu de faire revoir au moins son manuscrit par une personne compétente : on rencontre dans son volume des choses comme celles-ci : *Si nous avons commis une pêche*, ce qui veut dire si nous avons commis un péché, ou bien encore :

Celui qui s'approche du Danube  
Il l'engloute entièrement.  
Le dragon n'est pas *toué* aisément  
Si tu lui coupe une tête  
Sur le champ ils sortent deux.  
Nous vaincerons les sauvages.  
Le dragon nous mangera, etc.

Ce français émaillé de fautes d'orthographe a la prétention d'être exact ; malheureusement il ne l'est pas toujours ; les vers bulgares et les lignes françaises sont numérotées de cinq en cinq ; on pourrait croire au premier abord à une parfaite concordance. Nous pourrions citer telle page où il y a quatre ou cinq lignes d'écart entre la traduction française et le texte original. Pour nous résumer en deux mots, M. Verkovitch a trouvé dans M. Schafarik un éditeur digne de lui. Figurez-vous l'étonnement du naïf lecteur qui entreprend

de pénétrer les mystères du Veda Slave ; il a acheté un dictionnaire et une grammaire bulgares ; tout d'abord il se heurte à une préface en langue serbe, et quand il espère comprendre le bulgare à l'aide du français, il s'aperçoit tout à coup que c'est précisément le texte qui doit lui expliquer la traduction. A vrai dire, le présent volume ne satisfera pas beaucoup sa curiosité ; il ne renferme que treize poèmes, cinq sur la migration d'un peuple, un sur le mariage du soleil, trois sur les aventures du roi Talatine et le reste sur Orphée. C'est du moins ce qu'annonce la table des matières ; quand on arrive aux poèmes orphiques, on trouve un certain nombre d'histoires à dormir debout sur un joueur de flûte que le texte appelle Oufren, ailleurs, Forlen, Frklen, etc. M. Schafarik n'hésite pas néanmoins à mettre le nom d'Orphée en tête de ces poèmes, pas plus qu'il n'hésite à traduire l'adjectif *vichnu* (haut) par Vichnou, avec un grand V, bien entendu. Nulle part il ne s'est arrêté pour donner une note explicative et pour exprimer un doute. Il y aurait pourtant plus d'une réserve à faire : dans certains de ces poèmes on met en scène un dieu *Koleda* (Bog-Kuleda). M. Verkovitch croit-il par hasard avoir inventé ou découvert ce personnage mythologique ? Le recueil des frères Miladinov nous renseigne à ce sujet : Le mot *Ko-*

*lede*, dit-il (pag. 521), est le refrain d'une chanson que les petits enfants chantent dans la nuit de Noël, en allant de maison en maison demander des friandises. C'est un refrain analogue à notre cri de Noël : on sait parfaitement quelle en est l'origine (1). Il se rattache au mot latin *Calendæ*, passé dans le grec byzantin et de là chez les Slaves : après avoir désigné spécialement le premier jour du mois, le mot *Calenda*, *Koleda* a fini par désigner spécialement la fête de Noël. Grimm en Allemagne, Miklosich et Afanasiev chez les Slaves, ont depuis longtemps mis le fait hors de doute. Mais les slavomanes qui ne le cèdent guère pour la fantaisie à nos celtomanes de province, ont cherché et trouvé bien d'autres étymologies. Il est possible que M. Verkovitch ou ses correspondants se soient laissé guider par eux. Si le mot est authentique et n'a été ni interpolé, ni déformé, il constitue un argument irréfutable contre la prétendue antiquité de ces chants. Ailleurs il est fréquemment question de lamies ou dragons ;

1. Voici un exemple curieux de la façon dont un savant d'ailleurs très-distingué, mais incompetent en matière slave, peut se laisser entraîner à de regrettables illusions. Dans son livre sur la science des religions, M. Emile Burnouf déclare que les chants du recueil Verkovitch donnent un spécimen d'une *langue arienne antérieure peut-être à la langue grecque*.

Cette langue est tout simplement du mauvais bulgare qui est à l'aryaque ce que l'auvergnat du Cantal est au latin des douze tables.

MM. Verkovitch et Schafarik croient avoir affaire à des personnages mythiques slaves : nous n'avons qu'à les renvoyer au premier manuel venu de mythologie grecque. Le traducteur en maint endroit remplit fort mal son devoir : quand il traduit *lamia* par dragon, il ôte au lecteur tout moyen de s'éclairer : ailleurs, sans s'en douter peut-être, sa traduction masque et dissimule les petites perfidies du texte bulgare. Ainsi les auteurs du poëme sur le mariage du soleil avec la jeune Vulkana font intervenir au vers 480 un dieu qu'ils appellent Dojdabog. C'est bien le cas de dire *traduttore, traditore*. M. Schafarik traduit *Dieu de la pluie* ! Fi donc ! ne voyez-vous pas que le Dojdabog avait la prétention de rappeler le Dajbog que les chroniques de la Russie citent parmi les anciens dieux du pays ? On ne le connaissait point encore chez les Slaves méridionaux, très oublieux de leur ancienne mythologie. M. Verkovitch — ou son correspondant — l'avait ressuscité. Le traducteur anonyme l'a brutalement étouffé. Il est vrai qu'en d'autres endroits il s'est soigneusement abstenu de traduire ce qu'il ne comprenait pas, et de dire qu'il n'avait pas compris.

La France est fière avec raison de l'universalité de sa langue ; toutefois, nous sommes peu sensibles à l'honneur de voir notre bel idiome servir à

abriter une mystification (1). Par un singulier concours de circonstances, c'est le public français que vise surtout cette bizarre publication. Malgré le titre flamboyant du volume, le public slave est resté froid ; en 1874, au congrès archéologique de Kiev, personne n'a voulu se compromettre à étudier la question du Veda slave, bien que le volume eût été adressé au congrès. M. Verkovitch a une telle défiance de ses congénères, qu'il n'a pas même voulu mettre son volume en vente chez eux : à Prague, à Agram, à Gratz, le volume, encore qu'édité l'été dernier, a été introuvable cet hi-

1. M. Constantin Jireczek, l'auteur d'une excellente histoire des Bulgares publiée tchèque, en russe et en allemand nous écrivait dernièrement à propos du Veda slave :

« N'oubliez pas que chez nous (à Prague), le Veda n'est connu que de nom. Mon exemplaire, qu'on m'a donné l'an dernier à Belgrade, est le seul dans tout Prague et peut-être dans toute l'Autriche. Quelques-uns de mes amis qui ont voulu faire connaissance avec la muse du Rhodope, n'ont pas pu recevoir de Belgrade *un seul exemplaire* ; il paraît que là-bas ce livre n'est pas même en vente. En Bulgarie, d'après ce que je sais, personne n'a fait attention à cette histoire.

« J'apprends que vous vous êtes énergiquement opposé à cette comédie... Dans mon histoire de Bulgarie vous trouverez un chapitre sur la littérature moderne de ce pays ; vous y lirez quelques mots sur le Veda qui n'admettront point de réplique.

« Il paraît qu'il y a des manuscrits renfermant des chants soi-disant historiques ; je serais curieux de savoir d'après quel manuel d'histoire bulgare ils ont été fabriqués. Je connais fort bien cette littérature peu critique et je pourrais déterminer si l'honnête auteur a eu sous les yeux le livre de Vojnik, de Rakovski, etc. »

Cette citation suffit. La lettre est datée du 15 juin 1873, c'est-à-dire de l'époque même où les exemplaires introu-

ver : (1) c'est ce que nous attestent des lettres fort curieuses et que nous pourrions au besoin publier. A Belgrade même, on a longtemps refusé de distribuer cet ouvrage : puis un beau matin on en a expédié sur Paris trois cents exemplaires. Un libraire parisien a mis en vente le *Veda*, alors que ses collègues, les libraires slaves, n'avaient pas le droit de le débiter.

Le fait n'est-il pas piquant, et n'avions-nous pas raison de rappeler en commençant que M. Verkovitch fait à Serrès en Macédoine le commerce d'antiquités ? Nous nous plaisons à croire que ses médailles sont de meilleur aloi que sa mythologie.

vables chez les Slaves arrivaient à Paris. Le témoignage de M. Constantin Jireczek et de celui de son père, M. Joseph Jireczek, sont d'autant moins suspects de partialité que ces deux savants sont proches parents de M. M. Ianko Scharik.

1. Écrit en 1875.

# LA VIE DE PROVINCE EN RUSSIE

D'APRÈS UNE PUBLICATION PROVINCIALE

---

Les voyageurs qui ont étudié la vie de province en Russie sont unanimes à constater la torpeur intellectuelle, l'ennui profond qui la caractérise (1). L'une des causes de cette langueur, c'est l'absence presque totale en Russie d'une presse provinciale: sauf dans quelques grandes villes, comme Kiev ou Odessa, les chefs-lieux des goubernies les plus importantes n'ont pas de journaux. Une petite feuille officielle publiée par la chancellerie du gouverneur, un bulletin de l'évêché, voilà tout le bilan de la presse dans les villes dont la population atteint ou dépasse 50,000 âmes et où se concentrent les intérêts de régions plus vastes que beaucoup d'états

1. Voir, dans les *Études Slaves*, nos articles sur Iaroslavl, Nijni-Novgorod, Kazan.



européens. Faut-il en présence d'un pareil état de choses s'étonner que certains abus depuis longtemps bannis des capitales se retrouvent dans les circonscriptions lointaines du nord ou de l'orient moscovite ? La presse de Moscou et de Pétersbourg offre sans doute l'hospitalité de ses colonnes à des lettres où les progrès sont signalés, les actes arbitraires dénoncés à l'attention du public et du gouvernement. Mais ces correspondances mettent parfois plus de deux semaines à revenir à leur point de départ ; l'intérêt qu'elles auraient excité au lendemain de tel ou tel incident est complètement affaibli ; le journal de la capitale a supprimé des détails insignifiants pour la masse de ses lecteurs, d'un intérêt tragique pour les victimes de tel ou tel tyranneau régional ou municipal. La vie publique d'une province se retrouve dispersée et mutilée pour ainsi dire dans huit ou dix feuilles différentes, et l'apathie naturelle aux hommes du nord s'entretient chaque jour par l'oubli ou l'ignorance de tout ce qui touche à la vie publique.

Il se produit cependant depuis quelque temps un mouvement sérieux en faveur de l'émancipation morale des provinces. Quelques hommes énergiques, et à leur tête un écrivain de talent et de cœur, M. Gatsiski, de Nijni Novgorod, ont entrepris d'arracher leurs compatriotes au sommeil qui

les engourdit. Nous trouvons un curieux symptôme de ce mouvement dans un ouvrage qui nous arrive du fin fond de la Russie septentrionale : il a pour titre le *Mémorial de Viatka* (Viatskaïa Nezaboudka) et offre sur la vie de ces lointaines régions un ensemble de renseignements qu'il faudrait demander à vingt collections de journaux ou de revues. En attendant que Viatka possède une feuille indépendante, un citoyen de cette ville a eu l'idée de réunir dans un petit volume tous les articles et correspondances traitant de sa province parus depuis un an et demi dans les organes quotidiens ou périodiques des deux capitales. L'innovation est ingénieuse, et si elle était imitée pour tous les gouvernements de la Russie, elle permettrait de constituer un admirable ensemble de renseignements ; ces petits livres formeraient pour ainsi dire les cahiers des doléances et des *pia desideria* de la province ; les plus hauts fonctionnaires, en y retrouvant les griefs et les plaintes qu'ils dédaignaient naguère, seraient bien obligés d'y prêter l'oreille : le gouvernement central, qui n'a point de parlement pour l'éclairer, se verrait forcé d'accorder à ces documents pacifiques l'attention qu'il réserve plus volontiers aux rapports des chancelleries. Les citoyens, rarement appelés aux fonctions de la vie publique, s'arracheraient à l'égoïsme et à la bana-

lité des formules humanitaires, et comprendraient mieux la solidarité qui unit les uns aux autres les membres du district ou de la cité. Les Russes aiment beaucoup les théories ; ils citent à l'envi Proudhon, Stuart Mill, Buckle, Guizot, Bastiat ; mais ce luxe d'érudition cache le plus souvent une irrémédiable indolence.

« Le meilleur représentant de nos classes dirigeantes — c'est l'auteur du *Mémorial* qui parle — s'indigne bien plus si sa blanchisseuse le blanchit mal, si son fournisseur force la note, que s'il voit s'accomplir sous ses yeux telle ou telle iniquité sociale. Il remplit presque mécaniquement ses fonctions ; il sert avec le zèle et l'honneur qu'exigent les conditions du milieu où il vit ; il entretient par des conversations sa creuse philosophie, et il reste complètement sourd et aveugle à tout ce qui se passe autour de lui. Ceci posé, les relations sont des plus agréables ; tous vont avec plaisir au club, se font mille et mille amitiés, vivent dans le plus parfait accord. Que rêver de mieux ? Ivan Ivanovitch est un si charmant homme ! Pierre Petrovitch un si aimable amphitryon ! Que peut-on demander de plus ? Qu'importe la façon dont ils remplissent leurs devoirs : un tel est au service de l'état, il a des chefs qui le surveillent ; un tel est investi de fonctions électives, il est sous le contrôle de l'assemblée du

district, du conseil municipal... Sa vie publique ne nous regarde pas.

« La sympathie et l'antipathie dans la vie provinciale ont presque toujours pour mobiles les qualités personnelles des amis ou des ennemis. L'homme le plus désœuvré et le plus vain jouit de l'estime universelle uniquement parce qu'il est un bon garçon et un bon vivant. Un tel est traduit devant les tribunaux pour s'être approprié les deniers de l'état ; tous savent qu'il ne faisait rien dans son administration, qu'il restait les bras croisés, qu'il s'enrichissait aux dépens d'autrui, qu'il le cachait à peine à ses intimes.... néanmoins tous, à l'occasion de son *malheur*, sont pénétrés de commisération et lui témoignent une chaleureuse sympathie. Que, grâce à un avocat habile, il sorte blanc de l'affaire, les félicitations retentissent, le champagne coule à flots. Pendant ce temps-là, cassez-vous la tête pour le bien public, personne ne fait attention à vous, personne ne vous dira : merci....

« Qu'importe, ajoute un peu plus loin l'éditeur de la *Nezaboudka*, qu'importe qu'on signale les abus ou les défaillances des individus ? Qu'importe par exemple de savoir que X..., médecin du district, est un homme rapace qui ne visite pas l'indigent à moins d'un rouble. C'est un cas isolé... Nous, nous avons notre bon ami Stanislas Ivano-

vitch qui est prêt à nous rendre service à la première occasion. Ce serait une autre affaire si l'on nous apportait quelques milliers d'exemples dont on pourrait tirer une généralisation philosophique. Nous analyserions le phénomène d'après toutes les lois de la méthode scientifique et nous en déduirions une loi sociale, celle-ci par exemple : Une haute éducation médicale n'offre pas de garanties pour la moralité de l'individu.... »

L'éditeur du *Mémorial de Viatka* raille agréablement et non sans justesse ses compatriotes ; par une singulière ironie de la fortune, son livre a dû être imprimé à Saint-Petersbourg. Le censeur de province aurait, paraît-il, gardé deux ou trois mois le manuscrit qui se composait uniquement d'articles découpés dans les journaux. Ces articles n'ayant provoqué ni communiqués, ni procès de presse, les faits qu'ils énoncent peuvent être tenus pour authentiques. Ils jettent un jour curieux sur bien des côtés ignorés de la vie russe. Malheureusement, ils ont été rassemblés à la hâte, sans ordre, sans date, sans qu'on nous donnât même les titres des journaux auxquels ils ont été empruntés. Si ce premier volume doit être suivi d'un second, l'éditeur fera bien de prendre son temps. Les publications de ce genre sont trop précieuses pour être traitées avec négligence.

## I

Le gouvernement de Viatka occupe une étendue de 135000 verstes carrées, c'est-à-dire autant d'espace que les royaumes de Belgique, de Hollande et de Grèce réunis. Il a une population de 2500000 âmes ; il suffirait comme on voit, à constituer dans le centre de l'Europe un état important ; perdu dans l'immensité de la Russie, il n'y joue qu'un rôle secondaire : c'est un lieu de déportation où l'on exile les condamnés pour qui la Sibérie serait trop dure : à côté de la population russe qui constitue la majorité, on rencontre des Votiaks, des Tchérémisses, des Tatares, des Bachkirs. Les Russes tendent de plus en plus à s'assimiler ces éléments réfractaires, qui n'ont guère d'intérêt que pour l'ethnographe ou l'anthropologiste. Essayons, avec le compilateur du *Mémorial*, d'esquisser dans ses traits généraux la vie publique, intellectuelle et matérielle de ces Européens perdus sous les glaces polaires. L'ennui, disions-nous en commençant cette étude, est l'un des caractères spécifiques de la province russe. Le *Mémorial* n'a garde de contredire cette assertion : l'un de ces chapitres porte ce titre significatif : *De l'ennui général traduit en langue de Viatka.* »

« L'hiver de 1875-76, écrit un correspondant, s'est particulièrement distingué par l'absence presque absolue de toute distraction. L'andernier nous avons eu pendant l'hiver un cirque et un théâtre. Cette année aucun entrepreneur n'a voulu tenter fortune ici. Aussi quelle joie quand on a appris que la société des médecins organisait au club une série de conférences. Malheureusement ces conférences ont été fort ennuyeuses : de désespoir, le public a envahi la salle où se tenaient les séances du Conseil général (*zemstvo*). Mais là non plus il n'a pas trouvé grande distraction. Le président lisait chaque jour de longs rapports : il en mettait les conclusions aux voix ; les membres inclinaient la tête et la lecture recommençait. »

Si l'on bâille ainsi à Viatka, dans un chef-lieu de gouvernement, que doit être la vie dans un simple chef-lieu de district ! Un correspondant de Slobodsk trace un tableau piquant de la bonne société qu'il fréquente :

« On s'est réuni au club pour une soirée dansante ou un bal masqué : d'abord tout va bien, quoique un peu mollement : les dames et les cavaliers s'ébranlent comme des *tarakanes* (1) qu'on aurait saupoudrés de poudre persane ; bientôt,

1. Sorte de blattes très-fréquentes dans les maisons russe.

grâce à de fréquentes visites au buffet, les hommes commencent à s'animer ; leur animation se traduit par quelque dispute, ils réveillent de vieux griefs, en viennent aux injures et même aux coups. Voyez : le marchand Pachkine traite le médecin municipal de filou et de canaille ; l'instituteur appelle l'inspecteur des forêts imbécile ; les plus jeunes brandissent les chaises en guise de raisonnements. Cris, bruits, discours d'ivrognes ; devant le buffet on s'étouffe.... Un jeune marchand de dix-huit ans régale de champagne le colonel X.... dans le salon, le vétérinaire Z... dort tranquillement sur un divan ; c'est son habitude : tous les soirs il vient ici boire et dormir. Le lendemain, on réconcilie les querelleurs, cérémonie qui se termine par de nombreuses rasades, ou bien on les livre à la justice des anciens du club, justice indulgente qui se borne généralement à une exclusion de quatre jours ; on va rarement devant le juge de paix : l'opinion publique n'approuverait pas cette solution. Chose singulière, tout fonctionnaire ou médecin qui vient s'établir à Slobodsk est en peu de temps absorbé par ce genre de vie, et se l'assimile tellement qu'il perd toute notion d'une autre existence. Voyez, par exemple, le colonel X.. (le texte russe nomme crûment le personnage), il est d'origine allemande, il ne parle pas même convenable-



ment le russe ; en quelques mois il est devenu un vrai Slobojane; il passe ses jours et ses nuits à jouer aux cartes avec de jeunes marchandes qui se croient trop honorées de faire la partie avec un monsieur de la capitale ; il boit avec le premier venu, il se lie à tous ceux qui ont la réputation d'avoir une bonne cave... Outre l'ivrognerie et la trivialité, l'un des grands défauts de ces provinciaux est la poltronnerie, une poltronnerie sotte et maladive. Sans parler des fonctionnaires qui tremblent au moindre signe de leurs supérieurs, des gens indépendants par leur position, de riches marchands, vivent dans la crainte perpétuelle de je ne sais quel fléau de Dieu toujours prêt à fondre sur eux. Ils ont toujours peur d'être suspectés ; ils évitent avec un soin minutieux les relations compromettantes, les exilés politiques, toutes les réunions qui ne sont pas exclusivement consacrées aux cartes et à l'ivrognerie. Si par hasard un bourgeois entre en rapports avec un exilé, immédiatement les trembleurs affirment qu'il vient d'être mis sous la surveillance de la police : ils ont lu le papier « secret » qui affirme la chose... Dernièrement on a vu se produire le fait suivant : Quelques personnes, parmi lesquelles le juge de paix, se réunissaient chez le maire pour faire de la musique ; elles se résolurent à transférer leurs séances au

club ; lors de la visite du gouverneur, le juge de paix, — le plus hardi de tous les mélomanes, — se transporta chez lui et sollicita humblement pour ses confrères l'autorisation de se réunir au club. Le gouverneur fut si interloqué de cette requête qu'il ne trouva rien à répondre. Un proverbe local dit en parlant des Viatytches (1) : Quand ils se trouvent sept à la fois, ils n'ont pas peur d'un seul homme. »

Le correspondant de Slobodsk signale cependant de généreux efforts tentés pour réagir contre cette langueur intellectuelle : une partie de la jeunesse montre pour l'instruction une ardeur des plus louables ; on ne cite encore dans toute l'histoire de la ville qu'un seul étudiant qui ait suivi les universités, mais l'étude des sciences techniques et des langues étrangères est en grand honneur ; les femmes donnent l'exemple ; plusieurs d'entre elles sont allées faire des études médicales à Saint-Pétersbourg. Récemment l'initiative privée a fondé une bibliothèque près la mairie de la ville ; jusque-là le seul cabinet de lecture était tenu par un épicier, qui avait la prétention d'obliger ses clients littéraires à se fournir chez lui de denrées coloniales. Un emprunt municipal et une souscription ont permis de secouer enfin ce joug importun.

1. Gens de Viatka.

## II

On connaît au moins de réputation, la fameuse comédie de Gogol, *le Revisor* : un jeune homme arrivé dans une auberge de province est pris par l'hôtelier pour l'inspecteur, *le Revisor*, dont on annonce depuis quelque temps la visite. Les fonctionnaires s'empressent autour de lui, achètent à beaux deniers comptants son indulgence, dénoncent réciproquement leurs malversations pour détourner sur le voisin les colères qu'ils redoutent. Le prétendu *Revisor* file avec l'argent des dupes qu'il a escroquées, en se gaussant de la naïveté provinciale. La pièce est une sanglante satire de la société russe au temps de Nicolas ; malgré l'opposition des tchinovniks, « l'empereur de fer » voulut qu'elle fût jouée, afin d'atteindre au moins par le ridicule les abus qu'il se sentait impuissant à contenir par l'énergie de la moralité publique ou par la sévérité des lois. La plupart de ces abus ont disparu ; beaucoup subsistent encore, notamment dans les provinces éloignées comme celles qui nous occupent ; aujourd'hui, l'opinion les flétrit et les tribunaux sont obligés de les poursuivre. Les condamnations qui les atteignent paraîtraient pour la plupart bien

douces chez nous ; mais les prévaricateurs ont si longtemps gardé l'impunité, qu'ils semblent, par prescription, avoir acquis des droits à l'indulgence.

« Dans certains districts, dit le livre que nous citons, il s'était formé chez les fonctionnaires des administrations des coteries où l'on partageait à l'amiable les profits illicites acquis par chacun des membres. »

C'est en matière de recrutement que la corruption s'exerçait sur une grande échelle ; à Slobodsk, par exemple, la commission d'examen sanitaire se composait d'un juge de paix, d'un officier, d'un commissaire et d'un médecin. Chacun de ces personnages se laissait acheter pour quelques roubles. Le procédé est bien simple. Tout paysan qui désire être dispensé du service va trouver le médecin chez lui ; celui-ci le déshabille, en présence de ses clients — notez le détail, — consulte la loi et lui indique d'avance l'infirmité pour laquelle il devra réclamer l'exemption. Puis il se fait payer une somme qui varie de 60 à 150 roubles. Ce qui est plus fort, c'est que certains d'entre les exemptés avaient réellement les infirmités que le médecin feignait d'inventer pour eux ; dispensés légalement, ils n'en étaient pas moins tenus de payer. « Je sais que tu n'es pas bien portant, dit le médecin à l'un d'eux qui se permettait de réclamer, mais si tu ne donnes

pas d'argent, je dirai que tu es valide. » Le commissaire, d'après la loi, doit délivrer gratuitement un certificat de libération aux exemptés ; il ne manque pas de se le faire payer et le plus cher possible. Un paysan dépose qu'il a versé 10 roubles au secrétaire du commissaire. « Comment, s'écrie le secrétaire indigné, tu as déclaré dans l'instruction n'avoir versé que 5 ; si tu reconnais les 5 roubles, je ne chicanerai pas pour si peu. »

L'indulgence du jury russe pour les peccadilles de ce genre est telle que les deux principaux coupables, le médecin et le commissaire, ont été tout simplement condamnés à la peine de la destitution et aux frais du procès. Voici une autre affaire, dont le héros est un personnage bien plus important encore, l'ancien directeur de la chancellerie du gouvernement de Viatka ; il a vingt années de service, il est chevalier des ordres de Saint-Vladimir, de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas. Il a dirigé la chancellerie pendant onze années sous quatre gouverneurs différents ; tous les fonds de la province ont passé par ses mains ; mais « comme la tenue des livres par *doit* et *avoir* est chose ennuyeuse pour nous autres Russes » — c'est le volume qui parle, — il s'est dispensé de tenir des registres. Parfois on trouve sur son cahier particulier qu'il a donné telle somme à Pierre ou à Paul ;

en général, il se contente de puiser purement et simplement à la caisse. Le jour où, au bout de onze ans, le scandale se découvre, on constate que le directeur de chancellerie a pris sans vergogne sur tous les crédits possibles, sur l'argent de la souscription en faveur des provinces affamées, sur les fonds des forêts, sur l'argent envoyé par les familles des exilés polonais et qui doit passer au visa de l'administration, sur les fonds de la commission archéologique, sur ceux de la bibliothèque publique, sur ceux des insurgés candiotes, sur ceux du gymnase, du bureau des passe-ports, des édifices religieux. Il a fallu une enquête de trois années pour reconstituer la comptabilité des divers services ; le total des détournements s'élève à 5000 roubles, soit environ 18 000 francs. Tous les mois, la caisse était vérifiée par le gouverneur ; l'administrateur infidèle empruntait à des amis une somme qu'il mettait dans le coffre et en retirait le lendemain. Sur soixante services différents, pas un n'avait sa comptabilité en règle ; les fonctionnaires inférieurs n'osaient rien dire, jusqu'au jour où l'un d'eux, plus craintif ou plus hardi, dénonça la chose au gouverneur.

« La population de Viatka, dit notre correspondant, a suivi le procès avec passion ; elle regardait en général le prévenu comme un *brave*

homme ; un seul détail excite l'indignation publique : c'est l'argent volé aux internés politiques, aux provinces affamées, aux Candiotes ; pour le coup, la mesure est dépassée. Les jurés reconnaissent dans leur verdict que l'accusé a pris l'argent de la chancellerie, qu'il l'a employé pour ses besoins personnels, qu'il a chaque mois soumis de faux rapports. Le tribunal paraît s'associer au sentiment général, condamne le prévenu à la restitution de 4000 roubles, à la perte de ses titres et dignités, et à un exil perpétuel dans le gouvernement de Tobolsk. C'est peu ; entre Viatka et la Sibérie la différence est minime ; mais, comme les jurés ont admis des circonstances atténuantes, le jugement annonce qu'une commutation de peine sera demandée à l'empereur ; six mois de prison paraissent largement suffisants ? N'est-ce pas à donner envie de recommencer ? »

Évidemment la société russe, du moins dans ces lointaines contrées, en est encore à cette période de laisser-aller, d'indulgence facile, par laquelle nous avons passé naguère aux bons vieux temps des traitants, des Turcaret, des commis, de ces Alcindor dont Boileau disait :

C'est un homme d'honneur, de piété profonde,  
Et qui veut rendre à Dieu *ce qu'il a pris au monde.*

La justice provinciale est plus sévère pour les petits. Voici, par exemple, treize paysans accusés d'avoir résisté à l'autorité et d'avoir tenté de s'approprier le bien d'autrui. Le propriétaire Kalinine est depuis de longues années en contestation avec eux pour un quartier de terre ; comme Jean Lapin, ils allèguent l'ancienne possession, la coutume et l'usage ; si la terre n'est point à eux, elle est du moins à la couronne et ils ont le droit de l'exploiter. Une décision du sénat en 1858 leur a donné gain de cause ; mais en 1869, le même sénat a revu l'affaire et adjugé les terrains contestés à Kalinine. Il s'est montré prêt à transiger et, moyennant une indemnité payée par l'État, à ne réclamer qu'une portion minime de sa propriété ; mais les paysans persistent à ne point abandonner leurs prétentions et à labourer pour leur compte. Kalinine de son côté envoie des chevaux et des ouvriers pour exploiter son domaine ; cent paysans se précipitent sur les intrus et les obligent à interrompre le travail ; les uns détellent les chevaux, les autres se couchent sur le sillon que la charrue vient d'entamer. Puis ils se mettent à cinquante de front et commencent à labourer. Le propriétaire évincé s'adresse au juge de paix qui lui donne gain de cause ; les paysans plus obstinés que des Normands se refusent à obéir. Une commission



spéciale, comprenant un colonel de gendarmerie, un commissaire, un arbitre de paix (fonctionnaire spécialement institué pour régler les conflits agraires), est envoyée sur le terrain. Tous les paysans avec leurs femmes et leurs enfants comparaissent devant eux ; tous se déclarent solidaires de la résistance ; ceux qu'on interpelle nominativement refusent de répondre. « Les paysans, dit le narrateur, ne montraient pas de mauvaises dispositions ; mais ils se défiaient de la commission ; ils pensaient que si l'un d'entre eux entrait en rapport avec elle, la cause serait perdue, et qu'on le maltraiterait. » On ne pouvait cependant traîner tout un village devant les tribunaux : on proposa aux réfractaires de nommer des délégués ; ils y consentirent naïvement, et ces délégués, ainsi qu'il arrive souvent, devinrent les boucs émissaires de la communauté.

L'autorité, pour éviter les conflits ultérieurs, crut devoir faire procéder à un bornage nouveau ; les délégués déclarèrent qu'ils ne permettraient point de l'achever ; l'un d'entre eux s'avança tenant sur sa poitrine l'ukase de 1858, et invita les *tchinovniks* à l'effacer de leurs propres mains s'ils pensaient qu'il ne fût plus valable. Pour venir à bout de leur obstination, il fallut employer la force : cent cinquante soldats occupèrent le village, les paysans

essayèrent en vain de leur résister, il fallut se rendre; pas un d'entre eux ne savait lire, ils croyaient à leur droit comme à un dogme religieux. Le tribunal ne s'est pas montré indulgent pour eux; il a prononcé contre ceux qu'il considérait comme les instigateurs du mouvement des condamnations variant de six à neuf mois de prison. C'est dur, si l'on songe que le fonctionnaire prévaricateur qui entretenait le luxe de sa vie au détriment des affamés de Samara, ou des internés polonais, a été recommandé à la clémence du souverain. Ces paysans sont encore de grands enfants et mériteraient d'être traités comme tels; mais la douceur envers les faibles n'est pas la qualité maîtresse des juges et des fonctionnaires de Viatka. Le magistrat chargé d'appliquer la loi ne se donne guère la peine de la faire comprendre à ces pauvres diables, dont il entend à peine le patois et qui savent mal la langue des capitales. Un paysan est sur le banc des accusés; un témoin à décharge finit sa déposition,

— Qu'avez-vous à dire? demande le président.

L'accusé, qui croit trouver dans le témoin un adversaire, s'évertue à le réfuter sans que personne lui vienne en aide pour le tirer d'embarras. Une lettre de Slobodsk peint sous les plus tristes couleurs une séance de la Cour d'assises dans une affaire de paysans. Le président, un Allemand d'o-

rigine, semble moins désireux de connaître la vérité que d'abrèger les débats et de terroriser les accusés ou les témoins qui se permettent de parler trop longtemps.

« C'était chose navrante, dit le correspondant, de voir les accusés : stupéfiés par la nouveauté de la situation, déroutés par des questions incompréhensibles, rendues encore plus incompréhensibles par l'accent tudesque du président, abasourdis par ses cris effrayants, ils tournaient les regards autour d'eux comme pour chercher un point d'appui : ils se mettaient à genoux, conjurant qu'on leur donnât un défenseur : « Je vous ai déjà dit, criait brutalement le président, qu'il n'y a point de défenseur pour vous. » C'était une véritable parodie de jugement public. Le cœur saignait à voir cette noble institution ainsi avilie. Le substitut du procureur, par ses questions cyniques, prêtait au procès les allures d'une parade de saltimbanques. Il posait aux femmes citées comme témoins les questions les plus indécentes. »

Plus d'une correspondance atteste que la Russie a été dotée d'institutions libérales ; mais les hommes dans certaines provinces sont loin d'être à la hauteur des institutions. Les Allemands (1) au service

<sup>1</sup> Nous trouvons aussi quelques noms français parmi ceux des fonctionnaires de Viatka, un Beausobre notamment.

de la Russie ne sont pas les moins remarquables par leur brutalité. Malgré le grand courant libéral dans lequel l'émancipation des serfs a entraîné le pays, la lutte du paysan contre le tchinovnik sera longtemps encore le duel du pot de terre et du pot de fer. L'esprit d'humanité n'a pas encore pénétré tous les fonctionnaires de ces régions plus proches de l'Asie, hélas ! que de l'Europe. Un chapitre, intitulé : *Nos bachibouzouks*, donne de lamentables détails sur la mort d'un paysan fouetté par la police de Jaransk (la législation russe a maintenu cette peine) avec des raffinements de barbarie qui ne sont plus de notre temps. Mais alors, dira-t-on, où est le progrès ? Le progrès, c'est qu'autrefois ces violences restaient ignorées et par suite impunies, qu'aujourd'hui la presse les dénonce, et que le gouvernement est bien obligé de subir le contrôle de l'opinion publique.

### III

Nous avons parlé plus haut des *internés* qui forment une classe spéciale de la population. Les uns sont des Polonais auxquels on a permis d'échanger la Sibérie contre un exil moins rigoureux, les

autres des Russes arrachés à leur pays d'origine par mesure administrative, ou condamnés par les jugements des tribunaux ou des communautés rurales. Ces derniers constituent un élément dangereux pour les villes qui doivent les garder : ils sont mal vus par la société ; ils s'abandonnent à l'ivrognerie et tombent peu à peu sur la pente fatale du crime.

« La situation déplorable des internés, dit une correspondance de Slobodsk, mérite d'être prise en sérieuse considération ; les uns, faute de travail, entrent au service de la police, les autres, faute de logis, inventent une maladie pour passer tout l'hiver à l'hôpital : beaucoup demandent des ressources aux professions les moins honnêtes.

« Le gouvernement assigne trois roubles par mois aux *internés* ordinaires ; six roubles aux privilégiés. Cette somme est à peine suffisante pour ne pas mourir de faim. Or, on leur interdit les fonctions publiques, l'enseignement, ils ne peuvent correspondre avec leurs familles que par l'intermédiaire de la chancellerie, ni recevoir d'argent sans sa permission. Dans la ville de Glasov, deux internés de la classe privilégiée (deux nobles) ne vivaient que d'aumônes ; l'un d'eux, un ancien capitaine, fut jeté une nuit à la porte du cabaret, son seul abri, et mourut gelé : un autre s'est brûlé la cervelle. »

C'était, dit le correspondant russe, dont le récit nous semble assez bizarre, un jeune homme de Vilna ; il avait été envoyé ici sur les dénonciations des prêtres catholiques, qui ne lui pardonnaient pas de donner des leçons de mathématiques à ses sœurs et à quelques jeunes filles, et de leur enseigner la littérature russe. (?) Sa situation était vraiment pitoyable ; homme du monde, il était obligé de se restreindre à la société de quelques compagnons d'exil ; habitué au luxe, les privations altéraient sa santé et il devait se contenter des vingt-cinq roubles que son père lui assignait par mois. Cet argent passait au médecin et au pharmacien. D'ailleurs la police était particulièrement malveillante pour lui, parce qu'il était Polonais. Pour la moindre bagatelle on l'appelait chez le commissaire ; on lui défendait d'aller se promener en dehors de la ville ; un médecin partageait son logement avec l'interné ; la police l'invita à renoncer à son commensal, sans quoi il pourrait bien lui arriver malheur ; le médecin intimidé n'osait même plus donner ses soins au Polonais. L'argent que son père lui envoyait était retenu à la chancellerie. Un jour, on lui apporta une enveloppe vide en lui demandant un reçu. Cette fois il adressa un mémoire au gouverneur pour se plaindre des abus dont il était la victime. On cessa de le persécuter,

mais il devint hypocondre, tomba malade et se tua. Il laissait quatre kopeks !

Il y a cependant des internés pour qui le pain de l'exil n'est pas trop amer. Ce sont les riches. Tel personnage a été exilé pour filouterie au jeu, ou d'autres peccadilles que les tribunaux ne peuvent pas condamner. Ce n'est pas un exilé politique, et les membres des classes dirigeantes ne craignent pas de se compromettre dans sa société : il donne des soirées où l'on joue aux cartes ; il prête de l'argent aux personnages les plus considérés de la ville.

#### IV

L'état de l'enseignement primaire et de la santé publique peut donner la juste mesure du degré de civilisation auquel un pays est parvenu. Le *Mémorial de Viatka* nous fournit sur ces deux points des renseignements nombreux et assez tristes sur ce qui a été fait et sur ce qui reste à faire. Nous avons vu tout à l'heure que, parmi les cent cinquante paysans d'un village, pas un seul ne savait lire, pas même celui qui portait suspendu sur sa poitrine l'ukase du sénat dirigeant. C'est moins l'argent que les hommes qui manquent aux écoles. Le

*zemstvo* ou conseil de district d'Ourjoun a sur un budget de 126,000 roubles, assigné plus de 38,000 roubles à l'enseignement primaire, soit 30 % du budget total. Dans le district, vingt-quatre écoles sont entretenues par le *zemstvo* : trois autres fondées par l'Etat ou des particuliers, reçoivent une subvention. Le nombre total des écoliers est de 1,512, dont 260 filles ; mais 60 à 70 % fréquentent seuls l'école assidûment. Comment ces écoles sont-elles tenues ? Un membre du conseil eut un jour l'idée d'aller visiter au village de Taldmansk une école modèle du gouvernement ; il arrive : l'instituteur lui montre une salle sombre qui sent la pourriture et l'humidité ; point de mobilier scolaire ; la bibliothèque consiste en un monceau de livres poudreux et non coupés. « Combien avez-vous d'élèves ? » demanda l'inspecteur étonné. — « Je n'en ai plus : ils sont tous en Sibérie. » Quelques années auparavant, un certain nombre d'habitants du village étaient partis comme colons pour la Sibérie : depuis ce temps il n'y avait plus d'écoliers ; mais l'école et l'instituteur existaient toujours. « N'avez-vous pas du moins quelques registres relatifs à la tenue de l'école ? » — « Je ne sais pas, je chercherai. » En cherchant bien, on trouva quelques paperasses qui dataient de 1869 ! Nous nous sommes étonnés, ajoute le correspon-



dant, de cette découverte archéologique, mais nous souhaitons que nos écoles ne ressemblent pas à celle-là. « Notre ville, écrit de Nolinsk un autre correspondant, renferme beaucoup d'établissements scolaires ; mais Dieu sait ce qu'ils valent. » Une lettre datée de Viatka signale l'état déplorable de l'école diocésaine des filles : point de gymnastique ; le jardin est mal tenu ; le mobilier scolaire est au-dessous de toute critique ; les dortoirs n'ont point de ventilateurs. A Slobodsk, le zemstvo fait tous ses efforts pour procurer des instituteurs aux localités lointaines du district ; mais comment exercer une action efficace sur des districts où la population est dispersée sur plus de soixante lieues de diamètre ? Il faut attirer les maîtres dans ces villes lointaines par des conditions exceptionnelles ; quand on s'avise de les surveiller, on découvre qu'ils ont quitté le pays ou qu'ils se livrent sans vergogne à l'ivrognerie.

Un instituteur sérieux est envoyé à Gidaievo, à cinquante lieues du chef-lieu d'arrondissement, pour remplacer un prédécesseur destitué qui a bu jusqu'au mobilier de l'école. Voici en quel état il la trouve en arrivant : Une maison basse à quatre fenêtres, dont deux cachées par des planches, les autres avec des carreaux cassés ou remplacés par du papier ; une classe de cinq à six

mètres de long, sombre et noire, un poêle noirci, une armoire boiteuse, des bancs cassés, un tableau par terre, des ordures partout ; l'armoire qualifiée de bibliothèque renfermait, à côté de trois ou quatre volumes, un cahier indiquant les doses d'eau-de-vie et de tabac consommées par l'instituteur. Le papier, les plumes, les ardoises, les alphabets, tout avait été bu. Malheureusement, les inspecteurs ne sont pas toujours plus sobres que leurs justiciables. Un fonctionnaire de Slobodsk s'est présenté un jour complètement ivre dans une école et a fait une scène à l'institutrice parce qu'elle se permettait de boire du thé dans la classe alors vide d'écoliers. Un autre, en arrivant chez l'instituteur, commence par réclamer un verre d'eau-de-vie, et s'occupe surtout « d'inspecter les carafons ». Cet état de choses est fort triste ; c'est pourtant un grand progrès d'avoir introduit des écoles dans ces régions qui ne les connaissaient pas il y a cent ans ; sous ces âpres latitudes, l'homme du xix<sup>e</sup> siècle plonge encore dans les ténèbres où nos pères ont vécu longtemps ; son éducation sera moins longue à faire que n'a été la nôtre ; malgré la distance, malgré le climat, il profite chaque jour de l'expérience chèrement acquise par les nations plus avancées, mais aussi plus vieilles et — qui sait ? — plus proches peut-être de la décrépitude.

Le ministre qui dirige depuis tant d'années l'instruction publique et qui lui a rendu déjà tant de services, a fort à faire, on le comprend, pour lutter contre l'insuffisance des hommes et la rigueur des circonstances. Il ne se décourage pourtant pas; et malgré tant d'obstacles il étudie sérieusement les moyens de rendre l'instruction primaire obligatoire. Il a dernièrement fait distribuer à tous les membres des conseils scolaires une brochure d'une vingtaine de pages sous ce titre : *Recueil de questions relatives à l'introduction de l'enseignement obligatoire dans les écoles primaires*. Ces questions, au nombre de vingt-neuf, sont chacune accompagnées d'un commentaire explicatif. Le ministre ne veut pas seulement imposer l'instruction, il veut en démontrer les avantages. Il demande, par exemple, quelles mesures on pourrait prendre pour faire comprendre aux paysans le profit qu'ils retireront de l'éducation des enfants ? Il prie qu'on lui signale les moyens d'intéresser le clergé rural à la cause de l'enseignement primaire, et d'entretenir le souvenir des choses enseignées chez ceux qui sont sortis de l'école. Il demande comment on peut concilier les travaux rustiques des élèves avec l'obligation scolaire ? L'opinion publique des classes intelligentes s'est émue de cet appel, et nous voyons que les conseils électifs en ont lon-

guement délibéré dans des villes où le nom difficile à prononcer ne figure point sur nos cartes occidentales. La conclusion à laquelle presque tout le monde s'est rallié nous paraît très-pratique et fort raisonnable. Tous les bons esprits s'accordent à réclamer l'établissement d'écoles nomades identiques à celles qui existent déjà en Suède et en Norvège. Dans ces deux royaumes, qui sont, au point de vue pédagogique, les premiers peut-être de l'Europe, il existe actuellement 3,550 écoles ambulantes qui instruisent un total de 360,000 enfants, chacune d'entre elles réclamant par an un maximum de trois mois, un minimum de sept semaines. Ce système conviendrait certainement mieux que tout autre à la Russie septentrionale, dont le climat est identique à celui des Etats scandinaves ; il remédie dans une certaine mesure à l'insuffisance du personnel. Un bon instituteur peut faire dans une année la besogne de cinq de ses confrères. On peut ainsi répandre l'instruction sur des espaces immenses où la multiplication des écoles et des maîtres surchargerait sans mesure la bourse des contribuables. Il est intéressant de voir avec quelle intelligence, quelle ardeur communicative, les publicistes de ces villes ignorées défendent une thèse généreuse et patriotique.

## V

Si la Russie a encore de belles conquêtes à faire sur l'ignorance, elle a aussi une lutte terrible à soutenir contre deux fléaux de l'humanité, la maladie, la mort. Ils sévissent avec plus de rigueur que partout ailleurs dans le pays qui nous occupe. Un article dû à un médecin distingué, le docteur Portugalov, nous initie aux conditions sanitaires du gouvernement de Viatka. L'auteur, au début, cède non sans plaisir à cette manie philosophique qu'un de ses compatriotes raillait tout à l'heure : il disserte sur la culture et la civilisation ; il cite Stuart Mill, Kolb, Confucius, Zoroastre, la Grèce et l'Asie ; il cite aussi la Revue scientifique pour lui emprunter le tableau comparatif de la mortalité des États européens. Les renseignements qu'il joint à ces considérations sont d'un douloureux intérêt ; en France, il meurt un homme sur 41 ; en Russie, il meurt un homme sur 27,4. Dans la Norvège, soumise presque aux mêmes conditions climatiques, la mortalité est de 1 sur 51. Dans le gouvernement de Viatka, elle est de 1 sur 23,6. L'auteur de ce travail n'hésite pas à reconnaître

que ce chiffre désolant s'explique par l'infériorité de la civilisation ; la mort moissonne sans obstacle une population sans défense ; en 1875, seize mille enfants ont succombé à la seule fièvre scarlatine. La petite vérole sur mille morts en enlève 120, tandis qu'à Genève la proportion est de 2 sur 1000 et à Londres de 48 sur 1000. La syphilis n'est pas moins implacable. Suivant le docteur Portugalov, ce n'est point une maladie indigène ; elle est rapportée par les ouvriers qui ont été vivre dans les grands centres, et elle empoisonne dans leur germe de longues séries de générations. Toutes ces maladies attestent un degré inférieur de culture matérielle et intellectuelle ; malheureusement, le personnel médical est aussi insuffisant que celui des écoles ; l'ignorance et la maladie sont deux misères sociales qu'il faut combattre toutes deux par la même arme, la diffusion des lumières. Nous signalons avec sympathie ces efforts généreux d'esprits éclairés, jaloux d'amener leur patrie au degré de bien-être et de culture qu'ont atteint aujourd'hui des peuples plus heureux : nous sommes convaincus qu'ils ne resteront pas inutiles. L'auteur du *Mémorial de Viatka* a bien fait de réunir en un faisceau tant de renseignements et d'idées éparses, qui ne peuvent encore trouver leur organe dans la presse provinciale. Les maux, les abus qu'il dé-

nonce iront d'autant plus diminuant qu'ils seront plus connus. Dans un pays jeune comme la Russie, les bons citoyens sont non pas ceux qui rêvent des constitutions idéales ou des révolutions imaginaires, mais ceux qui exposent de bonne foi les plaies sociales et invitent loyalement les gouvernants à en chercher le remède.

---

LE ROMAN RUSSE  
DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

---

MADAME HENRI GRÉVILLE

La Russie est à la mode en France depuis quelques années ; à dire vrai, il n'est pas certain que cet engouement ait un principe absolument désintéressé. C'est surtout depuis les revers de 1870 que les Français ont commencé à rougir de leur ignorance des peuples étrangers, et qu'ils ont voulu les connaître sérieusement. La Russie a surtout profité de ce revirement, et on s'est appliqué à l'étudier, non plus avec des préjugés hostiles, mais avec une sympathie préconçue. Comme, d'autre part, l'esprit scientifique a fait en France des progrès incontestables, on a loyalement appliqué à cette *terra incognita* la méthode d'observation qui semblait jusque-là réservée à quelques nations privilégiées ; on a ouvert une véritable enquête sur la situation économique et morale de l'empire des tsars ; un écrivain sérieux ne se permettrait guère aujourd'hui



de raisonner sur la Russie sans y avoir voyagé, sans en connaître la langue, sans en avoir approfondi l'histoire ou la littérature. Il n'en était pas de même il y a vingt ou trente ans. Les représentants de l'école libérale, soit qu'ils datassent de 1830 ou de 1848, les fils des croisés ou les fils de Voltaire avaient érigé en dogme la haine de la Russie et le dénigrement systématique de tout ce qui touchait aux institutions moscovites. L'absolutisme tsarien inspirait une sainte horreur aux monarchistes constitutionnels, aux républicains radicaux, ou même aux démocrates napoléoniens ; ils l'exécutaient d'un mot, sans prendre la peine de se demander quelle forme gouvernementale on pouvait bien lui substituer, et par quel magique effort la Russie, entrée brusquement dans la famille européenne, aurait pu arriver d'un seul bond aux réformes que des peuples plus âgés ont réalisées au prix d'un long travail et de sanglantes révolutions. On s'obstinait à juger la Russie sur les rapports de ses ennemis les plus acharnés, les Allemands et les Polonais : les Allemands n'admettaient pas que les barbares slaves pussent avoir la prétention de s'émanciper de la culture germanique ; les griefs des Polonais étaient plus sérieux. La France s'honorait sans doute par les sympathies qu'elle leur prodiguait, par l'accueil empressé

qu'elle faisait aux victimes de leurs insurrections. On raconte qu'un pauvre diable écrivait en ce temps-là à M. Guizot pour demander à se faire naturaliser « émigré polonais ». Mais c'était pousser trop loin la bonté d'âme que de prêter créance à tous les récits des émigrés. Se figure-t-on l'Angleterre appréciée sur la foi des Irlandais, ou l'Allemagne sur la foi des Italiens à l'époque où le cri de guerre de la péninsule était : *Fuori i Tedeschi, fuori i barbari* ? Par moment, l'aveuglement semblait incurable ; tel système ethnographique était élaboré par des réfugiés, pour démontrer que les Russes n'étaient ni des Slaves, ni des Européens, mais des Finnois ou même des Chinois ; il était repris avec complaisance par les publicistes, porté à la tribune des grands corps de l'État (1) ; les écrivains qui avaient assez d'indépendance d'esprit pour repousser ces chimères étaient dans les salons bien pensants dénoncés comme des agents moscovites. Après les événements de 1870, beaucoup de bons esprits regrettèrent de s'être laissé entraîner si loin. On imagina à tort ou à raison que cette Russie tant calomniée aurait pu, en y jetant son épée, faire pencher de notre côté le plateau de la

1. Voir mon volume : *Le Monde slave*, pag. xxvii et suivantes.

balance. On constata que la politique n'était pas une simple affaire de sentiment et qu'il était fâcheux pour un grand état d'être réduit à l'alliance du pape, des Polonais, des Irlandais, des Hellènes et des Roumains. La France intelligente, dès qu'elle eut pansé ses plus graves blessures, dès qu'elle se remit à travailler, tourna toute son attention vers la Russie.

Tandis que les historiens et les économistes étudiaient son histoire, sa condition présente, et tâchaient de deviner son avenir, les poètes et les romanciers cherchaient dans ses mœurs ou dans ses annales le sujet de tableaux qui trouvaient chez le grand public l'accueil le plus favorable. L'Odéon jouait avec un succès imprévu ce remarquable drame des *Danichef*, qui met en lumière les côtés bons et généreux du moujik russe. Un peu plus tard, le même théâtre donnait *l'Hetman*, où l'on voyait apparaître, au lieu du Cosaque légendaire, semi-kalmouk et mangeur de chandelles, des Cosaques héroïques en lutte avec les Polonais oppresseurs. Dix ans plus tôt, l'œuvre de Paul Déroulède, maintenant accueillie par des applaudissements enthousiastes, eût été impitoyablement sifflée. L'opinion publique n'aurait vu qu'un infâme calomniateur dans le poète qui se bornait pourtant à reproduire en l'ornant de beaux vers la vérité his-

torique. D'autre part, le Théâtre lyrique mettait en scène l'opéra de *Dimitri* qui rappelle l'un des plus célèbres épisodes de l'histoire moscovite : le *Don Juan* de Pouchkine, habilement imité, se faisait applaudir dans les matinées littéraires. Un regain de popularité s'attachait aux œuvres d'Ivan Tourguenev, le seul romancier russe, qui, grâce à son génie et à l'amitié de Mérimée, ait trouvé faveur devant le public français. Quinze ans auparavant, la maison Hachette avait dû liquider au rabais *les âmes mortes*, ce chef-d'œuvre de Gogol.

C'est au milieu de cette période russophile, succédant à la période russophobe, qu'on vit tout à coup apparaître dans plusieurs journaux, sous le nom de Henri Gréville, des romans de mœurs russes qui passionnèrent le public. *L'expiation de Saveli, Dosia, Sonia, La princesse Ogherof* (1), rendirent presque célèbre un nom naguère complètement ignoré. On trouvait dans ces œuvres élégantes une peinture très-franche et très-sincère de ce monde nouveau qui piquait si vivement la curiosité. On devinait dès le premier abord que

1. Nous reproduisons les noms russes avec l'orthographe de M<sup>me</sup> Gréville. Nous devons prévenir toutefois que cette orthographe n'est pas la nôtre : il serait trop long d'expliquer ici pourquoi *v*, par exemple, doit être préféré à *f* dans la transcription des noms propres.

ces études avaient dû être écrites par une personne très-familière avec la vie russe. Cependant l'auteur n'était pas évidemment un compatriote d'Ivan Tourguenev. Il ne prétendait résoudre aucun des problèmes que soulèvent en Russie les questions sociales ou politiques ; il ne soutenait aucune thèse et se bornait à raconter ce qu'il avait vu ou deviné. Il apportait dans ses descriptions le pittoresque minutieux du voyageur qui, ayant vécu longtemps dans un pays étranger, cherche à le faire comprendre à ceux qui ne pourront le visiter. Il était clair d'autre part qu'on n'avait pas affaire à un romancier novice, procédant par tâtonnements et obligeant le public à subir les essais et les hésitations d'une plume inexpérimentée. L'écrivain, quel qu'il fût, entrait tout armé dans la lice, avec toute la maturité de son talent. A la grâce de certains détails, à la complaisance maternelle que l'auteur apporte à la peinture des enfants et des jeunes filles, on devinait la main d'une femme. Aujourd'hui encore, sauf dans le cercle intime de quelques gens de lettres, le public sait peu de chose sur le compte de Henri Gréville. Le lecteur trouvera sans doute quelque intérêt aux détails que nous pouvons lui communiquer.

## I

La vie de madame Henri Gréville n'offre rien de ces incidents romanesques qui semblent indispensables à la carrière de certaines femmes de lettres ; elle ne pose point pour avoir vécu les aventures qu'elle raconte ; elle ne se met jamais en scène, et ne prétend pas, comme Georges Sand, par exemple, réformer les iniquités sociales dont elle aurait pu être la victime. Témoin, mais non acteur, des épisodes qu'elle rapporte, elle dissimule sa personnalité avec le soin jaloux que d'autres mettraient à la produire ; lisez et relisez les dix ou douze volumes que l'éditeur Plon a publiés, vous n'y apprendrez rien sur l'auteur. Vous devinerez seulement un esprit de femme, délicat et libéral ; l'âge même de l'écrivain vous semblera difficile à fixer. Certaines pages sont d'une jeunesse exubérante, d'autres annoncent la maturité du talent et la longue pratique des lettres.

La personne qui s'abrite sous le pseudonyme de Henri Gréville s'appelle dans la vie réelle madame Alice Durand, née Fleury. Gréville est le nom d'un hameau du Cotentin, pays d'où sa

famille est originaire. Alice Fleury est née à Paris en 1842 ; son père M. Jean Fleury, est aujourd'hui professeur de langue et de littérature françaises à l'Université et à l'École de droit de Saint-Petersbourg. Littérateur distingué, il a publié en Russie des ouvrages estimés et fort utiles pour l'étude de notre langue ; il collabore aux publications pédagogiques de madame Pape-Carpentier ; son ouvrage sur Rabelais a mérité dernièrement les suffrages sympathiques de l'Académie (1). Il dirigea lui-même l'éducation de sa fille et la poussa jusqu'à un degré qu'atteignent rarement les jeunes Parisiennes, effrayées par la perspective de l'épithète de bas bleu et consciencieusement appliquées à ne pas la mériter. A l'âge de quinze ans, Alice Fleury savait déjà le latin, l'anglais et l'italien. A cette époque, son père partit pour la Russie, où il a fait une belle carrière dans l'enseignement ; sa fille, qui l'accompagnait, devait trouver dans le séjour d'une ville comme Pétersbourg un milieu éminemment favorable au développement d'un esprit bien doué. Elle arrivait dans cette capitale à l'âge où l'intelligence est assez développée pour

1. *Rabelais et ses œuvres*, par Jean Fleury 2. vol. in-8. Paris. Didier. On doit encore à M. Fleury une très-intéressante histoire de la littérature française, une étude sur Krylov, et d'excellents ouvrages de grammaire à l'usage des Russes.

noter toutes les impressions, la curiosité assez vive pour les chercher. La connaissance bientôt acquise du russe et de l'allemand lui permit d'entrer de plain pied dans ce monde si nouveau. D'abord institutrice, ensuite professeur libre de littérature française, elle sut tirer parti d'une profession qui lui permettait d'étudier la vie russe même dans l'intimité du foyer domestique. Est-il téméraire d'affirmer que les types de Nastia dans *la princesse Oghe-rof*, de Vasilissa, de Zina et du petit Dmitri dans *les Koumiassine*, de Dosia dans le roman qui porte ce nom, ont été pris sur le vif et reproduit d'après nature en faisant bien entendu la part de ce qu'a pu leur prêter l'imagination du romancier ? La jeune institutrice étudiait tout à la fois les enfants confiés à ses soins, les familles où elle vivait, le milieu pittoresque où ces personnages nouveaux s'agitaient. Quelques étés passés à la campagne lui permirent d'entrer en communication avec le paysan russe, ce moujik si dédaigné et pourtant si intéressant, si grossier dans la brutalité de ses vices, si grand dans la simplicité de ses vertus primitives. *L'Expiation de Saveli*, *les Épreuves de Raïssa*, *Stefane Makarief* attestent avec quel soin l'auteur a observé les mœurs de la commune rurale et quelle vigoureuse impression elle en a rapportée.

Les débuts littéraires de la jeune institutrice ne



témoignent guère du talent qu'elle devait déployer plus tard. Son premier essai imprimé est une nouvelle intitulée *la Valse mélancolique*, qui parut en 1869 dans un recueil français récemment fondé à Pétersbourg ; cet opuscule est, nous dit-on, assez élégamment écrit, mais n'offre ni dans le style, ni dans l'invention rien d'original. Deux ans après, *le Journal* (français) de *Saint-Pétersbourg* offrit au romancier novice l'hospitalité de ses feuilletons. Cette feuille quotidienne était alors dirigée par M. Horn, le frère du publiciste hongrois qui a longtemps collaboré à *l'Avenir national* et qui est mort récemment député au parlement de Pesth. M. Horn a eu le mérite de deviner le premier la valeur de madame Henri Gréville. C'est dans les colonnes de son journal que parurent successivement *le Meunier*, *A travers champs*, *Sonia*, *la princesse Ogherof*, *Anton Malissof*, *Vera*. (1871-1876.) L'auteur reconnaissant a depuis dédié à M. Horn l'édition parisienne de *la princesse Ogherof*. Ces premières œuvres obtinrent auprès du public russe un succès réel ; cependant il ne pouvait en apprécier tout le mérite ; la description des paysages ou des mœurs sociales n'avait évidemment qu'un intérêt secondaire pour les lecteurs russes, blasés sur des impressions sans cesse renouvelées. Ces premiers succès décidèrent l'auteur à

venir dans le courant de 1872 tenter à Paris la fortune des lettres. Mademoiselle Alice Fleury avait épousé M. Émile Durand, professeur de langue française à Saint-Pétersbourg et collaborateur assidu du journal de M. Horn. Madame Henri Gréville, — nous ne la désignerons désormais que par son pseudonyme littéraire, — n'arrivait pas à Paris précédée d'une de ces réputations qui s'imposent. Très-lu en Russie, *le Journal de Saint-Pétersbourg* l'est fort peu en France. Les recommandations de Tourguenev, dont M. et madame Durand sont depuis des années les traducteurs attitrés, mais anonymes, ne suffisaient pas à forcer les portes des journaux ou des recueils périodiques inféodés aux romanciers à la mode ou aux rois du feuilleton. Les éditeurs se montraient d'une sévérité inflexible. Un homme intelligent, libraire célèbre sous son vrai nom, littérateur estimable sous un pseudonyme populaire, faisait aux premières nouvelles signées d'Henri Gréville un accueil malveillant et décourageant, qu'il regrette sans doute aujourd'hui. Vous rappelez-vous dans les commentaires des *Méditations* la note piquante où Lamartine raconte sa première entrevue avec Firmin Didot ? L'éditeur, qui rimait des tragédies à ses heures, accueillit le débutant qui lui apportait les *Méditations* avec une hautaine condescendance ; il l'en-

gageait à travailler et lui proposait comme modèles Delille, Chénédollé, Luce de Lancival. M. X... (je ne le nommerai pas, mais je ne verrais aucun mal à ce que le lecteur le devinât) tint à l'auteur de *Dosia* un langage analogue.

— Monsieur, dit-il à M. Durand, vous êtes professeur de français, vous savez écrire. Eh bien, ce que vous me présentez là, est-ce écrit ?

Et comme M. Durand insistait et affirmait le talent de sa femme, l'éditeur s'emporta.

Je m'y connais, Monsieur : jamais, [au grand jamais, ni revue, ni journal n'acceptera un manuscrit de votre femme ; le jour où elle obtiendra quelque succès à Paris, venez me trouver et dites-moi que je me suis trompé.

Le Hongrois qui dirige le *Journal de Saint-Petersbourg* avait eu plus de flair que l'éditeur parisien. De 1872 à 1876, madame Henri Gréville dut se contenter de l'hospitalité qu'il offrait à ses productions et du suffrage littéraire de la Russie. Un moment, lasse de lutter, elle faillit quitter Paris pour regagner cette France du nord où du moins on savait l'apprécier. Après quatre longues années d'attente, le succès vint enfin couronner ses efforts. *Dosia* et *l'Expiation de Saveli* parurent à la fois. (Juin, juillet, 1876.) Sous le patronage de cette double publicité, le nom de madame Gréville devint

vite populaire ; la critique fut frappée de cet essor inattendu d'un écrivain ignoré la veille ; elle ne fut pas moins étonnée de la souplesse de talent que décelaient ces deux récits si différents, l'un sévère et mélancolique comme un paysage glacé du nord, l'autre vif, élégant et spirituel comme une causerie parisienne. Dès lors, les organes les plus répandus se disputèrent le nouveau venu. Madame Gréville avait dans ses cartons toute une provision de manuscrits, trop longtemps, hélas ! dédaignés. Elle n'eut qu'à ouvrir les mains. Durant le cours de l'année 1876, elle publia successivement : *A travers champs* (*Journal des Débats*), *la Princesse Ogherof* (réimprimée dans le *Figaro*), *les Koumiassine* (*Patrie*), *la maison de Mauvèze* (*Débats*), *Autour d'un phare* (*id.*), *Sonia* (*XIX<sup>e</sup> Siècle*). En 1877, elle a fait paraître *Ariadne* (*Débats*), *Suzanne Normis* (*Temps*), *les Épreuves de Raïssa* (*XIX<sup>e</sup> Siècle*), *la Niania* (*Correspondant*). En même temps, l'éditeur Plon entreprenait de réunir en volumes les feuilletons parus à Paris ou ceux dont le *Journal de Saint-Petersbourg* avait eu la primeur ; ils ont retrouvé sous cette forme définitive le succès qui les avait accueillis dans les colonnes des journaux ou des revues. Madame Henri Gréville a depuis essayé d'aborder le théâtre. Les bluettes qu'elle a fait jouer sur la scène d'un cercle

parisien, à la Porte Saint-Martin ou à l'Odéon, n'ont pas obtenu le succès de ses feuilletons. L'art dramatique obéit à d'autres conditions que le roman ; le cadre étroit d'une pièce de théâtre ne permet pas de développer ces heureuses qualités de description ou d'analyse qui distinguent des œuvres comme *Sonia* ou *les Koumiassine* ; le métier réclame un sévère apprentissage, et les maîtres seuls peuvent se glorifier d'avoir abordé la scène de plain-pied, sans avoir passé par l'épreuve gênante d'une collaboration obligatoire. George Sand, Balzac, sont restés dans leurs pièces bien inférieurs à ce qu'ils sont dans leurs romans. Nous ne pouvons prédire si madame Henri Gréville, sera plus heureuse : quelques-unes de ses œuvres, *Raïssa* notamment, accusent un tempérament dramatique ; d'autres offrent, dans une certaine mesure, le *vis comica* ; il y a peut-être dans *les Koumiassine* l'étoffe d'une œuvre analogue aux *Danichef* ; mais que serait devenue cette comédie sans le concours discret d'Alexandre Dumas ? Du reste, dans ce monde russe dont madame Gréville a fait son domaine, la nouveauté des types, le pittoresque des détails, pourra peut-être aider à dissimuler l'inexpérience de l'auteur. N'avons-nous pas vu dans ces derniers temps le public parisien faire le meilleur accueil à des pièces, vivement écrites d'ailleurs, mais fai-

blement nouées, et dont l'intérêt principal était dans la peinture de deux mondes inconnus : le club et l'atelier ? Il est vrai que *le Club* et *la Cigale* avaient pour auteurs Gondinet, Meilhac et Halévy.

## II

Arrivons maintenant à l'œuvre même de madame Gréville. Dans cette étude sommaire, nous laissons à dessein de côté les romans dont la scène est en France : *Autour d'un phare*, *la Maison de Maurèze*, *Suzanne Normis* sont des œuvres assurément fort intéressantes, la dernière surtout. Mais ce qui fait le grand mérite de l'auteur, ce sont ses tableaux de la vie et de la société russes. L'immense plaine où s'agitent les personnages de ses romans semble prêter peu au pittoresque. L'imagination vive de l'écrivain, servie par une plume habile, a su trouver dans cette contrée monotone, ingrate aux yeux de l'observateur superficiel, des paysages pleins de grâce et de grandeur. L'Anglais Mackenzie Wallace, homme positif s'il en fut, n'a rien compris au charme spécial de la nature russe. Le Volga, ce roi des fleuves moscovites, n'a obtenu de lui que quelques lignes sèches et dédaigneuses :

« Avec toute la déférence due aux opinions de mes amis russes, je dois dire que les aspects du Volga ne payent pas le temps, les ennuis, la dépense que nécessite un voyage de Nijni à Tsaritsine. Il y a çà et là quelques gentils morceaux, mais ils sont rares et fort éloignés l'un de l'autre. »

Et c'est tout. Les lecteurs qui veulent bien se rappeler nos études sur le roi des fleuves moscovites (1) trouveront peut-être qu'il y avait quelque chose de plus à dire. Sans revenir sur nos impressions personnelles, nous nous contenterons d'opposer aux jugements dédaigneux de M. Mackenzie Wallace cette page éclatante de *la Princesse Ogherof*:

« Le Volga n'est pas, comme un autre, un fleuve coulant entre deux rives, plaines ou montagnes ; c'est parfois un lac et parfois un torrent. Un matin en sortant du pavillon où il avait passé la nuit, Michel vit autour de lui une large étendue d'eau bleue et dormante ; les rives plates et lointaines étaient à peine indiquées par une ligne verte ; des îlots de sable jaune semblaient au loin des rayons de soleil égarés sur les eaux. Quelques buissons, quelques touffes de roseaux indiquaient çà et là un bas-fond. Les cygnes venaient s'y reposer par vols

1. Voir les *Études slaves* p. 32-148.

énormes. Leurs plumes blanches, éparpillées par la mue d'automne, flottaient doucement sur les petits flots courts et serrés qui venaient battre le sable après le passage du bateau. Les nobles oiseaux allaient et venaient sans effroi le long des rives en larges flottilles, tournant à peine leurs cous gracieux pour regarder passer le monstre. Parfois un coup de sifflet aigu de la machine les mettait tous en fuite : alors, de l'onde et de la rive, les blancs troupeaux s'élevaient à grands coups d'ailes, et après avoir tournoyé un instant, ils s'envolaient vers les anses lointaines où nul bruit humain ne venait troubler leur sauvage indépendance.

« Plus loin, les rives se rapprochèrent : la rive gauche reste toujours basse et sablonneuse, mais la rive droite s'élève de plus en plus, étalant au soleil d'automne ses croupes montagneuses couvertes de bruyères pourprées. Le granit fend la terre et s'avance jusqu'au bord du fleuve en assises majestueuses ; le rocher à pic se prolonge sous l'eau transparente, et la profondeur est telle que les voyageurs de leur bras étendu peuvent presque toucher la rive, pendant que le bateau suit la courbe gracieuse du courant.

« Et quelle eau ! Michel ne pouvait se lasser de la contempler. Penché à l'avant, il regardait la proue aiguë fendre cette eau merveilleuse qui se



laissait séparer en deux volutes couleur d'aigue-marine, ou plutôt d'un vert d'opale nacrée, frangées d'une écume blanche, fine et délicate comme le lichen des troncs exposés au nord dans les grandes forêts respectées du bûcheron. Le soleil du matin éclairait cette onde d'une indicible pureté et lui prêtait une gamme de tons d'une richesse inouïe. La volute s'élargissait, formait une vague qui s'élevait pour retomber en écume sur l'eau calme encore du courant assoupi, puis se déroulait en arrière et formait un sillage translucide, jusqu'au rocher que la vague grossie allait battre avec fracas.

« Michel se souvint toute sa vie de cette eau merveilleuse; dix ans après il n'avait qu'à fermer les yeux pour voir la volute d'aigue-marine s'ouvrir sous la pression de l'avant aigu et se dérouler avec la grâce voluptueuse d'une fée qui se lève en secouant les plis de son manteau de velours. »

M. Wallace trouve sans doute que l'hiver en Russie est une saison glaciale et qu'il dévore beaucoup de combustible. Le poète voit les choses d'un autre œil; on nous saura gré de citer encore cette description de la forêt russe ensevelie sous la neige.

« La forêt était devant elles, la haute forêt de sapins gigantesques. La neige immaculée, étincelante, n'avait pas encore été foulée. La route, molle

et blanche, serpentait entre deux épais taillis d'un vert riche et sombre. Sur le bord du chemin, quelques arbustes perçaient de leurs branches grêles le tapis nouvellement tombé, et la haute muraille de vieux sapins se dressait au delà, parfois coupée par un éboulement de neige qu'une cime trop chargée avait secouée en se redressant ; parfois quelque trou noir s'enfonçait dans le taillis, marquant le passage d'une bête fauve ; et au-dessus le soleil qu'on ne voyait pas enveloppait les cimes d'un rutillement de diamants. Le ciel bleu vif était plein de rayons jaunes, l'ombre des sapins tombait bleue sur le sol ; et c'était un enchantement muet, que ne troublait aucun cri d'oiseau, aucun bruit, sauf le cliquetis argentin des harnais du cheval.

« Erèbe enfonçait jusqu'au ventre dans la neige molle qui rejaillissait sur les promeneuses après avoir éclaboussé le cocher. Le jeune cheval levait haut ses pieds d'ébène et les plongeait courageusement dans le duvet glacé, s'ébrouant de temps à autre, lorsque la poussière blanche lui chatouillait les naseaux. » (*Les Koumiassine*, tom. I, pag. 39.)

Ces deux tableaux si différents suffisent à donner une idée de l'élément pittoresque dans les romans de madame Gréville. L'auteur n'est pas moins habile à peindre les formes extérieures de la vie sociale. Le récit des funérailles de Fedotia (dans

*l'Expiation de Saveli*), la description d'une fête de nuit sur la glace de la Néva, celles des régates de Tsarskoé-Selo ou du mess des officiers (dans *Dosia*), celle du bal d'enfants qui ouvre *la princesse Oghe-rof*, sont également des morceaux achevés. Madame Gréville se plaît à ces descriptions et s'y attache volontiers ; si on les supprimait toutes, certaines de ses œuvres se trouveraient singulièrement abrégées ; ce serait grand dommage en vérité. Henri Gréville n'est pas seulement un romancier de cabinet qui raconte avec plus ou moins de vraisemblance des histoires imaginaires, c'est un voyageur qui rapporte d'un long séjour à l'étranger des impressions fidèlement recueillies. Le cadre où se meuvent ses personnages l'intéresse presque autant que leurs aventures ; la description arrive naturellement sous sa plume et se fond dans la trame même du récit. Elle ne réclame aucun effort et n'impose pas à l'auteur une langue particulière ; c'est toujours le même style, souple, léger, transparent, parfois un peu lâché, surtout si on le compare à celui de certains romanciers qui empâtent le leur de périphrases sonores et de mots chatoyants. On conçoit fort bien qu'un éditeur ami du précieux ait trouvé que madame Gréville « n'écrivait pas ».

Nous ignorons quelles surprises sa plume nous réserve. Les volumes que nous avons sous les yeux

sont loin de nous offrir un tableau complet de la société russe ; l'auteur paraît n'avoir eu l'occasion d'en étudier que deux éléments : la noblesse des grandes villes, avec la suite d'intendants, de précepteurs, de gouvernantes, de clients qu'elle traîne après elle ; la population rurale. Certains types fort curieux et qui ont tenté plus d'un romancier russe n'apparaissent pas encore ; vous ne rencontrez ici ni le marchand moscovite, le *koupets* à lourde casquette, à long caftan, ni le moine fanatique, ni le pèlerin errant qui revient de Kiev pour aller à Solovetsk, ni le raskolnik mystérieux, ni, dans un ordre d'idées opposé, le nihiliste révolutionnaire et sa peu séduisante compagne ornée de cheveux courts et de lunettes bleues. L'auteur se tient dans un monde moyen, aussi éloigné de ceux qui s'attardent sur le siècle que de ceux qui prétendent le devancer. Parmi ces types, il en est beaucoup qu'une femme du monde n'a guère eu l'occasion d'étudier ; madame Gréville n'a voulu mettre en scène que ceux qui lui sont familiers ou qui sont déjà entrés dans l'histoire. Deux de ses romans peignent la société russe sous le règne de Nicolas ; tous les autres ont pour objet la société contemporaine. *L'Expiation de Saveli* et *les Épreuves de Raïssa* ont pour point de départ le crime qui a fourni à Sardou la donnée première de *la Haine*. L'échec du drame dont Sardou avait

voulu faire le pendant de *Patrie* a montré combien il est difficile d'imposer certaines émotions au public durant cinq actes entiers. Le roman laisse aux nerfs des lecteurs le temps de se calmer ; il porte avec lui une morale plus nette, une logique plus claire que le drame, toujours obligé, suivant le mot d'Horace, « de courir après le dénouement ». Le seigneur Bagrianov a réduit au désespoir et au suicide la fiancée du serf Saveli ; il est tué par lui et disparaît sous les décombres d'un château incendié. Plus tard Saveli se marie, devient un riche marchand, presque un bourgeois. Son fils Philippe s'éprend de Catherine, la petite-fille de Bagrianof ; il est payé de retour, il pourrait l'épouser, mais le sang de l'aïeul assassiné pèse sur les deux familles, et les deux amants se condamnent à un célibat éternel. Tel est en deux mots le résumé de cette tragique idylle, œuvre puissante, à laquelle le personnage d'un pope de campagne prête des accents d'une gravité biblique. Les Russes ont reproché à l'auteur d'avoir fait revivre dans ce roman des types disparus, et d'avoir ainsi contribué à entretenir certains préjugés occidentaux contre la « barbarie moscovite ». L'auteur aurait pu répondre que le romancier choisit ses sujets où il veut, que l'histoire est son domaine, que les passions les plus brutales, les monstres les plus odieux lui appar-

tiennent, aussi bien dans le passé que dans le présent. Nous estimons qu'il ne faut pas trop multiplier les œuvres de ce genre, qui peuvent à la longue produire une fâcheuse impression. Mais l'œuvre de madame Henri Gréville prise dans son ensemble atteste que, loin d'être hostile à la Russie, l'auteur en a emporté le meilleur souvenir. Le crime par lequel débutent *les Épreuves de Raïssa* est déjà moins odieux que celui dont la fiancée de Saveli a été la victime. Il est, sinon excusé, du moins atténué par une foule de circonstances, la jeunesse des coupables, l'ivresse, une certaine loyauté qui leur mérite, sinon le pardon, du moins la pitié du lecteur. C'est l'héroïne elle-même qui se charge du soin de sa vengeance. Elle sera ce que Calderon appelait le médecin de son honneur. Pour obtenir justice, elle fera monter sa plainte jusqu'au trône de l'empereur. Le souverain réunit tous les officiers du régiment et invite la victime à désigner le coupable ; celui qu'elle indique est obligé à l'épouser ; après la cérémonie nuptiale il est exilé en Sibérie et sa fortune confisquée est remise aux mains de Raïssa ; mais le châtement n'est-il pas pire que le crime et ne vaudrait-il pas mieux pardonner ? Ainsi, d'une donnée brutale et odieuse naissent par contraste les sentiments les plus délicats et les plus tendres. Raïssa sera récompensée du soin jaloux

qu'elle a pris de son honneur et de sa charité envers le coupable : elle ira chercher jusqu'en Sibérie, elle en ramènera, repentant et devenu digne d'elle par l'épreuve, l'insensé qu'un ordre suprême a rivé à sa vie. Elle deviendra, grâce à la fermeté de son caractère, à la tendresse de son cœur, l'ange gardien de cette famille où elle était entrée avec horreur. Une partie du roman se passe dans un village ; l'épisode où Raïssa sauve la vie à sa belle-sœur, Hélène Marsof, menacée par les paysans révoltés, est une peinture vigoureuse et vraiment dramatique. Il y a peut-être dans ce roman l'étoffe d'une pièce de théâtre ; le rôle épisodique de la paysanne Mavra y serait d'un grand effet. A côté de ces deux œuvres se place naturellement une nouvelle, *Stefane Makarief* ; c'est l'histoire d'un paysan qui fait lui-même justice d'une femme coquette, paresseuse et adultère, et qui est absous par le tribunal de ses pairs. Ces trois récits attestent chez leur auteur une vigueur de pinceau toute virile.

Nous croyons toutefois que la nature de son talent l'a plutôt destinée aux peintures de la vie mondaine ; nous avons hâte d'arriver aux œuvres où ce talent aimable s'épanouit dans tout son charme. Il y a pourtant des choses exquisés dans ces productions légères de sa première manière, par exemple l'histoire des amours du professeur

Mareguine, qui, après être resté longtemps vieux garçon, finit par épouser Annette Larionof, la pauvre candidate toujours refusée aux examens ; ou bien encore, celle du sensible Orianof, qui s'arrête à temps sur la limite d'une passion coupable et, sous l'influence d'une noble femme, rentre résolument dans la voie du devoir et du vrai bonheur. Des sentiments simples, des événements ordinaires racontés dans un style sans prétentions, il ne faut rien de plus à madame Gréville : elle a horreur des grands effets et des histoires compliquées ; ses œuvres les meilleures, *Sonia*, *Dosia*, *la princesse Ogherof*, *les Koumiassine*, appartiennent au genre tempéré. Elles ont généralement pour sujet un amour dévoyé ou contrarié, pour héros quelque brave et loyal jeune homme, pour héroïne quelque fillette charmante, peut-être un peu fantasque. L'auteur, qui a toujours vécu à Pétersbourg dans un monde chamarré d'uniformes, a un faible pour les officiers, surtout ceux de la garde ; elle se plaît à les dépeindre irrésistibles dans leur brillante parure, légers, sémillants, cachant sous des dehors frivoles un cœur honnête et capable des plus généreux sentiments. *Dosia Zaptine*, *la princesse Koutsky*, *Vasilissa Gorof*, *Marthe Milaguine*, finissent toutes par épouser de futurs généraux et par mener la vie de garnison ; nous ne sommes



pas inquiets de leur avenir ; les officiers de la garde ont de la fortune et de longs congés ; elles ne connaîtront pas la vie pénible de ces ménages militaires qu'un romancier parisien se plaisait naguère à nous raconter. Elles ne seront certes pas plus heureuses que cette petite Sonia devenue la femme de l'étudiant Boris Glebof, aujourd'hui passé grand savant et illustre professeur.

C'est une gracieuse et touchante histoire que celle de la pauvre Sonia. Appelé pendant les vacances à donner des leçons chez le général Goreline, Boris s'est épris de sa fille, la séduisante Lydie, et il a été payé de retour ; des serments ont été échangés ; le père voit d'un œil sympathique une affection honnête et donnerait volontier son consentement, mais les rêves des deux amants viennent échouer contre la mauvaise volonté d'une mère avare et acariâtre. Boris va chercher la fortune et la gloire à l'étranger ; à son retour il se voit dédaigné par son ancienne fiancée ; il la rejette à son tour lorsque, plongée dans la misère, tombée du haut de ses rêves ambitieux, elle vient solliciter son appui et tenter de réveiller dans son cœur des sentiments éteints, et il épouse Sonia une petite servante, une enfant de dix-huit ans, qu'il a sauvée naguère des brutalités de madame Goreline et de ses gens, qu'il a adoptée, instruite, et qui s'est attachée à lui comme un ani-

mal domestique ; il n'aura point à rougir de l'avoir prise pour femme ; la tendre fidélité de Sonia, les soins pieux qu'elle a prodigué à la mère mourante de Boris, la persévérance qu'elle a mise à compléter elle-même l'éducation ébauchée par son maître, tout concourt à justifier ce choix imprévu, qui laisse le lecteur sous une impression morale et consolante.

L'auteur de *Sonia* n'aime pas, et nous l'en félicitons, à terminer ses ouvrages par une catastrophe. A travers des épreuves plus ou moins rigoureuses, il se plaît à conduire ses héros au bonheur qu'ils ont mérité ; ainsi, dans l'un de ses récits les plus émouvants, *la princesse Ogherof*, Marthe Milaguine, après avoir cru celui qu'elle aimait indigne d'elle et s'être donnée à son rival, devient veuve et retrouve au dénouement l'homme qu'un premier amour lui avait destiné. *La princesse Ogherof* offre un heureux contraste d'émotions douces ou pénibles ; mais la fable en est trop compliquée pour être analysée ici. Une citation dont nos lecteurs ont pu apprécier tout le charme suffit à donner une idée de cette œuvre délicate ; elle renferme quelques-unes des meilleures pages que madame Gréville ait jamais écrites.

Parmi tous ses ouvrages, *Dosia* est celui qui a trouvé le plus de faveur auprès du public : de nom-

breuses éditions n'en n'ont pas encore épuisé le succès. Dosia n'est pas une paysanne comme la pauvre Sonia ; c'est une sorte de petite Fadette transportée dans un monde aristocratique. Enfant gâtée d'une famille riche et noble, mauvaise tête et bon cœur, tour à tour fantasque et héroïque, elle fait le désespoir de tous ceux qui l'approchent. Contrariée par sa mère dans ses caprices, elle rêve d'échapper par un enlèvement à une tyrannie trop lourde pour elle. Tout en se balançant avec son cousin Mourief, elle lui propose de fuir avec lui et de l'épouser. Elle monte dans son tarantass, emportant pour tout bagage une tranche de pain noir et deux oranges. Ainsi dans une spirituelle fantaisie de Meilhac et Halévy, la petite marquise abandonnait le foyer conjugal en emportant son sac à ouvrage et un numéro de Revue. A peine embarquée Dosia comprend l'imprudence et les dangers de sa conduite ; elle se fait ramener chez sa mère, qui n'a pas eu le temps de s'apercevoir de son absence. Pierre Mourief raconte cette belle équipée à un mess d'officiers, devant son camarade Platon Sourof, l'homme le plus raisonnable du régiment. C'est Platon qui devient réellement amoureux de Dosia ; sa sagesse, son affection respectueuse et tendre finissent par dompter la capricieuse et rétive enfant, transfigurée par l'amour, rachetée par l'héroïsme, le jour où

elle n'hésite pas à risquer sa vie pour sauver un paysan qui se noie : quant à Pierre Mourief, moins épris de Dosia qu'il ne l'avait cru sous l'empire d'une fantaisie passagère, il épouse la sœur de son ami, la belle princesse Koutsky. Ce récit est lestement mené ; les frasques de Dosia, sa transformation morale ont fourni à l'auteur des pages fines et charmantes. Il montre ici une qualité à laquelle les œuvres précédentes ne prêtaient guère, l'esprit, un esprit tout à la fois très-russe et très-français, qui jaillit en fusées, éclate en mots heureux. Cet esprit anime d'un bout à l'autre les *Koumiassine*, l'œuvre la plus considérable de madame Henri Gréville ; cette épopée domestique remplit deux volumes entiers et le lecteur eût volontiers accepté un troisième. Une bonne humeur infatigable court à travers ce long récit, auquel les émotions tragiques restent absolument étrangères. L'auteur s'est plu à nous dépeindre dans tous ses détails cet intérieur nobiliaire, où domine haute et puissante dame la comtesse Koumiassine. A vrai dire ce type de grande dame ne nous était pas complètement inconnu ; madame Koumiassine et madame Danichef sont deux sœurs ou pour le moins deux cousines germanes ; l'une est veuve, l'autre a un mari, toujours ou presque toujours absent. Ces personnalités tyranniques ne sauraient souffrir ni maître, ni un

égal. Dès le début du roman, madame Koumiassine nous apparaît, comme madame Danichef, entourée d'un cercle, d'une *ménagerie*, qui doit graviter sans relâche dans l'orbite de son inflexible volonté; sa fille, la vive et spirituelle Zina, son fils, le petit Dmitri, un enfant de neuf ans, « pétillant d'esprit et de malice, ignorant comme une carpe et capable d'en remontrer à son précepteur sur la dialectique, » sa pupille, la gracieuse et touchante Vasilissa, deux gouvernantes, un précepteur allemand, un intendant polonais et un certain nombre de demoiselles de compagnie, protégées subalternes, trop heureuses de trouver en échange d'un certain nombre d'humiliations le vivre et le couvert assurés. La comtesse est une excellente chrétienne, une bienfaitrice charitable, à sa façon : elle entend faire le bonheur de ceux qui l'entourent, mais sans les consulter, sans leur permettre de discuter ses volontés despotiques, sans qu'il en coûte un sacrifice à son orgueil ou à ses préjugés. Elle s'est mis en tête de marier sa pupille Vasilissa, mais à condition de lui procurer un parti qui ne puisse porter ombrage à ses ambitions maternelles. Elle s'arrange habilement pour faire échouer le mariage de Vasilissa avec le prince Chourof, un millionnaire timide, trop maladroit pour savoir se faire comprendre d'une jeune personne inexpérimentée.

Elle prétend lui imposer pour époux un pied plat, un tchinovnik de petite noblesse, le désagréable Tchoudessof ; elle oblige sa pupille à subir d'odieuses fiançailles ; elle réussirait peut-être à la traîner jusqu'à l'autel, si Zina n'entreprenait de défendre sa cousine et de l'arracher aux persécutions de madame Koumiassine. Zina, avec une hardiesse qui ailleurs qu'en Russie ou en Amérique semblerait au-dessus de son âge, entre vaillamment dans la lutte. Elle prévient et fait intervenir comme un *deus ex machia* le prince Chourof, qui provoque en duel le fiancé importun et l'oblige de renoncer à ses espérances, et quand madame Koumiassine, irritée d'une inflexible résistance, entreprend de réduire Vasilissa par la force et de la séquestrer dans son château pour lui arracher une promesse d'obéissance absolue, c'est encore Zina qui, de concert avec le prince Chourof et le petit Dmitri, trouve le moyen de faire évader la prisonnière et de lui faire regagner Saint-Pétersbourg. On s'étonnera peut-être de voir de si jeunes personnes déployer une telle énergie et montrer un esprit aussi viril ; pour qui connaît la Russie, le romancier ne saurait être taxé d'exagération. Madame Henri Gréville a insisté avec raison sur ce côté particulier de la vie russe ; presque toutes ses héroïnes se distinguent par cet esprit d'initia-

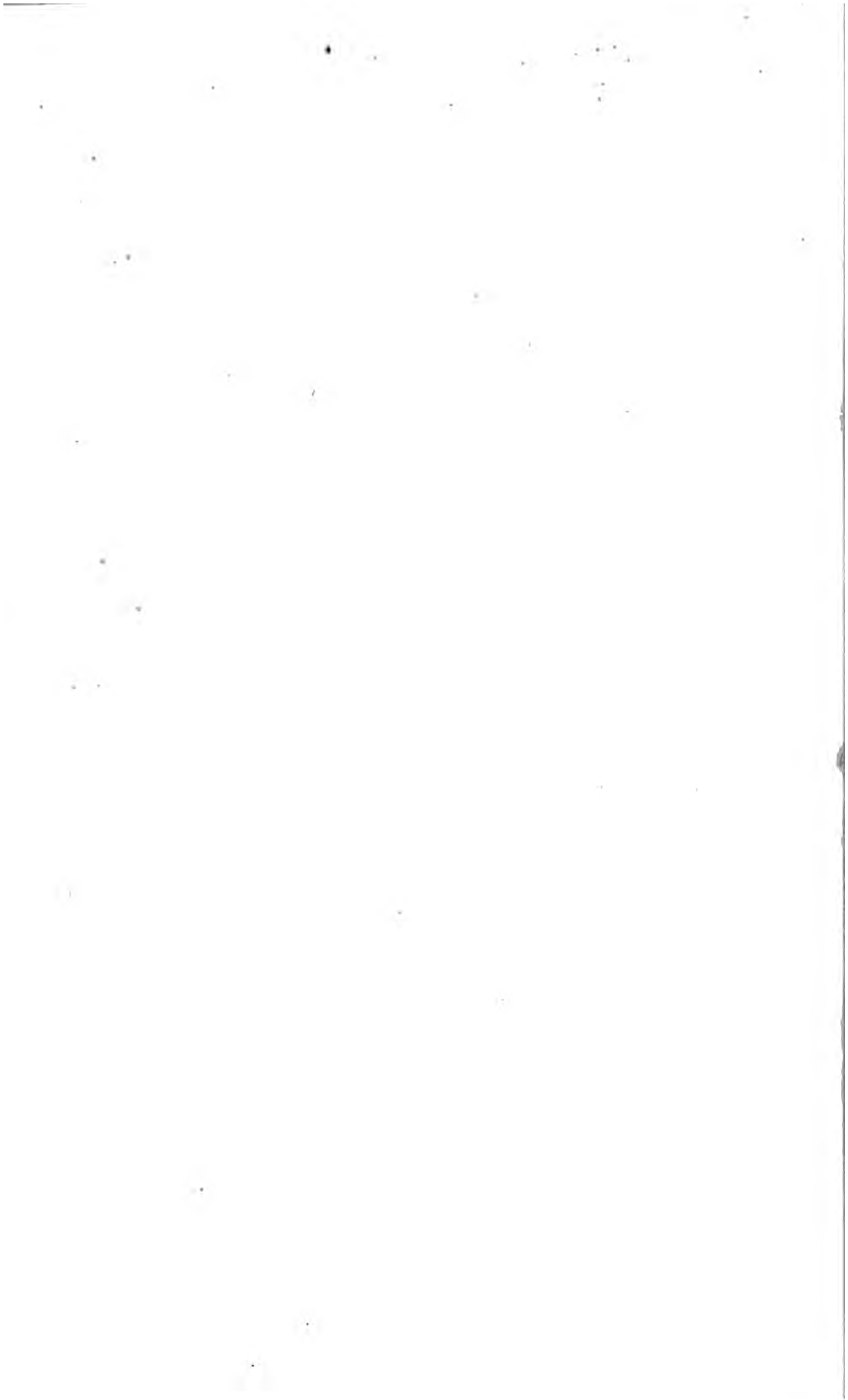
tive et de self-government ; elles aiment par elles-mêmes, se marient par elles-mêmes ne doivent qu'à elles-mêmes leur bonne ou leur mauvaise destinée. Il doit en être ainsi dans un pays où l'instruction de la femme est mieux dirigée et poussée plus loin que partout ailleurs. Dans cette lutte inégale, l'obstination de la comtesse finit par être vaincue. Vasilissa, après avoir découragé le prince Chourof et dédaigné Tchoudessof, donne son cœur à un jeune et brillant officier. Quant à Zina, en complotant avec Chourof l'émancipation de sa cousine, elle attire à elle par un charme inconscient ce cœur droit et sincère, et assure son propre bonheur après avoir longtemps travaillé pour celui d'autrui. De nombreux épisodes égalaient ce long récit, et attestent une fois de plus le talent descriptif de l'auteur. Nous en avons détaché plus haut une page attrayante ; nous nous ferions scrupule de déflorer une œuvre qui mérite d'être étudiée tout entière et nous tenons à laisser au lecteur le plaisir de la surprise.

Comme on a pu le voir par cette rapide esquisse madame Henri Gréville a su se faire une place originale parmi les romanciers contemporains ; son œuvre est saine, vigoureuse, intéressante. J'ajouterai qu'elle est sérieusement instructive. A moins d'explorer les bas-fonds de la société ou les

coulisses du monde politique, le roman n'a plus grand'chose à nous apprendre sur le monde où nous vivons. Les innombrables traductions des auteurs anglais, de Thackeray à Currer Bell, et de Dickens à miss Braddon, nous ont mis au courant des moindres mystères des châteaux, des clubs, des cottages et des *watering places* de l'Angleterre. Le roman russe, tel que l'a créé madame Henri Gréville, ouvre dans notre littérature une voie nouvelle; l'auteur apporte les dépositions d'un témoin spirituel et impartial à la grande enquête qu'un certain nombre d'écrivains ont ouverte dans ces dernières années sur la Russie; son œuvre doit être étudiée à ce point de vue, même par ceux qui croient n'être pas sensibles aux choses de l'imagination. La société qui fournit à l'observateur des types aussi exquis mérite certainement l'intérêt et la sympathie des honnêtes gens. En faisant mieux connaître la Russie à la France, madame Henri Gréville a bien mérité des deux nations (1).

1. Cette étude a été publiée en mars 1878; depuis cette époque madame Henri Gréville a publié nombre d'œuvres charmantes, parmi lesquelles il suffit de rappeler *Ariadne*, *la Niania*, *le Violon russe*. *Dosia* a été couronnée récemment par l'Académie française.





## JEAN HUS

---

On considère généralement Jean Hus (1) comme un prédécesseur de Luther. Luther lui-même salue en lui son ancêtre : « L'Évangile que nous avons, écrit-il, Hus et Jérôme de Prague l'ont acheté de leur sang. » Un siècle avant le grand réformateur de Wittemberg, Hus a réclamé l'émancipation de la pensée religieuse, et prêché la réforme de la morale et de la discipline ecclésiastiques. Le mouvement qui a éclaté en Bohême sous Vacslav de Luxembourg a annoncé et préparé, à plus d'un point de vue, celui qui s'est produit en Allemagne sous Charles-Quint. Mais il y a entre Hus et Luther une différence essentielle et qui doit être signalée dès le début de ces études. Quand Luther

1. Nous écrivons Hus pour nous conformer à l'orthographe tchèque; le mot veut dire *oie*; Jean Hus dans ses écrits latins, a souvent traduit ce nom et s'appelle lui-même *auca*.

a entrepris de réformer l'Eglise allemande et de l'arracher à la tutelle de Rome, il n'a eu à lutter que contre la tradition catholique et la résistance du Saint-Siège. Jean Hus a dû émanciper à la fois la nation tchèque de la domination romaine et de la domination germanique. Toute la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle, occupée par la prédication du maître et les luttes théologiques ou militaires de ses disciples, est une période de révolution à la fois religieuse et nationale. Les premiers historiens du hussitisme, peu au courant de l'histoire intérieure de la Bohême, soupçonnant à peine dans le royaume l'existence de deux nationalités, n'ont guère vu que le côté théologique de la question. Les historiens tchèques de notre siècle, et à leur tête l'illustre Palacky, en reconstituant le passé de leur patrie, en tirant de la poussière et de l'oubli les anciens monuments de sa littérature, ont fait apparaître Hus sous un nouveau jour et rétabli le véritable caractère de son apostolat. Dans tout autre pays que la Bohême, il n'eût été sans doute qu'un réformateur isolé, sa mort n'aurait affecté qu'un nombre restreint de disciples, quelques enthousiastes seuls auraient songé à la venger ; on n'aurait vu surgir ni un Zizka, ni un Procope, ni Calixtins, ni Taborites. Ce qui fait la double grandeur du rôle de Hus, c'est qu'il entreprit de mettre

fin à la fois aux misères de l'Eglise et à celles de son peuple. Pour bien comprendre son caractère il faut le replacer dans le milieu où il a surgi, indiquer les traditions religieuses et nationales dont il fut l'héritier, signaler rapidement les précurseurs qui par la plume ou par la parole préparèrent la voie au futur martyr de Constance.

## I

L'histoire de la Bohême est celle d'une tribu slave, jetée par les circonstances au milieu des peuples germaniques, sans cesse menacée et débordée par eux et luttant sans relâche pour le maintien de son indépendance comme Etat et de son individualité comme nation. C'est un des grands malheurs de l'Allemagne, a dit le poète Freytag, que la Bohême, le cœur de la Germanie, soit tombée entre les mains des Slaves. Les Tchèques peuvent retourner la proposition ; c'est un immense malheur pour eux que les pays voisins, la Saxe, la Prusse naguère peuplée par les Slaves de l'Elbe, aient été si promptement germanisés. Au lieu de faire partie d'un vaste continent ethnographique, la Bohême n'est plus rattachée à la Slavie que par un isthme et forme depuis des siècles une

sorte de presqu'île sans cesse battue et rongée par le flot allemand. Dès son origine, elle risque d'être englobée dans le Saint-Empire, et elle est ballottée entre l'orient slave et l'occident germanique. Le christianisme lui vient à la fois de deux côtés, de l'Allemagne et de la Grande Moravie, de Rome et de Byzance. Au ix<sup>e</sup> siècle, un prince de la Grande Moravie, Rostislav, appelle de Thessalonique pour convertir ses peuples les deux apôtres bulgares Cyrille et Méthode. Il repousse la conversion qui lui est apportée par les missionnaires allemands ; il sait qu'elle n'est aux mains du Saint-Empire qu'un instrument de conquête ; en donnant aux Slaves de ces régions une religion nationale, il espère leur éviter la tragique destinée des Saxons, que Charlemagne a baptisés dans le sang. Le saint-siège, par une dérogation remarquable à sa politique habituelle, approuve l'idée de Rostislav, et la mission des apôtres Cyrille et Méthode ; il autorise la liturgie slave et fait de la Moravie un diocèse indépendant. Les évêques allemands ont beau protester, mettre en jeu les intrigues et les calomnies pour ressaisir les âmes et surtout les dîmes qui leur échappent. La Bohême, considérée jusqu'alors comme dépendant de l'évêché de Ratisbonne, entre dans l'orbite du nouveau diocèse, et le premier de ses princes chrétiens, Borivoj, est,

vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, baptisé par saint Méthode. Ainsi une Eglise nouvelle va se créer sur le sol de Grande Moravie, c'est-à-dire sur le terrain même où s'étend aujourd'hui la plus grande partie de l'empire d'Autriche. Elle rayonne peu à peu sur la Bohême et sur la Pologne, elle va réunir dans une communauté gigantesque les peuples slaves dispersés de l'Adriatique à la Baltique, et leur donner la cohésion et l'unité nécessaires pour tenir tête à l'Allemagne ; elle va ouvrir pour eux tous les trésors de civilisation dont Rome et Byzance ont encore le dépôt. Tout à coup arrive du fond des steppes de l'Oural une formidable invasion ; les Hongrois s'enfoncent comme un coin aigu au cœur de l'organisme naissant ; ils détruisent la Grande Moravie, séparent brusquement les Slaves du nord des Slaves du midi, les Tchèques des Croates, les Polonais des Bulgares : désormais isolés, les Slaves vont tomber, les uns sous l'influence allemande, les autres sous l'influence byzantine. Le schisme de Photius s'est produit ; le saint-siège prend en haine cette liturgie slave venue de Constantinople et qui maintenant s'identifie pour lui avec l'hérésie. L'Eglise slave, sauf dans quelques cantons de la Croatie et de la Dalmatie, rompt avec celle de Rome ; chassée de l'occident, elle se replie sur l'orient ; elle s'établit en Russie, en Bul-

garie et en Serbie. Les nations qu'elle a converties au christianisme orthodoxe resteront pendant des siècles isolées du courant de la civilisation latine, et ne participeront ni aux bienfaits de la Réforme, ni à ceux de la Renaissance. L'unité slave est détruite dans son germe. La Bohême tombe la première aux mains de l'Eglise allemande : de cette liturgie nationale que les apôtres Cyrille et Méthode lui avaient apportée, elle n'a gardé que quelques rares débris : des noms d'églises aujourd'hui détruites, un fragment de cantique, quelques pages de légendes.

Cependant, on a de bonnes raisons de croire que, même quand l'immense majorité du royaume fut rattachée à la liturgie romaine et à l'Eglise latine, la liturgie slave garda dans le royaume un certain nombre d'adhérents. En fondant l'évêché de Prague, au x<sup>e</sup> siècle, le pape avait mis pour condition « que le clergé du nouveau diocèse serait latin, et ne suivrait *ni les rites de la Bulgarie, ni ceux de la Russie, ni ceux des Slaves méridionaux.* » C'est donc qu'à cette époque, un siècle après l'invasion magyare et la dislocation du monde slave, la tradition primitive était soupçonnée de conserver encore des adhérents. Un peu plus tard, dans un monastère bénédictin, et soustrait comme tel à la juridiction épiscopale (celui de Sazava), on voit un

saint populaire chez les Tchèques, saint Procope, introduire de nouveau la liturgie gréco-slave ; des fragments de manuscrits appartenant à ce monastère ont été retrouvés récemment en Bohême. Après avoir subsisté plus d'un demi-siècle à Sazava, la liturgie slave disparut devant les persécutions de l'Église officielle, et les moines latins brûlèrent les livres suspects à la curie romaine. Un peu plus tard, au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle, l'empereur Charles IV, l'un des meilleurs rois de la Bohême, et l'un des plus favorables à l'élément tchèque, établit dans la capitale du royaume le monastère slave, dit d'Emmaüs, qui subsista jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle. C'est de ce monastère qu'est venu le célèbre manuscrit slave, connu sous le nom de *texte du sacre*, sur lequel les rois de France ont prêté serment jusqu'à la Révolution. Transporté à Constantinople, vendu en cette ville au cardinal de Lorraine, il fut offert par lui à la cathédrale de Reims en 1574. Comme personne n'en pouvait déchiffrer les caractères, il devint l'objet d'une vénération particulière. On le prit pour un évangile syriaque ayant appartenu à saint Jérôme, on le fit richement relier, et il figura à côté de la sainte ampoule comme une relique auguste au sacre des rois de France. Il date en réalité de 1395, et n'a qu'un intérêt historique et philologique. Le monastère d'Emmaüs avait été



établi avec l'autorisation du saint-siège et pratiquait la liturgie romaine dans une langue slave morte depuis longtemps, celle des apôtres Cyrille et Méthode. L'empereur Charles IV constate dans une de ses lettres que, sous son règne, c'est-à-dire dans la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle (1346-1378), « il y avait en Bohême et dans les pays voisins beaucoup de schismatiques et d'infidèles qui se refusaient à entendre prêcher l'Écriture en latin et qu'on ne parvenait pas à convertir au christianisme. » D'autre part, on sait que les sectes hérétiques des Bogomiles bulgares et des Vaudois du Dauphiné avaient trouvé en Bohême de nombreux partisans. L'esprit démocratique et égalitaire des peuples slaves devait faire accueillir avec une sympathie toute particulière les doctrines qui tendaient à détruire la hiérarchie ecclésiastique, à rapprocher le fidèle du prêtre, à niveler la société chrétienne.

## II

On s'est imaginé qu'il avait suffi de l'arrivée de quelques livres de Wicleff en Bohême pour provoquer dans le royaume un mouvement soudain dont Jean Hus est par hasard devenu le chef. Sup-

primez ces livres de Wicleff et la révolution hussite n'aurait pas existé. C'est là un point de vue absolument inexact. Nous venons de voir quelles traditions particulières prédisposaient la Bohême à recevoir avec transport le maître qui lui apporterait la parole divine dans la langue nationale. Un siècle avant sa venue, déjà la réforme de l'Eglise était à l'ordre du jour en Bohême. Les richesses mêmes dont les fidèles avaient accablé le clergé devaient causer sa perte ; ici comme dans le reste de l'Europe, la débauche, la simonie avaient pénétré dans tous les rangs de la hiérarchie ecclésiastique. A quoi bon insister sur ces désordres ? Ils n'offrent pas un autre caractère que ceux qui dans toute l'Europe ont provoqué la réaction violente d'où est sortie la Réforme.

« Chez les ecclésiastiques, dit un contemporain, André de Cesky Brod, aucune discipline ; chez les évêques, simonie ouverte ; chez les moines, désordres sans fin ; chez les laïques, aucun abus que les ecclésiastiques n'aient pratiqué auparavant. » Qu'ajouter à ces paroles ? Notons pourtant un trait particulier à la Bohême ; la plupart de ceux qui déshonorent ainsi l'Eglise ne sont pas des nationaux, ce sont des Allemands ; le peuple les hait et les méprise à double titre, comme prévaricateurs et comme étrangers. La réaction de la nationalité

slave contre la prépondérance germanique n'est pas un fait moderne comme on l'a cru volontiers. Au moyen âge cette haine éclate à tout moment. Après avoir occupé, sans rencontrer de résistance, le quadrilatère de montagnes où ils vivent encore aujourd'hui, les Tchèques eurent à défendre sans relâche leur nouvelle patrie contre les invasions ou les infiltrations de leurs voisins. Tantôt c'étaient les empereurs qui ravageaient leur pays et lui imposaient tribut ; tantôt les princesses allemandes, épousées par les rois, qui amenaient avec elles des dignitaires et des prêtres étrangers ; tantôt des Allemands établis à Prague dans le *vicus Teutonorum* qui occupaient tout un quartier de la ville et prétendaient garder leur langue et leur législation. Dans certains districts, les Tchèques avaient fini par se trouver « exilés dans leur propre patrie. » A l'université de Prague, c'étaient des Allemands qui faisaient la loi ; dans l'Eglise, c'étaient eux qui absorbaient la plus grande partie des dîmes et des bénéfices. Faut-il s'étonner de la haine que ces intrus inspiraient aux nationaux ? Une chronique rimée antérieure d'un siècle à Jean Hus nous en apporte en maint endroit de saisissants témoignages :

« Quand la langue allemande s'établira en Bohême, dit un des héros de la Chronique, tout

l'honneur de notre race cessera. Les Allemands font d'abord les humbles ; mais dès qu'ils se multiplient, ils se soucient peu du pays qui leur donne l'hospitalité ; ils cherchent un prince de leur patrie. Si j'apprenais, même d'un oiseau, que vous vous attachez aux Allemands, je vous ferais mettre dans un sac de cuir et jeter dans la Moldau. J'aimerais mieux avoir à vous pleurer qu'à pleurer la honte de ma langue. »

Et le chroniqueur s'écrie un peu plus loin à propos de Premysl Otokar, l'illustre et malheureux adversaire de Rodolphe de Habsbourg :

« Hélas ! quel malheur qu'un si noble roi ne reste pas fidèle à sa langue maternelle ; il aurait acquis un grand renom et une grande fortune. Il aurait vaincu tous ses ennemis. »

Ainsi donc la Bohême en s'insurgeant contre l'Eglise établie, en réclamant l'introduction de la langue nationale dans le culte public, n'obéissait pas seulement à cet instinct de réforme qui vers la fin du moyen âge tourmente et soulève tous les peuples civilisés ; elle obéissait à cet instinct de conservation qui existe chez les nations comme chez les individus. Elle cherchait à se retrouver elle-même, à renouer la chaîne rompue de la tradition primitive.

## III

Cependant le premier réformateur qui apparut en Bohême ne fut pas un Tchèque, mais un moine autrichien, Conrad Waldhauser. Appelé à Prague par l'empereur Charles IV, sa fougueuse éloquence réunit autour de sa chaire un nombreux auditoire. Ce rude missionnaire provoqua dans la société allemande de la ville les plus merveilleuses conversions. Impitoyable envers les laïques, il ne ménageait pas les religieux, surtout les ordres mendiants ou contemplatifs : « Que celui, disait-il, qui a un fils ou un ami bien cher, et dont il veut le salut, veille à ne pas le laisser entrer dans un de ces ordres où l'on viole ouvertement et régulièrement la règle ; quel est le voyageur qui pour traverser le Danube choisit un navire pourri et s'expose à périr ? »

Les ordres mendiants dénoncèrent Conrad à la colère de l'archevêque, mais ils ne réussirent point à le réduire au silence. Pourtant les augustins, ses confrères, avaient trouvé dans ses discours six propositions hérétiques : les dominicains plus habiles n'en avaient pas découvert moins de dix-huit. Mais Waldhauser avait bec et ongles pour se dé-

fendre ; bien loin de se décourager, il renouvelait ses attaques et marchait droit à l'ennemi.

« Les ordres religieux, disait-il dans son apologie, ont tellement dégénéré, que si leurs fondateurs revenaient à la lumière, ceux qui se prétendent leurs disciples ne les reconnaîtraient pas, se tourneraient contre eux et les lapideraient. Ils n'admettent pas qu'on leur reproche la décadence de leurs mœurs. Il est un point cependant où ils se sont améliorés ; autrefois, ils étaient toujours à se quereller ; ils se disputaient les cadavres des riches pour leurs églises, comme des oiseaux de proie ; aujourd'hui, ils sont tous d'accord contre moi. »

Protégé par la puissante amitié du roi et de l'archevêque de Prague, Conrad put échapper à toutes les attaques de ses ennemis et mourut en 1369, curé d'une des meilleures paroisses de Prague.

Ses sermons latins ou allemands ne s'adressaient qu'à une partie restreinte de la bourgeoisie ou aux clercs ; ils ne pouvaient passionner les masses. Le rôle de missionnaire populaire échut au Morave Milicz de Kromerice (Kremsier). Il mit la parole divine à la portée des petits, des humbles, et rassembla dans les églises trop étroites pour les contenir les masses frémissantes. D'un tempérament ardent et mystique, l'Apocalypse était l'objet de ses cons-

tantes méditations. Chanoine et grand vicaire de la cathédrale de Prague, il avait renoncé à toutes ses dignités, à tous ses revenus, pour se consacrer à la prédication populaire. Sa renommée était devenue telle, qu'il était obligé de prêcher trois fois par jour. Son compatriote, Vojtech Rankov, qui avait été recteur de l'université de Paris, disait de lui « qu'il embrassait en une heure de temps ce qui demanderait un mois pour être compris. » A force d'étudier les prophètes et l'Apocalypse, Milicz était arrivé à partager l'hérésie des chiliastes ou millénaires; il avait calculé que le règne de l'Apocalypse devait arriver entre les années 1365 et 1367 de l'ère chrétienne. Il écrivit même sur cette question un traité spécial qui nous a été conservé. Il voyait l'Antechrist partout, dans tous les actes, dans toutes les institutions qui ne lui paraissaient pas conformes à la vraie doctrine. Il n'épargnait personne, ni les prêtres ni les moines, ni l'empereur-roi.

« Cuirassé de son zèle, » un jour qu'il prêchait devant le souverain il osa s'écrier, en le montrant du doigt: « Voilà l'Antechrist! » L'archevêque crut devoir le condamner à quelques jours de prison, mais Charles IV prit bien la chose, et donna un sauf-conduit au fougueux prédicateur pour se rendre à Rome, où il devait se justifier d'une accu-

sation d'hérésie. Quand Milicz arriva, le pape Urbain V se trouvait à Avignon. Avant d'aller l'y rejoindre, il entreprit de prêcher ses doctrines dans la ville éternelle.

« L'esprit m'envahissait, écrit-il lui-même ; je ne pouvais lui résister et je disais dans mon cœur : Va, fais connaître par un écrit que tu afficheras à la porte de Saint-Pierre — comme tu faisais jadis à Prague — que tu veux prêcher la venue de l'Antechrist : tu exhorteras le clergé et le peuple à prier pour notre seigneur le pape et notre seigneur l'empereur, à rétablir l'ordre dans le spirituel et le temporel, afin que les fidèles servent bien le créateur ; tu écriras tes discours afin que tes paroles ne soient pas altérées, afin que tes idées se répandent, que les méchants entrent en crainte, que les bons servent Dieu avec plus de ferveur ; tu réserveras les secrets de l'affaire au souverain pontife. »

Ainsi Milicz n'entendait pas se séparer de l'Eglise romaine ; il faisait du pape le confident et le juge suprême de sa doctrine. Néanmoins le grand inquisiteur de Rome le fit arrêter et jeter en prison dans le cloître d'Ara-Cœli. Déjà les moines mendiants de Prague étaient dans la joie et annonçaient que leur ennemi serait brûlé ; mais le pape Urbain V, dès qu'il eut pris connaissance du sauf-



conduit impérial, fit mettre en liberté Milicz, qui dut intervenir à son tour pour ses persécuteurs. On ne sait quels entretiens il eut avec le souverain pontife : Urbain réussit sans doute à calmer ses transports mystiques. Depuis son voyage de Rome, il cessa de prêcher la doctrine de l'Antechrist.

A son retour à Prague, il reprit avec plus d'ardeur ses prédications sur les vices du temps.

« Oh ! avec quel zèle, s'écrie Thomas de Stitny, prêchait le noble Milicz ; la grâce de Dieu faisait éclater l'esprit dans ses discours, il s'épanchait en paroles enflammées. » — « Personne, dit un autre de ses disciples, Mathias de Janov, ne lui parlait ou ne s'approchait de lui sans puiser dans ses discours, l'amour, la reconnaissance, la douceur : nul ne le quittait sans être consolé. C'était en tout un nouvel Elie. Il châtiât sans relâche son corps par les jeûnes, les macérations et la pénitence ; sa passion pour le bien du peuple, son activité sans trêve ni repos dépassaient de beaucoup la nature humaine et les forces de la chair. Sans cesse il écoutait les confessions, visitait les malades ou les prisonniers, et convertissait les tièdes et les pécheurs.

Sa parole ardente accomplissait de vrais miracles ; il faisait désertier et détruire les mauvais lieux. Un quartier de Prague, qui portait le nom

caractéristique de Nouvelle Venise, fut ainsi abandonné et transformé en établissement de refuge pour les filles repenties, sous le nom de Jérusalem.

La sainteté de Milicz, les œuvres édifiantes de sa parole ne désarmèrent pas la haine des frères mineurs. Ne pouvant l'attaquer près du souverain qui le protégeait, ils le dénoncèrent de nouveau au souverain pontife. Diverses bulles adressées aux évêques de Bohême, de Moravie et Silésie, attestent que cette fois le saint-siège avait tenu compte des accusations. Milicz dut se rendre à Avignon pour se justifier : il y mourut. Il écrivait peu ; c'était avant tout un orateur. Cependant il reste de lui des commentaires sur les évangiles du dimanche et un traité sur les souffrances des églises pendant les derniers jours de l'Antechrist. Ces ouvrages ont été longtemps populaires chez les Frères bohêmes.

#### IV

Ses deux principaux disciples, le prêtre Mathias de Janov, le laïque Thomas de Stitny, furent au contraire des écrivains et des dogmatistes. Mathias

de Janov avait étudié six ans à Paris ; les contemporains le désignent souvent sous le nom de *magister parisiensis* ; c'était, à l'inverse de Milicz, un homme d'un caractère paisible, phlegmatique, une nature tout intérieure. Il ne paraît pas qu'il ait prêché avec grand succès. En revanche, il composa en latin une longue série d'écrits théologiques qu'il réunit plus tard sous ce titre : « *Des règles du Vieux et du Nouveau Testament.* » Cette œuvre considérable n'a pas encore été publiée tout entière. Après avoir joui d'un grand crédit, l'ouvrage est peu à peu tombé dans l'oubli. M. Palacky, dans sa belle histoire de Bohême, a fort bien expliqué pourquoi. En dévoilant avec énergie les vices et les excès de l'Église, Mathias excita contre lui tous ceux qui avaient intérêt aux désordres qu'il attaquait. Ils firent le silence autour de lui ; cependant Mathias n'était pas révolutionnaire ; il tenait à la tradition ecclésiastique, il se soumettait à la hiérarchie romaine. Les réformateurs qui reprirent son œuvre et la poussèrent plus avant le trouvèrent trop docile encore et trop peu libéral. Cette œuvre est pourtant fort considérable et fort originale. L'auteur dédaigne les écrits des docteurs et s'appuie surtout sur la Bible :

« La Bible, dit-il, m'a toujours fourni des matériaux abondants sur toute sorte de sujets et

d'idées. C'est par elle, c'est par ses toutes divines vérités que les idées sont le plus solidement et le plus fermement établies. J'ai aimé la Bible dès ma jeunesse, je l'ai appelée mon amie et ma fiancée, la mère de ma dilection, de ma crainte, de mes saintes espérances; elle ne m'a pas quitté depuis ma jeunesse, ni en route, ni à la maison, ni dans mes travaux, ni dans mes loisirs..... J'observe qu'aujourd'hui les prêtres et le peuple connaissent et pratiquent moins les préceptes du Dieu redoutable que les idées et les traditions des hommes; ils craignent, ils révèrent plus les inventions humaines que la vérité de la vie et la charité du prochain. Ils mettent dans ces observations toute la justice, tout le salut, même sans la notion de la charité. Je voudrais que ces inventions et les obligations qui s'y rapportent fussent négligées, et qu'on ne s'appliquât à rechercher que l'amour de Dieu et du prochain, que les préceptes de Dieu. »

En se fondant sur l'Écriture, Mathias de Janov tire de l'Ancien Testament quatre règles, et du Nouveau huit règles relatives à l'amour de Dieu et du prochain, et à l'oubli de soi-même. Il s'empporte contre les hypocrites et les pharisiens de son temps, contre ceux qui ont le Christ sur les lèvres et non dans le cœur, contre ceux qui professent une

piété toute machinale, qui veulent compenser par l'accomplissement des rites et des cérémonies l'absence d'esprit intérieur. Il ne rejette pas entièrement la partie extérieure et purement rituelle de la religion ; mais il ne veut pas que les *moyens fassent oublier le but* ; car c'est là le grand piège de l'Antechrist de présenter aux chrétiens, au lieu de choses célestes et divines, des objets vils et bas. Ainsi Mathias de Janov simplifie le culte, diminue le rôle du prêtre, et rapproche le fidèle du Seigneur :

« Vous voulez être justifiés, dit-il quelque part, et vous croyez y parvenir à force de travaux, à force de soins, et vous suivez avec une piété méticuleuse toutes les cérémonies nouvelles. Christ n'est-il pas mort pour vos âmes ? Vous n'avez rien de son esprit et vous avez des yeux pour ne point voir. Vous exécutez en tremblant la lettre de la loi, mais vous ne savez rien de la liberté qui est dans l'esprit du Sauveur. Cependant toute la Sainte Écriture nous crie que le Seigneur, le crucifié est le seul rédempteur, qu'il suffit pour le salut de quiconque croit en lui, que seul il est toute la foi, toute la sagesse du chrétien. »

Voilà le langage d'un véritable réformateur. Peu de temps après, un disciple, obscur d'ailleurs, de Mathias de Janov, avait osé déclarer qu'un prêtre fait mieux quand il étudie ou prêche que quand il

lit son bréviaire. En émettant ces propositions nouvelles et hardies pour le temps, ni Mathias ni ses disciples ne songent du reste à élever autel contre autel, à se séparer de l'église universelle.

De même, le laïque Thomas de Stitny (1325-1400), l'auteur des remarquables ouvrages sur la *République chrétienne*, la *Doctrine chrétienne* et des *Discours religieux*. Thomas de Stitny a été l'auditeur assidu de Milicz ; il en fait, ainsi que nous l'avons vu plus haut, un magnifique éloge. Il déclare que sans lui il n'aurait pas composé ses livres. Mathias écrivait en latin. Stitny, lui, s'exprime] en langue tchèque ; son style, plein de charme et de noblesse met les choses religieuses à la portée de tous. Lui aussi, il veut que le chrétien entre avant tout en rapport direct avec Jésus-Christ son sauveur, et que la forme des cérémonies ne fasse pas oublier le fond de la doctrine :

« L'Écriture a dit : Sans la foi il est impossible d'être agréable à Dieu, comme il est impossible de construire une maison sans fondements... [Si un fruit mûrit, il le doit à la racine ; la racine n'est pas belle en elle-même, mais c'est d'elle que vient toute la beauté du fruit de l'arbre. Ainsi, sans la foi, rien ne mène au salut ; sans la foi rien n'est bon. C'est la fondation, la racine de tout bien ; sa

beauté ne frappe pas les yeux ; mais sans elle il n'y a ni espérance ni amour. »

Stitny est naturellement l'ennemi de l'ascétisme :

« Il ne s'agit pas, dit-il, de jeûner, de faire des pèlerinages, mais de vivre dans son véritable état. Sans doute il est bon de mourir pour Dieu, de souffrir tout pour lui ; mais il n'est pas raisonnable de souhaiter que cela arrive ; il faut souhaiter qu'en toute chose s'accomplisse la volonté de Dieu, que tous soient bons, que nul ne fasse de tort à son prochain. »

Les ouvrages théologiques de Thomas de Stitny sont fort nombreux ; il traduisit le *Traité de saint Augustin sur la lutte du péché et de la vertu*, les *Soliloques du même Père de l'Église*, un *Traité de David, frère déchaussé, sur les sept degrés de la profession spirituelle*. C'est dans la *République chrétienne*, dans ses *Dialogues d'un père avec ses enfants*, enfin dans son *Traité de la doctrine chrétienne*, qu'il convient de chercher le fond de sa pensée. Ses ouvrages n'ont été imprimés que dans notre siècle et seulement en partie. Mais on sait que du vivant même de l'auteur il en circulait de nombreux manuscrits. Son *Traité de la République chrétienne* est à lui seul une véritable encyclopédie théologique.

Il se divise en six livres ; dans le premier,

l'auteur traite de la foi, de l'espérance et de la charité ; dans le second, des trois conditions de l'homme, du célibat, de la viduité et du mariage ; dans le troisième, de la famille. Le quatrième expose comment les divers états ressemblent aux chœurs des anges ; le cinquième a pour objet la tentation ; le sixième, la purification du péché.

Beaucoup d'esprits timorés, à ce que Stitny nous apprend lui-même, l'accusaient de témérité. On estimait que les matières dont il s'occupait étaient trop hautes pour être traitées en langage vulgaire et devaient être réservées aux écoles : on lui reprochait d'écrire sans grade académique ; on blâmait ceux qui lisaient ses livres. Il défendait énergiquement et le droit des laïques à traiter les matières religieuses et celui des idiomes vulgaires à traduire la parole divine.

« Beaucoup de gens, écrit-il, voudraient anéantir les livres tchèques, surtout les bons ; quant aux fables qui excitent les débauchés au libertinage, ils n'ont point d'objections contre elles. Ils voudraient même les multiplier..... Mais ne vaut-il pas mieux lire de bonnes choses en langue bohême et pendant ce temps-là oublier la débauche, les vains discours, les querelles ? Ceux qui blâment les livres tchèques, même les bons, peut-être, parce qu'ils veulent seuls paraître sages, pourraient bien avoir à redouter la



vengeance de Dieu..... Les sages savent bien qu'aux yeux de Dieu, un Bohême vaut bien un Latin. Pourquoi certaines gens blâment-ils ce que j'écris et en veulent-ils à ceux qui lisent mes livres ? Qu'ils les lisent d'abord et, s'ils y trouvent quelque erreur, qu'ils la corrigent ; ils prouveront ainsi leur amour de la vérité..... Peut-être y en a-t-il qui blâment ce qu'ils ne comprennent pas ; d'autres envieux, voulant seuls paraître sages, condamnent mes livres plutôt que de les lire. Mais chaque langue doit louer Dieu ; l'Écriture nous apprend que le roi Assuérus avait des scribes de divers idiomes pour écrire à chaque peuple en son idiome ; puisque l'Écriture mentionne ce fait, pourquoi Dieu n'écrirait-il pas aussi aux Tchèques dans leur langue?... Les serpents peuvent mordre, disait-il encore, je porte du bois au bon feu..... On me reproche de n'être pas bachelier. Mais si je voulais, quoiqu'indigne, me comparer à un grand génie, saint Bernard était-il bachelier ? Plût à Dieu qu'on fit attention au sens de mes paroles et non pas à celui qui les dit ; un canal misérable roule souvent une eau pure. »

Du reste, en émancipant la parole divine du ser-vage où la tenaient les *Latins*, en la mettant, lui simple laïque et non gradué, à la portée des fidèles Stitny n'entendait pas se poser en novateur et rompre avec l'Église universelle.

« Je pense bien, disait-il, en tout ce que j'écris sur Dieu ne pas me séparer de la doctrine des saints et des maîtres. Dans ma jeunesse j'ai beaucoup lu, j'ai écouté avidement mes instituteurs. En tout ce que j'écris, je me sou mets à l'Église et à l'école c'est-à-dire l'université de Prague, — et je ne veux rien enseigner que ce qu'enseigne la communauté chrétienne et l'école de Prague. »

On ignore la date exacte de la mort de Thomas Stitny, mais il ne paraît pas qu'il ait survécu de beaucoup à la première année du quinzième siècle. A ce moment Jean Hus, âgé d'environ trente ans, était professeur à l'université de Prague et venait de commencer ses prédications dans la fameuse chapelle de Béthléem.

## V

Il était né en 1369, au village de Husinec, non loin de la ville de Prachatice ; Husinec est situé en plein pays tchèque, mais sur la limite ethnographique qui sépare les Allemands des Slaves. On a fait remarquer avec raison que le sentiment national est toujours plus ardent vers les frontières ; il s'aiguise et s'irrite, pour ainsi dire. par des rap-

ports quotidiens avec l'étranger. Si Hus dut à son éducation première un tendre attachement pour la nationalité de ses ancêtres, il s'est toujours défendu d'avoir nourri une haine aveugle et systématique contre les Allemands : « Le Christ m'est témoin, dit-il quelque part, que j'aime mieux un Allemand, homme vertueux, qu'un Tchèque méchant, fût-il même mon frère. » Né d'une famille de paysans, il conserva toujours une affection particulière pour les pauvres et les humbles.

L'université de Prague, où il vint étudier la théologie, était alors, avec celle de Paris, la première de l'Europe. Fondée par Charles IV au milieu du quatorzième siècle elle avait compté à certains moments jusqu'à onze mille étudiants. Dans un espace de quarante ans, elle n'avait pas reçu moins de 844 maîtres et de 3823 bacheliers ; tous les peuples de l'Europe centrale y étaient représentés. A l'instar de celle de Paris, Charles IV l'avait divisée en quatre nations : tchèque, saxonne, bavaroise et polonaise. Mais les Polonais étaient peu nombreux, surtout depuis qu'ils avaient à Cracovie (1363) une université florissante ; leur nation était surtout représentée par les Allemands de Silésie qui, naturellement, faisaient cause commune avec ceux de Bavière et de Saxe ; les Tchèques se trouvaient donc en minorité dans un établissement fondé au

cœur même de leur pays et par le roi le plus patriote qu'il eût eu depuis longtemps. Un tel état de choses devait exciter bien des colères.

Hus prit successivement à l'université les titres de bachelier ès arts, bachelier en théologie et maître ès arts. Il commença à enseigner vers l'âge de vingt-neuf ans. En 1401, il fut nommé doyen de la faculté des arts, et recteur l'année suivante. Ses ouvrages attestent une érudition riche et variée ; toutefois le génie du maître ne pouvait le soustraire au pédantisme de son temps ; dans ses écrits tchèques ou latins, il abuse volontiers du syllogisme ou des subtilités de la scolastique. Croyant sincère et soumis, Hus s'imposa dans sa jeunesse les pratiques d'une piété rigoureuse ; en 1393, à l'âge de vingt-quatre ans, il passa les mois de mars et d'avril tout entiers en dévotions ; il consacra ses quatre derniers gros à acheter des indulgences et vécut pendant plusieurs jours au pain et à l'eau. Cependant il se reproche dans ses écrits postérieurs d'avoir trop vécu suivant le monde, d'avoir pris part notamment à une scène de carnaval, à une de ces fêtes de fous, si fréquentes au moyen âge (1) :

<sup>1</sup> La scène à laquelle Jean Hus fait allusion (pag. 302 du premier volume de ses œuvres tchèques) rappelle celle que Walter Scott a si joliment racontée au chapitre xiv de *l'Abbé* : *The Abbot of Unreason*.

« Hélas ! dit-il, dans ma jeunesse, j'ai fait une fois partie d'une mascarade. On fit d'un étudiant infâme un évêque, on le mit sur un âne, la tête tournée vers la queue ; on le conduisit ainsi à la messe ; on portait devant lui un plat de soupe et une cruche de bière, et je vis qu'on les tenait devant lui à l'église. Je le vis encenser l'autel, lever le pied en l'air et crier à haute voix : Bu ! Et les étudiants portaient devant lui de grandes torches en guise de cierges ; et il allait d'autel en autel et encensait ; ensuite les étudiants retournèrent leurs capuces à l'envers et se mirent à danser dans l'église ; et le peuple regardait et riait, et s'imaginait que c'étaient des rites saints et légitimes. Infamie ! abomination !... Pendant ma jeunesse, je me suis associé à ces folies, mais du jour où Dieu m'a donné de connaître son Ecriture, j'en suis revenu » (1).

Dans les lettres écrites vers la fin de sa vie, il s'accuse encore d'avoir trop aimé le jeu, les vêtements splendides, et de n'avoir pas donné au peuple qu'il prêchait l'exemple de l'humilité.

Ses contemporains sont moins sévères pour lui

1. M. Denis, dans son excellent ouvrage sur *Huss et les Hussites*, a mal lu ce passage. Il suppose que Hus regrette d'avoir acheté des indulgences ; il s'accuse en réalité d'avoir pris part à une mascarade indécente. Du reste, plusieurs citations du livre de M. Denis demandent à être révisées.

qu'il n'était rigoureux pour lui-même. « Sa vie était austère, dit un de ses ennemis, sa conduite pure et honorable, son désintéressement tel qu'il n'a jamais voulu ni bénéfice, ni prébende d'aucune espèce, » et le pape Pie II, plus connu sous le nom d'Æneas Sylvius, ne peut s'empêcher de reconnaître « la grande éloquence, la conduite morale et pure » de l'hérésiarque détesté.

Il ne fut ordonné prêtre que vers l'âge de trente ans. Il avait déjà publié quelques écrits de morale et de théologie et entrepris avec succès de réformer l'orthographe de sa langue maternelle. Son génie oratoire se révéla le jour où il fut chargé de prêcher à la chapelle de Bethléem.

Cette chapelle avait été fondée par un riche bourgeois de Prague et par le chevalier Jean de Muhleim. Elle pouvait contenir environ trois mille personnes. D'après l'acte de fondation, approuvé par le roi et l'archevêque, elle était uniquement destinée à la prédication en langue bohême; le titulaire devait toujours être un prêtre séculier. Ainsi les fondateurs avaient voulu d'une part mettre la parole divine à la portée des masses populaires, de l'autre assurer aux fidèles une prédication saine et vigoureuse, exempte des fantaisies mystiques auxquelles se livraient trop volontiers les membres des ordres mendiants et contemplatifs. La chapelle

de Bethléem était, pour ainsi dire, la pierre angulaire sur laquelle allait s'élever à la fois la réforme de l'Eglise et la restauration de la nationalité tchèque. Détail important : un revenu fort modeste était attaché aux fonctions de prédicateur de la chapelle ; il lui était interdit d'accepter aucun casuel ; les offrandes des fidèles devaient être uniquement appliquées aux frais du culte ou à l'entretien de quelques pauvres étudiants. Ainsi le prédicateur de Bethléem devait pratiquer lui-même cette pauvreté qu'il recommandait à ses ouailles. On sait les noms des premiers titulaires de la chapelle ; mais il n'est rien resté de leurs discours. Hus donna aux prédications du sanctuaire national un incomparable éclat ; il groupa autour de lui les foules palpitantes et son éloquence inspirée renouvela les miracles de Milicz. La reine Sophie, femme du roi Vacslav (Venceslas), surnommé par les uns le paresseux, par les autres l'ivrogne, le choisit pour son chapelain ; une tradition incertaine veut même qu'il ait été son confesseur. Quoi qu'il en soit, cette situation nouvelle lui assurait une influence considérable à la cour et auprès du roi. Vacslav n'était pas le monstre sauvage et barbare que la tradition a plus tard imaginé. C'était un prince tour à tour faible et fantasque et que des caprices insensés, des accès d'ivresse entraînaient à des actes de véri-

table cruauté. Il aimait comme Louis XI à s'entourer de petites gens et se faisait ainsi détester de la noblesse ; il traitait durement les ecclésiastiques qui osaient résister à ses caprices ou à ses volontés. A la suite d'une querelle avec l'archevêque de Prague, qui s'était opposé à l'établissement d'un nouveau diocèse dans le royaume, il fit arrêter un certain nombre de prêtres qui furent jetés en prison et mis à la torture. L'un d'entre eux, Jean de Pomuk, fut noyé dans la Vltava (Moldau). Cet acte de brutalité, si l'on en juge par les témoignages des contemporains, ne produisit dans le peuple aucune émotion. Jean de Pomuk était pourtant destiné à une célébrité posthume assez singulière. Quand son homonyme Jean Hus eut péri sur le bûcher de Constance, les partisans du *maître* le proclamèrent saint et martyr. Il prit place au calendrier et devint l'objet d'un véritable culte. Deux siècles plus tard, lorsque la Bohême hérétique eut succombé sur le champ de bataille de la Montagne Blanche et fut livrée aux jésuites, les restaurateurs de l'orthodoxie cherchèrent un saint à substituer à l'hérésiarque détesté. Ils retrouvèrent la trace de Jean de Pomuk et en firent un saint sous le nom de Jean Népomucène ; cette victime de la grossière brutalité de Vacslav le paresseux n'offrait en somme rien de bien intéressant. On lui créa une légende



de toutes pièces : confesseur de la reine, Jean de Pomuk avait refusé de livrer au roi, son époux, le secret du saint tribunal ; il avait subi le martyre plutôt que de trahir son devoir. Habilement propagée parmi les masses, la légende fit fortune ; Jean Népomucène devint, pour ainsi dire, un patron national ; aujourd'hui encore, malgré les découvertes de l'inexorable critique, sa fête attire à Prague une foule immense de pèlerins ; sa statue, objet d'une vénération posthume et factice, se dresse sur les ponts des villes et des villages.

## VI

Le prince qui traitait avec cette barbarie les dignitaires de l'Eglise ne devait pas être attaché d'un zèle ardent à l'orthodoxie catholique. Cette orthodoxie était d'ailleurs singulièrement compromise par la décadence morale du clergé, par les scandales dont la rivalité des deux papes de Rome et d'Avignon donnait aux fidèles le lamentable spectacle. L'histoire du grand schisme est assez connue pour n'avoir pas besoin d'être rappelée ici.

La décadence du saint-siège devait avoir pour résultat immédiat l'accroissement de l'influence

des universités. Elles furent, sans peut-être se rendre un compte exact de l'importance de leur rôle, les premiers promoteurs de cette réforme que le monde chrétien appelait de ses vœux et que l'Eglise officielle était impuissante à lui donner. Dès le début du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, les ouvrages philosophiques de l'Anglais Wicleff avaient été apportés à Prague par des étudiants qui avaient fréquenté l'Université d'Oxford. Vers 1402, Jérôme de Prague apporta à son tour ses écrits théologiques ; on sait que le célèbre hérésiarque anglais niait la transsubstantiation, la nécessité de la confession pour quiconque a la contrition, la damnation des enfants morts sans baptême, en un mot la plupart des dogmes de l'Eglise établie. Ces nouveautés ne pouvaient manquer d'être accueillies avec une certaine faveur par les Tchèques ; les administrateurs de l'archevêché de Prague s'alarmèrent ; l'Université fut convoquée pour examiner un certain nombre de propositions empruntées aux livres de Wicleff. Hus, sans entrer dans les détails dogmatiques, professait pour le théologien anglais une sincère admiration. « Dieu donne à Wicleff le royaume des cieux, écrivait-il sur un manuscrit d'un de ses traités qu'il avait copié de sa propre main. — O Wicleff ! Wicleff, disait-il ailleurs, tu troubleras la tête de plus d'un. » Il lui arriva un

jour de dire qu'il voudrait bien que son âme nût plus tard où était celle de Wicleff. En 1403, une partie de l'Université de Prague s'était émue de la faveur qui accueillait les doctrines du réformateur anglais. On avait extrait de ses œuvres quarante-cinq propositions et, malgré l'opposition des professeurs tchèques, et notamment de Jean Hus, qui prétendaient que ces articles étaient falsifiés, défense avait été faite de les enseigner, soit dans la prédication, soit dans les cours publics. Hus, au point de vue dogmatique, prétendait ne pas se séparer de l'Eglise romaine. Mais il s'efforçait de la purifier des superstitions et des abus qui s'y étaient introduits. Il dénonçait avec indignation les faux miracles par lesquels des charlatans effrontés abusaient la piété des fidèles. Il faisait interdire un pèlerinage où de prétendues reliques avaient déjà fait de nombreuses dupes. Il s'efforçait de ramener la religion à l'esprit de l'Écriture et le clergé à l'humilité, qui doit être sa première vertu. Certains prêtres se vantaient d'être supérieurs à la mère du Christ, car elle n'avait enfanté Dieu qu'une fois, et eux le faisaient naître tous les jours. D'autres déclaraient qu'ils tenaient les clefs du ciel et de l'enfer, et qu'il leur suffisait d'accorder ou de refuser l'absolution pour assurer le bonheur ou le malheur éternel du pénitent. Hus se plaisait

à confondre leur orgueil ; il enseignait que ce n'est pas le prêtre qui absout les péchés, mais Dieu même, fût-ce par le ministère d'un personnage indigne, et qu'on peut même, en certain cas, être absous par lui, sans l'intervention d'un ecclésiastique. D'autres se faisaient payer par leurs pénitents et accordaient l'absolution à prix débattu. Hus enseignait qu'il n'y a point d'absolution valable sans contrition sincère, sans pénitence réelle et sans désir d'amélioration. Il prêchait que les pèlerinages, les offrandes aux sanctuaires ne suffisaient pas à gagner le salut sans l'amour de Dieu et du prochain.

« Les voleurs, les usuriers, disait-il, s'imaginent qu'ils plaisent à Dieu en donnant une partie de l'argent mal acquis aux prêtres, aux sanctuaires et aux chapelains. Saint Augustin dit qu'en donnant ainsi à Dieu, ils veulent en faire le complice de leurs péchés, l'associé de leurs vols et de leur usure. Les prêtres prennent, les moines font ripaille, et tous exaltent les donateurs ; ils feraient mieux de leur dire qu'ils pèchent grièvement et que, s'ils ont un vrai repentir, ils doivent restituer les biens à ceux qu'ils ont dépouillés. »

Il disait encore :

« Celui qui sacrifie un liard pour Dieu, de son vivant, profite plus à son âme que s'il donne après

sa mort autant d'or qu'il en peut tenir entre le ciel et la terre. Celui qui souffre une parole désagréable profite plus à son âme que celui qui brise sur son dos toutes les verges qui peuvent croître dans une grande forêt. Celui qui s'humilie devant un inférieur profite plus à son âme que s'il allait en pèlerinage d'un bout du monde à l'autre en versant son sang tout le long de la route. Celui qui est humble plaît à Dieu ; faire saigner ses pieds sur les routes du pèlerinage n'est pas un ordre de Dieu, mais une sottise invention humaine ; cela ne plaît pas au Seigneur. Celui qui remet tous ses membres aux mains du Seigneur lui plaît plus que celui qui en son honneur ferait le tour du monde sur la tête. Celui qui verse une larme sur ses péchés profite plus à son âme que si après sa mort il versait des torrents de pleurs. Celui qui met le Seigneur Dieu au-dessus de toutes les créatures profite plus à son âme que si la mère de Dieu et tous les saints priaient pour lui. Comment la mère de Dieu et tous les saints peuvent-ils intercéder pour celui que Dieu veut perdre ? Elle aurait donc une volonté opposée à celle du Seigneur ; elle voudrait sauver celui qu'il veut perdre ; il est impossible de croire cela, il n'y a dans le ciel aucune divergence de volontés. Ce que Dieu veut, sa mère le veut et tous les saints aussi... Celui qui n'honore pas Dieu par

lui-même ne peut pas l'honorer par l'intermédiaire d'autrui. Celui qui ne s'oppose pas à la volonté de Dieu honore plus le Seigneur et profite plus à son âme que s'il donnait pour Dieu (c'est-à-dire à l'Eglise) le monde entier; et celui qui ne plaît pas à Dieu par lui-même ne saurait lui plaire par aucun hommage. »

Ailleurs il attaquait le clergé lui-même et traitait d'hérétiques ceux qui se faisaient payer l'administration des sacrements, le son des cloches et la sépulture. Il invitait les fidèles à prier pour l'âme d'un ecclésiastique « mort avec trop de bénéfices ». Il *diffamait* le clergé, suivant le mot de ses adversaires, et le rendait « plus odieux au peuple qu'il ne l'avait jamais été ». Il attaquait les moines qui, avec ou sans autorisation, par des fêtes inconnues jusqu'alors et de prétendus miracles, pillaient le pauvre peuple et détruisaient l'Eglise de Jésus-Christ.

« Le Sauveur, disait-il encore, a interdit toute domination terrestre à ses apôtres, mais sa parole divine est devenue une dérision depuis que l'empereur Constantin a donné au pape un royaume. On a entendu ce jour-là une voix d'en haut qui criait : Le poison a été versé dans l'Eglise de Dieu... Par la richesse, toute l'Eglise chrétienne a été empoisonnée et corrompue. D'où viennent les guerres,

les excommunications, les querelles entre les papes, les évêques et les autres membres du clergé ? Les chiens se battent pour un os, enlevez-leur l'os et la paix est rétablie..... D'où vient la simonie, l'insolence des prêtres leurs adultères ? Tout vient de ce poison. »

La pureté de ses mœurs était d'ailleurs une vivante satire du relâchement qui régnait autour de lui : « Plein de prières, de veilles, de jeûnes et d'abstinences, » il frappait les masses par l'austérité de son visage, il les retenait par l'autorité de sa parole, moins ardente que celle de Milicz, moins fouguese que celle de Conrad Waldhauser. Il écoutait sans relâche les confessions, convertissait les pécheurs, consolait les affligés, répandait, par la plume ou par la parole, la Parole de Dieu.

Assurément le Maître devait exciter dans le clergé de Prague les plus vives colères, mais il était soutenu par les sympathies de la reine et par l'appui de l'archevêque Zbyniek. Ce personnage, fort ignorant, avait nommé Jean Hus orateur du synode et l'avait chargé de lui signaler de vive voix ou par écrit les abus qu'il découvrirait dans le clergé. Il en avait fait pour ainsi dire le réformateur officiel de l'Eglise de Bohême. Une lettre qui nous a été conservée atteste avec quel zèle Hus remplissait ces fonctions et quel libre langage il

savait tenir, même vis-à-vis du premier pontife du royaume.

« Votre paternité, écrivait-il, m'a prié de lui faire connaître les défauts du régime de l'Eglise ; voici ce que j'ai à vous dire : comment se fait-il que des prêtres incestueux et criminels marchent librement comme des taureaux indomptés, tandis que les prêtres humbles, qui veulent arracher les ronces du péché, qui remplissent de bon cœur les devoirs de leur vocation, les prêtres exempts d'avidité et qui pour le seul amour de Dieu s'offrent au labeur évangélique, sont jetés comme hérétiques dans les prisons et souffrent l'exil pour avoir prêché l'Evangile ? Je ne puis croire que ce soit votre paternité qui ordonne de tels actes ? Quel prêtre pauvre osera désormais attaquer les crimes, accuser les vices ? En vérité la moisson est considérable et les moissonneurs sont peu nombreux. Priez donc le maître de la moisson d'y envoyer de nombreux ouvriers. C'est à votre paternité qu'il appartient de recueillir la moisson du royaume de Bohême, de la mettre dans le grenier du Seigneur et d'en rendre compte jusqu'à la moindre gerbe. Mais comment pourra-t-on faire rentrer les gerbes si l'on ôte aux moissonneurs la faux de la parole au gré des oisifs qui ne travaillent pas et empêchent les autres de travailler ? Ainsi s'accomplit le mot



de l'apôtre : la charité s'est refroidie dans le clergé, l'iniquité a débordé dans le peuple ! Qui de nous, hélas ! suit la voie du Christ dans la pauvreté, la chasteté, l'humilité et la prédication assidue ? Malheur ! malheur ! On accomplit la parole de l'Évangile : Ils cherchent tous leur intérêt et non celui de Jésus-Christ. Donc, très-révérénd père, ouvrez les yeux ; ne vous laissez pas séduire par les pompeux, et les avarés ; mais aimez les humbles et ceux qui se plaisent dans la pauvreté. Excitez les oisifs au travail. N'empêchez pas ceux qui travaillent fidèlement à la moisson du Seigneur. »

Les adversaires de Hus étaient nombreux ; mais il leur était difficile d'attaquer le maître ou ses disciples sur les questions de réforme et de morale ecclésiastiques. Ils eussent trop aisément prêté le flanc à sa vigoureuse éloquence. Il leur était plus facile d'ébranler son crédit, en soulevant des questions dogmatiques, en groupant habilement autour de lui les éléments d'une accusation d'hérésie. Les membres de la nation tchèque à l'université de Prague avaient accueilli avec une sympathie marquée les livres et les doctrines de Wicleff ; cependant, en présence, des méfiances d'une partie des professeurs, on avait dû interdire dans l'université l'enseignement de ses ouvrages, et défendre même aux étudiants la lecture de quelques-uns d'entre

eux. L'archevêque, pressé par des dénonciations urgentes, finit par ordonner de ne plus attaquer le clergé dans les sermons et de livrer tous les livres de Wicleff ; deux disciples de Hus ayant été arrêtés en Italie, l'archevêque devint plus énergique et enleva au Maître les fonctions de prédicateur du synode. Un autre incident vint encore irriter les esprits. Trois papes se disputaient à ce moment la tiare pontificale ; en attendant que le concile de Pise mît fin à cette anarchie, le roi Vacslav et la nation tchèque de l'université prétendaient rester neutres entre les trois adversaires ; l'archevêque et les maîtres étrangers tenaient pour le pape de Rome, Grégoire XII. Hus, d'accord avec le roi, prêchait la neutralité. L'archevêque le suspendit de ses fonctions. Hus eut beau protester et déclarer qu'il n'avait jamais été dans ses intentions de refuser l'obéissance à l'Eglise romaine. L'interdit fut maintenu. Il obtint bientôt après du roi une éclatante compensation. Vacslav, irrité contre l'archevêque et contre les nations étrangères qui avaient refusé de se conformer à ses désirs, rendit un décret où il ordonnait que les Bohêmes auraient désormais trois voix à l'université de Prague, tandis qu'une seule resterait réservée aux Allemands. C'était là pour la cause nationale un triomphe inattendu et que Hus lui-même n'avait pas prévu

devoir être aussi complet. Ce succès, attribué à son influence, devait exciter contre lui les rancunes de tous ceux qui avaient tout à gagner à l'ancien état de choses et tout à perdre au nouveau. Les Allemands ne purent se résigner à perdre dans les conseils de l'*Alma mater* la prépondérance qui leur appartenait depuis sa fondation ; ils quittèrent Prague en masse ; la plus grande partie des émigrants alla fonder l'université de Leipzig ; les autres se dispersèrent dans les écoles rivales d'Erfurth, de Cologne et de Heidelberg.

En somme Vacslav déclarait la guerre à l'évêque Zbyniek, en frappant les membres de l'université qui refusaient de se soumettre à la volonté royale. Il alla plus loin et ordonna de saisir les biens des prêtres qui n'obéiraient pas aux décisions du concile de Pise. Le pontife répondit en mettant la ville de Prague en interdit. Il ne paraît pas qu'on ait tenu sérieusement compte de cette mesure, que les novateurs aient cessé d'enseigner, et la foule de se presser autour de leurs chaires.

« La nation qui errait dans les ténèbres, écrit Jean Hus à un maître de l'université d'Oxford, a vu la lumière de Jésus-Christ et de la vérité ; tout le monde la reçoit avec une ardeur infinie, peuple, barons, soldats, comtes et simples plébéiens. Le peuple ne veut entendre que l'Écriture, particu-

lièrement l'Évangile et les Épîtres. Partout, dans les villes ou dans les bourgs, où apparaît un prédicateur, les masses accourent malgré la colère du clergé. Aussi Satan s'est redressé. Je n'ai fait que toucher doucement la queue de Behemot et il a ouvert sa gueule pour m'engloutir avec mes frères. Il éclate en fureur ; tantôt il flatte, tantôt il multiplie les flammes de la censure. Il fulmine ses menaces dans les diocèses étrangers, mais il n'ose pas toucher à moi. L'heure n'est pas encore venue, car le Seigneur n'a pas encore achevé d'arracher par mon ministère et celui de mes frères à la gueule du démon ceux qu'il destine à la gloire éternelle ; il donnera à ceux qui prêchent son évangile la force d'écraser au moins la queue de Behemot, en attendant que sa tête et ses membres soient entièrement broyés. Pour accomplir cette tâche, nous devons au besoin supporter la mort avec humilité. »

Cette lettre est datée de 1410. Jean Hus semble alors le maître de la situation. « Le roi, toute sa cour, la reine, les barons, le peuple sont pour la Parole de Jésus-Christ. » Cependant il a déjà le pressentiment de la destinée qui l'attend. Dans un sermon prononcé deux années plus tard, il revient sur ce pressentiment et s'y arrête avec une sorte de complaisance :

« Le Christ sur la croix pria pour ses meurtriers, disant : Pardonne-leur car ils ne savent ce qu'ils font. A son exemple, un fidèle disciple doit lutter, et par charité souffrir humblement la mort. Il doit plus aimer l'âme de son ennemi que son propre corps.... Et moi, prêtre, je dois aussi agir ; malheur à moi si je ne le faisais pas, en ayant l'occasion. Car je sais que par cette chère souffrance je gagnerais à mon corps la couronne du martyr, je dompterais la colère de mes ennemis, je donnerais le bon exemple et peut-être, par ma patience, je sauverais l'âme de mon ennemi, que ma résistance et mon impatience auraient perdue. En offrant ma vie pour lui, je servirais sa cause, la mienne, celle de toutes les autres Eglises, par un glorieux martyr. »

Plus l'influence de Hus s'accroissait, plus ses ennemis de leur côté déployaient d'activité. De nouvelles plaintes étaient adressées à l'archevêque; on reprochait au maître ses attaques contre le clergé, son admiration pour Wicleff, on glissait sur un point dogmatique une accusation d'hérésie. On arracha au nouveau pape Alexandre V, qui pourtant devait beaucoup à la *nation* bohême, deux mesures qui devaient frapper directement le grand ennemi; l'archevêque était invité à former une commission chargée d'examiner les livres de

Wicleff ; il était interdit de prêcher ailleurs que dans les cathédrales, les églises paroissiales et les églises de couvents. La chapelle de Bethléem, qui ne rentrait dans aucune de ces trois catégories, aurait ainsi été fermée et la voix de Hus étouffée. Il en appela au pape mieux informé et aux fidèles qui se pressaient autour de la chaire de Bethléem. Tous ceux que transportait son ardente parole signèrent avec lui une protestation, où tout en témoignant de leur fidélité à l'Eglise, ils demandaient qu'on ne détruisît point les livres de Wicleff, même fussent-ils hérétiques et qu'on laissât prêcher librement l'Ecriture conformément à la Parole du Christ : « Allez et enseignez toutes les nations. » L'archevêque répondit en faisant brûler, avec un cérémonial imposant et funèbre, environ deux cents volumes de Wicleff, en excommuniant Hus et tous ceux qui en avaient appelé au pape contre lui. Le pape était alors ce Jean XXIII, qui devait jouer un rôle si piteux au concile de Constance.

La colère fut grande dans le peuple ; ceux-là même qui n'avaient jamais ouvert les livres de Wicleff, qui connaissaient à peine le nom du théologien anglais, s'indignèrent de la destruction de ses œuvres comme d'une injure faite à la nation bohême tout entière. L'archevêque n'avait jamais été fort populaire ; il passait pour très-ignorant et

l'on prétendait qu'il n'avait appris à lire que depuis qu'il avait reçu la crosse épiscopale. Des chansons injurieuses circulèrent dans les rues de Prague. « Zbyniek a allumé le feu. — Pour faire affront aux Tchèques. — Malheur à toute cette prêtraille sans foi, » — ou encore : « L'évêque Zbyniek A B C D a brûlé les livres sans savoir ce qu'il y avait dedans. » L'effervescence devint telle que dans la plupart des paroisses les prêtres n'osèrent pas fulminer l'excommunication.

La ville se trouva partagée en deux partis, ceux qui tenaient pour l'évêque, et ceux qui tenaient pour le Maître. Le pape cita Jean Hus à comparaître devant lui ; le roi protesta contre cette mesure ; il ne voulait pas, suivant ses propres expressions, livrer à la merci de ses ennemis un prédicateur si utile et jeter dans la consternation une immense multitude. La reine Sophie, « au nom du salut du peuple et de l'honneur du royaume chrétien de Bohême, » conjurait Jean XXIII de maintenir la chapelle de Bethléem. Hus de son côté demandait à être dispensé de se rendre à Rome pour se justifier ; il déclarait qu'il ne pouvait pas entreprendre ce voyage sans danger pour sa vie. Dans le royaume et hors du royaume, les Allemands lui avaient tendu des embûches (*insidiæ positæ*). C'était tenter Dieu et se livrer à la mort

sans utilité pour l'Eglise (*profectu Ecclesix non urgente*). Nous avons cité plus haut les paroles enthousiastes où Jean Hus trahit sa soif du martyr ; assurément ses idées n'avaient pas changé ; mais il ne voulait pas que la mort vînt le saisir au coin de quelque grande route, sans gloire pour la cause qu'il défendait, sans profit pour les âmes ; ce qu'il lui fallait, c'était la mort en face du monde chrétien tout entier, une fin éclatante qui fût un acte de foi solennel, et comme la confirmation suprême de son enseignement.

Les efforts du roi et de la reine furent inutiles ; le légat Othon Colonna lança l'excommunication contre Hus. Vacslav répondit en sommant l'archevêque d'indemniser les étudiants dont il avait brûlé les livres, et en confisquant les biens des prêtres qui observaient l'interdit pontifical. La noblesse qui profitait des biens confisqués, soutenait énergiquement le roi par des raisons peu ecclésiastiques. Ainsi, des passions fort étrangères à l'idéal qu'il poursuivait assuraient au réformateur l'appui de la cour et du souverain. L'archevêque, épouvanté des colères qui s'amassaient contre lui, s'enfuit en Hongrie où il mourut. Pendant les premiers mois qui suivirent sa mort, les esprits parurent se calmer ; son successeur était un Morave d'esprit fort doux et assez ignorant en matières théologiques.



## VII

Une question nouvelle, celle qui devait un siècle plus tard soulever l'Allemagne contre Rome, la question des indulgences, excita de nouveau les esprits et ranima le conflit qui semblait près de s'éteindre faute d'aliment. Le pape Jean XXIII, en guerre avec le roi de Naples, avait imaginé de prêcher la croisade contre lui ; il promettait à tous ceux qui prendraient les armes pour le saint-siège les faveurs spirituelles qui avaient été naguère réservées aux libérateurs du saint Sépulcre. Mais les soldats ne suffisent pas pour faire la guerre ; il faut surtout de l'argent : les légats pontificaux furent chargés de vendre les indulgences plénières à tous ceux qui contribueraient par leurs offrandes au succès de l'expédition pontificale. Le légat qui organisait à Prague ce trafic simoniaque vendait d'ailleurs à beaux deniers comptants les archidiaconats, les décanats et les paroisses, « comme un père de famille loue une maison à un boutiquier. » Et, dit Hus, dans un document daté de Constance,

« il les vendait à des prêtres ignares, débauchés, joueurs, qui avaient commis de grands scandales et s'entendaient merveilleusement à taxer les pénitents pour acquérir l'argent convenu et s'enrichir plus promptement. »

En présence de ces abus, l'orateur de Bethléem ne pouvait garder le silence ; il fit éclater son indignation dans ses sermons, écrivit une dissertation spéciale et annonça qu'il soutiendrait une discussion publique à l'université. L'archevêque le fit appeler devant lui : il se rencontra avec les légats. Ils lui demandèrent s'il avait l'intention d'obéir aux ordres apostoliques. Il répondit que telle était son intention.

— Alors, dirent les légats à l'évêque, il est prêt à obéir aux ordres de notre maître.

— Entendons-nous, reprit brusquement Hus ; ce que j'appelle les ordres apostoliques, ce sont les enseignements des apôtres du Christ ; quand les ordres du pape sont d'accord avec ces enseignements, je suis prêt à les écouter ; quand ils leur sont contraires, je leur refuse obéissance, *dût-on allumer sous mes yeux le feu qui va brûler mon corps.*

C'était déclarer la guerre, non-seulement au souverain pontife, mais à l'Église catholique, telle qu'elle était alors constituée. Du moment où Jean

Hus entendait contrôler les préceptes des papes par ceux des apôtres, le règne du saint-siège était fini, l'Église réformée était créée. Hus lui-même ne comprit pas toute la portée de cette parole, échappée à l'ardeur d'une discussion orale et qu'il n'eût sans doute pas écrite. Dans ses attaques, même contre les indulgences, il ne paraît pas qu'il ait mis en cause le principe de cette institution catholique ; il insistait surtout sur l'emploi que le pape destinait à l'argent des fidèles ; il s'agissait de l'appliquer à faire la guerre, à verser le sang chrétien. C'était là ce qui révoltait sa conscience. A Prague l'agitation était extrême et le pieux trafic éprouvait un arrêt notable. Dans l'un des troncs mis pour recueillir les offrandes, on trouva — le tronc devait être large — un écrit contre les vendeurs et les partisans des indulgences ; ils étaient appelés asmodéistes, bélialistes et mammonistes ; le pamphlet se terminait par ces mots : « Il faut croire plutôt Hus le véridique que tout un collège de prélats trompeurs. » Quelques jours après, Prague fut témoin d'une mascarade qui rappelait celles auxquelles le maître se reprochait d'avoir assisté ou pris part dans sa jeunesse. On promena par la ville un char sur lequel se tenait un étudiant habillé en fille publique. Il faisait sonner à ses mains et à son cou des sonnettes d'argent et portait pen-

pus à son cou des parchemins affectant la forme des bulles pontificales : plusieurs centaines d'étudiants armés d'épées et de bâtons formaient cortège autour du char ; quelques-uns, déguisés en valets de ville, criaient qu'on menait au bûcher les bulles et les lettres d'un hérétique. L'auto-da-fé grotesque eut lieu, en effet, sur le Karlovo Namesti (place de Charles) aux applaudissements de milliers de spectateurs. A l'instigation d'un des plus fougueux disciples de Hus, Jérôme de Prague, certains jeunes gens se mirent à fréquenter les églises où l'on prêchait les indulgences ; ils interrompaient le prédicateur, le traitaient de menteur et d'escroc et proclamaient en face des fidèles stupéfaits que les indulgences étaient sans aucune valeur.

Ces violences faisaient l'affaire des ennemis de Hus. Ils reprirent leurs attaques contre les doctrines de Wicleff, qu'ils s'efforçaient d'identifier avec celles du maître. Aux articles déjà condamnés, ils en ajoutèrent de nouveaux, qui s'appliquaient directement aux controverses actuelles. « Est hérétique quiconque prétend qu'il ne faut pas vénérer les reliques des saints, que les prêtres ne remettent pas les péchés, mais annoncent seulement qu'ils sont remis, quiconque conteste au souverain pontife le droit d'appeler les fidèles aux armes pour sa défense, ou de leur demander de l'argent. »

Le roi Vacslav, le fantasque souverain qui avait fait torturer et noyer dans la Vltava le prêtre Jean de Pomuk, était loin de professer une dévotion aveugle pour le saint-siège et l'orthodoxie catholique. L'un de ses favoris, Vok de Valdstein, avait été l'un des organisateurs de la procession grotesque que nous venons de rapporter, et il ne paraît pas que cette escapade lui ait rien enlevé des bonnes grâces de son maître. Cependant Vacslav souhaitait avant tout de ne point se brouiller avec le saint-siège, et de conserver à la Bohême un rang éminent parmi les royaumes catholiques. Il donna son adhésion aux condamnations prononcées par l'université de Prague. Il défendit de troubler à l'avenir les prédications ; les consuls ou magistrats municipaux de la vieille ville rendirent également une ordonnance à ce sujet. Cependant les scandales continuaient dans les églises. Un dimanche, trois jeunes gens qui avaient protesté publiquement contre la prédication des indulgences furent arrêtés et conduits devant les consuls. Hus informé de cet incident se rendit immédiatement à l'hôtel de ville ; un grand nombre d'étudiants et de maîtres l'accompagnaient. Il supplia les magistrats de ne faire aucun mal à leurs personnes. « C'était lui, disait-il, qui avait déchaîné l'opinion publique contre les indulgences. Si quelqu'un devait être puni, il s'of-

frait le premier au châtement. » Les consuls, après avoir délibéré un instant, lui déclarèrent qu'il n'avait rien à redouter pour ses protégés. Il s'agissait avant tout d'éloigner le maître dont on redoutait la popularité. Quelques heures plus tard les jeunes gens étaient décapités sur cette place de la vieille ville qui a vu depuis tant de tragiques événements. Les assistants qui s'étaient permis de murmurer contre cette barbare exécution furent saisis à leur tour et jetés en prison. Cependant les magistrats ne purent empêcher une foule pieuse de recueillir les corps des trois martyrs et de les porter en chantant des cantiques dans la chapelle de Bethléem, où ils furent inhumés. Les magistrats qui avaient prononcé l'arrêt de sang étaient pour la plupart des Allemands. La population tchèque se sentait blessée à la fois dans sa conscience religieuse et dans son orgueil national. Pendant plusieurs jours de suite, des scènes tumultueuses eurent lieu devant l'hôtel de ville. Des masses de peuple se pressaient autour de l'édifice, déclaraient professer la foi des victimes et demandaient à périr aussi pour elle. Il est peu d'entraînements aussi contagieux que celui du martyr, et celui qui prendrait à la lettre le mot fameux de Pascal : « J'en crois les témoins qui se font égorger, » serait obligé de croire à toutes les sectes de toutes les religions.

La réforme de Bohême venait de recevoir le baptême du sang. Les Allemands par dérision appelèrent la chapelle de Bethléem la chapelle des trois saints. Hus n'avait pas pris part aux funérailles des étudiants ni aux manifestations dont elles furent suivies. Ce n'est certes pas qu'il redoutât la mort, lui qui s'était offert pour sauver les prisonniers. Mais s'il était intraitable pour la défense des intérêts du dogme, il évitait avec soin toutes les démarches inutiles qui ne pouvaient que les compromettre sans profit. Il attendit, pour faire l'éloge des « trois saints », que les passions surexcitées fussent calmées, il exalta la mort de ces innocents et invita les fidèles à persévérer dans la vérité sans se laisser détourner par la crainte des tourments.

Le pape Jean XXIII ne pouvait être disposé à l'indulgence pour l'homme qui dans le royaume de Bohême tenait en échec l'autorité pontificale. Hus avait contesté les privilèges spirituels du pontife romain ; il fallait l'accabler sous les foudres de l'Eglise et le réduire pour jamais à l'impuissance. Les prétextes ne manquaient pas. Les ennemis de Hus — ils étaient nombreux surtout parmi les Allemands — le dénonçaient sans relâche ; ils l'accusaient de désobéir à l'Eglise, — et, vu les idées du temps, ce grief n'était certes pas imagi-

naire, — d'exciter le peuple et d'enseigner des propositions hérétiques dont Hus s'était pourtant bien des fois justifié. Le procès du maître s'instruisait à Rome ; les théologiens qui prétendaient intercéder pour l'hérétique furent écartés de la cour romaine ou jetés en prison. Le 29 juillet 1412, date mémorable dans l'histoire religieuse, l'excommunication fut prononcée contre lui.

Il était interdit à tous fidèles d'avoir commerce avec lui ; ses serviteurs même ne devaient pas être admis aux offices. Si dans un délai de vingt jours il ne s'était pas soumis, l'excommunication atteignait ceux qui entreraient en rapports avec lui. Partout où il résiderait, les offices religieux seraient suspendus jusqu'au lendemain du jour qui suivrait son départ. Si au bout d'un second délai de douze jours il ne s'était pas soumis, l'interdit devait peser sur le lieu de sa résidence, même trois jours durant après son départ ; l'excommunication devait être proclamée dans toutes les églises, tous les cloîtres, toutes les chapelles, et trois pierres devaient être lancées sur la maison qui l'abritait, en signe de damnation éternelle.



## VIII

Hus n'avait point cherché ce dénouement et ne l'accueillit point avec résignation. Il prétendait réformer l'Eglise, il n'entendait pas s'en séparer ; il voulait rester uni à la communion des fidèles et il ne songeait pas à fonder une secte nouvelle. Pendant plusieurs années, il avait entretenu à Rome des procureurs chargés de le justifier, et nous savons qu'il avait dépensé, pour subvenir aux frais de leur mission, une somme considérable pour le temps. (Plus de 1100 florins.) La libéralité de quelques nobles avait défrayé ces dépenses extraordinaires. Le pape avait refusé à ses délégués « une audience qu'on ne refuse pas au juif, au païen, à l'hérétique », il n'avait pas voulu admettre les excuses que l'accusé présentait pour se dispenser du voyage de Rome ; il l'avait jugé par contumace ; la condamnation qu'il avait prononcée ne pouvait être regardée comme définitive. Hus en appela au Christ contre « la sentence inique et la prétendue excommunication des pontifes, des scribes, des pharisiens et des juges qui siègent dans la chaire de Moïse ». Nous regrettons de ne

pouvoir citer ici le texte de cet appel dans son latin rude et nerveux. C'est un des documents les plus remarquables qui soient sortis de sa plume.

Malgré l'appel à Jésus-Christ, la bulle d'excommunication produisit son effet dans le royaume. Les églises furent fermées, les sacrements suspendus; Hus cependant continua de prêcher dans la chapelle de Bethléem; un jour une troupe d'Allemands en armes l'envahit pendant qu'il était en chaire. Mais les auditeurs résistèrent vigoureusement et contraignirent les intrus à se retirer. La vie du maître était sérieusement menacée; d'autre part, tant qu'il resterait à Prague, le peuple devait être privé des sacrements; il se décida à quitter la capitale pour que l'interdit qui pesait sur elle pût être levé; ses adversaires prétendirent qu'il en avait été expulsé. Après son départ, il fut un instant question de démolir la chapelle de Bethléem, mais on n'osa point; les fidèles continuèrent de s'y réunir; le maître, réfugié dans un château de la Bohême méridionale, ne cessa de les encourager par ses lettres à persévérer dans la foi; en même temps, il écrivait aux principaux dignitaires du royaume pour demander que la liberté de la chaire fût rendue à la parole de Dieu. Au bout de quelque temps, il retourna à Prague et reprit ses sermons; mais il dut s'en éloigner, sur l'ordre du

roi. Plus tard, il s'est reproché cette obéissance comme un péché. Il revint encore une fois, mais le renouvellement de l'interdit l'obligea à renoncer encore au ministère de la prédication. Le roi, d'ailleurs, ne lui était pas défavorable ; hésitant et irrésolu, il cherchait avant tout à concilier les prétentions du saint-siège et les besoins religieux de son royaume. Il avait d'abord essayé d'arriver par la réunion d'un synode à la pacification des esprits. Plus tard, il nomma une commission spéciale dont les efforts ne furent pas plus heureux. Il finit par exiler quelques membres de l'université dont l'intolérante orthodoxie rendait toute conciliation impossible.

Jean Hus, en quittant Prague, avait laissé dans la ville des collaborateurs vaillants ; quelques-uns d'entre eux, Jacob de Stribro, Jean de Pribram, Rokycana, ont joué depuis un rôle considérable. Nous ne pouvons nous en occuper ici sans affaiblir, en le dispersant, l'intérêt de cette étude.

L'exil de Hus servit singulièrement la propagation de sa doctrine ; jusque-là, il n'avait prêché qu'à Prague, dans l'enceinte trop étroite d'une chapelle. Il établit sa résidence au château de Kozi, dans cette région où devait s'élever quelques années plus tard la ville ardente et enthousiaste de Tabor. Il visitait tour à tour les châteaux, les villes et les

bourgs. Quand les églises étaient trop petites pour contenir la foule des auditeurs, il prêchait sur les routes, dans les champs, dans les bois ; « il aurait, au besoin, ainsi qu'il écrit lui-même, prêché en barque, comme fit notre Seigneur ; » il apparaissait tout à coup aux noces, aux fêtes de village ; les foules le suivaient et parfois on voyait de longues files de chariots sillonner la route que le Maître avait prise. Au milieu des simples populations des campagnes, il n'était point, comme à Prague, obligé de perdre de longues heures en vaines disputes. Les loisirs que lui laissait le séjour du château de Kozi étaient consacrés tout entiers à la rédaction d'ouvrages théologiques. C'est là qu'il composa son traité latin *De ecclesia*, ses commentaires en tchèque sur la foi, sur les commandements de Dieu, sur le *Pater*, sur les évangiles des dimanches, et son traité de la simonie. Nous reviendrons plus loin sur ces ouvrages.

## IX

Le maître était plongé dans ses travaux, quand tout à coup il apprit que l'empereur Sigismond, d'accord avec la cour de Rome, allait réunir un

concile à Constance pour mettre fin au schisme de l'Eglise romaine. L'empereur, désireux d'apaiser également les troubles de la Bohême, invitait Hus à comparaître devant ces grandes assises de la chrétienté. Deux chevaliers bohêmes, Vacslav de Duba et Jean de Chlum, avaient été particulièrement chargés de lui faire connaître la volonté impériale. Cette volonté, d'ailleurs, n'avait pas un caractère obligatoire ; Sigismond n'était qu'empereur d'Allemagne et le souverain le moins obéi qui fut jamais. Vacslav était roi de Bohême et il n'aurait pas laissé partir Hus s'il avait prévu le sort qui lui était réservé. Le Maître résidait alors au château de Krakovec, chez le seigneur Lefl de Lazan qui lui avait offert l'hospitalité. Dès qu'il apprit la prochaine réunion du concile et le désir de l'empereur, il se rendit à Prague ; une nombreuse escorte l'accompagnait. Sigismond s'engageait à lui garantir non-seulement la sécurité de sa personne pendant son voyage, mais aussi une pleine et entière liberté à Constance et, s'il refusait de se soumettre au concile, la faculté de revenir sans être inquiété dans le royaume. On a beaucoup discuté sur la valeur exacte du sauf-conduit impérial ; mais il ne pouvait prévoir le cas où le concile, s'érigeant en tribunal, prétendrait livrer Hus au bras séculier. Sigismond donna une parole qu'il

ne sut pas, plus tard, faire respecter. Plusieurs des amis du maître l'invitaient à se défier du sauf-conduit. « Il te livrera à tes ennemis », disaient-ils, et le seigneur Mikes Divoky, qui avait été chargé d'un message de l'empereur, prévenait Hus qu'il serait certainement condamné. Mais il voulait croire à la probité de l'empereur, et puis il était décidé à tout. La mort, au devant de laquelle il allait peut-être, n'était-elle pas le plus digne couronnement d'une carrière consacrée tout entière à la réforme de l'Église ? Cette fois, s'il succombait, ce ne serait pas dans quelque embûche secrète, mais à la face de la chrétienté tout entière rassemblée pour l'entendre et pour profiter de l'exemple de sa mort. Il répondit par écrit à Sigismond qu'il irait à Constance ; ainsi le très-auguste empereur et l'humble prédicateur de Bethléem traitaient de puissance à puissance.

Cependant il ne voulut pas partir sans s'être justifié auprès du roi et du royaume des accusations que le pape faisait peser sur lui. Un synode ayant été réuni pour l'expédition de quelques affaires ecclésiastiques, il fit afficher aux portes des églises qu'il était prêt à disputer contre quiconque prétendrait l'accuser d'erreur ou d'hérésie ; personne ne se présenta. Le lendemain, il afficha aux portes mêmes du palais royal un parchemin invitant le

roi et toute la cour à lui rendre le témoignage de ce fait qu'il n'avait trouvé personne pour le convaincre d'hérésie. En même temps, il écrivait de nouveau à l'empereur Sigismond ; il l'informait de ces détails et ajoutait qu'il était prêt à confesser le Seigneur Christ devant le concile de Constance et, s'il le fallait (*si oportuerit*), à souffrir pour sa loi véritable. « Car il est le roi des rois et le maître des maîtres, il a souffert pour nous et nous a légué son exemple pour que nous suivions ses traces ; par sa mort, il a détruit la nôtre et nous a invités à savoir souffrir avec humilité et profit. C'est lui qui a dit : Heureux ceux qui supportent la persécution pour la justice ; le royaume des ciëux est à eux. » Tout en se déclarant prêt à souffrir et à mourir pour la vraie foi, Hus tenait essentiellement à n'être pas confondu avec les hérétiques. Quelques jours avant son départ, il envoyait un délégué chez l'inquisiteur du diocèse de Prague, Nicolas, évêque de Nazareth, pour lui demander s'il pouvait signaler quelque erreur ou quelque hérésie dans ses œuvres. L'évêque répondit devant témoins qu'il avait souvent fréquenté Hus, bu et mangé avec lui, assisté à ses sermons, discuté avec lui sur les sujets les plus divers de l'Écriture, mais qu'il n'avait jamais trouvé ni erreur, ni hérésie, soit dans ses propos, soit dans ses actions, et qu'il le tenait pour

un croyant et un orthodoxe. L'évêque consentit volontiers à rédiger cette déclaration de sa propre main et à la sceller de son sceau. L'archevêque de Prague, interrogé sur le même sujet, se montra moins explicite ; il se contenta de répondre que, personnellement, il n'avait rien à reprocher à Jean Hus et qu'il eût à se justifier devant le pape.

Les ennemis du maître n'osaient pas l'attaquer en face ; ils redoutaient son éloquence et sans doute aussi sa popularité. Ils comptaient bien se dédommager devant le concile, où l'humble prédicateur se trouverait seul, ou presque seul, en face des hauts dignitaires de l'Eglise, loin de sa patrie et de ses partisans. Ils recueillaient de leur côté des témoignages propres à amener sa condamnation. D'après ces témoignages, d'ailleurs plus ou moins suspects, Hus aurait déclaré que l'espèce du pain subsiste après la consécration, qu'un prêtre en état de péché ne peut donner l'absolution. On l'accusait encore d'avoir jeté la discorde entre les Tchèques et les Allemands, notamment dans l'affaire de l'Université de Prague.

Hus, qui était retourné dans sa retraite de Krakovec, était instruit de toutes ces démarches. Il ne voulait pas qu'après son départ les catholiques pussent rester sous une fâcheuse impression ; il eut entre les mains le dossier de ses accusateurs et



écrivit quelques notes marginales pour réfuter leurs assertions ; il souhaitait que ces éléments de sa défense fussent affichés après son départ et communiqués « à tous ceux de ses frères et sœurs en Jésus-Christ qui avaient reçu par son intermédiaire la parole divine. » Il laissait d'ailleurs pour eux une lettre d'adieux en langue tchèque.

« Si l'on me condamne, écrivait-il, et si l'on me fait mourir, je veux qu'en l'apprenant vous ne soyez pas troublés par l'idée que j'aurai été condamné pour avoir professé quelque hérésie. Je veux que vous persévériez sans crainte et sans ébranlement dans cette vérité que Dieu vous a fait connaître par l'intermédiaire de fidèles prédicateurs, et par mon ministère indigne ; je veux que vous appreniez à vous défier des prédicateurs menteurs et hypocrites. Je pars sans mon sauf-conduit : je suis entouré d'ennemis puissants et nombreux dont les plus redoutables sont mes compatriotes... Mais j'espère en mon Sauveur, que par ses promesses, et grâce à vos prières, il me donnera la force et la vaillance de l'Esprit saint, le courage de persévérer et de ne pas me laisser entraîner hors du droit chemin, eussé-je même à souffrir la tentation, les injures, la prison et la mort... Il est Dieu et nous sommes ses créatures ; il est le Maître et nous sommes ses serviteurs ; il est le roi du

monde et nous sommes de pauvres et faibles hommes ; il est sans besoins et nous misérables. Il a souffert, pourquoi ne souffririons-nous pas aussi ? Notre souffrance nous purifiera de nos péchés et nous sauvera des tourments éternels. Ainsi donc, chers frères et chères sœurs, priez Dieu qu'il me donne la persévérance et qu'il me préserve de toute souillure. Si ma mort est nécessaire à sa gloire et à votre édification, qu'il m'accorde de la subir sans mauvaise terreur. Si, au contraire, il vaut mieux que je retourne parmi vous, puissé-je y revenir sans tache, puissions-nous nous instruire dans sa loi, briser les filets de l'Antechrist et laisser à nos frères à venir un bon exemple. Peut-être ne me reverrez-vous plus à Prague avant ma mort ; si je reviens, notre rencontre n'en sera que plus joyeuse ; en tout cas, nous nous reverrons dans la joie du ciel... »

Cette lettre était, pour ainsi dire, le testament spirituel que le pasteur léguait à son troupeau. Une autre, qu'il laissait à son disciple Martin, ne devait, d'après sa suscription, être ouverte qu'après la mort du maître. Il donnait à son élève de graves conseils pour la conduite de la vie ecclésiastique.

« Je t'en supplie, ajoutait-il avec une sincère humilité, ne m'imites dans aucune des légèretés

dont tu as été témoin. Avant ma prêtrise, j'ai souvent et avec trop de plaisir joué aux échecs et je me suis laissé entraîner à la colère, j'y ai entraîné les autres à cause du jeu. Pour cette faute et pour toutes les autres que j'ai commises, je me recommande à tes prières. Je te lègue, en souvenir, si tu veux la garder, ma tunique grise; mais je sais que tu n'aimes pas cette couleur, tu la donneras à qui tu jugeras convenable. Tu donneras ma tunique blanche au curé, et la grise à mon disciple Georges, car il m'a bien servi. »

Combien parmi les juges qu'il allait trouver à Constance auraient pu se vanter de n'avoir pour tout bien que deux tuniques, l'une blanche et l'autre grise? La chapelle de Bethléem était, comme nous l'avons vu plus haut, un maigre bénéfice; les amis de Hus suppléaient, par des dons volontaires, à ses besoins; comme son Maître Jésus-Christ, il ne possédait en propre que ses vêtements; c'était le seul bien dont il pût disposer avant sa mort.

Le 11 octobre 1414, Hus quitta le château de Krakovec et se mit en route pour Constance. « Dieu soit avec toi ! » lui avait dit au dernier moment un homme du peuple, le cordonnier André Polak, « j'ai idée que je ne te reverrai pas. » Plus tard, dans sa prison de Constance, il se rappela

cette parole prophétique qui n'avait été que l'écho naïf de ses propres pressentiments.

## X

Avant d'accompagner Hus à travers les étapes du voyage qui devait le conduire au martyre, il n'est pas inutile de nous arrêter un instant pour jeter un coup d'œil sur son rôle d'écrivain et sur l'ensemble de ses œuvres. C'est là un point de vue que les historiens français ont absolument négligé. M. Vapereau, dans son classique *Dictionnaire universel des littératures*, nous apprend que Hus traduisit la Bible en tchèque, ce qui est faux ; il ignore absolument qu'il existe une édition en trois volumes de ses œuvres en langue vulgaire. M. Denis n'est guère plus explicite : après avoir cité cette édition dans la bibliographie assez incomplète qui précède son ouvrage, il en tire des citations qui ne sont pas toujours suffisamment exactes, mais il néglige d'édifier le lecteur sur le côté littéraire de l'œuvre de son héros. Il n'existe pas encore aujourd'hui d'édition vraiment complète des écrits de Hus ; ses traités en latin ont été publiés en grande partie à Nuremberg

en 1715 et à Vienne en 1856 ; mais quelques-uns d'entre eux sont encore en manuscrit, d'autres auraient besoin d'une édition vraiment critique. Au seizième siècle quelques opuscules tchèques ont été imprimés à Nuremberg ; les autres sont restés inédits jusqu'à notre époque ; l'honneur de les avoir réunis pour la première fois appartient à un savant distingué, feu Charles Erben, directeur des archives de la ville de Prague. C'est sur ces volumes inaccessibles à la masse des lecteurs qu'il convient d'insister ici.

Fréquemment copiées pendant la durée du xv<sup>e</sup> et même du xvi<sup>e</sup> siècle, les œuvres du maître furent à partir du xvii<sup>e</sup> l'objet d'une persécution acharnée. Les missionnaires jésuites allaient de ville en ville et de maison en maison, recherchant les livres et les manuscrits tchèques et les brûlaient sans distinction ; tout livre bohême était suspect d'hérésie. Les documents qui échappèrent se trouvaient à l'étranger ou étaient dissimulés par les fidèles à l'aide des subterfuges les plus divers. Voici par exemple la mention qu'on peut lire en tête d'une postilla (recueil de sermons), manuscrit du xvi<sup>e</sup> siècle conservé aujourd'hui au musée de Prague :

« Ce livre important a été trouvé par François Hnyk, chez un relaps secret, dans un bloc à fendre le bois où on l'avait caché pour que les prêtres ca-

tholiques ne pussent le découvrir. François Hnyk le donna à M. Joseph Pingas, depuis doyen de Budejovice (Budweiss) et celui-ci, de peur qu'il ne tombât entre des mains peu sûres, me l'a donné à moi, etc.... »

Malgré ces épreuves, un assez grand nombre de manuscrits tchèques de Jean Hus ont survécu jusqu'à nos jours. Parmi les œuvres réunies par M. Erben, les plus importantes sont : Un *Commentaire sur la foi du chrétien, sur les dix commandements de Dieu, sur le Pater*, un *Traité de la simonie, l'Explication des évangiles du dimanche*, qui comprend tout le second volume de l'édition Erben, un *Commentaire du Cantique des cantiques*, le traité intitulé *La fille*, ou conseils à une femme sur la voie du salut, et un certain nombre de traités assez courts dont les plus intéressants sont : *le Miroir de l'homme pécheur, les Articles d'or, le Résumé de la foi chrétienne* ; des lettres et des cantiques, etc. Les morceaux plus importants de ce recueil ont été groupés dans un petit volume publié à Prague en 1870, sous ce titre : *l'Esprit de Jean Hus*. Ce livre mériterait certainement d'être traduit et serait bien venu des chrétiens de toutes les confessions. Ajoutons que M. Palacky, dans son ouvrage capital, *Documenta Mag. Joannis Hus vitam, doctrinam, causam... illustrantia*, a cité

— en les accompagnant d'une traduction latine — quelques extraits caractéristiques des œuvres tchèques de Jean Hus.

Par ses écrits et ses prédications en langue vulgaire, le maître ne voulait pas seulement mettre la Parole divine à la portée des fidèles ; il poursuivait aussi un but patriotique ; il voulait affranchir son peuple de la domination spirituelle du clergé allemand et épurer un idiome gâté par l'introduction des éléments étrangers. L'un de ses premiers soins fut de simplifier l'orthographe nationale. Jusqu'à lui, les Slaves catholiques qui avaient adopté l'alphabet latin avaient été fort embarrassés pour rendre certains sons de leurs langues, par exemple les consonnes chuintantes et les diphthongues ; on accumulait sans méthode les lettres les unes sur les autres. Hus imagina de pointer certaines lettres de signes diacritiques d'une extrême simplicité ; un point sur une consonne lui donnait le son chuintant ou mouillé, un accent sur les voyelles en indiquait l'allongement. Cette réforme, popularisée par les écrits de Hus et par les traductions de l'Écriture, fut acceptée peu à peu et, vulgarisée à dater du xvi<sup>e</sup> siècle par l'imprimerie, elle a servi de base à l'orthographe actuelle des Tchèques, des Serbes ou Wendes de Lusace, des Croates et des Slovènes. Mais c'était

peu de donner aux Bohêmes une orthographe rationnelle ; il fallait purifier la langue de tous les éléments étrangers qui s'y étaient introduits, surtout dans les villes, par suite du contact quotidien des Tchèques et des Allemands. Jean Hus, même au milieu de l'ardeur des luttes théologiques, ne perdit jamais de vue ces réformes purement matérielles auxquelles le patriote n'était pas moins intéressé que le grammairien. On retrouve la trace de ces préoccupations de puriste jusque dans les écrits où on s'attendrait le moins à la rencontrer. Aussi dans son commentaire sur le décalogue, il rappelle le texte de Néhémie :

« Je vis des Juifs qui avaient pris des femmes asçdodiennes, hammonites et moabites, et leurs enfants parlaient en partie asçdodien et ne savaient pas parler juif, mais ils parlaient la langue des deux peuples. Je les repris, je les en blâmai, j'en fis battre quelques-uns... Il n'y avait point de roi semblable à Salomon, il était aimé de son Dieu et Dieu l'avait établi roi sur tout Israël. Toutefois, les femmes étrangères le firent pécher. »

Ainsi, dit Hus, les princes, les seigneurs, les chevaliers, les bourgeois ont pour devoir de veiller à ce que la langue tchèque ne périsse pas ; si un Tchèque épouse une Allemande, il doit faire apprendre aussitôt le tchèque à ses enfants et ne pas



permettre qu'ils hésitent entre deux langues. Charles IV, empereur d'Allemagne et roi de Bohême, de sainte mémoire, avait ordonné aux Pragois d'apprendre le tchèque à leurs enfants et de délibérer et de plaider en tchèque dans la maison de cette ville. Néhémie battait les enfants des Juifs qui parlaient en partie asçdodien et ne parlaient pas le juif ; ainsi on devrait battre les Pragois et d'autres Tchèques qui parlent à moitié tchèque et à moitié allemand. Et le maître, abandonnant la dogmatique pour la grammaire, relève un certain nombre de locutions vicieuses familières à ses compatriotes de Prague et leur indique les formes du beau langage. « Qui pourrait, ajoute-t-il, relever toutes les entorses qu'ils ont données à la langue ; le vrai Tchèque qui les entend ainsi parler ne sait pas ce qu'ils veulent dire ; de là viennent des querelles, des haines, des colères et la honte de notre nation. » Après cette digression inattendue, il revient à l'explication de la morale et du dogme et se reprend à flageller les prêtres « qui déshonorent les fonctions sacerdotales, qui mènent contre le Christ la danse de l'Antechrist. »

## XI

L'un de ses traités les plus importants a pour objet la simonie. Il s'y montre impitoyable pour les faiblesses du clergé.....

« Blasphémateurs les prêtres qui prétendent qu'ils créent le corps du Christ quand ils le veulent qu'ils remettent les péchés quand ils veulent, et à qui ils veulent, qu'ils envoient en enfer celui qu'ils veulent y envoyer. Blasphémateurs aussi ceux qui disent que le pape ne peut errer, que les hommes doivent l'écouter en tout point et qu'il peut envoyer qui il veut au ciel, et qui il veut en enfer : ce pouvoir n'appartient qu'à Dieu; ils blasphèment encore ceux qui disent que le pape est un Dieu sur la terre, qu'il peut faire ici-bas tout ce qui lui plaît et gouverner tous les hommes; et ceux qui disent qu'il peut établir d'autres lois que les lois divines ou prêcher des doctrines opposées à celle des saints pères, et que personne sur la terre n'a rien à dire contre ses décisions. Béni soit Dieu qui a permis à Pierre de tomber dans un grand péché pour notre édification et notre instruction. Si ce premier vicairé du Christ, choisi et confirmé par lui, a péché

si lourdement... quel est le pape élevé plus haut que saint Pierre qui oserait se prétendre impeccable? Ainsi par ces flatteries blasphématoires les délégués de l'Antechrist abusent et le peuple et les fidèles. »

Ce traité de la simonie fut écrit en 1412, c'est-à-dire l'année même où commença à Prague le trafic des indulgences, dont nous avons plus haut raconté les principaux épisodes. Hus y fait allusion dans les premières pages de son ouvrage.

« Nous avons vu cette année des prêtres menteurs, débauchés, avarés, dont les mauvaises actions niaient le Christ, et qui insultaient à sa vraie doctrine, voler le peuple par des indulgences mensongères, inventer les choses les plus étranges et vendre le rachat des péchés et des peines ; et il y avait des maîtres qui approuvaient leurs doctrines, qui les défendaient, qui écrivaient que le pape peut avec dignité faire la guerre et vendre des indulgences. Mais le Seigneur Dieu a donné aux bons prêtres l'Esprit saint qui les a fait prêcher hardiment contre ces menteurs et aux fidèles le courage d'exposer jusqu'à leur vie et de la sacrifier au Seigneur. Tels furent Martin, Jean et Stasek, qui furent décapités à Prague pour avoir contesté des prédications mensongères ; d'autres ont été battus, insultés, jetés en prison. Gloire à toi, cher

Christ, qui donnes à tes fils fidèles le don de confesser ta foi. »

Un peu plus loin, Hus se pose cette question :

« Le pape peut-il être simoniaque ? On répond qu'il ne le peut, attendu qu'il est le maître du monde entier et qu'il peut prendre ce qui lui convient et faire ce qui lui plaît, qu'il est le père très-saint sur qui le péché n'a point de prise. Mais sachez que beaucoup de papes ont été hérétiques, pécheurs et qu'ils ont été destitués de la papauté ; ce serait une liste longue à écrire. On ne peut donc douter qu'un pape puisse être simoniaque. Celui qui soutiendrait le contraire disant que le pape ne peut être simoniaque ou pécher mortellement, celui-là prétendrait le mettre au-dessus de Pierre et des autres apôtres..... Il n'y a qu'un seul maître du monde qui ne peut pas pécher et qui peut faire tout ce qu'il veut, c'est Dieu. Mais, dira-t-on, le pape est le très-saint père. Oui, s'il imite le Christ dans la pauvreté, l'humilité, la chasteté, le travail, j'accorde qu'il est très-saint, mais l'avarice, l'orgueil et d'autres péchés permettent de douter qu'il soit le très-saint père. Mais, dira-t-on, tout l'univers l'appelle le très-saint père ; toi tu n'es rien ; comment peut-on te croire plutôt que lui ? Ici je fais remarquer que l'on va trop loin en disant « tout l'univers ». C'est tout au plus si la centième partie

de l'humanité le reconnaît pour l'évêque de Rome. Mais quand même tous les hommes sans exception l'appelleraient très-saint, si ses actions sont contraires à la doctrine du Christ, peu importent les dénominations qu'on lui donne. Aussi le Seigneur a dit : Mon peuple, ceux qui t'appellent bienheureux, ceux-là te trompent. De même les prêtres et les diacres qui veulent obtenir les faveurs du pape l'appellent très-saint; et il finit par les croire et leur permet de l'appeler ainsi. Oh ! malheur à celui qui se laisse ainsi tromper. Aucun état n'est plus près de la chute dans toute la chrétienté. Si le pape n'imité pas Christ et Pierre dans l'excellence de leur vie, il doit être appelé non pas le successeur des apôtres, mais l'ennemi des apôtres. La fonction pontificale est celle des apôtres : prêcher la parole divine, faire des choses saintes et prier pour les hommes. L'administration des biens temporels appartient à un état inférieur, à l'état laïque. »

Ailleurs Hus revient sur la doctrine déjà répandue alors de l'infailibilité pontificale.

« Personne, dit-on, ne doit parler contre ce que le pape a établi. Un chrétien fidèle pourrait admettre cette assertion si le pape n'ordonnait rien de mal, mais s'il prescrit quelque chose de mal, quel est le fidèle qui voudra obéir ? Les hérauts du saint-

siège prêchent eux-mêmes que ce qu'un pape a établi, un autre peut le détruire. Un autre peut venir ensuite qui détruira cette destruction. Quel est le fidèle qui oserait soutenir que le pape a bien fait en interdisant de prêcher la Parole divine dans les chapelles et en la réservant pour les paroisses et les couvents <sup>1</sup> ? Cette décision a été prise contre la doctrine du Christ. Elle a été rendue dans une bulle par le pape Alexandre V, qui mourut peu de temps après. J'ai protesté contre cette bulle et j'ai porté un appel pour ne pas laisser étouffer la parole de Dieu. Il n'est pas même nécessaire de démontrer que toutes les fois que le pape a établi ou ordonné quelque chose d'indigne, le chrétien en général et chaque chrétien en particulier doit lui refuser obéissance, sous peine de tomber en suivant un guide aveugle dans l'abîme de la perdition éternelle. »

La question du pouvoir temporel n'est pas abordée avec moins d'énergie.

« La puissance temporelle ne sert de rien aux papes. Lisez les chroniques... La puissance des papes diminue toujours au moment où ils font la guerre ; sainte Hildegarde a dit : que la domination des papes décroîtra, qu'à peine la tiare épiscopale

<sup>1</sup> Ceci est une allusion à l'interdiction de prêcher dans la chapelle de Bethléem.

restera sur leur tête. *En sera-t-il ainsi ou non ? tu le sais bien, ô Seigneur Christ. »*

Le ton général de l'ouvrage est celui de la dialectique scolastique ; cependant le maître, qui, évidemment, écrit moins pour le clergé que pour la masse des fidèles, dégage parfois sa pensée des formes pédantesques que la mode du temps lui impose et la présente sous la figure d'une comparaison vulgaire. Il fait habilement entrer dans la trame de son raisonnement une anecdote, un trait familial, qui a frappé les auditeurs de ses prédications et qui lui paraît bon à conserver. Ainsi, il met en scène les prêtres simoniaques qui se font payer certains sacrements, comme la bénédiction des chapelles et des autels.

« Ils disent pour s'excuser qu'ils font payer non pas la bénédiction, mais leur travail matériel ; qu'ils acceptent de l'argent pour leur nourriture, non pas pour la bénédiction. C'est, ajoute Hus, l'histoire de la cabaretière qui donne à boire et à manger et prétend ne faire payer que la bière ; mais sa bière est plus chère que ne le seraient à la fois le boire et le manger. C'est encore l'histoire de cet avare qui était allé à la foire. Un de ses domestiques lui dit que les aubergistes du lieu servaient gratis des oies fort grasses, mais faisaient payer cher le bœuf, le veau et les autres mets. L'avare ordonna

à ses serviteurs de manger de l'oie qui ne coûtait rien, disant qu'il se contenterait de quelque mets plus grossier. Mais quand vint le moment de payer l'écot; le veau fut compté si cher que l'oie elle-même ne revenait pas à bon marché. »

Ailleurs, le maître explique par une comparaison presque triviale quels sont les prêtres en qui le fidèle doit mettre sa confiance.

« Ce sont ceux dont la vie se rapproche le plus de Jésus-Christ. Ainsi au jeu de boules, le joueur qui gagne est celui dont la boule est le plus près du but. Et quand il arrive que deux boules paraissent toutes deux aussi rapprochées du but, alors on prend une mesure et on mesure leur distance exacte et on voit qui a gagné. Il en est de même pour Jésus et sa vérité. Jésus nous a été donné pour but et nous avons à nous rapprocher de lui par les bonnes mœurs pour gagner le royaume du ciel ; si l'on veut savoir quel est le plus proche parmi ceux qui prétendent se rapprocher de lui et de la vérité, on n'a qu'à mesurer la distance par l'humilité, la chasteté, la pauvreté ; on verra bien qui est le plus près du Seigneur. »

Il serait long d'étudier avec Hus toutes les formes de simonie auxquelles s'attaque sa parole ardente et convaincue. Les orateurs les plus célèbres du moyen âge, saint Grégoire, saint Bernard,



qu'il cite toujours avec respect, lui fournissent tour à tour des textes et des arguments ; il se plaît à joindre leur témoignage à celui de son expérience personnelle.

« Saint Bernard nous atteste que les moines ne font pas honneur à leur vœu de pauvreté, qu'ils dépensent mal leur richesse. Celui qui n'a pas les livres de saint Bernard n'a qu'à lire leurs actions... Tu n'as pas vécu en Bohême, ô Bernard, mais je t'assure qu'ils ont de la bière jeune et vieille, double et simple. Quand ils reçoivent la visite de laïques inconnus, ils leur donnent de la petite bière, pour leur faire accroire que c'est là leur breuvage habituel, et aussi pour qu'ils en boivent moins. Si, en revanche, ils supposent qu'un personnage a l'intention de se faire enterrer chez eux ou de leur donner quelque chose, ils tirent leur meilleure bière et le font festiner luxueusement. Ainsi les malheureux se sont tellement retirés du monde, en ce qui concerne les jouissances matérielles, qu'il n'y a personne au monde pour mener plus joyeuse vie qu'eux. Les rois, les princes, les seigneurs, n'ont pas toujours si bonne chère et si abondante ; les laïques voient parfois leurs caves se vider, les moines jamais ; le roi pourra manquer de pain, eux en ont toujours et du plus blanc. L'hiver ne les gèle pas, car ils ont des bottes et des pelisses

garnies, l'été ne les brûle pas, car ils ont des cellules et des promenoirs frais. Aussi

Qui veut vivre agréablement  
Se hâte d'entrer au couvent. »

Ainsi Jean Hus va flagellant les vices du clergé régulier et séculier ; son impitoyable polémique accable et flétrit tour à tour les abus séculaires ; tels plus tard les terribles fléaux des Taborites renverseront en les broyant les bandes armées de l'Allemagne ou de la Hongrie. Aucune des classes du clergé n'est épargnée dans cette violente satire, aucun vice n'est oublié. Certains passages nous fournissent de curieuses données pour l'histoire de l'Église. En Moravie, par exemple, le prêtre qui avait des enfants payait un droit à l'évêque par berceau (incunabulales). De même en Hongrie. « Ainsi, plus le prêtre péchait, plus le prélat s'enrichissait. »

« Et ce sont là, s'écrie Hus, ceux qu'on appelle pasteurs, eux qui pillent les brebis du Christ, eux qui prennent aux fidèles des aumônes et des dîmes pour les sacrifier au diable !

« Ah ! reconnaissez vos fautes, voleurs des pauvres gens, assassins, brigands et sacrilèges. Quand même les hommes ne vous maudiraient pas, Dieu vous maudit. Il le fera bien voir au jour

de son jugement, quand il vous dira : « Allez, maudits, au feu éternel. » Ils demanderont : « Pourquoi ? » Et il leur répondra : « J'ai eu faim « et vous ne m'avez pas nourri ; j'ai eu soif et vous « ne m'avez pas abreuvé ; j'ai été nu et vous ne « m'avez pas vêtu. » Saint Augustin a dit : « Celui-là ira au feu éternel qui n'a rien donné de son bien ». Que sera-ce de ceux qui ont pris le bien d'autrui ? Ceux qui ont enlevé les aumônes destinées aux pauvres, où pourront-ils se cacher le jour du jugement, s'ils ne se sont pas repentis en rendant aux pauvres ce qu'ils ont retenu ? Ils sont les assassins des pauvres : l'Écriture le dit : « Qui « trompe un pauvre est un homme de sang ; qui « enlève le pain de la sueur est aussi coupable que « celui qui tue son prochain. » Ce sont des voleurs ; la chose n'a pas besoin d'être démontrée, car ils prennent aux pauvres leurs biens ; ce sont des simoniaques et des sacrilèges, car ils volent l'aumône sainte, ainsi nommée parce qu'elle est destinée au Seigneur Dieu qui est le Saint des saints et qu'elle sanctifie celui qui la donne. »

Dans l'excès d'indignation que lui inspirent ces abus, Hus va jusqu'à souhaiter que les princes séculiers interviennent pour réformer l'Église et chasser les prêtres indignes ; il invoque l'exemple de l'Ancien Testament où l'on voit Salomon dé-

pouiller de ses fonctions le grand prêtre Abiatar.

« Les rois ont reçu de Dieu la puissance pour maintenir le royaume dans la vérité et la justice ; or, les prêtres font partie du royaume et ne sont comme les autres sujets que les serviteurs du roi. »

Le livre se termine par un épilogue simple et touchant qu'on nous saura gré de reproduire :

« J'ai écrit ces pages, sachant bien que je n'en retirerai ni louanges, ni faveurs, ni avantages temporels de la part des prêtres avarés ou des laïques ; je n'attends rien d'eux, je ne demande qu'à Dieu ma récompense et leur salut. Si je dois être insulté ou persécuté par eux, j'ai décidé d'avance qu'il vaut mieux souffrir par eux que de recevoir en échange de mes flatteries une récompense temporelle. Si je plaisais aux hommes, a dit saint Paul, je ne serais pas le serviteur de Dieu. J'ai dit franchement et simplement ce que je pensais pour voir si je pourrais écraser et *sarcler* (*sic*) la simonie. Que le Sauveur me vienne en aide. Que le lecteur comprenne bien que mon intention n'est pas que les bons soient insultés ou tourmentés, mais détournés du mal, et que les méchants se repentent. Amen. »

Nous avons insisté de préférence sur le Traité de la simonie parce qu'il résume les traits principaux de la polémique de Hus contre les abus qui affli-

geaient son âme. Ceux de ses écrits qui ont un caractère purement spirituel mériteraient d'être aussi étudiés avec soin ; le maître y expose une morale austère, dans un style d'une âpre et parfois incisive éloquence. Malheureusement, force nous est de nous borner ; les Bohêmes eux-mêmes n'ont pas encore consacré aux œuvres tchèques de leur compatriote une édition et une étude critique vraiment dignes d'elles ; la littérature spirituelle repose sur un fonds commun et vit d'emprunt perpétuels ; il est fort difficile de savoir quelle est dans un écrivain religieux, en dehors des polémiques qui ont un caractère tout personnel, la part vraiment originale de ses œuvres. Nous ne pouvons nous livrer ici à un examen approfondi des trois volumes recueillis, en 1866-69, par M. Erben. Revenons donc au voyage et au procès de Hus ; nous trouverons encore chemin faisant plus d'une noble page à signaler.

## XII

Le voyage du maître avait commencé sous les plus heureux auspices ; lui-même s'étonne dans une lettre adressée aux Pragois de l'accueil bien-

veillant qu'il reçut après être sorti du royaume de Bohême. Les haines qui s'étaient naguère déchaînées contre lui en Allemagne semblaient s'être calmées ; peut-être aussi lui savait-on gré de sa campagne contre les abus de l'Eglise, peut-être espérait-on que son éloquence imposerait au concile les réformes nécessaires. Ici, c'était le curé qui venait au-devant de lui, buvait à sa santé et affirmait qu'il avait toujours été son grand ami ; ailleurs, le juge qui disputait amicalement avec lui. Partout les populations l'attendaient avec une curiosité impatiente et le saluaient avec respect. La curiosité était d'autant plus excitée que les ennemis du maître faisaient courir sur son compte les bruits les plus fantastiques ; ils racontaient par exemple qu'on l'amenait à Constance enchaîné sur un chariot. A Nuremberg, le clergé et les magistrats l'invitaient à prendre la parole et se déclaraient satisfaits de ses explications. « Jusqu'ici je n'ai encore rencontré aucun ennemi, » écrivait-il de cette ville. Aussi, au lieu d'aller rejoindre sur les bords du Rhin l'empereur Sigismond, Hus n'hésita pas à se rendre directement à Constance, où il arriva le 8 novembre ; il reçut deux jours après le sauf-conduit impérial qui lui permettait *d'aller, de résider et de revenir librement.*

On n'attend pas de nous que nous tracions ici

un tableau complet, même une simple esquisse de cette assemblée célèbre qui, réunie pour rendre l'ordre à l'Eglise et au monde, ouvrit par son intolérance une ère de guerres sanglantes et de haines implacables. La chrétienté tout entière s'était donné rendez-vous dans l'humble ville du Bodensee qui, sans ce fameux épisode, jouerait un rôle assez pâle dans l'histoire. On y rencontrait les ambassadeurs de presque tous les princes européens ; trois patriarches, vingt-neuf cardinaux, trente-trois archevêques, cent cinquante évêques, autant d'abbés et de prieurs représentaient l'Eglise proprement dite, trois cents maîtres avaient été délégués par les universités. Tout un monde de secrétaires, de valets, de bateleurs et de courtisanes encombraient la cité, qui faillit à certains jours manquer de pain.

« Ah ! s'écrie Hus dans une lettre adressée à ses compatriotes, si vous pouviez voir ce concile qui s'intitule saint et infallible, quelle abomination vous verriez ! les Souabes m'ont dit qu'il faudrait plus de trente ans pour purger la ville des péchés que le concile y a commis ; il est, me disaient-ils, un sujet de scandale pour tout le monde. »

Le pape Jean XXIII qui était déjà arrivé dans la ville laissa le maître libre de résider où il voudrait, d'aller et de venir à son gré, en lui recom-

mandant toutefois d'éviter les démarches ou les prédications qui pourraient passionner les foules. En attendant l'ouverture du concile, Hus vécut dans la retraite ; il préparait les éléments de sa défense. Il réunit dans le texte d'un discours qu'il se proposait de prononcer devant le concile les arguments qu'il avait longtemps médités sur la réforme ecclésiastique. « La cause, l'origine de tout le mal, disait-il dans ce document qui nous a été conservé, c'est la cour romaine ; elle ne remplit pas sa mission, elle ne détruit pas le péché comme elle le devrait ; ses dispenses, ses collations ont livré l'Eglise à la simonie et à la corruption. » En même temps il adressait à ses compatriotes de Bohême de nombreuses lettres pour les engager à vivre dans la foi, et les inviter à prier pour lui afin qu'il pût persévérer jusqu'à la mort.

Il se plaint dans une de ces lettres que ses plus redoutables adversaires soient des clercs de Bohême avides de bénéfices et possédés par l'avarice. L'hostilité de ces compatriotes étaient d'autant plus à craindre que le concile, incapable d'apprécier les écrits tchèques de Hus, s'en rapporterait naturellement à leur témoignage. Ils ne réussirent que trop aisément à exciter la défiance du souverain pontife et des prélats. Trois semaines environ après son arrivée, il fut attiré dans le palais pontifical,



arrêté et jeté en prison. Il fut d'abord enfermé chez un chanoine de la ville, puis dans un couvent de dominicains sur une île du lac ; confiné dans un cachot noir et humide, il tomba malade ; plus tard l'évêque de Constance le fit transporter dans son château de Gottlieben. Enfin six mois après, dans le courant de juin, il fut ramené à Constance pour être jugé. Sigismond protesta pour la forme contre cette violation inattendue du sauf-conduit impérial et abandonna le maître à sa destinée,

Les lettres qu'il écrivait de sa prison portent l'empreinte d'une résignation pleine de sérénité :

« J'ai confiance dans vos prières que Dieu me donnera la force de souffrir jusqu'à la mort. (Janvier 1415). »

« Dieu a délivré Jonas du ventre de la baleine, Daniel de la dent des lions, les trois jeunes gens de la fournaise ardente ; il peut aussi me délivrer pour la gloire de son nom et la prédication de sa parole. Si ma mort peut lui être agréable, que son nom soit béni. »

Il expose à ses amis les controverses qu'il a à soutenir contre les prélats qui l'interrogent, il leur fait part de ses moyens de défense, il leur raconte un songe qu'il a fait et en demande l'explication, il joue parfois sur son nom de Hus qui en tchèque veut dire *Oie* et le traduit par le latin *auca* ; il

charme par des vers latins les longs loisirs de la captivité.

Adjuvet vos Christus, ne glutiat nunc Antichristus.  
Poterit qui Aucam dominus pie carcere tetro  
Eripere clausam, quæ se fœdaverit retro...,  
Passo Christo patimur ; sed hæc est passio nostra.  
Nulla vel modica quæ tolleret crimina nostra.

Il travaille même à des ouvrages originaux ; il compose un traité *Du Corps du Christ*, et un autre *du Mariage* qui existe encore aujourd'hui. Du reste, nous apprenons par cette correspondance qu'il reçoit la visite de certains de ses compatriotes et qu'il a à sa disposition un exemplaire des Écritures.

Cependant tous ses efforts pour faire intervenir en sa faveur le roi Vacslav sont inutiles ; le pape Jean XXIII, réduit à abdiquer, s'enfuit de Constance sans que cet incident exerce la moindre influence sur le sort du prisonnier. Ses ennemis instruisent son procès ; une circonstance inattendue vient leur fournir des armes nouvelles. Certains disciples de Hus s'étaient mis à distribuer la communion sous les deux espèces ; ce retour aux mœurs de la primitive Eglise semblait une injure à ceux qui en avaient si complètement oublié la tradition. Hus n'avait pas mis le nouveau rite en usage ; mais il ne pouvait le blâmer ; il invite

même ses amis dans une lettre écrite de prison à demander qu'une bulle autorise l'usage du calice pour ceux qui le réclameront.

Le 4 mai 1415, le concile avait ordonné de brûler les écrits de Wyclif, de déterrer et de jeter au cimetière les restes du réformateur anglais. Le 29 mai, il avait prononcé la déposition du pape Jean XXIII. Le 5 juin, le procès de Hus commença. Le concile avait cru trouver en lui un accusé docile et repentant ; on s'imaginait qu'il suffirait de lui lire des articles condamnés et des dépositions de témoins, pour obtenir de lui des aveux ou des rétractations. Son attitude trompa l'attente de ses adversaires ; à certains moments la patience même lui échappa : « J'aurais cru, s'écria-t-il lors d'une des premières séances du procès, qu'il y aurait dans cette assemblée plus de convenance, de bonté, d'ordre. » On lui reprochait tour à tour son admiration pour Wyclif, la part qu'il avait prise aux événements qui en 1409 avaient amené l'émigration des Allemands. Il ne se défendait point d'admirer le maître d'Oxford, mais il attendait qu'on lui démontrât quelles étaient les propositions erronées qu'il avait embrassées. La meilleure preuve de sa bonne foi, c'était sa présence à Constance ; il y était venu de son plein gré. S'il avait voulu rester en Bohême, maints

seigneurs se seraient disputé l'honneur de l'abriter dans leurs châteaux. « Je l'aurais défendu pendant une année tout entière, » s'écriait le chevalier Jean de Chlum qui assistait à l'interrogatoire. Sigismond, moins loyal et plus timoré, tint un autre langage ; il avait donné un sauf-conduit au maître pour lui permettre de venir se justifier ; s'il se laissait convaincre d'hérésie, il ne pouvait plus compter sur l'appui du roi des Romains. C'était au fond renier la parole impériale.

Pendant un mois entier, les séances se succédèrent sans lasser la patience des accusateurs ni l'opiniâtreté de l'accusé. Hus avait souhaité la réforme de l'Eglise ; mais il n'avait jamais eu la moindre velléité d'attaquer dans leur essence les dogmes consacrés. On avait extrait de ses œuvres latines trente-neuf propositions considérées comme hérétiques, on lui demandait de les désavouer ; il se contentait de déclarer qu'on ne lui présentait pas le texte véridique de ses écrits. Il demandait à expliquer sa pensée en détail et refusait absolument d'abjurer des doctrines qui n'étaient pas les siennes. Personne ne réussissait d'ailleurs à l'intimider, ni les prêtres, ni les docteurs, ni l'empereur lui-même. Un jour, en présence de Sigismond, il osa soutenir que « si un roi était en état de péché mortel, il n'était pas véritablement roi

devant le Seigneur. » Cette fois, Sigismond invita le concile à traiter l'hérétique avec toute la rigueur des lois ecclésiastiques. Mais ces menaces n'ébranlèrent pas la constance du maître ; plus il se croyait près du dénouement, plus il mettait d'ardeur à lutter contre ses propres défaillances, à soutenir, à relever ses disciples et ses compatriotes. Pendant ce dernier mois de sa vie, il écrivit un grand nombre de lettres qui nous ont heureusement été conservées. Elles ne trahissent aucune faiblesse. Dès le 9 juin, il date ainsi un de ses billets : « Écrit le dimanche d'avant la Saint-Vit, dans l'attente de la mort. » Le lendemain, il adresse à toute la nation bohême une sorte de testament spirituel :

« Chers amis et seigneurs, pauvres et riches, je vous prie, je vous conjure d'aimer Dieu, d'honorer sa Parole et de l'accomplir. Je vous prie de garder la vérité divine que je vous ai prêchée ; si pourtant j'ai dit en chaire ou dans la conversation, si j'ai écrit (j'espère que cela n'est pas) quelque chose de contraire à la vérité, veuillez le rejeter. Si quelqu'un m'a vu agir avec légèreté, soit dans mes démarches, soit dans mes discours, je le prie de ne point m'imiter, mais de prier Dieu qu'il me pardonne. Je vous invite à aimer, à honorer les prêtres de bonnes mœurs, surtout ceux qui

travaillent au ministère de la Parole. Je vous invite à vous défier des hommes perfides, surtout des prêtres indignes, dont le Seigneur a dit qu'ils ressemblent au dehors à des brebis et au dedans à des loups dévorants. Je vous invite à faire l'aumône aux pauvres et à les commander avec justice ; j'invite les bourgeois à mener leur négoce honnêtement. J'invite les artisans à pratiquer leur métier honnêtement.....

« Je vous écris cette lettre en prison, dans les fers, attendant d'un jour à l'autre une condamnation à mort, espérant qu'avec l'aide de Dieu je ne trahirai pas la vérité divine et ne consentirai point à abjurer les erreurs dont on m'accuse faussement. Dieu me donnera-t-il cette grâce ? Dans quelle mesure me viendra-t-il en aide au milieu des tentations ? C'est ce que vous saurez quand nous nous retrouverons dans la joie auprès du Seigneur.....,

« Je vous supplie de vous intéresser à la chapelle de Bethléem, tant que Dieu permettra qu'on y prêche la Parole divine. Le diable s'est irrité contre ce sanctuaire et a déchaîné contre lui les curés et les chanoines, parce que c'est là qu'on a commencé à ébranler son empire. J'espère que Dieu, par sa grâce conservera ce sanctuaire, et qu'il lui fera produire plus de bien encore par le

ministère des autres que par mon ministère infime. »

Une autre lettre datée du 24 juin (en langue tchèque), est également adressée à tous les fidèles de Bohême. Hus les exhorte à ne pas se laisser décourager par la condamnation que le concile a prononcée contre ses livres. Il rappelle que les prêtres ont autrefois brûlé les livres de Jérémie, ceux de saint Grégoire et de saint Chrysostome ; il engage les fidèles à ne pas se laisser intimider et à ne pas livrer les livres qu'on leur demandera pour les brûler.

« Soyez fermes, car j'espère en Dieu, que l'école de l'Antéchrist aura peur de vous, qu'elle finira par vous laisser en repos et que le concile de Constance ne viendra pas en Bohême. Beaucoup de ses membres, j'en ai la ferme assurance, mourront avant d'avoir pu vous arracher vos livres ; les autres se disperseront par le monde comme des cigognes. Eux-mêmes se sont condamnés pour crime d'hérésie. Et vous, répondez-moi, prédicateurs qui prêchez que le pape est un Dieu sur la terre, qu'il ne peut pas pécher, ni commettre de simonie, qu'il est le cœur vivifiant de la sainte Eglise, le puits d'où viennent toute puissance et toute bonté, le soleil de la sainte Eglise, le refuge sans défaut où tout chrétien doit trouver un abri.

Voici que cette tête a été coupée, ce Dieu terrestre lié, déclaré coupable de maints péchés, ce puits s'est desséché, ce cœur a été arraché, ce refuge s'est enfui de Constance <sup>1</sup>. Le concile l'a condamné comme hérétique, celui qui vendait des indulgences, des évêchés ; ceux-là l'ont condamné, dont les uns trafiquaient avec lui et les autres entre eux de ce qu'ils lui avaient acheté.

.... Ah ! si le Seigneur Jésus-Christ avait dit au concile : « Que celui de vous qui est exempt du péché de simonie, que celui-là condamne le pape Jean, » tous, je crois, se seraient enfuis l'un après l'autre. Pourquoi s'agenouillaient-ils devant lui, et baisaient-ils ses pieds, et l'appelaient-ils le très-saint père, sachant qu'il était hérétique, homicide, ainsi qu'ils l'ont prouvé depuis ? Pourquoi l'avaient-ils laissé trafiquer des choses saintes, eux qui étaient là pour lui donner de bons conseils ? Pourquoi, tant qu'il ne s'est pas enfui de Constance, personne n'osait-il l'appeler autrement que très-saint père ? Ils avaient encore peur ; mais dès qu'il est tombé aux mains du pouvoir séculier, ils intriguaient pour qu'il ne fût pas mis en liberté. »

Une autre lettre datée du 26 juin et dont nous avons déjà cité quelques fragments, se termine par cette suscription :

<sup>1</sup> Allusion à la fuite du pape Jean XXIII.



« Écrit en prison, dans les fers et dans l'attente de la mort ; cependant, Dieu a ses secrets et je n'ose dire que ce soit ici ma dernière lettre ; car ce Dieu tout-puissant peut encore me délivrer. »

### XIII

Les dernières lignes que nous ayons de la main du Maître sont du 29 juin ; le 6 juillet suivant eut lieu, dans l'église cathédrale de Constance, la séance solennelle qui eut pour objet la condamnation, pour épilogue le supplice de Jean Hus. Un de ses fidèles disciples, Pierre de Mladenovice, nous a laissé de ce lugubre épisode un récit éloquent dans sa simplicité. Pierre de Mladenovice était mieux placé que personne pour raconter les derniers jours de Hus. Il avait accompagné à Constance, comme secrétaire, le seigneur Jean de Chlum ; une fois le maître jeté en prison, il lui procura les moyens d'écrire, se chargea de transmettre et de recevoir sa correspondance, et assista avec lui à toutes les séances du concile. « Je voudrais, lui écrivait Hus quelques jours avant sa mort, je voudrais, si je restais en vie, vivre avec toi et partager tout avec toi comme un frère. Que Dieu soit ta récompense ! »

Sigismond, roi des Romains, présidait la séance. Sur une table étaient déposés les vêtements ecclésiastiques de Hus, vêtements dont on allait le revêtir tout à l'heure pour procéder à la dégradation ecclésiastique. En entrant dans l'église le maître se mit à genoux et pria. Puis un évêque monta en chaire et fit un sermon sur les hérésies. Il démontra qu'il était du devoir du concile de les extirper de l'Eglise, surtout l'hérésie simoniaque. C'est là une thèse que Hus, assurément, ne dut pas contredire.

Le procureur du concile prit alors la parole et demanda à l'assemblée d'achever le procès. Un évêque se mit à lire les articles hérétiques attribués à Hus ; au premier, l'accusé voulut prendre la parole.

— Taisez-vous, lui dit le cardinal de Cambray, vous répondrez à tous les articles ensemble.

— Je ne puis, répliqua Hus, avoir présents à l'esprit tous les articles à la fois.

— Tais-toi, s'écria le cardinal de Florence ; nous t'avons assez entendu. Bedeaux, faites taire l'accusé.

— Je vous en supplie, répliqua Hus, écoutez-moi ; je ne veux pas que les assistants puissent croire que j'ai enseigné des erreurs ; vous ferez ensuite de moi ce que vous voudrez.

Mais on lui ordonna de garder le silence ; il se remit à genoux les mains jointes, et se reprit à prier, recommandant sa cause au Dieu très-juste.

Après avoir lu les propositions extraites de ses œuvres, ont lut celles qui résultaient du procès même, c'est-à-dire la déposition des témoins. L'un de ses articles disait qu'après la consécration de l'hostie, la substance du pain subsistait ; un autre que le prêtre en état de péché mortel ne peut ni consacrer, ni baptiser. Le maître se leva pour répondre. Le cardinal de Florence lui ordonna de nouveau de garder le silence.

— Ecoutez-moi, s'écria l'accusé, je déclare que je n'ai jamais cru, ni enseigné, ni prêché que le pain matériel reste dans le sacrement de l'Eglise après la consécration.

On lui objecta alors un article, suivant lequel il aurait affirmé qu'il était la quatrième personne de la divinité. On alléguait le témoignage d'un docteur.

— Qu'on nomme ce docteur, s'écria Hus.

— Ce n'est pas ici le lieu, reprit un évêque.

— Loin de moi, loin de moi, misérable, répliqua l'accusé, l'idée de me nommer la quatrième personne de la divinité ; jamais une telle pensée n'est entrée dans mon cœur. J'affirme que le Père, le Fils et l'Esprit saint sont un seul Dieu, une seule essence, une trinité en trois personnes.

On lut ensuite un article accusant Hus d'en avoir appelé à Dieu et condamnant cette témérité. Il s'écria d'une voix forte :

— Seigneur Jésus-Christ, voici que ce concile condamne tes actions et ta doctrine comme une erreur, toi qui, alors que tu étais accablé par tes ennemis, confias ta cause à Dieu, le juge suprême, nous donnant ainsi l'exemple de recourir à lui dans nos angoisses... Et il ajouta : J'affirme qu'il n'est point d'appel plus sûr que celui qu'on adresse au Seigneur Jésus ; lui ne se laisse ni séduire par des présents impies, ni tromper par de faux témoignages ; il rend à chacun justice suivant ses mérites.

On objecta ensuite que Jean Hus n'avait pas tenu compte de l'excommunication lancée contre lui. Il déclara qu'ayant interjeté appel, il avait continué à prêcher et à officier en attendant une solution définitive. Du reste, n'était-il pas venu librement, avec un sauf-conduit du seigneur roi ici présent, afin de démontrer son innocence et de rendre raison de sa doctrine ?

Après la lecture des articles condamnés, un prélat de la nation italienne lut la condamnation. Les livres du maître devaient être brûlés et sa personne livrée au bras séculier. Il se mit à genoux et pria : « Seigneur Jésus-Christ, pardonne à mes

ennemis : je t'en supplie par ta miséricorde ; tu sais qu'ils m'ont faussement accusé, qu'ils ont produit de faux témoins, qu'ils ont fabriqué contre moi de faux articles. Pardonne-leur. » Tandis qu'il priait ainsi, — c'est Pierre de Mladenovice qui parle — beaucoup de prélats et des plus considérables le regardaient avec colère et se moquaient de lui.

Alors sept évêques se mirent à procéder à sa dégradation. Sur leur ordre, il revêtit les vêtements d'église que le prêtre porte pendant la messe. Les évêques le sommèrent encore de révoquer et d'abjurer ses erreurs. Il se tourna vers la foule et dit en pleurant : « Ces évêques m'exhortent à abjurer ; je ne veux point le faire ; ce serait mentir à la face du Seigneur, ce serait blesser ma conscience et la vérité divine ; je n'ai jamais professé les articles qu'on m'attribue ; j'ai prêché et enseigné tout le contraire ; je ne veux pas scandaliser la foule qui a entendu ma parole, et les autres fidèles prédicateurs.

— Nous voyons, s'écrièrent les prélats, comme il s'est endurci dans sa malice, comme il est opiniâtre dans l'hérésie.

Alors ils lui arrachèrent des mains le calice en prononçant ces paroles de malédiction :

— O Judas maudit ! pourquoi as-tu abandonné

le conseil de la paix et transigé avec les Juifs? Nous t'enlevons le calice de la rédemption.

— J'ai confiance, reprit Hus, au Seigneur tout-puissant, qu'il ne m'enlèvera pas son calice et que je le boirai aujourd'hui dans son royaume.

On lui enleva successivement tous ses vêtements sacerdotaux en prononçant les malédictions accoutumées.

— J'accepte humblement, s'écria Hus, ces blasphèmes pour l'amour de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Ces ornements enlevés, on procéda à la violation de la couronne ou tonsure. Les évêques se disputaient, les uns voulant procéder à l'opération avec un rasoir, les autres avec des ciseaux.

— Ils ne savent même pas être d'accord dans ce nouveau blasphème ! dit doucement le maître.

La dégradation achevée, les prélats prononcèrent la formule suprême : « L'Eglise lui a enlevé tous les droits ecclésiastiques ; il ne lui appartient plus et doit être livré au bras séculier. Va, nous livrons ton âme au diable, » et ils ordonnèrent de poser sur sa tête la couronne des hérétiques. C'était une couronne de papier, d'environ une coudée de hauteur ; sur elle étaient peints trois diables s'arrachant l'âme d'un damné. Elle portait cette inscription latine : HIC EST HERESIARCHA. Plusieurs mi-

niatures du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle représentent le maître coiffé de cette couronne.

La justice de l'Eglise n'aimait point à attendre. Aussitôt livré au bras séculier, Hus fut « conduit à la mort ». En sortant du sanctuaire où ce drame tragique venait de s'accomplir, il put voir dans le cimetière voisin ses livres qu'on brûlait. Il sourit. En arrivant au lieu du supplice, dans une prairie, auprès du château de Gottlieben, il s'agenouilla, étendit les mains et leva les yeux vers le ciel en priant Dieu dévotement. Quelques laïques, touchés de pitié et de respect, demandaient qu'on lui donnât un confesseur. Les prêtres refusèrent, alléguant que le confesseur était interdit aux hérétiques. Tandis qu'il priait ainsi, sa couronne de papier tomba par terre, il sourit doucement.

— Qu'on la lui remette, s'écrièrent quelques voix, afin qu'il soit brûlé avec les diables ses complices.

On lui donna l'ordre de se lever et d'avancer.

— Seigneur Jésus, proféra-t-il à haute et intelligible voix, je suis prêt à souffrir avec patience et humilité cette mort ignominieuse pour ton Evangile et la prédication de ta parole.

Et il protestait sans relâche contre les articles qu'on lui avait faussement prêtés et qu'il n'avait jamais enseignés. On lui fit ôter sa robe et on

l'attacha à un pilier, les mains liées derrière le dos. Il se trouvait par hasard tourné vers l'orient. On en fit la remarque et, comme hérétique, on le tourna vers l'occident. On lui attacha le cou au poteau par une chaîne.

Il la regarda en souriant et dit :

— Le Seigneur Jésus-Christ mon Sauveur a été lié d'une chaîne plus dure et plus lourde ; je ne crains pas, misérable créature, de porter celle-ci pour son nom.

Deux chariots de bois avaient été amenés ; on entassa les fagots autour de lui jusqu'au menton.

Ici la légende a placé un trait touchant que l'Histoire, plus sévère, n'a point enregistré. Une pauvre vieille femme, dans un excès de zèle, aurait percé la foule et serait venue apporter son fagot au bûcher. Le maître l'aurait regardée faire en souriant et se serait contenté de murmurer : *O sancta simplicitas!* Aucun témoignage contemporain ne nous a transmis ce détail, que la critique doit sacrifier non sans regret.

Avant qu'on mît le feu, le maréchal de l'empire, Hoppe de Poppenheim, invita encore une fois le condamné à sauver sa vie en abjurant ses erreurs.

Il leva les yeux au ciel et répondit à haute voix :

— Dieu m'est témoin que je n'ai jamais enseigné ni prêché les doctrines qui me sont faussement



attribuées par de faux témoins. Je n'ai jamais eu d'autre intention que celle d'arracher les hommes à leurs péchés ; dans la vérité de l'Évangile que j'ai écrite, enseignée et prêchée, conformément à l'enseignement des saints docteurs, je suis prêt à mourir avec joie.

On mit le feu au bûcher, et tandis que la fumée montait, on entendit le martyr dire à deux reprises : « Christ, fils du Dieu vivant, aie pitié de nous, aie pitié de moi... » Il ajouta : « Toi qui es né de la Vierge Marie ! » et il expira.

Ici se place toute une suite d'horribles détails ; toute la partie inférieure du corps a brûlé ; le tronc à demi calciné reste suspendu par la chaîne au poteau fatal. On renverse le poteau dans les cendres, on ajoute une troisième charretée de bois, et l'holocauste recommence ; les valets du bourreau cherchent les os avec des bâtons et les brisent pour qu'ils soient plus tôt anéantis. La tête a encore échappé à la destruction, on la brise en deux et on la rejette dans les flammes ; on y repousse le cœur, qui s'obstine à ne pas brûler. D'ordre du maréchal, les vêtements de la victime sont aussi jetés sur le brasier, « afin que les Bohêmes ne puissent s'en faire des reliques ». Puis on charge les tisons refroidis sur un chariot, et on va jeter le tout dans le Rhin.

Ainsi mourut Jean Hus. Le concile, en immolant le réformateur de Prague, avait cru rétablir l'ordre dans l'Eglise et la paix en Europe. Lamentable illusion ! Aux dernières flammes du bûcher de Constance allait s'allumer un incendie qui, après avoir désolé la Bohême, la Hongrie et l'Allemagne, ne s'éteignit que dans le sang d'innombrables victimes.

---



# QUELQUES DOCUMENTS TCHÈQUES

RELATIFS A HENRI IV

---

Des documents publiés en langue tchèque peuvent être considérés comme à peu près inédits. J'ai trouvé ceux que j'offre au lecteur dans un ouvrage récemment publié à Brno (Brünn), sous ce titre : *Spisy Karla Starsiho z Zerotina, Listove Psani jazykem ceskym vydal v. Brandl*. Écrits de Charles (aîné) de Zerotin (prononcez Jérotin), lettres en langue tchèque publiées par J. Brandl, Brünn, 1870-71-72, 3 volumes in-8°, aux frais de la Société littéraire (Maticе) de Moravie. M. Brandl, archiviste du landgraviat de Moravie, a publié en langue tchèque nombre de travaux estimés sur l'histoire de son pays natal. Son dernier ouvrage, *Glossarium illustrans bohemicæ-moravicæ historiæ fontes* (Brünn, 1876), est fort précieux à consulter pour

tous ceux qui étudient les annales latines des pays slavo-germaniques.

Quant à Charles de Zerotin, c'est un des plus illustres personnages de l'histoire de la Moravie. Né vers 1564, il appartenait à la secte des frères bohêmes ou moraves qui alliait les doctrines de la réforme aux austères traditions du hussitisme. Il reçut une éducation fort sérieuse qu'il compléta par de solides études à Strasbourg, à Bâle : il visita l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Hollande et l'Italie. Dans un de ses voyages en France il se lia avec Henri IV auquel il eut même l'occasion de faire un prêt de quarante mille thalers. Après la mort de sa première femme (21 juin 1591) il se rendit auprès de ce souverain pour étudier l'art militaire. Après s'être abouché avec le sieur Ancel, agent du roi de France près la cour impériale de Prague, Charles de Zerotin gagna Staden et Dieppe, où il arriva au mois de décembre suivant. Il resta au service de Henri IV jusqu'à l'époque où le siège de Rouen fut levé (avril 1592). Ses lettres datées du quartier royal reproduisent fidèlement les péripéties de ce siège mémorable : nous en avons extrait tout ce qui est relatif à cet épisode ; nous nous sommes efforcés de reproduire la franchise, parfois même la brutalité du style. Zerotin, bien que dévoué à Henri IV, ne se fait point d'illu-

sions sur son caractère ; il le juge avec une juste sévérité. Sa correspondance apporte, croyons-nous, d'intéressants témoignages aux futurs historiens du Béarnais ; nous la reproduisons sans commentaires, nous contentant de garantir la fidélité absolue de la traduction.

La première lettre où Charles de Zerotin annonce l'intention de se rendre en France est datée de Brandys le 1<sup>er</sup> octobre 1591 : « Demain, écrit-il, je compte me rendre à Prague et de là à Hambourg, où un vaisseau m'attend pour gagner la France. Combien de temps y resterai-je : je ne sais : *viae nostrae in manibus domini ; ipse faciet* ; tout dépendra de la façon dont je m'y trouverai... Si vous avez quelque chose à m'adresser envoyez-le à Namest, ou à M. Ancel, à Prague. » Ancel était l'agent du roi de France près la cour impériale, qui résidait alors dans la capitale de la Bohême. Charles de Zerotin loge chez lui pendant son séjour dans cette ville (lettre 3) ; les lettres remises pour lui à Ancel lui arriveront, soit par l'intermédiaire de l'ambassadeur français en Suisse, soit par la voie de Hambourg. Il annonce en même temps quelques nouvelles politiques. Les affaires de Henri IV vont bien ; il a déjà reçu les troupes allemandes qu'il attendait ; l'électeur de Saxe (Christian) est mort la semaine dernière ; M. de la Noue a été tué

devant une petite ville de Normandie ; le prince de Guise s'est sauvé de sa prison...

De Prague, Charles de Zerotin s'achemine par l'Elbe vers Litomerice (Leitmeritz) où il s'arrête : de Leitmeritz il gagne Meissen d'où il donne quelques détails sur la mort de l'électeur de Saxe :

« Le temps montrera ce que notre roi de France a perdu à cette mort : beaucoup, je le crains. Ce sera pour lui une triste nouvelle. *Ma pazienza*. Dieu n'est pas encore mort et nous devons espérer en lui, même quand il nous éprouve... Une lettre de Heidelberg m'apprend que les Allemands se sont déjà réunis au roi. Son intention est, dit-on, de marcher sur la ville de Reims où les rois de France se font couronner ; s'il s'en empare, ce ne sera pas un mince succès. »

Arrivé le 24 octobre à Staden, Zerotin est retenu dans cette ville par diverses circonstances :

« J'aurais pu, dit-il, avoir un bâtiment ; mais le patron m'a demandé sept cent cinquante thalers et cette somme m'a paru exagérée ; j'aurais cependant fini par m'y résigner : mais le vent étant contraire, mes amis m'ont persuadé d'attendre la flotte anglaise qui doit arriver ici chaque jour. Mais cette flotte elle-même a été retenue par le vent... J'ai fini par fréter un vaisseau au prix de six cents thalers. La ville vers laquelle je me dirige s'appelle

*Diepe* (sic) d'où il n'y a qu'une journée de marche jusqu'à la ville de *Roan* (Rouen) que le roi assiège maintenant avec de grandes forces. Je n'aurais donc pas à le chercher bien loin, l'ayant pour ainsi dire sous la main... Je ne sais ce qu'on dit de mon départ, mais je ne m'en inquiète guère étant si près de la France ; je sais qu'on portera sur mon compte divers jugements, mais je me console par deux raisons : la première est que je ne les entends point, la seconde est qu'à force de parler on finira par se taire... Nous n'avons ici d'autres nouvelles que celles du siège de Rouen ; vous savez sans doute que M. des Disguieres (sic) l'un des capitaines du roi de France a vaincu sept mille Espagnols et Italiens, dont deux mille cinq cents sont restés sur le terrain et deux mille se sont rendus à discrétion ; mais dans la fureur de la lutte on en a tué huit cents ; les autres se sont enfuis ; ainsi grâce à Dieu les affaires du roi vont bien de tous côtés ; dans le Langedok (sic) le maréchal Momoransky (de Montmorency) a défait un grand nombre de ses ennemis. »

Le 28 novembre, Zerotin est encore à Staden ; il embarque ses chevaux et ses provisions de voyage :

« Ce soir ou demain, écrit-il, je m'embarquerai sur mon château de bois où j'aurai juste l'espace et



le bien-être que désire celui qui est prêt à affronter toutes les fatigues et tous les tourments *virtutis gratia*. Croyez-moi, je n'envie pas celui qui est assis chez lui près du poêle, qui mange des pommes cuites et boit de la bière chaude avec du beurre, celui dont la pensée ne va pas plus loin qu'à demain ; je ne regrette pas, pouvant mener une vie agréable, d'avoir volontairement choisi une vie pénible. L'existence ne nous a point été donnée pour le plaisir, mais pour le travail ; n'eussé-je qu'à rouler le rocher de Sisyphe je n'hésiterais pas un instant à accepter cette tâche. »

On reconnaît à ces accents vigoureux l'adepte des mâles doctrines des frères bohêmes.

« On affirme, ajoute Zerotin dans la même lettre, que M. de Chastillon, fils de feu M. l'amiral, est mort de la rougeole en Languedoc ; c'est un grand malheur ; c'était un vrai héros et un excellent serviteur du roi. On dit aussi, mais la chose n'est pas sûre, qu'une bataille a dû se livrer en Lorraine entre l'armée du roi et l'armée papiste, bataille où seraient restés le duc de Maine et le margrave de Pont-à-Mousson, fils aîné du duc de Lorraine ; mais j'ai peine à croire cette nouvelle. Le prince de Parme, à ce qu'on écrit d'Anvers, marche à grands pas sur la France pour délivrer Rouen, mais il ne peut échapper aux injures et aux accusations : on le

traite d'hérétique, de traître, d'ennemi de l'Eglise romaine et du roi d'Espagne ; les Jésuites et les moines lui décernent publiquement ces titres dans leurs sermons ; ils vont si loin que ces jours derniers on a trouvé dans un lieu public un tableau représentant Judas avec un sac et pour inscription : *Parma*. Tout cela parce que les papistes trouvent qu'il tarde trop à entrer en France et parce qu'il n'a pas voulu permettre que ceux des nôtres (les protestants) qui avaient embrassé le papisme fussent chassés d'Anvers comme les prêtres l'exigeaient. Les Suisses ont envoyé au roi deux mille hommes ; le maréchal de Retz lui fournit à ses frais huit cents cavaliers et six cents arquebusiers. Les affaires du duc de Savoie vont mal en Provence comme vous le savez sans doute d'ailleurs. Grâce à Dieu les affaires du roi vont bien partout..... »

Le 30 novembre, Zerotin prit la mer et arriva à Dieppe au bout de cinq ou six jours :

« Je suis resté ici toute une semaine, écrit-il (lettre 16), pour me procurer certaines choses et pour attendre qu'on m'ait procuré un logement (lozument) au camp. J'ai déjà trouvé une foule de bons amis qui me font mille civilités et me sont très-reconnaissants de ma venue. Le roi, dès qu'il a appris mon arrivée par le lieutenant d'ici, en a

parlé avec beaucoup de joie et m'a annoncé avec beaucoup d'éloges et de bonne grâce. Ce détail m'a été appris par nombre de personnes. Je remercie donc le Seigneur qui a incliné vers moi le cœur de ce monarque. Demain 15 décembre (1591), je me rendrai au camp près du roi avec le comte de Saint-Paul : c'est le frère du prince de Longueville ; ils sont de race royale, mais du côté gauche. J'espère que je serai bien accueilli, étant déjà de loin si bien traité...

« Le roi est devant Rouen et il a bonne espérance de s'en emparer. Le prince de Parme marche sur ce pays pour sauver Rouen comme il a sauvé Paris l'année dernière ; mais il n'y réussira pas : le roi a tant de troupes qu'elles lui suffiront à garder la ville et à battre les ennemis. Les Allemands ont pris il y a deux jours la ville de Saint-Vacre <sup>1</sup> en Picardie, ce succès est d'une grande importance. Cette ville étant au pouvoir du roi, Amiens et Abbeville ne pourront être ravitaillés par mer et par terre, toutes les communications sont coupées. Le prince d'Anhalt, le chef des Allemands, a été blessé au pied ; mais il sera bientôt guéri. Nous attendons chaque jour deux mille Anglais commandés par le comte d'Essex. »

1. Zerotin se trompe : c'est de Saint-Valery-sur-Somme qu'il s'agit.

La lettre 18, datée de Dieppe 11 janvier 1592, est particulièrement intéressante :

« Je voulais partir pour le camp dès mon arrivée, écrit Zerotin, mais ne voulant pas renoncer à la société du comte de Saint-Paul, j'ai retardé mon départ jusqu'au 16 décembre. Je suis alors parti avec ce gentilhomme et le lendemain je suis arrivé au camp en bonne santé. Le roi m'a fait donner un logement assez convenable dans la localité qu'il occupe avec sa cour et ses fourriers ont reçu l'ordre de me loger désormais au quartier royal.

« Le 17 décembre, j'ai présenté mes hommages au roi qui a daigné me recevoir fort gracieusement ; il m'a demandé comment et combien de temps je m'étais trouvé en voyage ; il m'a montré par mille paroles aimables et bienveillantes combien il m'était reconnaissant d'être venu ; il m'a fait maintes caresses et m'a embrassé. En présence de Sa Majesté et d'autres seigneurs de distinction j'ai salué le cardinal de Bourbon, le maréchal de Biron, le grand chancelier et tous les gentilshommes présents qui m'ont montré les plus grands égards. Je ne puis assez exprimer la bienveillance du roi et les amitiés que me font tous les autres personnages ; si cette faveur dure, je n'aurai point à regretter d'être venu ici.

« Je m'exerce constamment aux choses mili-

taires. Presque tous les jours je vais avec le roi à la tranchée, aux batteries ou dans quelque lieu où je puis apprendre et observer quelque chose, et cela non-seulement de jour, mais de nuit : le roi me mène aux avant-postes où les balles sifflent aux oreilles, à vous faire voir trente-six chandelles (*az se mezi ocima sviti*, dit le texte), car ce seigneur ne reste jamais en place, surveille tout par lui-même, va partout, veut tout savoir, s'expose à tous les dangers : on ne saurait assez admirer cette activité : aussi ceux qui veulent obtenir ses bonnes grâces doivent ne pas s'épargner et faire comme lui.

« Jusqu'ici Dieu a bien voulu me préserver du danger ; mais l'un des miens a déjà été tué.....

« Nous sommes en ce moment campés devant Rouen : mais nous n'avons pas encore fait grand'chose. Le roi n'avait pas les ressources suffisantes. Aujourd'hui il a reçu assez d'hommes et de munitions ; j'espère donc que nous obtiendrons plus de succès. Il y a dans la ville environ deux mille fantassins étrangers et deux cents chevaux ; nous avons devant elle plus de dix mille hommes. Jusqu'ici nous n'avons point abordé la ville ; nous avons poussé nos tranchées jusqu'au château ; nos avant-postes sont établis dans ses fossés ; nous pourrions, je crois, miner prochainement le rempart ; si cette entreprise réussit, nous nous empa-

rerons facilement du château et par suite de la ville. A ce qu'on me dit, le roi espère la prendre dans six semaines si le prince de Parme ne l'en empêche pas ; il s'apprête à marcher sur nous ; il a, en comptant les troupes papistes et celles du prince de Mène (Maine, Mayenne), environ vingt mille soldats, dont quatre mille cavaliers. Le roi l'attend avec joie et nous, nous lui donnerons du fil à retordre ; car nous aurons quatre mille cinq cents cavaliers français, autant d'Allemands et vingt mille fantassins, sans compter ceux qu'on laissera autour de Rouen. Le roi ne veut pas lever le siège et si le duc de Parme veut sauver la ville il lui faudra livrer bataille : s'il prend cette résolution il aura certainement lieu de s'en repentir. Quelques-uns pensent qu'il veut assiéger une autre ville pour attirer le roi vers lui ; cette feinte ne lui réussira pas ; le roi a déjà déjoué ses artifices devant Paris et ne lâchera pas le certain pour l'incertain. »

La lettre 19, datée du même jour (11 janvier 1592), complète et contredit dans une certaine mesure les renseignements de la précédente :

« ... Nous sommes au camp devant Rouen : nous ne l'avons pas encore pris et, à mon opinion, nous ne le prendrons pas de sitôt ; le château et la ville sont très-forts et ils ne manquent pas de défenseurs ; cependant, Dieu aidant, nous pouvons nous en em-

parer dans huit jours, s'il ne surgit aucun empêchement. Le prince de Parme marche contre nous ; mais nous sommes de taille à lui résister. Nous menons dans ce camp une vie assez agréable ; nous avons à boire et à manger en quantité ; mais les logements sont mauvais et, sauf moi qui ai un lit, tout le monde couche sur la paille : les vivres sont abondants et à un prix raisonnable ; il est étonnant que tant d'hommes n'aient pas depuis longtemps épuisé le pays ; mais il semble que plus on consomme, plus il produit ; on nous apporte des denrées de tous les côtés.

« Jusqu'ici nous n'avons pas eu froid ; hier le froid a commencé et il est tombé un peu de neige ; tout le monde dit que depuis trente ans on n'a pas vu d'hiver aussi doux ; le mois dernier nous avons eu une température de printemps... »

La lettre 22 est datée de Dernetal (Darnetal), 19 mars 1592 :

« ... Je ne voudrais pas, écrit Zerotin, pour des affaires de famille, quitter mes occupations militaires tant qu'il y a quelque chose à voir et à apprendre. Les affaires d'ici ne paraissent pas devoir prendre un dénouement pacifique, bien que les deux partis soient las et épuisés par les combats : la misère seule pourra leur faire déposer les armes.

Elle est grande partout : chaque parti espère la victoire et a de grandes prétentions.

« Le roi, ainsi que je l'écrivais dernièrement, ne s'attaque point à la ville. Il a pris des mesures, assez insuffisantes d'ailleurs, pour qu'elle ne puisse recevoir aucun secours en hommes ou en vivres : il se borne à assiéger le château qui la domine ; il a abandonné ce qu'il pouvait prendre sans difficultés, pour ce qu'il ne peut aborder à cause du peu de forces dont il dispose et de la solidité de la position. De là viennent tous les malheurs qui nous ont accablés pendant le siège. Si l'on avait attaqué vivement dès le début la ville mal fortifiée, pleine de bourgeois, épouvantée de l'arrivée du roi, elle n'aurait pu résister à un assaut. Mais le château, qui n'est abordable que d'un seul côté, est bien approvisionné ; il ne peut être emporté que par de grandes forces et un effort héroïque, ou bien un temps fort long et une patience soutenue. On a renoncé à l'un et à l'autre moyen ; non-seulement nous n'avons pas pris le château, mais nous avons perdu ce que nous avons gagné après quatre mois inutilement employés, nous avons dû renoncer à notre entreprise. Le duc de Parme a contribué à nous réduire à cette extrémité, moins par force ou par ruse que par suite de notre impatience : nous n'avons pas voulu l'attendre ici ; nous sommes



allés au-devant de lui : divisant notre armée nous l'avons affaiblie. Nous n'avons pas laissé assez de troupes pour prendre le château, nous n'avons pas eu assez de monde pour être en état d'imposer à l'ennemi la bataille à laquelle nous voulions le forcer. Le roi en partant d'ici s'imaginait que le duc de Parme marcherait plus vite qu'il n'a fait : il a laissé ici toute son infanterie, soit environ dix mille hommes ; il a pris avec lui toute sa cavalerie française et allemande dans l'espoir d'attirer près d'ici son adversaire et de lui imposer cette bataille, objet de tous ses vœux. Cette bataille lui a échappé ; il n'a abouti qu'à s'exposer lui et ses hommes aux plus grands dangers : ainsi, le 5 février il a été blessé aux reins et n'a été sauvé de la mort que par la protection divine ; cette blessure est d'ailleurs depuis longtemps guérie. D'autre part, les assiégés ont réussi à se délivrer eux-mêmes. Le 26 février ils ont fait tout à coup une sortie, ont tué une bonne partie des nôtres, ont mis les autres en fuite, ont comblé les tranchées et enlevé cinq pièces de canon ; le maréchal de Biron, qui venait à notre secours, a été blessé aux pieds et tous nos efforts de quatre mois ont été perdus en deux heures. Pendant ce temps-là le duc de Parme a enlevé au roi la ville de Neufchâtel, place d'ailleurs petite et peu fortifiée ; puis il s'est retiré avec toutes ses

troupes derrière la Somme, sur laquelle est située la ville de Saint-Quentin : tandis que nous le poursuivions il a détaché au secours de Rouen cinq cents archers qui, par notre négligence et à notre honte y sont tous entrés et ont renforcé l'ennemi affaibli par un long siège. Maintenant le prince est en Picardie avec ses troupes ; messieurs les Français veulent me faire accroire qu'il est retourné dans les Pays-Bas ; mais je ne puis imaginer qu'il s'en retourne ainsi sans avoir rien fait ; j'estime qu'il veut faire reposer ses troupes et qu'il attend pour observer ce que le roi va faire devant Rouen : ce prince est revenu ici décidé à abandonner le château et à concentrer toutes ses forces contre la ville. Si ce projet se réalise, nous aurons certainement bientôt le duc sur le dos : en ce cas j'ai plus de confiance dans le résultat de la bataille ; la cavalerie royale diminue tous les jours et diminuera encore ; il n'en aura donc point de peur comme il a fait jusqu'à présent et sera plus brave et plus hardi qu'auparavant. Je ne m'étonne pas que le duc jusqu'ici n'ait pas osé nous prendre corps à corps ; il aurait eu une mauvaise affaire et ne serait pas retourné tout entier dans les Pays-Bas à moins d'avoir pris la fuite ; je n'ai jamais vu meilleures troupes que celles que le roi avait ces derniers temps : environ sept mille cavaliers ex-

cellents, presque tous grands seigneurs ou chevaliers et plus de quatre mille reîtres allemands bien armés et très-braves : le duc de Parme n'avait que quatre mille cavaliers très-mauvais. Toutes les fois que nous avons annoncé l'intention de leur tenir tête ils n'ont pas osé se montrer.

Que deviendra le siège de la ville ? le temps seul nous l'apprendra : je n'en vois pas encore qu'on puisse espérer de bons résultats ; le roi n'a pas encore pu réunir dix mille fantassins, bien qu'il attende très-prochainement deux mille Anglais. Mais qu'est-ce que cela contre une ville comme Rouen qui a plus de deux mille cinq cents soldats étrangers et plus de trois mille Français, tous excellents soldats ? Si le roi avait environ vingt mille hommes, j'aurais plus de confiance : dans l'état actuel des choses je ne vois pas ce que nous pouvons faire à moins que le Seigneur n'ôte aux ennemis le cœur de se défendre, ou que la famine ne les réduise à se rendre ; cette conclusion me paraît probable : car ils ne peuvent recevoir de vivres ni par terre, ni par mer. D'un côté de la rivière, là où est le plus grave danger, nous avons vingt et un bâtiments ; de l'autre, en amont, nous en avons trois grands et quatre petits : tous sont bien garnis d'hommes et d'artillerie ; nous avons en outre sur chaque rive deux fortins et dans

chacun d'eux cent cinquante archers ; l'armée royale est campée tout à l'entour de la ville ; il est donc impossible que des vivres entrent dans la ville. »

La lettre 23, datée du 21 mars, fournit encore de nombreux détails sur le siège de Rouen :

« Nous ne vivons plus aussi à l'aise qu'auparavant. Les Français ont tout dévoré ; il ne reste que peu de chose et ce peu est d'une cherté inouïe : un mouton coûte quatre couronnes, un veau cinq, une poule deux francs ; une douzaine de petits pains vingt-cinq stüber ; toutes les autres choses à proportion ; vous jugez qu'il faut serrer la courroie, si l'on veut durer longtemps. La misère est grande partout : le roi entretient à grand'peine sa table ; les autres qui sont entretenues à ses frais sont vides, les soldats meurent de faim, les gentilshommes qui ont dépensé tout leur argent sont partis, ceux qui en ont encore festinent quand même, comme en temps de paix. *Et hæc de civili statu.*

« En ce qui concerne la guerre, nous sommes toujours devant ce bienheureux Rouen sans faire un pas. Nous avons commencé par investir le château ; mais nous avons si bien gaspillé notre temps et notre travail que le jeu a dû cesser ; messieurs les assiégés sont tombés sur nous, ont dé-

truit nos tranchées, tué nos hommes, enlevé nos canons et nous ont laissés *con tanto di naso*. Hélas! tout ce qui reluit n'est pas or : nous ne sommes pas des soldats tels qu'on s'imagine ; nous avons non sans raison beaucoup de confiance dans nos forces et notre courage, mais nous avons peu ou point de courage, car nous faisons *quod nos it perditum*. Aussi je ne compte guère que nous puissions prendre cette ville à moins que le Seigneur la mette dans nos mains *miraculose*. Nous agissons pourtant comme si nous voulions atteindre quelque résultat, mais tous nos efforts sont peu de chose. Ce que nous avons fait de mieux c'est d'intercepter la rivière et de couper les routes, de sorte que la ville ne puisse être ravitaillée. On me dit que la famine sévit particulièrement sur les indigents, on en fait sortir un grand nombre chaque nuit et nous ne pouvons empêcher cela, à moins de vouloir la mort de ces pauvres gens. Nous avons autour de la ville environ douze mille fantassins de toutes nations : à les bien compter, je crois qu'on en trouverait tout au plus dix mille ; mais le roi veut qu'il y en ait douze mille. Jusqu'ici nous n'avons pas creusé de tranchées, mais nous avons établi des batteries. On dit qu'après les fêtes de Pâques nous tenterons quelque effort si le duc de Parme ne nous en empêche ; jusqu'ici il n'a rien

fait, non plus que nous, sauf que, grâce à notre négligence, il a fait entrer dans la ville cinq cents archers. Il est arrivé en France à la fin de l'année dernière, il est resté sur la frontière quelques semaines pour réunir toute son armée : combinée avec celle du duc de Mene (Mayenne) et des papistes, elle n'a jamais dépassé quinze mille fantassins et quatre mille cavaliers ; vous jugez par-là ce qu'il y a de vrai dans les discours de ceux qui lui prêtent des armées de soixante-dix ou quatre-vingt mille hommes. Cependant la peau du roi le démangeait (*sic*) de telle sorte qu'il n'a pu attendre sa venue : il a marché à sa rencontre alors qu'il était encore à environ vingt milles allemands de notre camp, ce qui a produit un double mal. D'abord par une suite de marches et de contre-marches (nous avons erré deux mois comme des Tsiganes) il a tellement fatigué sa cavalerie qu'aujourd'hui, au lieu de l'avoir sous la main et toute fraîche, il n'en a plus du tout : tout est dispersé ; l'un a perdu son cheval, l'autre son argent, un troisième est malade ; tout va à la débandade. D'autre part, en l'absence du roi, les fantassins n'étant point soldés se sont répandus dans les villages et ont abandonné leurs postes et tous leurs devoirs : cela a rendu les sorties faciles aux assiégés et nous a valu l'affront dont j'ai parlé plus haut. Le seul résultat obtenu

c'est que nous avons absolument épuisé le pays ; il n'y a plus aujourd'hui un grain de blé sauf dans les villes et de l'autre côté de la rivière. Le prince de Parme, bien que nous ayons tourné autour de lui comme le diable autour d'une âme pécheresse, s'est bien gardé et n'a point bougé avant l'heure propice ; puis à son moment il s'est mis en marche avec toutes ses forces, de sorte que nous avons dû nous retirer sur Rouen, le laissant camper le lendemain sur le terrain que nous occupions la veille. Le roi se proposait un double but : d'abord il voulait retenir son adversaire jusqu'à ce que nous eussions réuni toutes nos forces, car il attendait encore beaucoup de seigneurs qui amenaient de nombreuses troupes. Ensuite il voulait l'attirer assez près de Rouen pour qu'il ne pût refuser bataille. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Le roi a été blessé dans une escarmouche ; le prince de Parme a profité de cette occasion pour assiéger la ville de Neufchâtel qui s'est rendue *per deditio-nem* n'étant pas fortifiée sérieusement. Il n'a plus voulu quitter cette place pour ne pas se laisser entraîner à livrer bataille : il doutait fort du succès, car il avait déjà perdu le tiers de ses soldats : et le roi avait en tout sept mille chevaux français, quatre mille allemands et quatorze mille fantassins. Nous sommes ainsi restés pendant deux semaines, nous,

tendant chaque jour quelque chose, lui rien : pendant ce temps-là s'est produite la sortie des Rouennais ; le duc de Parme, jugeant non sans raison que la ville n'avait plus besoin d'un secours immédiat, s'est retiré derrière la Somme pour rafraîchir ses troupes ; nous l'avons poursuivi avec trois mille cavaliers. Si nous avions été habiles, nous aurions pu en un jour détruire la moitié de ses soldats, aussi facilement qu'on avale un verre de vin ; mais Dieu nous a refusé ce bonheur, et l'ennemi s'est retiré sans dommages. Le bruit court maintenant qu'il va revenir, mais cela n'est pas certain ; en tout cas le roi rappelle ses gens de tous les côtés et invite à revenir ceux qui l'avaient quitté ; il espère avoir dans quelques jours trois mille cavaliers, outre ses reîtres, qui dépassent quatre mille cinq cents. En joignant à cette cavalerie les fantassins dont j'ai parlé, on pourra se mesurer sans trop de risques avec le duc de Parme. Voilà l'exacte récit de tout ce qui s'est passé jusqu'ici.

« J'ai peu d'espoir de voir la paix se conclure : je redoute même de plus grands désordres, à moins que le roi ne remporte des avantages particuliers, soit par la prise de cette place, soit par le gain d'une bataille.

La lettre 25, datée du 19 mars (nous suivons l'ordre de l'éditeur), contient le passage



suisant qui trahit un profond découragement :

« Nous prenons souvent les armes et nous courons à droite et à gauche sans beaucoup d'agrément ; mais nous avons jusqu'ici fait peu de choses héroïques ; si nous n'en faisons pas plus désormais nous souillerons peu nos armures... Beaucoup de mes gens sont malades, dit la lettre 26, quelques-uns tiennent bon mais ils ne désirent rien tant que de retourner chez eux. La France ne leur plaît guère et ils aimeraient mieux dormir sur les matelas de Moravie que sur la paille d'ici. Pour moi, à dire vrai, n'était la curiosité de faire et de voir quelque chose, je ne tiendrais guère à la France. J'en suis rassasié et si Dieu m'accorde d'en sortir je n'y remettrai certainement pas les pieds. Le roi est pour moi un seigneur très-affable et très-bienveillant : beaucoup de grands et de princes sont mes amis ; cependant les manières de certains gentilhommes ne me plaisent guère et il n'est pas à craindre que je prenne en dégoût la Bohême ou la Moravie. Dieu sait quand la guerre actuelle finira : il y a jusqu'ici peu de chances de voir la paix se conclure ; nous sommes encore devant Rouen et n'avons guère l'espoir de nous en emparer. Nous avons couru après le duc de Parme pendant environ huit semaines , parfois même pendant la nuit ; au commencement il m'était très-

pénible de chevaucher avec mon armure ; mais je m'y suis tellement accoutumé que j'y fais aussi peu attention qu'à un manteau. »

La lettre 27 est datée du 12 avril :

« Jusqu'ici, il n'y a rien de nouveau, sauf l'arrivée de deux millè Anglais qu'on attendait. Il y a lieu de croire que le roi ayant réuni tout son monde entreprendra quelque chose de sérieux contre Rouen, si toutefois la paix n'est pas conclue : on en parle beaucoup ; mais je n'y compte guère pour beaucoup de raisons et je ne vois pas sur quoi on peut se fonder pour l'espérer.

« Le bruit avait couru ces jours-ci que le prince de Parme allait revenir : mais il n'en est plus question. Je ne crois pas qu'il doive venir nous rendre visite avant la fin de ce mois ou le commencement du prochain, lorsqu'il aura reçu les renforts que doit lui amener le prince de Mansfeld. On dit que maintenant il n'a plus guère de sept à huit mille hommes : les reîtres, les Suisses et le prince de Monte-Marciano avec ses gens et un grand nombre de Français l'ont quitté. Il est maintenant en Picardie, aux environs de la ville de Nus : il voulait d'abord l'assiéger ; mais voyant qu'il ne réussirait pas, il a renoncé à ce dessein. Je crois qu'en ce qui le concerne il aimerait mieux être dans les Pays-Bas : ici ses affaires ne vont pas trop bien.

« Le comte Maurice de Nassau a échoué devant Maastricht parce que les échelles qu'on lui avait fournies pour une surprise de nuit se sont trouvées trop courtes ; maintenant il se prépare avec de grandes forces pour une campagne d'été : le roi d'Espagne en voulant conquérir le bien d'autrui pourrait bien perdre le sien propre. Ce qu'il y a de certain c'est qu'il a proposé aux ligueurs, par l'intermédiaire du duc de Parme, de prendre sa fille aînée pour reine et de lui jurer fidélité s'ils désirent obtenir de l'Espagne un concours plus sérieux : beaucoup d'entre eux ont été tellement blessés de cette proposition qu'ils se sont retirés de la Ligue avec leurs partisans : notre roi se fonde sur ce fait pour espérer une paix prochaine.

« A Rouen les vivres sont devenus fort rares ; les assiégés ne reçoivent plus rien ni par terre ni par eau : on estime que s'ils ne sont pas secourus ils ne pourront pas tenir au delà du huit du mois prochain. Il y a aujourd'hui huit jours ils ont fait une sortie contre le corps hollandais ; mais ils ont été bien reçus : cent vingt d'entre eux sont restés sur le champ de bataille ; nous n'avons perdu que sept ou huit des nôtres. »

La dernière lettre relative aux affaires de France (n° 31) est datée du camp devant Rouen, 13 avril. Charles de Zerotin invite l'un des

frères bohêmes, Zacharias Solin, à prier pour lui :

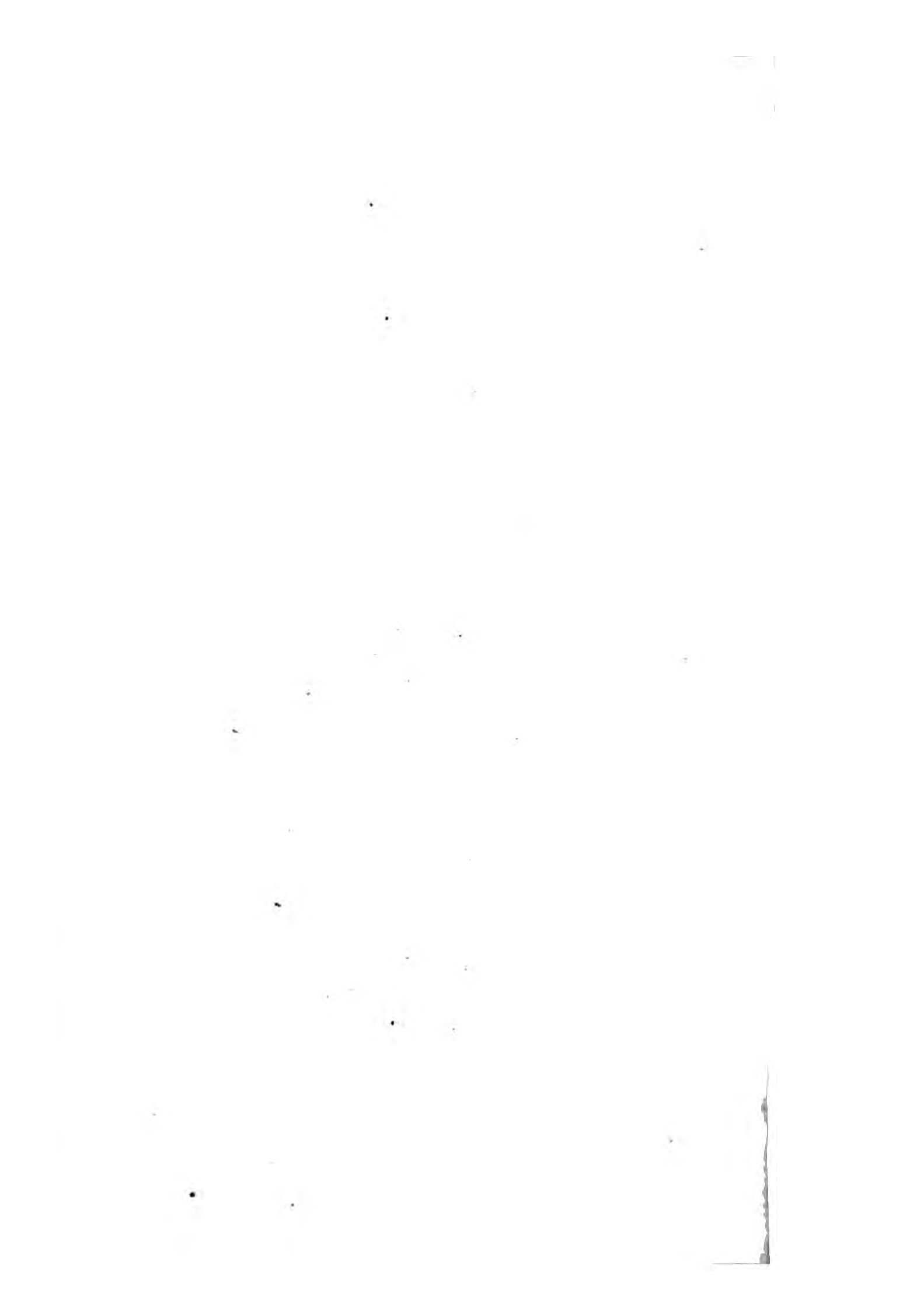
« Car, dit-il, nous courons souvent de grands dangers : tantôt campés devant la ville, tantôt poursuivant les ennemis. Jusqu'ici nous avons encore fait peu de chose, soit pour prendre la ville soit pour repousser l'ennemi : nous n'avons réussi ni dans l'une, ni dans l'autre de ces entreprises : nous avons maintenant plus à combattre encore qu'auparavant, et peu ou point d'espoir de paix : la ville veut résister au roi quand même. Nous aurons bientôt l'ennemi sur le dos d'un autre côté ; comment le recevrons-nous ? Dieu le sait ; à parler humainement nous sommes plus forts que lui et nous n'avons rien à redouter ; mais nous n'espérons ni dans le nombre ni dans la force, mais dans le seul secours du Seigneur : il est le Dieu des dieux et le Dieu des armées.

« En ce qui concerne les églises d'ici, je dois vous annoncer que nos coreligionnaires sont durement opprimés par les papistes. Le roi n'y peut pas grand'chose : il pourrait sans doute plus s'il le voulait, mais il s'occupe peu de la religion et de la liberté de la parole divine : c'est pour cette raison, à mon avis, que Dieu ne le bénit point. Beaucoup de gens pieux le blâment fort sévèrement de n'avoir pas encore convoqué une assemblée publique des réformés. En ce qui me concerne, je lui souhai-

terais plus de sérieux dans l'esprit : Dieu veuille tourner tout pour le mieux et ne pas abandonner ses serviteurs. »

C'est sur ces paroles de découragement que se termine la partie française de la correspondance de Charles de Zerotin : la dernière lettre écrite de France porte la date du 13 avril 1592 : le 20 avril suivant Henri IV était obligé de lever le siège de Rouen : on ne sait ni comment Charles de Zerotin se sépara de lui ni par quels chemins il regagna son pays. Du 13 avril 1592 au 20 janvier 1596 il y a dans sa correspondance une lacune que toutes les recherches de l'éditeur n'ont pas réussi à combler jusqu'ici. Après avoir étudié l'art militaire dans l'armée de Henri IV, il prit du service dans celle de l'archiduc Mathias et se distingua au siège de Gran (Ostrihom). Il fit ensuite partie du tribunal suprême de la Moravie ; ses écrits en langue tchèque sont considérés comme l'une des sources les plus importantes pour l'histoire du droit public de cette province : son style est un modèle de pureté classique et sa correspondance jette un jour intéressant sur mille détails des mœurs et des événements de son temps. En 1608 il fut nommé capitaine (hejtman) (zemsky, Landshauptmann) de la Moravie : lors des conflits de l'empereur Rodolphe et de l'archiduc Mathias, il se prononça

énergiquement pour l'archiduc. Il resta fidèle à Ferdinand II pendant les troubles de Bohême et fut même envoyé à Prague pour négocier avec les Etats du royaume. Pendant sa royauté éphémère, Frédéric le Palatin vint en Moravie et tenta vainement de se concilier Zerotin. Après la soumission de la Bohême, Charles de Zerotin intervint à plusieurs reprises pour assurer à ses compatriotes révoltés la clémence impériale. Il fut mal récompensé de sa fidélité. En 1627 les frères bohêmes furent invités sous peine de bannissement à revenir à l'Eglise romaine. Zerotin se retira à Breslau en Silésie : il mourut en 1636. Le chevalier Pierre de Chlumecky a publié à Brünn, en 1862, un ouvrage étendu, *Karl von Zerotin und seine Zeit* : nous ne l'avons pas sous les yeux. Mais il est évident que la publication de la correspondance originale de Zerotin permettra d'ajouter de nombreux et intéressants détails à la monographie de M. Chlumecky. Les lettres dont nous avons donné la traduction en témoignent suffisamment.



# L'HISTORIEN NATIONAL

## DE LA BOHÊME

---

FRANÇOIS PALACKY.

La Bohême et le monde slave ont fait récemment une grande perte (1). M. François Palacky, l'historien officiel et national du royaume de Saint-Venceslas, le chef incontesté du parti fédéraliste en Autriche, est décédé à Prague le 27 mai dernier. Quatre mois auparavant, la Hongrie avait vu mourir l'illustre patriote François Deak : en deçà comme au delà de la Leitha, la mort de ces deux hommes a laissé un vide profond, un deuil immense ; tous deux ont eu l'honneur de représenter devant l'Europe deux nationalités sympathiques, à l'une des périodes les plus critiques de leur histoire ; ils ont eu avec des mérites égaux des voca-

1. Écrit en 1876.



tions et des destinées différentes. Avant tout, homme d'action et de vie parlementaire, Deak a pu assister au triomphe des idées pour lesquelles il avait lutté pendant tant d'années ; en quittant ce monde, il a laissé sa patrie triomphante, enivrée, trop enivrée peut-être du succès inespéré et presque miraculeux de sa politique. Palacky, moins heureux, n'a pas assez vécu pour assister au triomphe des idées qui lui ont été chères et pour lesquelles il a combattu sans relâche. Savant spéculatif plus encore qu'homme d'action, plus habitué à secouer la poussière des archives qu'à dominer le tumulte des assemblées, il est resté avant tout un érudit et un historien, et c'est sous ce double titre qu'il arrivera à la postérité : longtemps encore après sa mort, ses œuvres continueront cette propagande patriotique dont il fut l'apôtre infatigable. Si le succès n'était dû ici-bas qu'à la pureté des intentions et à la légitimité du droit, personne ne l'aurait mieux mérité que François Palacky ; fidèle à son mot d'ordre, la Bohême régénérée n'a cessé de soutenir la dynastie et la monarchie autrichienne : elle n'a recueilli que cette ingratitude par laquelle Schwarzenberg s'était vanté d'étonner le monde : la Hongrie a, par une formidable révolution, ébranlé jusque dans ses fondements la domination séculaire des Habsbourg ; après avoir détrôné son

roi en 1848, elle l'a couronné en 1867 et lui a fait jurer le serment d'André II ; elle préside aujourd'hui aux destinées de cet empire, où la Bohême déshéritée joue le rôle modeste d'une Cendrillon politique. « Les violents seuls, dit l'Évangile, obtiennent le royaume des cieux. » Palacky ne fut jamais du nombre des violents ; et pourtant ses ennemis ne lui ont épargné ni les injures, ni les calomnies. Même dans un pays étranger aux intérêts qu'il a défendus, ces calomnies ont trouvé plus d'un écho. Initié depuis longtemps à sa vie et à ses travaux, honoré par lui d'une amitié bienveillante et je dirai presque paternelle, je considère comme un devoir de retracer aujourd'hui cette noble existence et de remettre en relief cette grave et modeste figure. Raconter la vie de Palacky, c'est du reste écrire en partie l'histoire de la Bohême et de l'Autriche au XIX<sup>e</sup> siècle.

## I

François Palacky naquit en 1798, dans un petit village de Moravie, à Hodeslavice. Sa famille, le nom l'indique suffisamment, appartenait à la nationalité slave (1). Sur deux millions d'habitants, la

1. La presse française continue d'imprimer, à propos

Moravie compte environ quinze cent mille Tchèques, intimement unis par la langue et l'histoire à leurs congénères de Bohême et aux Slovaques de Hongrie. Les parents de Palacky se rattachaient par leurs origines à la secte des frères bohêmes, connus à l'étranger sous le nom de Frères moraves, secte issue des hussites et qui prétendait conserver les traditions démocratiques et patriarcales de la primitive Église. La Bohême leur a dû, outre les traducteurs de la meilleure Bible nationale, le grand pédagogue du XVII<sup>e</sup> siècle, Komensky (Comenius). M. Guizot, avec lequel Palacky offre plus d'un trait de ressemblance, a raconté que sa grand'mère dut fuir devant les balles des catholiques aux assemblées du désert; les ancêtres de Palacky, persécutés par les jésuites, se réfugiaient dans les bois pour chanter leurs cantiques et lire leurs livres sacrés.

L'édit de tolérance de Joseph II (1781) fit cesser ces terreurs; la libre conscience dut pourtant se renfermer dans les limites des confessions officielles; la secte des frères bohêmes ne fut point admise parmi celles que l'État reconnaissait. Il fallut choisir entre le formulaire helvétique et le formulaire d'Augsbourg. C'est à cette dernière

des choses slaves, les bourdes les plus singulières. Un grand journal de Paris, dans une notice nécrologique affirmait que Palacky n'était pas Slave, il était *Slovaque*

confession que se rattacha le père du futur historien. C'était un maître d'école qui joignait à son modeste salaire le produit d'un petit commerce.

Il inspira de bonne heure à son fils le goût de la lecture et spécialement de la Bible. Notons à ce propos que le protestantisme a donné au pays de Jean Hus trois des principaux restaurateurs de sa nationalité: Paul Schafarik, l'auteur des *Antiquités slaves* ; Kollar, le mystique poète du *Panslavisme*, et l'historien Palacky. La langue tchèque fut, bien entendu, l'idiome dans lequel le jeune Frantisek (François) reçut l'éducation première. Mais, dit un proverbe du pays, Dieu n'abandonne pas le Bohême pourvu qu'il sache un peu d'allemand. Dès 1807, l'enfant était envoyé dans une commune allemande de la Moravie pour y étudier la langue officielle de l'empire. Il alla ensuite continuer ses études classiques aux écoles protestantes de Trenzin et de Pressbourg, en Hongrie. L'enseignement s'y donnait alors dans un latin de cuisine qui ressemblait peu à celui de Cicéron. Rien, dans ces études premières, ne rappelait cette culture allemande par laquelle on a voulu plus tard expliquer le talent littéraire et politique de Palacky. Dans un pays aussi bigarré que l'État austro-hongrois, où quinze nationalités se partagent et au besoin se disputent le sol commun, il n'est pas

toujours facile à un adolescent de déterminer d'avance celle à laquelle il appartiendra. Ce choix si important dans la vie d'un citoyen dépend le plus souvent de circonstances fortuites. Tel, né à Prague, eût été un Slave ardent, qui, élevé à Vienne, est devenu un Allemand convaincu ; tel autre, Viennois d'origine, devient par le hasard de sa destinée un Hongrois fanatique. Par bonheur pour lui et pour le peuple tchèque, Palacky trouva sur le sol même de la Hongrie, à Pressbourg, tout un groupe de patriotes slovaques qui cultivaient avec ardeur la langue et la littérature bohème. Palacky commençait à oublier l'idiome paternel, quand un ami lui communiqua quelques livres qui excitèrent sa curiosité, notamment un exemplaire du *Labyrinthe du monde*, par Komensky (Comenius), et deux articles du philologue Jungmann, sur la langue tchèque. Jungmann, alors professeur au gymnase de Leitmeritz, protestait contre l'oubli où on laissait tomber l'idiome national, et invitait les patriotes à ne point permettre qu'il pérît entièrement. Cet opuscule, que la censure allemande laissa passer parce qu'elle ne le comprenait point, excita le juvénile enthousiasme de Palacky, et il se promit de collaborer, dans la mesure de ses forces, à la restauration de la langue maternelle. Cette restauration, peu de Slaves

osaient alors en espérer le succès ; personne n'en prévoyait les conséquences. Vers le même temps, Palacky, faisait connaissance du jeune Schafarik, le futur auteur des *Antiquités slaves*, qui lui aussi, étudiait avec passion les annales de sa race. Un travail sur la prosodie de la langue tchèque, publié en 1818, à Pressbourg, fut le premier fruit de leurs communes recherches. Schafarik avait alors vingt-trois ans, Palacky vingt. Leur maître, Jungmann, entra dès lors avec eux en correspondance : heureuse et féconde alliance de trois génies qui devaient donner à la patrie tant d'œuvres magistrales de littérature, d'histoire ou d'archéologie.

Le père de Palacky le destinait au ministère évangélique ; un instant les études et les controverses religieuses l'absorbèrent tout entier ; puis la philosophie de Kant l'amena à d'autres recherches ; il ébaucha un traité d'esthétique, dont quelques fragments parurent en langue allemande et en tchèque. Jusqu'à la fin de sa vie, le vénérable historien avait conservé une certaine tendresse pour cet essai qui ne fut pourtant qu'un accident dans sa vie littéraire. Les doctrines qu'il y formulait ont d'ailleurs, pendant toute sa carrière, inspiré sa conduite et guidé sa plume.

« La philosophie, disait-il, est la science de

l'idée ou l'art d'élever la vie humaine vers la divinisation : la divinisation est le but de la vie spirituelle. Le progrès vers la divinité résume toute l'histoire de l'humanité comme celle de l'individu. »

Durant son séjour à Vienne, Palacky eut l'occasion d'étudier dans les collections publiques les documents concernant l'histoire de la Bohême et du hussitisme ; protestant fervent, patriote éclairé, il voyait dans l'époque hussite le point culminant des annales de son pays, et l'un des moments les plus graves de l'évolution religieuse. Il devinait que l'étude du passé est le meilleur moyen de relever un peuple déchu et d'assurer son avenir. Heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire, dit un adage souvent cité. La vérité de cet axiome est contestable. Les peuples sans histoire, — quelle que soit leur vertu, — ne peuvent guère trouver en eux la force morale nécessaire pour résister aux grandes crises de la vie ; ils ne peuvent compter sur le secours des étrangers qui les ignorent, et quand ils succombent, ils périssent d'autant plus misérables que le sentiment de la gloire passée ne peut les soutenir et que personne ne s'intéresse à leur destinée. Jetez les yeux sur la péninsule du Balkan : comparez les conditions présentes des Hellènes à celles des Slaves de Bosnie et d'Herzé-

govine, et demandez-vous ce que le souvenir de Périclès ou de Léonidas a valu de force à Canaris ou à Capo d'Istria. Palacky avait sous les yeux le saisissant exemple de deux nations sœurs : les Tchèques meurtris, écrasés depuis la guerre de Trente ans, ecore vivants néanmoins grâce au souvenir d'Ottokar, de Jean Huss et de Podiebrad; les Slovaques de même langue et de même origine, morcelés dans quelques comitats hongrois et réduits au rôle d'un simple élément ethnographique, dont l'existence même est contestée par leurs dominateurs (1). Ils n'ont pas d'histoire ! Là est le secret de leur misère.

Palacky arriva à Prague au mois de février 1823; il fut introduit dans la société littéraire par Jungmann, dont nous avons déjà mentionné les travaux, et par Dobrowsky, l'auteur des *Institutiones linguæ slavicæ dialecti veteris*. La Bohême était alors au début de cette période de relèvement moral qui devait aboutir à une victorieuse résurrection. L'idiome tchèque, vaincu, comme la nation elle-même à la bataille de la Montagne Blanche (1620), proscrit par les Allemands en haine de la liberté, par les jésuites en haine du hussitisme, chassé de la vie politique et refoulé dans les cam-

1. *Tot ember nem ember*. L'homme slovaque n'est pas un homme, dit un proverbe magyare.



pagnes, commençait à reprendre faveur depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La noblesse bohême s'était remise à le cultiver pour faire pièce à Joseph II, qui méditait d'unifier ses États en les germanisant, et qui, en vrai roi philosophe, insultait leurs plus chers souvenirs. Joseph II avait refusé de se faire couronner roi de Bohême, et il avait transformé l'antique palais royal du Hradschin en caserne d'artillerie.

« L'oppression de cet empereur, dit dans ses mémoires le comte Kaspar Sternberg, avait réveillé le nationalisme qui avait longtemps sommeillé. L'empereur Joseph II, qui voulait tout centraliser, voulait aussi étouffer la langue de Bohême, mais aucun peuple ne se laisse enlever le palladium de sa nationalité. Au couronnement de Léopold comme roi de Bohême en 1791, on entendit tous ceux qui savaient le bohême parler cette langue dans les vestibules du palais. »

Cet idiome, que le peuple n'avait jamais oublié et que la noblesse faisait renaître à la vie politique, allait désormais reconquérir peu à peu le terrain qu'il avait perdu. En 1792, une chaire de tchèque était ouverte dans cette même université de Prague, d'où Jean Hus avait naguère chassé les Allemands, et qu'ils croyaient avoir complètement germanisée. En 1816, le gouvernement ordonnait que les fonc-

tionnaires du royaume devaient désormais posséder l'idiome tchèque dans les pays où le peuple le parle. C'était là un progrès sérieux : cependant les esprits les plus curieux de l'histoire et de la littérature nationales n'osaient guère compter sur l'avenir ; presque tous écrivaient en allemand leurs études sur le passé des Slaves.

« Pendant longtemps, dit Palacky, on vécut dans cette perspective peu consolante qu'il ne fallait pas compter voir refleurir une littérature éteinte depuis deux siècles. On en étudiait les monuments anciens avec amour, mais sans espoir. »

La découverte de manuscrits oubliés, l'influence de la poésie populaire renouvelèrent peu à peu les inspirations de la muse slave ; à partir de l'année 1818, l'archéologie et l'histoire trouvèrent un centre et un point d'appui dans le musée de Prague, récemment fondé sous les auspices des comtes Kolowrat et Sternberg. Ce musée, riche en livres et en manuscrits, groupait dans ses collections presque tous les anciens monuments de l'histoire du pays ; il devait offrir aux historiens une mine de documents inconnus. On venait de l'inaugurer quand Palacky arriva à Prague ; il fut aussitôt présenté chez le comte Sternberg, dont les salons réunissaient l'élite de l'aristocratie et des savants : le comte était lui-même numismate et archéologue

fort distingué ; il apprécia à sa valeur le jeune historien et lui confia quelques travaux généalogiques. Palacky, grâce à la gravité de son caractère et à sa précoce érudition, devint, malgré son extrême jeunesse, le favori de cette noblesse qui apportait aux choses nationales un intérêt plus spéculatif peut-être que patriotique. Cette situation lui permit de protéger contre les défiances d'une police ombrageuse ceux de ses compatriotes qui ne pouvaient comme lui s'abriter à l'ombre d'illustres protections. Le comte François Sternberg l'attacha à sa personne en qualité d'archiviste et lui fit confier, par la Société royale des sciences, le soin de préparer le tome III des *Scriptores rerum bohemicorum*. En même temps il lui ouvrait l'accès d'archives seigneuriales jusqu'alors inexplorées : l'étude des documents concernant l'histoire hussite acheva de déterminer la vocation que Palacky commençait à peine à deviner. L'estime dont il jouissait chez ses nobles protecteurs lui assurait sur eux une autorité qui lui permit de rendre de sérieux services à son pays.

On avait fondé le musée de Prague ; mais cette institution nouvelle n'exerçait qu'une médiocre influence sur le peuple tchèque : le comte Kaspar Sternberg s'étonnait un jour devant Palacky de l'indifférence qui répondait si mal à ses efforts

généreux. Palacky justifiait cette indifférence et s'efforçait d'en trouver les raisons : « La nation, disait-il, ne pouvait s'intéresser à une institution étrangère à sa vie réelle, fondée sous les auspices de la science abstraite, et qu'aucun organe national n'avait encore annoncée ou recommandée. » Les fondateurs du musée devaient, d'après lui, publier une revue qui ferait connaître leur œuvre ; ils devaient faire, dans cette revue, une large part à l'histoire et à la littérature tchèque. Sternberg et le philologue Dobrowsky affirmaient qu'il était trop tard pour songer à ressusciter la nationalité bohême. Le jeune archiviste ne se laissait pas décourager par les arguments de ses contradicteurs : il soutenait vigoureusement sa thèse patriotique, et, portant la guerre dans le camp ennemi, il reprochait à Dobrowsky de n'avoir vu dans les études slaves qu'une matière archéologique, de n'avoir rien publié dans sa langue maternelle, d'avoir trahi les véritables intérêts de son peuple, et il ajoutait dans un élan d'enthousiasme :

« Si nous nous conduisons tous ainsi, sans doute notre peuple périra d'une véritable famine morale : quant à moi, si j'étais né d'une famille de Tsiganes et le dernier de ses descendants, je considérerais comme un devoir de faire tous mes efforts pour que du moins cette famille laissât un hono-

nable souvenir dans les annales de l'humanité. » Nobles paroles, que la carrière de Palacky devait justifier tout entière ; mais, au lieu d'être le dernier descendant d'une race déchue, il devait être le premier ancêtre d'une race régénérée.

La conséquence pratique de l'entretien que nous venons de rapporter fut la fondation de deux revues, publiées toutes deux sous les auspices du musée ; l'une, en allemand (*Monatschrift*), paraissait tous les mois ; l'autre, en tchèque, tous les trois mois (*Casopis ceskeho museum*). La rédaction des deux recueils fut confiée à Palacky ; le succès de l'édition allemande ne répondit pas aux espérances des fondateurs ; malgré la valeur des travaux publiés, malgré les éloges de Goëthe, la *Monatschrift* ne parvint jamais à gagner en Allemagne plus de six abonnés. Au bout de quatre ans, on dut en cesser la publication ; au contraire, la revue tchèque a continué de paraître jusqu'à nos jours : rédigée par une élite de savants et de littérateurs, sa collection constitue un répertoire des plus précieux pour l'histoire de la Bohême, de l'Autriche et des pays slaves.

C'est aujourd'hui, une des plus anciennes revues de l'Europe. Elle a été pendant de longues années le centre principal autour duquel la science et la littérature se sont pour ainsi dire

cristallisées. Palacky eut l'honneur de diriger la *Revue du musée* pendant les dix premières années de son existence ; en 1837, il en transmit la rédaction à son illustre ami et confrère Schafarik. Il lui avait fallu, pendant cette première période, beaucoup de tact et de prudence pour ménager à la fois les susceptibilités de ses protecteurs et celles de la censure.

La direction des deux recueils ne l'avait point détourné de ses études historiques. Dès 1827, le comité permanent de la diète de Bohême, devant sa vocation, l'avait chargé d'un travail qui semblait devoir y répondre : il s'agissait de continuer l'histoire chronologique du royaume de Bohême de l'ex-jésuite Pubiczba. De 1770 à 1801, il avait paru dix volumes in-octavo de cette compilation indigeste, qui s'arrête à la guerre de Trente ans. Elle avait valu à Pubiczka l'honneur d'être nommé historiographe du royaume de Bohême, et elle avait excité les soupçons de Joseph II, hostile à tout ce qui pouvait relever les nationalités dissidentes ; en 1788, il avait même interdit à la diète de publier à ses frais la suite de cet ouvrage. Palacky n'eut pas de peine à démontrer que l'état actuel de la science réclamait autre chose que l'achèvement d'une œuvre médiocre et absolument démodée. Il proposa de reprendre à nouveau

toute l'histoire de la Bohême d'après les sources mêmes. Son programme fut accepté, et, au mois d'avril 1829, la diète prenait une décision tendant à lui confier les fonctions d'historiographe du royaume, avec un traitement de mille florins. Cette décision ne fut pas sanctionnée par le gouvernement; la diète fut simplement autorisée à traiter avec un homme de lettres, qui, sans titre officiel et moyennant un salaire convenu, s'engagerait à écrire l'histoire du royaume. La diète eut beau insister, l'empereur refusa son approbation, sous prétexte que le budget du royaume était en déficit. Le titre d'historiographe ne fut accordé qu'en 1838. Le premier volume de l'histoire parut en 1836, après cinq années de recherches et de voyages à travers la Bohême et les pays voisins. Palacky s'était préparé à la tâche qu'il entreprenait par divers travaux préliminaires; un volume d'études critiques sur les anciens historiens bohêmes (1830), — un tableau général des fonctionnaires et dignitaires du royaume de Bohême, publié en 1832. Ses recherches historiques lui laissaient cependant du loisir pour toutes les entreprises qui pouvaient servir au progrès intellectuel de la nation tchèque. Ainsi il fondait la *Matice Czeska*, société pour la publication de livres scientifiques, qui complétait l'œuvre inaugurée par la

fondation de la *Revue du musée*; il rédigeait le plan d'une Encyclopédie en langue tchèque, pour laquelle il s'occupait de rassembler des collaborateurs. Cette publication, alors prématurée, a été depuis reprise et menée à bonne fin par M. Rieger. Ce ne fut pas chose facile que de créer la *Matice* : la presse était alors soumise à la censure, et la censure systématiquement hostile à tout ce qui pouvait développer les éléments non allemands ; la police prétendait traiter en société secrète une association de librairie. On réussit cependant : parmi les livres publiés aux frais de la *Matice*, il suffit de rappeler le *Dictionnaire* de Jungmann et les *Antiquités slaves* de Schafarik. Le capital de la *Matice* dépasse aujourd'hui 100,000 florins. C'est elle qui publie la *Revue du musée* de Prague. Nous venons de nommer Schafarik ; l'illustre archéologue avait commencé sa carrière littéraire à Novi-Sad, chez les Serbes de Hongrie, où il vivait assez misérablement ; un moment il conçut l'idée d'aller chercher en Russie la fortune que l'Autriche lui refusait ; il était slave et protestant, double crime aux yeux de l'administration. Palacky le décida à se fixer à Prague et obtint pour lui, de quelques Mécènes patriotes, une pension modeste qui lui permit de rester dans sa patrie et de continuer les travaux auxquels son nom est resté



attaché. Il réussit également à fixer à Prague le poète Czelakovsky, qui devait rajeunir la muse nationale.

On peut s'étonner qu'avec le patriotisme tchèque dont il a donné tant de preuves, Palacky ait publié en allemand les premiers volumes de son histoire. A l'époque où cette œuvre fut commencée, le tchèque n'était pas encore redevenu la langue officielle du royaume ; la diète, aux frais de qui l'ouvrage était publié, délibérait en allemand ; il ne fallut pas moins que la révolution de 1848 pour introduire l'idiome national dans la vie politique. Palacky avait d'ailleurs assez à lutter contre la censure ; les manuscrits devaient être envoyés à Vienne. Or, Vienne ne pouvait s'entendre avec Prague, et comme le dit Palacky, les vues provinciales ne pouvaient évidemment concorder avec celles de la capitale. La censure supprimait impitoyablement tout ce qui lui était désagréable, et prétendait même imposer ses appréciations. Par exemple, dans un portrait de Jean Hus, le censeur obligeait l'historien à noter parmi les traits caractéristiques du grand réformateur : « l'entêtement, l'opiniâtreté indomptable, la manie d'avoir raison ». On supprimait le tableau malheureusement trop véridique de la corruption qui, au début du xv<sup>e</sup> siècle, avait envahi la hiérarchie ecclésiastique ;

d'où il suivait que le hussitisme était un simple accident historique, un effet sans cause. « L'entêtement » de Jean Hus suffisait à tout expliquer. Ce fut bien pire quand Palacky adressa à Vienne le cahier où il racontait l'histoire du concile de Constance et des événements survenus jusqu'à la mort du roi Venceslas (1414-1419). Le censeur, un théologien catholique, l'abbé Schreiner, demanda tout simplement la suppression du manuscrit. L'affaire alla jusqu'à Metternich, qui se montra plus raisonnable ; il déclara qu'il suffisait de supprimer les réflexions désagréables, mais que les faits devaient être respectés. Palacky a conservé et publié dans un de ses ouvrages les observations, les notes qui lui étaient transmises par le censeur : il lui reprochait par exemple, d'avoir représenté Jean Hus comme « la victime d'un parti », comme un « martyr », d'avoir fait remarquer que l'on n'avait pas fait comparaître au procès les témoins à décharge, d'avoir loué le courage de l'hérésiarque, courage qui n'est aux yeux de l'Église que l'impudence résultant d'un profond aveuglement, — d'avoir dit que le supplice de Jean Hus a fait perdre à l'Église son autorité sur le peuple, etc. Palacky essaya de répliquer modestement et avec douceur, ainsi qu'il convient dans un temps d'absolutisme. Sa polémique avec la censure lui valut,

de la part de la police impériale, une réprimande assez verte et telle qu'en pourrait attendre un collègien mal élevé. Il dut céder et publier à Leipzig un travail trop libéral pour l'Autriche sur les précurseurs de Jean Hus. Cependant la faveur du public et des savants récompensait le long labeur de l'historien. En 1847, l'empereur Ferdinand le nommait membre de l'académie qu'il venait de créer à Vienne. La noblesse de Bohême consultait sur toutes les questions du droit public celui qui avait incarné en lui le passé [du pays. L'année fatale (1848) approchait : un souffle de libéralisme agitait les esprits ; la diète de Bohême frémissait et se réclamait de ses anciens privilèges ; plusieurs de ses membres prièrent Palacky de leur résumer, dans une série de conférences, l'ancien droit public du royaume fondé sur les contrats du souverain et des États. L'historien se fit professeur, et l'on put voir, aux leçons qu'il donnait chez le prince Charles Schwarzenberg, les descendants des plus illustres familles apprendre leurs droits politiques auprès du fils du pauvre instituteur de Moravie. Ces leçons ne furent pas sans influence sur les délibérations de la diète, et Palacky se trouva jouer un rôle prépondérant avant même que les événements lui eussent assigné la place qui lui appartenait dans la direction générale de

son pays. L'année 1848 l'arracha brusquement aux spéculations scientifiques et le jeta dans la vie active.

## II.

Le contre-coup des événements de Paris se fit immédiatement sentir dans tout l'empire d'Autriche. Le terrain était depuis longtemps préparé pour une révolution. En Hongrie, Kossuth, en Bohême, l'ingénieux et ardent Havliczek, avaient créé le journalisme politique ; à Prague, comme à Pesth, le peuple avait conscience de ses droits. L'empereur Ferdinand crut conjurer le danger en accordant *proprio motu* une constitution. Ce fut Palacky qu'on chargea d'exposer à la nation tchèque les avantages du nouveau régime. Il le fit en termes graves, mesurés, fort éloignés de cette phraséologie révolutionnaire qui répugnait à son esprit lucide et tempéré. Ami sincère de la liberté, patriote réfléchi, il ne pensait pas que la Bohême pût vivre en dehors de l'État autrichien et s'émanciper de la monarchie héréditaire : dans le conflit des races qui se disputent cet empire, il n'admettait pas qu'une seule entendît s'imposer aux autres au nom de la force ou d'une prétendue supériorité

ethnique. Dès le 20 mars, de concert avec son ami le poète allemand Ebert, il convoquait les écrivains des deux nationalités qui se partagent la Bohême; les publicistes tchèques et allemands s'engageaient à faire tous leurs efforts pour maintenir l'union entre les deux nationalités et établir des relations constitutionnelles entre la couronne de Bohême et la dynastie. Mais l'ancienne Autriche s'effondrait de toutes parts: les Hongrois réclamaient l'indépendance de leur royaume avec et au besoin sans la dynastie; les Italiens voulaient l'Italie une et libre; les Allemands rêvaient la reconstitution de l'empire germanique avec Francfort pour capitale; la démagogie se déchaînait à Vienne avec toutes ses revendications. Les prétentions de la Bohême étaient plus modestes: l'égalité des deux langues, le pouvoir législatif rendu à la diète, l'union de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie d'après le droit historique, un lieutenant royal à Prague, l'abolition de certains privilèges nobiliaires, la tolérance religieuse: voilà ce que réclamaient les pétitions adressées à l'empereur. Par un manifeste daté du 8 avril, Ferdinand accorda en principe tout ce qu'on lui demandait: il s'engageait à convoquer au plus tôt à Prague une diète constituante. En attendant la réunion de la diète, un comité national s'établit à Prague; les deux

nations y étaient représentées par des délégués. Ce comité étudiait toutes les questions politiques qui devaient être soumises à la diète ; Palacky en fut un des membres les plus actifs. Une circonstance imprévue lui donna l'occasion d'accentuer nettement son rôle de chef national.

La Bohême avait été, depuis le traité de Vienne, — bien que non allemande par la majorité de ses habitants, — englobée dans la confédération germanique. Le royaume de Saint-Venceslas appartenait à la fois à l'Allemagne et à l'État autrichien. A cette époque de fermentation universelle, tandis que les nations et les individus s'agitaient pour conquérir des droits légitimes ou imaginaires, l'Allemagne, elle aussi, cherchait une forme nouvelle de vie politique. Les patriotes demandaient qu'on réunit à Francfort un parlement où les délégués des peuples traiteraient directement leurs intérêts ; un comité de cinquante membres s'était constitué dans cette ville pour accélérer la convocation du parlement. A tort ou à raison, ce comité s'imaginait que la majorité de la nation bohême s'intéressait à l'Allemagne et qu'elle devait être représentée dans la future assemblée. Le président du comité écrivit à Palacky pour l'inviter à venir en partager les travaux. La réponse de l'historien tchèque ne fut pas celle qu'on attendait. Il remer-

ciait les Allemands de l'honneur qu'ils lui faisaient, mais il déclinait leur invitation dans un langage tout à fait imprévu.

« Le but déclaré de votre réunion, disait-il dans sa lettre, est de substituer la fédération des peuples à l'ancienne fédération des princes, d'amener la nation allemande à la véritable unité, de renforcer le sentiment national allemand, d'assurer au dedans et au dehors la grandeur de l'Allemagne. J'honore ces efforts et les sentiments qui les inspirent, mais par cela même je ne puis m'y associer. *Je ne suis pas Allemand*, ou du moins je n'ai pas la conscience de l'être et certainement vous ne m'avez pas appelé auprès de vous pour remplir le rôle d'un comparse sans opinion et sans volonté. Je devrais ou nier mes sentiments et jouer la comédie, ou vous faire une opposition déclarée. J'ai trop de franchise pour le premier rôle, trop peu d'impudence (1) pour le second. Je ne puis me résoudre à troubler par des paroles discordantes l'entente et la concorde que je désire voir régner non-seulement chez nous, mais encore chez nos voisins.

« *Je suis Tchèque*, d'origine slave, et le peu que je vauz est tout entier au service de ma nation; cette nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité histo-

1. Nicht dreist genug.

rique ; ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme allemand... D'autre part, vous voulez affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme État indépendant ; or, le maintien, l'intégrité, le développement de l'Autriche sont d'une haute importance, non-seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité et la civilisation elle-même. »

Et Palacky démontrait que l'Autriche faisait obstacle à la monarchie universelle rêvée par la Russie, monarchie dont il ne pouvait, quoique Slave, désirer l'établissement... « Si l'État autrichien n'existait pas, ajoutait-il, il faudrait l'inventer dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité. » Palacky a plus tard modifié ses opinions sur le compte de la Russie et de l'État autrichien ; ses convictions sur la situation respective de l'Allemagne et de la Bohême n'ont jamais changé.

Cette lettre eut un immense retentissement : pour la première fois depuis 1815, dans un document auquel les circonstances prêtaient un caractère international et presque diplomatique, la Bohême par la voix de son plus illustre représentant affirmait son indépendance et rompait solennellement avec cette Allemagne où on l'avait incor-



porée malgré elle. D'autre part, en face de l'idée révolutionnaire, l'idée de l'État autrichien se trouvait affirmée avec une netteté absolue. La lettre de Palacky fut tirée et vendue à plus de cent mille exemplaires ; le Ban croate Jellacich marchant contre les Hongrois révoltés fit écrire sur ses drapeaux le mot désormais célèbre : Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Les Allemands accueillirent avec une colère peu déguisée le manifeste de Palacky. Le retentissement de cette lettre, le rôle important que son auteur jouait dans le comité national, attirèrent sur lui l'attention du gouvernement de Vienne. Le 8 mai, il était appelé par un télégramme dans la capitale de l'empire, et le chef du cabinet, M. Pillersdorf, lui annonçait que l'empereur lui confiait le ministère de l'instruction publique : le souverain désirait que la race slave fût représentée dans son conseil. Mais Palacky était loin d'être d'accord avec Pillersdorf sur toutes les questions capitales de la politique intérieure et étrangère ; il n'admettait pas que l'Autriche persistât à chercher son centre de gravité en Allemagne et à envoyer des députés à Francfort. Il exposa loyalement ses idées et refusa le portefeuille qu'on lui offrait ; il le refusa encore cinq mois plus tard quand l'empereur insista de nouveau pour le lui faire accepter. Pillersdorf

accueillit presque avec joie la retraite de Palacky : les Teutons de Vienne et les Magyares qu'épouvante jusqu'au spectre du slavisme avaient appris avec dépit la nomination de Palacky : on parlait de barricades ; un boucher de Vienne s'était engagé à tuer le ministre tchèque à la première occasion. Quelques jours après éclataient dans la capitale des désordres qui décidaient l'empereur à quitter Vienne pour se retirer à Inspruck. Palacky, de retour à Prague, ne cessa de recommander à ses concitoyens la modération, qui seule, d'après lui, pouvait assurer la victoire définitive de la Bohême. Il fit partie du gouvernement provisoire qu'on tentait d'organiser à Prague en face de la révolution viennoise.

Cependant la situation des Slaves d'Autriche devenait fort critique : d'une part la grande Allemagne, de l'autre la nouvelle Hongrie menaçaient de les absorber complètement. Ils ne pouvaient trouver leur salut qu'en réunissant toutes leurs forces contre leurs ennemis. Dès le mois d'avril, Scharfarik avait rencontré à Vienne le fameux Ban des Croates, Jellacich : ils avaient reconnu la nécessité de sauver l'Autriche par l'union des Slaves groupés autour de la monarchie. Les journaux d'Agram avaient mis en avant l'idée d'un congrès slave. Un comité se réunit à Prague et invita les

Slaves d'Autriche à envoyer leurs délégués dans cette capitale pour le 31 mai.

« Frères, — disait la proclamation signée entre autres par Schafarik, Mathias Thun, Rieger, Miklosich, Lubomirski, — qui n'envisage avec tristesse le passé de notre race ? Qui ne sait que nos souffrances ont été surtout le fruit de l'ignorance où nous sommes restés les uns des autres, de notre morcellement, de nos divisions ? Après tant de siècles de misères, nous sommes revenus à la conscience de notre unité, de notre solidarité. »

Le programme du congrès ne se limitait pas aux seuls intérêts des Slaves d'Autriche : il embrassait ceux de la race slave tout entière. Il demandait la réconciliation des Russes et des Polonais, l'émancipation des Slaves soumis au joug musulman ou germanisés par la Prusse. Parmi les questions pratiques touchant l'État autrichien figuraient les deux suivantes : A quelles conditions peut-on organiser l'Autriche en un État fédératif ? Les décisions du congrès allemand de Francfort peuvent-elles faire loi pour les contrées slaves de l'Autriche ? A la fin du mois de mai les délégués arrivèrent à Prague. Les Croates et les Serbes en avaient envoyé 45, les Polonais et les Ruthènes 61. Les Tchèques, les Moraves et les Slovaques étaient représentés par plus de 237 membres. Parmi les non-autrichiens figu-

raient le Russe Bakounine et le Polonais Libelt. Le congrès se divisa en trois sections : Tchèque-slovaque, polono-russe, et sud-slave. Palacky en fut nommé président général. Il souhaita la bienvenue aux représentants des peuples slaves au nom des sentiments de liberté et de concorde qui les avaient réunis :

« La liberté dont nous jouissons en ce moment, disait-il, n'est point parmi nous un hôte nouveau ni inconnu. Ce n'est pas une plante exotique : c'est un arbre poussé sur notre sol ; c'est l'antique héritage de nos ancêtres. Les anciens Slaves, égaux entre eux devant la loi, n'ont jamais souhaité de dominer sur les autres peuples ; bien différents en cela de ceux de nos voisins qui ne comprennent pas la liberté sans la domination. Apprenons-leur comment on doit respecter l'égalité entre les nations. Le but essentiel de notre congrès, c'est de rappeler au monde troublé ce principe naïf mais éternel : Ne fais à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même. Là est la source divine de tout droit et de toute justice. Un grand peuple comme le nôtre n'aurait pas perdu sa primitive indépendance s'il ne s'était divisé, si ses membres n'étaient devenus étrangers les uns aux autres, si chacun d'entre eux n'avait suivi une politique différente ; ces malheurs étaient nécessaires pour qu'ins-

truits par une expérience séculaire nous eussions enfin conscience de nos besoins véritables. Pour moi, qui connais les anciennes misères de notre race, qui envisage d'un œil assuré les grandes destinées de mon peuple bien-aimé, je puis m'écrier avec Siméon : Seigneur, tu peux maintenant congédier ton serviteur, car mes yeux ont vu le salut. »

Les premiers actes du congrès semblèrent justifier cet enthousiasme. Sur la proposition du Polonais Libelt, on décida de publier un manifeste aux peuples européens pour leur expliquer la raison d'être et les principes du congrès. Le manifeste fut rédigé par le Tchèque Zach (1), par le Polonais Libelt et par le Russe Bakounine, qui devait bientôt se jeter dans la haute fantaisie révolutionnaire. Palacky prit part lui aussi à la rédaction de ce document ; il n'a recueilli dans ses œuvres complètes que les pages qui sont sorties de sa plume. Dans ce manifeste, comme dans son discours d'ouverture du congrès, il signalait le contraste qui a toujours existé entre le génie pacifique des Slaves et les instincts conquérants des Germains et des Romains.

« Les Slaves, disait-il, ont d'autant plus aimé la liberté qu'ils avaient moins le goût de la domina-

1. Aujourd'hui général au service de la Serbie.

tion. Chez eux la passion de l'indépendance a toujours empêché la formation d'un pouvoir central supérieur. Chaque tribu a tour à tour succombé. Une politique jugée depuis longtemps a privé les Polonais de leur indépendance ; le monde slave tout entier est tombé dans l'esclavage ; nos ennemis ont été jusqu'à prétendre que nous sommes incapables d'être libres. Ce préjugé finira par disparaître devant la parole du Seigneur qui parle au cœur de chacun à travers les révolutions de ce temps. L'esprit a remporté la victoire : l'enchantement de l'ancienne malédiction est rompu ; l'édifice qu'ont bâti la force et la ruse s'écroule devant nous, une vie nouvelle circule et engendre de nouveaux mondes ; la parole libre, l'action libre sont enfin une vérité... Nous Slaves nous repoussons toute domination qui ne s'appuie que sur la force ; nous repoussons tous les privilèges, toutes les distinctions politiques de castes ; nous demandons l'égalité des droits et des devoirs pour tous ; là où parmi des millions il naît un seul esclave, on ne sait pas encore ce qu'est la vraie liberté. Mais ce n'est pas seulement pour les individus que nous réclamons. Le droit naturel des nations ne nous est pas moins sacré que celui de l'homme ; sans doute l'Histoire constate chez certains peuples un développement plus parfait que chez les autres,

mais elle constate aussi que chez les autres la faculté de se développer n'est pas sans limites. La nature ne connaît ni peuples nobles, ni peuples roturiers ; elle n'a appelé aucun d'entre eux à la domination sur les autres ; elle n'a destiné aucun peuple à servir d'instrument aux vues de son voisin ; toutes les nations ont un droit égal à parvenir au plus haut degré de l'humanité ; c'est là une loi divine qu'aucun peuple ne peut transgresser sans s'exposer à un châtement. »

Passant des considérations théoriques à leur réalisation pratique dans la vie de l'État autrichien, Palacky ajoutait :

« Convaincus que le puissant courant de notre époque réclame de nouvelles créations politiques, convaincus que notre État doit se transformer sur des bases nouvelles, nous avons proposé à l'empereur d'Autriche, notre souverain constitutionnel, de transformer son État en une association de peuples égaux, de façon à concilier les besoins particuliers de ces peuples avec l'unité de l'empire. Nous sommes résolus à assurer à notre nationalité la pleine reconnaissance des droits dont jouissent le peuple allemand et le peuple magyare. »

La pétition à laquelle il est fait allusion ici n'eut pas le temps d'arriver à son adresse. Des désordres

éclatèrent à Prague : quelques jeunes exaltés y avaient organisé un semblant de révolution ; la ville fut bombardée par Windischgrätz et le congrès slave dispersé sans avoir achevé son œuvre. Palacky en ces tristes journées essaya en vain de calmer les passions déchaînées. Il a toujours été convaincu que les troubles avaient été fomentés par des agents provocateurs hongrois ; personne plus que les Magyares n'avait intérêt à faire échouer le congrès slave. Les ennemis de la Bohême eurent désormais beau jeu à la représenter comme un foyer de passions révolutionnaires. La diète qui devait siéger à Prague ne fut point réunie ; le centre politique de la Bohême se trouva rapporté à Vienne : l'assemblée constituante ouvrit ses séances dans cette ville le 22 juillet 1848.

Elu dans six collèges, Palacky fut immédiatement nommé membre de la commission d'organisation. Il élaborâ pour cette commission un projet de constitution intéressant à rappeler aujourd'hui. C'est le premier document parlementaire où les idées fédéralistes aient été formulées. Laissant en dehors de son programme la Hongrie alors en révolution, Palacky acceptait, comme plus tard M. de Beust, la division de l'empire en deux moitiés ; mais au lieu de soumettre dans chacune d'elles



les différents peuples à l'hégémonie d'un seul, il partageait la Cisleithanie actuelle en quatre groupes : 1° Polonais (Galicie, Bukovine) ; 2° Bohême (Bohême, Moravie, Silésie) ; 3° Allemand-autrichien (Autriche, Salzbourg, Tyrol, Vorarlberg, Styrie) ; 4° Illyrien (Carinthie, Carniole, littoral dalmate). Dans ce système, les trois groupes slaves nettement délimités n'avaient rien à redouter du groupe germanique. Palacky n'admettait pour les affaires communes que quatre ministères, ceux des affaires étrangères, de la guerre, des finances, du commerce et des travaux publics. A la tête de chaque groupe il plaçait suivant son importance un vice-roi ou un ministre assisté de conseillers spéciaux pour la justice, l'instruction, les cultes, et les finances. Il admettait un Reichstag central siégeant à Vienne et formé par les délégués des diètes provinciales. Mais la commission constitutionnelle dont Palacky faisait partie était combinée de façon à paralyser les plans des fédéralistes. Dix provinces inégales en grandeur (par exemple la Bohême et Salzbourg) étaient représentées chacune par trois membres. La Bohême et la Galicie qui formaient dans la diète la majorité absolue n'avaient qu'un tiers des voix dans la commission. Les Allemands prévalaient et ne pouvaient manquer de soutenir le système centraliste qui leur assure

la prépondérance. Palacky sortit le cœur navré de cette réunion où il était entré avec plus de bonne foi encore que d'illusions. Renonçant au travail silencieux des bureaux, il espérait exercer sur la diète une influence plus heureuse et grouper autour de lui cette majorité qui lui échappait dans l'ingénieux arrangement des commissions. Il prit en effet la parole dans la séance du 23 février 1849. Le ministère, tout en prétendant organiser une Autriche constitutionnelle, n'osait pas affranchir l'État des liens qui l'attachaient à la grande Allemagne. Il autorisait certaines provinces à élire des députés au congrès de Francfort, — à ce même congrès auquel Palacky avait si loyalement refusé sa coopération. Des provinces slaves, comme la Bohême et la Moravie, étaient menacées de se voir représentées à Francfort par des délégués de rencontre nommés par des minorités allemandes, et dont toute la politique aurait pour but de mieux river les Slaves à l'esclavage germanique. Palacky interpella le ministère sur les élections au parlement de Francfort et sur les rapports que l'on prétendait établir entre l'Autriche et l'Allemagne.

« L'union politique, la fusion de l'Autriche avec l'Allemagne, disait Palacky, n'entraîne rien moins que la dissolution morale, l'anéantissement de ces deux États, chacun d'entre eux étant destiné à

miner les bases politiques de l'autre. L'idée sur laquelle l'État autrichien peut s'affermir et s'étendre, c'est l'égalité (Gleichberechtigung) de tous les peuples réunis depuis des siècles sous le sceptre de l'empereur. La suprématie exclusive d'une seule nation ne pourrait à la longue que disloquer l'État autrichien. Or le futur État allemand se base exclusivement sur la nationalité allemande ; il se propose de la maintenir, de l'unifier, de la fortifier de la rendre aussi puissante que possible au dedans et au dehors. Supposons que l'Allemagne et l'Autriche s'unissent : d'une part les efforts des Allemands sont paralysés par le contre-poids de trente millions de non-Allemands (1). D'autre part le dogme de l'égalité des peuples se trouve réduit à l'État de simple formule. L'Allemand peut bien se trouver chez lui en Autriche ; le Slave ou le Magyare ne se trouve pas chez lui en Allemagne ; il est fatalement destiné à y jouer le rôle de bâtard.

« Je sais bien que l'Autriche a intérêt à conserver son ancienne influence sur l'Allemagne et qu'elle ne doit pas la sacrifier à la légère. Mais le temps où l'influence s'exerçait par la force seule est désormais passé ; l'action politique et morale

1. L'Autriche avait encore ses possessions en Italie.

de l'Autriche sur l'Allemagne sera d'autant mieux assurée par une alliance internationale que notre cabinet mettra moins d'obstacles aux efforts des Allemands pour se réorganiser.

« Si notre gouvernement se rend aux vœux de quelques Allemands autrichiens qui entendent prendre part à la réédification de l'Allemagne, de quel droit pourrait-il empêcher nos compatriotes italiens d'envoyer leurs députés à une constituante italienne, lui qui prétend condamner les tendances des Polonais à restaurer leur patrie ? »

Il n'était pas facile de répondre à un pareil langage. En effet, le gouvernement le laissa sans réponse. C'est le 23 février que M. Palacky adressait au ministère ces questions indiscretes. Quinze jours après, la diète était dissoute. L'empereur octroyait *proprio motu* une constitution destinée à vivre peu. Palacky en rendant compte à ses électeurs de son mandat reprit et développa de nouveau ces principes fédéralistes qu'il n'avait pu faire triompher, il exposa et commenta dans la *Gazette nationale* de Prague le projet de constitution que nous avons analysé plus haut ; mais le temps n'était plus aux manifestations libérales. Prague était en état de siège ; menacé de se voir traduit devant un conseil de guerre, placé sous la surveillance d'une police ombrageuse, Palacky dut, par

égard pour la santé délicate de sa femme, renoncer aux luttes politiques. Il revint à ses travaux historiques.

### III

L'histoire de Bohême de Palacky a été l'œuvre principale de sa vie ; nous avons dit plus haut dans quelles circonstances elle avait commencé et contre quels obstacles l'auteur avait dû lutter. Palacky a lui-même raconté dans un opuscule spécial les déboires de sa carrière d'historiographe. Au moment de la révolution de 1848 il était arrivé à la période hussite. Jusque-là son ouvrage avait été écrit en langue allemande, et malgré le *slavisme* de l'auteur, les Allemands le revendiquaient volontiers pour leur littérature : c'est ainsi que le Tchèque Jean Hus et le Polonais Kopernik figurent à la Walhalla de Ratisbonne. La lettre au comité de Francfort excita les plus vives colères dans la presse allemande. Aussi dès qu'il reprit ses travaux historiques, Palacky se résolut, ainsi qu'il l'a dit lui-même, à s'effacer du nombre des historiens allemands, et à continuer son histoire en langue tchèque. Mais son livre était une publication officielle faite aux frais du pays ; il dut

demander au comité permanent de la diète l'autorisation de continuer son travail dans un nouvel idiome. La négociation fut délicate ; le comité refusa d'abord l'autorisation demandée (30 décembre 1850). Palacky alléguait d'abord qu'étant devenu désagréable aux Allemands, son ouvrage n'avait plus d'intérêt pour eux. Cet argument tout personnel restait sans effet. Il fallait recourir à des considérations d'un ordre plus élevé.

« La littérature bohême, écrivait-il au comité, a pris de notre temps un large développement : le principe de l'égalité des langues a été proclamé. Je suis trop bon patriote pour douter un instant que la diète puisse contester ce principe d'égalité qui seul peut assurer la constitution définitive de la nouvelle Autriche. — D'ailleurs, ajoutait-il, à partir de la période hussite, les documents en langue tchèque se multiplient et leur reproduction ne peut donner à mon ouvrage que plus de vie, de propriété et d'énergie. Des Allemands de distinction ont fait remarquer à propos de mon livre que du moment où on écrit l'histoire de Bohême au point de vue anti-allemand, il vaut mieux l'écrire en langue tchèque. »

Le comité permanent finit par céder, à condition toutefois que les deux éditions paraîtraient concurremment et que M. Palacky n'annoncerait pas

au public la résolution qu'il avait prise. Il se hâta de publier l'histoire des hussites pendant la période de liberté relative de 1849 et 1850. Il redoutait le retour possible de la censure et se pressait de le devancer.

L'histoire de Bohême dans l'une ou l'autre langue comprend dix volumes in-8. Ce travail si considérable n'occupe qu'un espace de dix siècles, depuis les origines légendaires de la Bohême slave jusqu'à la bataille de Mohacz (1526). M. Palacky n'a pas voulu pousser plus loin, soit qu'il supposât que cette tâche suffisait à une vie humaine, soit peut-être que les destinées de son pays lui parussent trop difficiles à raconter sous la domination de la dynastie autrichienne. Même dans l'encyclopédie publiée par son gendre, M. Rieger, il n'a voulu écrire l'article *Bohême* que jusqu'à cette date fatale de 1526.

On s'étonnera peut-être au premier abord que l'histoire d'un pays aussi petit puisse occuper tant d'espace. Il suffit de jeter un coup d'œil même rapide sur ces dix volumes pour reconnaître que l'auteur n'a exagéré ni la longueur du récit, ni l'importance des événements. La Bohême, par sa seule conformation géographique, semble appelée à jouer dans l'Histoire le rôle d'une puissante individualité. Comme la France, comme l'Italie, elle

frappe tout d'abord l'œil par la régularité de sa forme et la netteté de ses contours. Le peuple qui l'a colonisée semble avoir emprunté quelques traits à l'âpreté de ses montagnes et à la profondeur de ses forêts : la destinée l'a jeté à l'avant-garde du monde slave pour le protéger contre l'ambition germanique, et pour lui transmettre en se les assimilant les idées et les formes de la civilisation occidentale. La lutte du slavisme contre le germanisme en Bohême constitue un des phénomènes les plus intéressants de l'Histoire. A partir du quinzième siècle, cette lutte se double d'un conflit religieux : la Bohême est avant l'Allemagne, avant la France, le champ de bataille de la Réforme. Au milieu de ce double conflit apparaissent des figures tour à tour mythologiques et chrétiennes, légendaires ou chevaleresques : la sage Liboucha et son époux le laboureur Premysl ; les apôtres Cyrille et Méthode ; sainte Ludmila et saint Adalbert, le martyr de son zèle évangélique ; Premysl Ottokar, le roi conquérant, l'adversaire un instant heureux du premier Habsbourg ; Jean de Luxembourg, l'aventureux allié de la France à Crécy ; Charles IV, le fondateur de l'université de Prague, la première en Europe après celle de Paris ; puis Jean Hus, Jérôme de Prague et les héros de ces luttes gigantesques où la Bohême tint en échec l'empire et la



papauté ; Jean Ziska, Procope le Chauve, Georges de Podiebrad, le roi gentilhomme, le plus grand génie politique du quinzième siècle.

Prêtres et soldats, mœurs et batailles, querelles religieuses et négociations diplomatiques : tout le passé de la Bohême avec ses grandeurs et ses misères, revivait tour à tour sous le pinceau ferme et coloré de l'historien national. Grâce à des voyages incessants, à des fouilles persévérantes dans les archives locales et étrangères, il jetait sur les hommes et sur les faits cette lumière inattendue qui jaillit de l'étude des documents inédits. Non content d'avoir résumé dans son histoire les résultats de ses découvertes, il les développait dans des publications spéciales qui en forment le complément naturel. Dès 1829, il avait publié un volume sur les anciens annalistes tchèques. A partir de 1840, il éditait les *Archives bohêmes* (Archiv cesky), les *Anciens documents de la langue tchèque* (en collaboration avec Schafarik). Plus tard il faisait paraître dans les publications de l'académie de Vienne toute une série de documents concernant le concile de Bâle. En 1869, il complétait ses travaux sur le hussitisme par une monumentale publication : *Documenta magistri Johannis Hus vitam... doctrinam illustrantia*. Il se glorifiait non sans raison d'avoir le premier édité, bien lu ou rétabli la

plupart de ces textes. Cette publication arrivait d'autant mieux à propos qu'un historien ultramontain et ultra-allemand, M. Constantin Hœfler, venait de lancer contre le hussitisme une série de pamphlets, présentés faussement au public comme des livres scientifiques. Il trouva dans Palacky un rude adversaire (1). Il n'est pas toujours facile de démontrer à un historien que son point de vue est inexact, et qu'il fait œuvre de passion, de rancune, ou de mauvaise foi. Mais quand cet historien s'avise de publier des textes, il ne lui est pas permis de les mal lire et d'imprimer par exemple *papam* pour *populum* ou *erroneum* au lieu de *verum*. M. Palacky dans une brochure de polémique scientifique relevait impitoyablement toutes les bévues de son adversaire, dont les distractions lui laissaient vraiment trop beau jeu. Le détail de cette querelle n'intéresse que les gens du métier et ce n'est pas ici le lieu d'y insister. Mais Palacky ne bornait pas la controverse à une simple dispute de mots. Dans un chapitre spécial sur l'histoire comparée des Allemands et des Slaves, il élevait le débat à une hauteur inattendue, et formulait en des pages magistrales le résultat général de ses études et de l'expérience qu'il avait acquise dans la vie politique :

1 Voir la brochure : Die Geschichte des Hussitenthums und Professor Constantin Hœfler.

le passage a eu en Allemagne un grand retentissement. Il ne sera pas sans intérêt de le rappeler ici, en faisant remarquer qu'il a été imprimé en 1868.

« On a jusqu'ici, dit Palacky, proposé beaucoup de théories diverses sur les peuples chasseurs, nomades et agriculteurs. Mais à mon sens on n'a pas accordé assez d'attention à cette question : Quelle idée chaque peuple, lors de son apparition dans l'Histoire, se faisait-il des fondements de la société humaine, du droit et de la propriété, et comment l'a-t-il mise en pratique ? Chez certains peuples, c'est essentiellement le droit de la force qui constituait la propriété et la créait à sa volonté ; chez d'autres, une convention volontaire sanctionnée par le sentiment d'une commune solidarité... Ainsi, d'une part, des peuples guerriers et conquérants ; de l'autre, des peuples pacifiques et industriels ; mais qu'est-ce que la conquête, sinon un vol accompli sur une grande échelle, et impuni par suite du développement de force qui l'accompagne ? Comme peuples conquérants et primitivement peuples brigands (Ræubervolker), l'Histoire signale les anciens Romains, les Allemands, les Huns, les Avars, les Mongols et les Tartares, les Turcs et les Magyars. Comme peuples non conquérants, elle signale les Juifs, les Grecs, et surtout les Slaves.

« Ici, il faut avant tout se rendre compte de la différence des idées que ces peuples se faisaient du droit et de la justice. Chez tous les peuples conquérants, la force était la source originelle de tout droit ; le vainqueur faisait la loi à son gré : chez les autres, la loi était le produit de la volonté collective. Là régnait le droit positif, ici le droit naturel. Le vrai type du droit positif a été plus tard le droit romain, que Tocqueville appelle non sans raison un droit d'oppression au point de vue politique. Qu'était-ce primitivement que le féodalisme allemand, sinon un contrat d'assurance par lequel on se garantissait mutuellement la possession du bien volé ?

« On peut se dispenser d'examiner ici le développement de la théorie du droit chez les Grecs et les Hébreux ; mais il faut remarquer que si la civilisation de ces deux peuples s'implanta chez les Grecs et les Romains, le principe du droit romain conserva cependant la suprématie, et ne céda ni devant la doctrine chrétienne, ni devant la philosophie grecque. Le droit du plus fort devint un dogme auquel l'Église se prêta, bien qu'elle ne le sanctionnât pas expressément. Au point de vue politique, le conquérant (individu, corporation ou caste) se fit un droit de tout ce qu'il avait extorqué par violence. Toutes les lois en vigueur dans l'État,

tout le droit public ou privé ne furent qu'une émanation de sa grâce. Il va de soi que cette théorie du droit après la chute de Rome convint parfaitement aux conquérants germains : seulement, de même que le chef de brigands partage son butin avec ses compagnons, de même le chef allemand dut partager avec les siens le fruit de sa victoire. De là la puissance, le droit et les libertés du monde féodal ; de là, la différence des castes, l'inégalité devant la loi ; de là les privilèges, les immunités, les faveurs et les oppressions sans fin.

« Les principes de l'ancien droit slave ont peut-être été jusqu'ici moins scientifiquement étudiés que ceux de beaucoup d'autres peuples. Mais ce qui est hors de doute, c'est que le principe de la violence et de la conquête, le droit du plus fort ne le dominait point... Le trait distinctif de la société slave primitive, c'est la liberté, de même que chez les Germains c'est la domination avec l'esclavage pour corrélatif. On peut rappeler ici les paroles classiques de l'Allemand Vidukind : *Transeunt sane dies plurimi, Saxonibus pro gloria et pro magno latoque imperio, Slavis pro libertate ac ultima servitute varie certantibus.*

« La véritable liberté est un but et non pas seulement un moyen ; elle n'est ni agressive, ni offensive ; elle se conforme en tout à la maxime : Ne

fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit à toi-même. Elle ne devient offensive que lorsqu'elle se laisse supplanter par l'esprit d'ambition ou de rapine. Son plus dangereux écueil est l'anarchie, c'est-à-dire la répulsion, la mauvaise volonté à reconnaître une autorité quelconque.

« C'est sur cet écueil qu'échoua dans la suite des temps la liberté des Slaves. L'Histoire n'a jamais été, hélas ! une idylle. Au milieu d'ennemis guerriers et rapaces disposant de forces concentrées, Allemands, Tartares, Turcs, les Slaves ne pouvaient maintenir leur existence que par une concentration analogue, une soumission volontaire à un commandement général. Mais on n'y pensa pas. Au moment du danger, quelques groupes isolés essayèrent de faibles tentatives qui échouèrent bientôt. Les écrivains modernes ont souvent fait observer que les Slaves, dans le cours de leur histoire, avaient montré peu d'aptitude à former des États, et les Allemands ne manquent pas de voir dans ce fait un signe de leur infériorité. Les considérations précédentes donnent l'explication naturelle du phénomène. Les grands États dans l'antiquité n'ont pas été le produit de la paix et de la liberté, mais surtout de la guerre et de la force, ou, pour parler avec les Allemands, de la bravoure et de l'héroïsme : la violence et non pas le libre con-

sentement fut leur principe. L'empire des Tsars ne se serait jamais développé d'après les idées slaves : les souverains russes durent apprendre l'art de régner de leurs ennemis, et surtout des Tartares ou des Turcs. Ils n'ont point à en rougir devant l'Histoire ; car les principes tartares et turcs en matière de gouvernement ne différaient guère des principes romains et germaniques.

« Les Slaves, pour ne pas devenir les esclaves des Allemands, auraient donc dû de bonne heure limiter leur liberté primitive et faire une place plus grande au principe d'autorité. En rétrogradant dans la voie de la liberté, ils auraient avancé dans celle de la puissance et de la grandeur. Mais si la puissance et la grandeur des Etats fondés par chaque peuple donnent la vraie mesure de leur caractère, on arrive à cette conclusion étrange que les Romains et les Allemands sont bien au-dessous des Russes et des Mongols (1). »

En 1849, la *Gazette d'Augsbourg* écrivait que l'Allemagne ne connaissait pas de nom plus odieux

1. « J'estime, a dit ailleurs Palacky, que l'homme étant appelé à une existence raisonnable, la force seule exercée d'homme à homme est une injustice ; par suite, elle ne peut ni engendrer le droit, ni assurer la vraie gloire. Je sais qu'en exprimant cette opinion, j'é mets un paradoxe en contradiction avec les théories des diplomates et des historiens passés et présents ; mais je suis Slave et je suis un disciple croyant du Christ qui ordonne de ne pas tuer ou dominer son prochain, mais de l'aimer comme soi-même. »

que celui de Palacky. Les pages que nous venons de citer eurent presque autant de retentissement que la lettre au comité de Francfort. Les Allemands, avec leur passion archéologique pour le passé germanique, se crurent offensés personnellement ; certains journaux affirmèrent que Palacky les avait traités de brigands ; d'autres s'évertuèrent à démontrer que les Allemands n'étaient pas inférieurs aux Russes et aux Mongols. Dans une brochure ultérieure, Palacky dont on avait travesti les intentions s'est ingénieusement défendu contre les imputations dont il était l'objet. Il déclarait n'avoir rien à changer à sa théorie ; mais il avouait que, n'étant pas Allemand de naissance, son inexpérience avait trahi sa plume et qu'au lieu d'écrire à propos des anciens Germains Ræubervolk (peuple de brigands), il aurait dû écrire Raubvork, peuple de proie. Du reste, il n'a jamais pu se résigner à admirer le droit de conquête, et il eût volontiers retourné une formule célèbre, pour écrire : La conquête, c'est le vol.

Tout en complétant son histoire, Palacky revenait volontiers sur sa vie et sur ses œuvres, rassemblait ses productions isolées et se plaisait à les commenter lui-même. Il réunit et fit paraître en trois volumes sous ce titre : le *Radhost* (Prague 1872-1873), ses nombreux articles en langue bohême. Le



Radhost est une montagne de Moravie. En 1815, le premier essai littéraire de Palacky avait été une ode en langue tchèque adressée à cette montagne. Le souvenir de ce péché de jeunesse a valu son nom au recueil qui nous occupe. « Salut à toi, autel des Slaves, ... s'écriait le jeune poète, je veux puiser dans tes sources vives la force slave, je veux répandre au loin les sons de ma lyre slave... » L'auteur de ces vers devint un historien, et ce fut tant mieux pour son pays ; mais cette poésie d'écolier montre suffisamment quels sentiments avaient présidé à son éducation, et atteste que son patriotisme slave ne fut pas, comme l'ont prétendu les Allemands, purement adventice et artificiel. Ceux-là le connaissaient bien mal, qui, comme les membres du comité de Francfort, crurent voir en lui un renégat de la patrie commune. Le *Radhost* se divise en trois séries : la première renferme des travaux purement littéraires ; la seconde des notices et mémoires historiques ; la troisième des études et fragments politiques. En 1874, l'auteur publia encore sous le titre de *Gedenkblätter* un volume allemand où il a réuni un certain nombre de documents précieux pour l'histoire de sa vie et de son temps. Ces deux recueils se terminent par des *postfaces* où l'auteur résume ses idées sur les événements et les problèmes auxquels il a été mêlé.

Interrompue par le brusque retour de l'absolutisme autrichien, la carrière politique de Palacky reprit aussitôt qu'un régime libéral fut rendu à l'Autriche. Le *Radhost* et les *Gedenkblätter* nous permettront de retracer avec détail ces dernières années, pendant lesquelles nous avons d'ailleurs eu l'honneur de l'approcher souvent et d'être parfois le confident de ses pensées.

## VI

Palacky n'était pas né orateur. « Les Viennois, dit-il quelque part en rappelant le rôle qu'il avait joué en 1848, s'imaginaient que j'allais flamboyer et tonner comme Kossuth : ils se trompaient. » Sa parole était grave et logique, un peu pesante et doctrinaire. Il aimait mieux le travail silencieux du cabinet que les orages de la tribune. Du moment où le régime parlementaire était proclamé en Autriche, la place de l'historien national était marquée d'avance à la diète de Prague comme à celle de Vienne. L'empereur le nomma membre à vie de la chambre des seigneurs ; les électeurs de la Bohême se disputèrent l'honneur de l'envoyer à la diète du pays. En rentrant dans la vie politique, Palacky adressa à ses compatriotes une proclamation où il

leur rappelait les principes qui l'avaient guidé jusqu'alors.

« Depuis mes plus jeunes années, disait-il, je me suis efforcé de servir ma nation et de lui faire mieux connaître ce que réclame son développement intellectuel et moral. Sachant toute l'importance de l'idée nationale dans la vie nouvelle de l'Europe, j'ai fait, avec mes amis, tous mes efforts pour ressusciter le sentiment national : c'est le grand remède contre l'égoïsme qui dévore tout, c'est la source du patriotisme et des grandes vertus civiques. Un peuple qui n'a pas le sentiment de la nationalité ressemble à un homme qui n'a pas le sentiment de l'honneur. Il peut n'être pas méchant; mais il est rarement capable des grands sacrifices, des grandes actions qui échauffent les cœurs des hommes et assurent le bien-être des citoyens. C'est là le secret de toute ma carrière... Aujourd'hui, quand l'initiative du souverain nous rend à la vie parlementaire, je manquerais à mon devoir si je préférais mon repos aux besoins du pays. Le passé a beaucoup de droits sur moi; le présent n'en a pas moins, car c'est lui qui prépare l'avenir. »

Ce régime constitutionnel que l'empereur avait accordé, était loin de répondre aux véritables conditions de l'empire. Il était centraliste, c'est-à-dire contraire aux aspirations de la majorité des peuples.

La Hongrie refusait absolument d'entrer dans le nouvel organisme et de se faire représenter à Vienne. Le système représentatif imaginé par M. de Schmerling n'était qu'un *trompe-l'œil* : il avait la prétention de substituer un régime libéral à celui des *états* ou classes privilégiées. En réalité, il ne faisait que créer de nouveaux états sous prétexte d'établir une représentation des intérêts et tout était calculé de façon à représenter surtout les intérêts des Allemands. La noblesse n'existait plus en tant que noblesse; elle était placée par la *grande propriété*, à laquelle on assignait en Bohême soixante-dix voix; les privilèges des bourgeois n'existaient plus, mais un certain nombre de villes triées avec soin surtout parmi les allemandes se partageaient soixante-dix-neuf voix au parlement. Parmi ces villes, quelques-unes, — allemandes bien entendu, — constituaient de véritables bourgs pourris. Les campagnes, où l'élément slave domine, étaient d'avance réduites au rôle de minorité. Bref, grâce à d'ingénieuses combinaisons, les Allemands de Bohême, qui forment un tiers de la population du royaume, se voyaient assurer les deux tiers des voix dans la diète. Palacky essaya de signaler cette iniquité à la chambre haute. Le président lui coupa la parole. Il ne retourna presque jamais à Vienne et se borna, de concert avec son

gendre M. Rieger, à organiser l'opposition parlementaire à la diète de Prague. En général, il laissait la parole à M. Rieger, certain que sa pensée ne serait point trahie, mais qu'elle arriverait plus ardente et plus colorée. Il ne parla qu'une seule fois, et ce fut précisément pour signaler la déloyauté du régime électoral imposé à la Bohême par M. de Schmerling. Le discours qu'il prononça en cette circonstance est un document fort curieux pour l'histoire du prétendu libéralisme autrichien. Nous n'en citerons qu'un fragment qui servira de commentaire aux dispositions législatives que nous avons citées plus haut.

« Il y a des gens, disait Palacky, qui n'envisagent pas la nationalité comme un véritable intérêt. Ils regardent cette nationalité comme un jouet pour la vanité, comme une folie. On trouve partout répété ce reproche que nous sommes atteints de la maladie de la nationalité ; mais il me semble que si nous sommes réellement atteints de cette maladie, nous ne sommes pas les seuls qu'elle tourmente et que nos adversaires se montrent même plus malades que nous. Nous regardons la nationalité dans ce pays comme l'intérêt principal, l'intérêt vital, le seul intérêt qu'il nous reste à discuter à fond. Les anciens débris de la féodalité ont déjà disparu ; l'égalité devant la loi

est reconnue ; il n'y a plus entre nous d'autre sujet de discorde que la suprématie d'une nationalité sur l'autre. C'est par des chiffres que je constaterai le tort réel que nous fait la loi électorale actuelle.

« Dans les circonscriptions des villes slaves en Bohême, il y a un député pour 12020 électeurs ; dans les circonscriptions des villes allemandes il y en a un pour 10150 électeurs ; dans les circonscriptions des villages slaves, il y a un député pour 53200 électeurs. Il y a des villes tchèques de 14000 habitants qui n'envoient pas un seul député tandis qu'il y a des villes allemandes de 8000 habitants qui en envoient un. D'autre part, dans les cercles tchèques les habitants paient en moyenne 3 florins<sup>s</sup> 88 kreutzers d'impôt ; dans les cercles allemands 2 florins 72 kreutzers. Une telle disproportion ne saurait être l'effet du hasard ; mais on pourrait peut-être recourir à un autre ordre d'idées : Sans doute, dirait-on, les Tchèques ont la prépondérance du nombre et payent plus d'impôts, mais ont-ils aussi la prépondérance à un autre point de vue, au point de vue de la civilisation et de l'intelligence ? Ici je ne puis apporter des chiffres, mais j'appelle votre attention sur ce qui se passe devant vos yeux. La littérature bohême est un fruit de la seule nation bohême. Celui qui l'a connue il y a

quarante ans comme moi et celui qui la connaît dans son état actuel ne saurait nier ce que la nation bohême a montré d'énergie morale. Dans les dix dernières années, la littérature tchèque s'est développée avec une intensité qui doit surprendre tout homme non prévenu, comme elle me surprend moi-même. Nous avons des livres dans tous les genres ; nous avons des journaux qui peuvent être mis en parallèle avec ceux des autres langues. Et cet immense mouvement de production et de consommation littéraire s'accomplit uniquement dans le sein de la petite nation bohême, et surtout dans le sein de ses classes moyennes et inférieures...

« Mais on dit que si les Tchèques ne sont pas opprimés, à leur tour ils opprimeront les Allemands. Tel est le libéralisme des gens qui pensent que quand deux individus se rencontrent, il est inévitable que l'un devienne l'enclume et l'autre le marteau. Mais telle n'est pas l'opinion des Slaves ; nous comprenons autrement nos rapports réciproques. Nous pensons que deux peuples peuvent bien vivre ensemble, l'un à côté de l'autre, sans qu'il soit nécessaire à l'un de persécuter l'autre. Je puis vous affirmer que dès que vous aurez reconnu l'égalité de nos droits vous aurez la paix et la concorde, mais *jamais avant.* »

Palacky, grâce à la renaissance de la vie politique, se trouvait le chef incontesté de la nation bohême. Mais il n'était pas de l'école de ceux qui disent : J'étais leur chef, il me fallait bien les suivre. Il n'usait de son autorité morale que pour maintenir son peuple dans les voies de la légalité et de la modération. L'insurrection polonaise de 1863 avait excité les esprits en Bohême ; beaucoup de patriotes sympathisaient avec cette malheureuse entreprise et croyaient à son succès, les uns par libéralisme, les autres parce qu'ils pensaient trouver chez les Polonais un exemple à suivre et qu'ils regrettaient de n'avoir jamais tenté sérieusement, sur les bords de la Moldau, ce qu'on essayait sur les bords de la Vistule. Palacky, lui, désapprouvait le mouvement polonais ; il le croyait impolitique et il en prévoyait l'insuccès. Ce n'est pas qu'il vît dans la Russie un idéal politique ou qu'il fût panslaviste, comme on l'a quelquefois prétendu, — il a écrit à diverses reprises que le tsarisme lui semblait un amalgame de principes allemands et mongols, — mais il pensait que les petits États n'ont point d'avenir en Europe, et que la politique cosmopolite, la politique de *dilettante* (comme il s'exprimait à propos de Napoléon III) ne peut que perdre les nations. Il ne voulait pas que son peuple en se jetant dans les illusions polonaises risquât



de lâcher la proie pour l'ombre. Témoin attristé de ces luttes néfastes, il jugeait sévèrement les deux adversaires.

« On a eu des torts des deux côtés, et Dieu sait de quel côté il y en a eu le plus, écrivait-il en 1864. Sans doute le partage de la Pologne a été un attentat injustifiable contre le droit des nations ; mais l'Histoire n'est-elle pas pleine de pareils attentats, et n'avons-nous pas vu deux fois s'unir contre nous les peuples et les monarques voisins ? La première fois nous avons résisté ; la seconde fois nous avons succombé et failli disparaître. Le devoir des patriotes polonais est de restaurer leur nation à l'intérieur avant d'espérer qu'ils pourront rétablir sa puissance à l'extérieur. »

Cependant les années s'écoulaient sans amener de modifications aux nouvelles institutions autrichiennes. La Hongrie s'obstinait à ne pas figurer à la diète de Vienne ; la liberté de la presse était tempérée par les poursuites qui tombaient dru comme grêle sur les organes nationaux. La Bohême était livrée à la domination de cette majorité factice dont nous avons tout à l'heure exposé l'origine. C'est alors que Palacky écrivit sa brochure sur *l'Idée de l'État autrichien*.

*L'État autrichien* est-il un organisme vivant qui demande pour vivre une certaine quantité de

matière et de force, ou n'est-ce qu'une agglomération fortuite et incohérente de pays et de nations ? Cette agglomération a-t-elle été produite par la fortune des armes ou par des alliances matrimoniales ? Ou bien, au contraire, l'État autrichien représente-t-il une idée, répond-il à un besoin politique ? Telle est la question que l'auteur se pose dès le début de son étude et qui en explique le titre. La raison d'être de l'État autrichien, ce fut d'abord l'invasion ottomane. C'est pour lutter contre les Turcs que la Bohême, la Hongrie et les provinces héréditaires se réunirent dans une commune alliance. L'Autriche, défenseur de la chrétienté contre les musulmans, devint fatalement l'intime alliée de la papauté. La papauté à son tour s'appuya sur elle pour enrayer le mouvement de la Réforme. L'Autriche est d'abord chrétienne, puis exclusivement catholique ; elle garde ce caractère jusqu'en 1848, — sauf, bien entendu, pendant le règne de Joseph II. Aujourd'hui le rôle de l'ancienne Autriche est fini ; elle n'a plus à défendre l'Europe contre les Turcs, et les idées modernes n'admettent plus l'existence d'États catholiques intolérants. Que va donc devenir l'État autrichien ? Les nations qui le composent vont-elles se dissoudre, ou ne peuvent-elles être maintenues ensemble que par la force ? Non, l'objet de l'État autrichien,

c'est précisément de leur servir d'abri et de centre ; c'est de les grouper et d'en équilibrer les forces dans une union harmonieuse. L'instinct de conservation est une loi pour les nationalités comme pour les individus ; le droit de la nationalité est même supérieur à celui de l'individu : car si le devoir exige parfois qu'un homme se sacrifie pour son semblable, il ne saurait exiger qu'une nation s'immole pour les autres. Les nations ayant toutes un droit égal à l'existence, ont toutes le devoir de vivre. Les principes libéraux que le XIX<sup>e</sup> siècle a proclamés s'appliquent aussi bien aux nations qu'aux individus. Palacky établit le syllogisme suivant : le droit et la loi, c'est-à-dire la volonté de l'ensemble des citoyens, doivent désormais régner en Autriche. Or l'État autrichien se compose de diverses nationalités. Toutes les nationalités ont des droits égaux. Donc la fédération doit être la base de la constitution autrichienne. Palacky maintient en 1865 le mot qu'il écrivait en 1848 : si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il pense avoir contribué à sauver l'Autriche, et il ne le regrette pas, malgré l'ingratitude qu'il a rencontrée. Il reprend cette formule pour en tirer les conclusions pratiques. L'Autriche a eu tort de prétendre calquer sa constitution sur celle des États homogènes comme la France ou la Belgique. Dans un pays polyglotte,

la question des langues domine tous les intérêts, et ce n'est pas la résoudre que de l'ignorer. Il faut autant que possible éviter d'imposer une seule langue à des peuples divers, et en limiter l'application aux intérêts généraux, qui doivent être aussi restreints que possible. Chaque groupe doit s'administrer comme il l'entend et dans la langue qui lui convient, ainsi que les choses se passent en Suisse, par exemple. En 1848, Palacky, ainsi que nous l'avons dit plus haut, organisait l'empire en quatre groupes ; il estime, en 1863, que l'Histoire n'a pas moins de droits que la nationalité prise au point de vue abstrait. Le fédéralisme autrichien sera donc un fédéralisme *sui generis*, différent du fédéralisme allemand et du fédéralisme américain ou suisse. Les affaires communes à tous les peuples seront uniquement : les affaires étrangères, la guerre, la marine, les finances, le commerce. Tout le reste appartient aux royaumes ou provinces. L'unification administrative résulte bien plutôt de l'ambition et de la tyrannie des bureaucrates que de la nature des choses. Par exemple, les écoles doivent être organisées non point d'après les modèles étrangers, mais d'après les besoins locaux, la langue, les mœurs, la confession et les occupations des habitants. Or, précisément, il règne en toutes ces choses une variété infinie dans l'empire austro-hongrois :

on s'imagine à tort que l'unité administrative peut réussir à corriger cette variété : elle ne servirait qu'à maintenir en arrière des autres beaucoup de pays et de nationalités auxquels l'uniformité ne convient nullement. Palacky [estime que l'ancienne constitution hongroise pourrait être prise pour modèle, et appliquée à tout l'empire avec les modifications nécessaires. Les groupes autonomes seraient chacun représentés par un ministre auprès du pouvoir central. On reproche au fédéralisme de multiplier les centres de gravité de l'empire, mais c'est là précisément une garantie d'équilibre et de solidité.

Le système dualiste qui partage l'État entre les Allemands et les Hongrois n'était pas encore en vigueur au moment où Palacky écrivait sa brochure ; mais on le voyait déjà poindre à l'horizon. L'historien publiciste le réfutait d'avance et n'avait pas de peine à démontrer combien il est peu en rapport avec les principes du gouvernement représentatif. D'après les principes constitutionnels, les nations sont toujours appelées à manifester leurs vœux et à les réaliser ; or le dualisme comme le centralisme restreint ce droit aux franchises politiques et méconnaît tout ce qui touche au droit des nationalités. Ainsi, les Slaves et les Roumains sont tenus de se soumettre aux Allemands et aux

Magyares ; en tant que citoyens, ils ont le droit de faire la loi, en tant que membres de telle ou telle nationalité, ils se le voient refuser ! Est-ce là l'essence du régime constitutionnel ? Peut-il être considéré comme libre, celui à qui on dit : Tu peux être libre, non pas comme tu l'entends, mais comme je te l'ordonne ? Et qui autorise l'Allemand et le Magyare à ordonner ainsi ? Que deviennent dans ce système l'égalité et la justice ?

Les ennemis de l'idée fédéraliste allèguent, il est vrai, — ceci était écrit en 1865, — que l'Autriche a besoin de garder un caractère germanique, de rester attachée à l'Allemagne, sous peine de n'être plus une grande puissance. Mais, écrit Palacky, ceux qui parlent ainsi tiennent [plus à la domination de la race germanique qu'à la durée de l'Autriche. Pour nous, Slaves, *il nous importe peu de dominer en Allemagne et en Italie.* Si l'Autriche, par des institutions justes et sages, assure la tranquillité de tous ses peuples et fait que nous puissions tous être fiers du nom d'Autrichiens, elle n'aura rien à redouter d'aucune puissance. L'Autriche ne retire que des sacrifices de son union avec l'Allemagne : les avantages qui résultent de cette union restent pour nous un mystère. D'ailleurs, si le sentiment pangermanique a un caractère si sacré, de quel droit condamner le

sentiment panslaviste ou pan-italien ? Les Allemands et les Magyars ne manquent pas de signaler comme panslavistes tous ceux d'entre les Slaves qui ne veulent pas renier leur nationalité. Sans doute, si l'on appelle panslavisme tout sentiment national, toute idée slave, si c'est être panslaviste que de ne vouloir se laisser ni germaniser, ni magyariser, on compte les panslavistes par milliers et l'Autriche est leur terre promise. Les Allemands peuvent réduire les Slaves au désespoir et l'empire aux dernières convulsions. Mais Palacky ne doute pas un instant de l'avenir de sa race. « Nous avons été avant l'Autriche, nous serons encore après elle. » C'est sur cette parole sévère que finit *l'idée de l'État autrichien*.

Un an après, l'Autriche battue par la Prusse pouvait apprécier tous les avantages qu'elle avait retirés de son étroite union avec l'Allemagne. L'occasion était belle pour rompre définitivement avec la tradition germanique et chercher dans les éléments même de l'empire les instruments de sa restauration. Mais il y a des fatalités qui pèsent sur certaines dynasties. Qu'eût-on pensé de la France si après ses récents désastres elle avait eu l'idée d'aller emprunter un homme d'État à la Suisse ou à la Belgique ? Elle choisit le plus digne de ses enfants et le chargea de panser les plaies du

pays. L'empereur François-Joseph fut moins bien inspiré. Il ne sut pas trouver autour de lui un homme capable de faire face aux exigences de la situation. Il alla chercher à l'étranger un baron saxon, M. de Beust, et le pria de refaire l'empire. M. de Beust crut avoir résolu la question en partageant l'État entre les Allemands et les Magyares et en proclamant ce dualisme qui blessait si profondément le droit de la majorité. Le succès apparent de sa politique n'a pu faire illusion qu'à ceux qui ne connaissent pas les éléments de l'État autrichien. Les Tchèques ne se laissèrent pas abuser par ce mirage de régime constitutionnel qui méconnaissait leurs droits historiques et nationaux, et sous la conduite de Palacky et de son gendre, M. Rieger, ils ont pratiqué vis-à-vis du parlement viennois un système d'abstention qui ne laisse pas d'embarrasser les hommes d'État autrichiens.

L'avènement de M. de Beust, l'aveuglement du souverain, avaient profondément découragé le vénérable chef de la nation tchèque : « L'Autriche, écrivait-il à un ami de France, l'Autriche dans laquelle je voyais, il n'y a pas longtemps encore, le salut de ma nationalité, est maintenant comme état unitaire, comme grande puissance, absolument perdue. Chez l'empereur François-Joseph la



répugnance, ou plutôt la haine contre tout ce qui est slave est telle qu'il aime mieux périr que d'être juste pour la majorité de ses peuples. Il croit peut-être pouvoir réussir par la force dans la voie nouvelle où il s'est engagé. Ce n'est pas la première de ses illusions. Tout ce qui est slave en Autriche est persécuté avec une passion toujours croissante, et on s'applique à étouffer dans les populations jusqu'aux dernières étincelles des anciennes sympathies. » C'est sous l'empire de ces pénibles impressions que Palacky se rendit en Russie où l'appelait une invitation de la Société d'histoire naturelle de Moscou. Populaire chez les Slaves d'Autriche, son nom ne l'était pas moins en Russie : il y fut accueilli avec le plus respectueux empressement. La presse française, inspirée par la presse allemande ou polonaise, a fait autrefois grand bruit de ce voyage à Moscou. Il semblait qu'une cinquantaine de Slaves, Autrichiens ou Serbes, en visitant l'exposition ethnographique de Moscou, en acceptant des banquets et des toasts, avaient compromis la paix et l'équilibre européens, ébranlé la civilisation jusque dans ses bases les plus profondes. Au jugement des publicistes polonais, alors fort écoutés, on eût dit que la Russie n'appartenait pas à l'Europe, et que les Tchèques en particulier eussent envers la Pologne des obligations de droit

naturel (1). Avant d'aller à Moscou, M. Palacky était venu à Paris visiter l'exposition universelle, et les chefs de l'émigration polonaise avaient fait tous leurs efforts pour le détourner de son voyage en Russie. Palacky n'avait pas eu de peine à leur démontrer que les intérêts des Tchèques n'étaient pas identiques à ceux des Polonais, et que les griefs des deux nations ne pouvaient être solidaires. On comprend que les Allemands, les Polonais et les Hongrois aient blâmé ou même flétri comme un crime de haute trahison le voyage des Slaves à Moscou. Il est regrettable que la presse française, égarée par des étrangers, se soit fait l'écho de passions qui auraient dû lui être étrangères. Nous avons dit plus haut quelles étaient les opinions de Palacky sur la Russie et le panslavisme. En 1872, résumant les actes et les idées de sa vie politique, il s'exprimait ainsi à propos de ce voyage à Moscou :

« Je ne regrette point, disait-il, je bénis plutôt le moment où je me suis décidé à visiter la Russie. Les voyages en France, en Angleterre, en Amérique, en Allemagne, sont recommandés comme le meilleur complément de l'éducation : je ne vois pas en quoi un voyage en Russie peut être un mal et un péché.

1. Voir dans notre volume : *le Monde slave*, le chapitre intitulé : *Agram et les Croates*. Voir aussi le dernier chapitre des *Etudes slaves*. (Paris, Leroux, 1875.)

Mon excursion en Russie m'a permis de corriger plus d'une erreur, d'étudier plus à fond les questions si diverses qui se rattachent à notre existence nationale. Là, comme ailleurs, je n'ai cessé de défendre mon programme politique qui se résume en un mot : L'Autriche fédérative. Nos ennemis nous ont prêté je ne sais quels plans et quelles idées de conspiration. Je ne m'en étonne pas : ils nous jugeaient d'après leur propre conscience..... Les Allemands se moquaient naguère des Français qui, dans leurs salons, posaient cette question : l'Allemand peut-il avoir de l'esprit ? Mais eux-mêmes ne jugent pas plus sérieusement les Slaves et surtout les Russes. A la seule pensée de ces voisins, leur cerveau s'échauffe et, dans la conscience de leur supériorité ils se félicitent comme le pharisien de l'Évangile de n'être pas semblables à ces barbares. En réalité ils n'en savent pas plus sur le compte des Russes que les Français n'en savaient sur les Allemands. »

Du reste, tout en se réjouissant des sympathies qu'il avait trouvées chez la nation russe, Palacky avouait qu'elle avait encore beaucoup à faire pour se pénétrer de cet esprit slave qui doit être avant tout un esprit de justice et de fraternité ; il désirait que les relations morales les plus intimes s'établissent entre ses compatriotes et les Moscovites ; mais il n'entendait nullement laisser absorber la nation

tchèque dans la vie intellectuelle ou politique de la Russie. Il protestait hautement contre les théories de ces rêveurs qui prétendent imposer l'idiome russe comme langue littéraire à tous les peuples slaves ; il entendait maintenir avant tout la langue et la littérature de ses ancêtres. Si nous devons cesser d'être Tchèques, il importe peu, écrivait-il que nous devenions des Allemands, des Welches, des Magyares ou des Russes. C'est avant tout dans l'Autriche qu'il cherchait un abri pour sa nationalité : toutefois, au cas où l'Autriche finirait par s'écrouler, et où l'Allemagne en réclamerait les provinces slaves, il espérait bien que la Russie prendrait l'intérêt de la Bohême contre la Germanie, et ne laisserait pas distraire au profit de la Prusse un seul mille carré du sol bohême.

Un instant, Palacky eut l'espoir de voir se réaliser dans l'Etat autrichien cette justice dont il n'avait cessé d'appeler l'avènement. C'est quand l'empereur, épouvanté par les progrès de l'Allemagne après la guerre franco-prussienne, appela aux affaires le comte Hohenwart et le chargea de poser les bases d'un accord avec la Bohême. M. Rieger, d'accord avec son beau-père, conduisit à Vienne une longue série de négociations qui eurent pour résultat la promesse solennelle d'un nouveau régime électoral, d'une loi équitable sur

les nationalités, et du prochain couronnement de l'empereur comme roi de Bohême. Ce n'est pas ici le lieu de raconter comment les intrigues combinées des Prussiens et des Magyares firent échouer ces négociations au moment où elles touchaient à leur terme, et comment l'empereur d'Autriche, sans doute sous une pression inéluctable, se vit obligé de faillir à sa propre parole. La perte de cette suprême illusion causa à Palacky une profonde douleur. On en trouvera l'expression dans les pages mélancoliques par lesquelles se terminent les deux recueils *Radhost* et *Gedenkblætter*.

« En 1849, écrit-il avec amertume, j'ai eu tort de croire à l'avènement possible de la justice en ce monde. *Remota justitia quid sunt regna nisi magna latrocinia* ? dit saint Augustin. Sous un souverain dont la devise était : *Justitia regnorum fundamentum*, pouvais-je penser que ces paroles de saint Augustin trouveraient un jour leur application dans cet empire ? Pendant ce renouveau de la liberté, aurait-on pu s'imaginer que la destinée des Slaves était de passer de l'absolutisme d'un souverain sous l'absolutisme encore plus redoutable d'une race ennemie ? Comment pouvais-je prévoir que les Allemands éclairés, tout en parlant de liberté et de constitution, ne songeraient qu'à affermir leur domination sur les autres ; qu'ils exalteraient les

droits des individus et fouleraient aux pieds ceux des nations ; qu'ils établiraient la base de leur droit public sur le mensonge et le contre-sens ; qu'ils proclameraient le droit égal de tous, et ne réserveraient aux Slaves que le droit à l'obéissance? J'en suis venu à désespérer l'avenir de l'Autriche; mais je ne suis pas inquiet de l'avenir de ma nation..... Dût-elle de nouveau subir l'épreuve du fer et du feu, elle a en elle assez de vie pour ne pas périr: elle renaîtrait à une vie nouvelle, au besoin sous une nouvelle forme. »

Contre ces amers découragements de l'heure présente, le vénérable historien ne trouvait d'autre remède que dans ses études sur le passé de son pays et dans la popularité qui entourait sa vieillesse. En 1869, le jubilé semi-séculaire de son début dans la carrière d'écrivain, en 1876 la publication du dernier fascicule de son *Histoire de Bohême* devinrent l'occasion de solennités tout ensemble nationales et littéraires. Au mois d'avril de cette année, il imprimait les dernières lignes de l'édition tchèque de son histoire : au mois de mai il n'était plus. Il s'est éteint doucement en écoutant son gendre lire les nouvelles de l'insurrection sud-slave et en appelant les bénédictions du ciel sur ces frères déshérités de la Bosnie et de l'Herzégovine. Prague lui a fait de splendides funérailles, et telles

qu'elle n'en avait pas vues depuis la mort de l'empereur Charles IV. La Bohême et le monde slave garderont pieusement son souvenir, et l'Autriche regrettera peut-être un jour de n'avoir pas suivi ses conseils. Il fut de ceux qui pensent que la politique doit être avant tout fondée sur la morale ; il est venu trop tôt dans un siècle où « la force prime le droit ». Dieu veuille que, le jour où on se souviendra de ses idées, il ne soit pas « trop tard ».

---

# FRANÇOIS DEAK

## ET LA HONGRIE (1)

---

« L'esprit de notre temps veut que les grandes nations produisent seules les grands hommes d'État: la destinée a fait une exception pour Deak. Du sein d'une petite nation, elle a fait naître un grand homme, et elle lui a confié la mission de représenter l'influence historique au milieu des nouvelles combinaisons politiques de l'Europe. » Ainsi s'exprime à propos de François Deak le publiciste le plus populaire de la Hongrie contemporaine, Maurice Jokay. L'homme d'État dont la Hongrie déplore la perte récente avait acquis depuis de longues années une renommée qui rayonnait bien

1. Ai-je besoin d'apprendre au lecteur que les Hongrois n'appartiennent pas à la race slave? non sans doute. Mais il m'a semblé que cette étude sur François Deak formait un pendant intéressant à ma notice sur Palacky et qu'il n'était pas inutile de la réimprimer à côté d'elle.



au delà des étroites limites de sa patrie. Il avait incarné en lui les qualités les meilleures, les revendications les plus légitimes de sa nation ; il en était devenu la vivante expression. Plusieurs années se sont déjà écoulées depuis sa mort ; mais le culte de son souvenir n'a point diminué dans le cœur de ses compatriotes : son œuvre subsiste, son ombre semble présider encore aux destinées de la Hongrie.

## I

La vie de François Deak est tout entière dans les événements politiques auxquels il a été mêlé. Elle offre une unité dont on trouverait bien peu d'exemples de notre temps. Ce n'est pas un poète fourvoyé par hasard dans les orages de la vie publique, un avocat échappé au barreau et porté par les circonstances à la tête d'une nation, un historien arraché à l'étude du passé et jeté dans les luttes du présent. Il n'a été et n'a jamais voulu être que le représentant des intérêts de ces concitoyens.

Deak Ferencz (1) de Kehida naquit le 17 octobre

1. François. En hongrois, le prénom se met après le nom de famille.

1830 à Kehida, dans le comitat de Zala, au sud-ouest de la Hongrie. Il fit ses premières études à Győr (Raab). Son éducation eut un caractère essentiellement national et pratique ; il n'alla point chercher dans les universités étrangères une instruction cosmopolite. Ses études terminées, il se fit recevoir avocat. Sa famille était de petite noblesse, et portait dans ses armes un livre et une plume : ce symbole prophétique était tout simplement la traduction parlante du nom de Deak. (Dérivé du latin *diaconus*, il veut dire en hongrois *le clerc*, l'étudiant.) Cette syllabe modeste n'a point le retentissement sonore des beauxnoms magyares, Apponyi, Vœrcœsmarty, Szechenyi, Kisfaludy. « Que voulez-vous faire d'un peuple qui passe sa vie habillé en hussard ? » disait à propos des Hongrois un Allemand pessimiste. Le côté *hussard* n'a jamais prévalu dans le caractère de François Deak : il a horreur du kolpak, de l'attila flottante, des bottes molles et du panache. C'est un Hongrois en redingote. Patriote passionné et législateur inexorable, il se rattache à ces vieux jurisconsultes dont le prototype fut Verbœczy, l'auteur du classique *Corpus juris hungarici* : la mère de Verbœczy était née Deak de Deakfalvy.

La vie publique a toujours été fort développée en Hongrie ; même au plus mauvais temps de

l'absolutisme habsbourgeois, elle trouvait un refuge et un aliment dans l'autonomie des comitats. Quatre fois par an, la noblesse, qui formait un vingtième environ de la population mâle du royaume, se réunissait dans des *congrégations*. Un comitat était une sorte de république aristocratique ; comme à Athènes, tout citoyen de la classe privilégiée avait le droit de prendre part personnellement aux affaires de l'Etat. Tout *nobilis*, pour employer la langue des légistes, était *membrum sacræ coronæ* et co-participant de la dignité royale. Or il y avait environ sept cent mille nobles dans le royaume. Dans chaque comitat, ils formaient une corporation investie du gouvernement ; ils élisaient les magistrats pour trois ans, correspondaient avec l'administration centrale, et au besoin lui refusaient obéissance. A cette école, on apprenait vite les pratiques de la vie parlementaire. Dans les temps d'absolutisme où le gouvernement ne convoquait pas la diète centrale de Poszony (Presbourg), les comitats restaient le rempart de la constitution. Si un ordre du souverain ne plaisait point à la congrégation elle le *mettait de côté* avec respect (*cum honore seponantur*). D'autre part, quand le parlement national se réunissait, chaque congrégation envoyait deux députés à la *table* ou chambre basse de Pesth. Ils recevaient un véritable mandat

impératif, et devaient rester en rapports constants avec leurs commettants. Un délégué qui se trouvait en désaccord avec sa congrégation était révoqué et remplacé par un autre. Les Hongrois, ce peuple conservateur par excellence, avaient atteint du premier coup cette forme du régime représentatif qui semble aujourd'hui l'idéal des démocraties les plus avancées.

Le jeune François Deak se fit remarquer par son esprit pratique et par son talent oratoire dès ses débuts à la *congrégation* de Zala. Son frère Antoine, député à la diète et obligé de la quitter pour des raisons de santé, disait en prenant congé de ses collègues de Pressbourg : « Ne me regrettez pas : je vous enverrai bientôt un jeune homme qui a plus de talent et de science dans son petit doigt que moi dans toute ma personne. » François Deak succéda en effet à son frère : en 1838, il parut à la *table* basse et conquit du premier coup l'estime des vieux parlementaires. Au milieu de ces orateurs brillants, impétueux, d'une éloquence orientale, nul ne savait mieux que lui faire prévaloir la voix de la raison et les formules du droit. Les années qui s'écoulèrent de 1832 à 1840 furent fort importantes pour le réveil de la vie politique en Hongrie. Les lois *urbariales*, destinées à améliorer le sort des paysans, appelèrent spécialement

l'attention de Deak. « Avec les lumières de sa profonde pénétration et de son génie il reconnut de bonne heure la haute importance et les conséquences inévitables de ces lois : pénétré des idées de liberté, de constitutionalisme et de droit, connaissant mieux que personne les lois du pays, habile à concilier les intérêts de la nation et de la couronne, il savait, dit Coloman Ghyczy (1), par la seule force de la vérité gagner des adhérents à ses vœux, concilier les opinions opposées, ou les dominer par la force de ses arguments. La pureté sans tache de son caractère, le désintéressement de sa conduite lui assuraient la confiance universelle. » Défenseur passionné des causes libérales, il prit la parole en faveur des Polonais, ces antiques amis de la Hongrie ; il obtint d'un gouvernement ombrageux la liberté de Kossuth, que ses excès de langage avaient fait jeter en prison.

En 1840, il fut nommé membre de la commission chargée de rédiger le projet de code pénal hongrois ; il avait pour collègue dans cette tâche l'historien Ladislas Szalay. Ce projet, qui abolissait la peine de mort, introduisait le jury et organisait les prisons d'après le système pensylvanien, obtint l'approbation de savants criminalistes étrangers. Mittermayer notamment a rendu justice aux

1. Discours prononcé aux obsèques de Fr. Deak.

rare mérites de cette œuvre (1). Les idées égalitaires et démocratiques qui sont le propre de notre siècle ne pouvaient manquer de pénétrer en Hongrie. Ce pays de vieille noblesse était resté longtemps la terre promise du privilège. Dans l'aristocratie elle-même, des voix généreuses commençaient à s'élever contre les abus héréditaires. En 1832, le comte Szecheny avait donné le signal d'une ère nouvelle par une proposition qui en tout autre pays eût semblé ridicule de naïveté, et qui pour la Hongrie avait toute l'importance d'une révolution. Il avait fait décider que sur le nouveau pont de Pesth les nobles paieraient le péage tout comme les roturiers. C'était la première application du principe moderne qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Ce principe, Deak s'efforçait sans relâche de le faire prévaloir et d'en tirer les conséquences pratiques ; mais tous les nobles ne partageaient pas son abnégation patriotique. Aux élections de 1843, la plus grande partie du comitat se déchaîna contre lui. Deak retira sa candidature ; ses amis néanmoins, par des procédés aussi brutaux que ceux des *hustings* anglais, emportèrent son élection. Il refusa d'accepter un mandat souillé de sang et cessa de paraître à

1. Mittermayer, *Die Strafgesetzgebung in ihrer Fortbildung*. Zweiter Beitrag. Page 219. Heidelberg, 1843.

la diète. Suivant le mot de Tacite, il y brilla par son absence. Tous les yeux le cherchèrent dans la nouvelle assemblée ; ses adversaires lui rendirent d'éclatants hommages ; il resta dans sa solitude de Kehida le chef et l'inspireur de la majorité modérée. Quand il s'agit de voter l'adresse, on ne voulut pas rédiger ce document important sans consulter celui que le sentiment public désignait comme le véritable leader du parlement national. Batthyany, Ecetvœs, Klausal, Wenckheim, partirent en poste pour Kehida et y arrêtèrent en une nuit le projet d'adresse, qui fut adopté. L'historien Michel Horvath caractérisait ainsi à cette époque le rôle et le caractère de François Deak :

« Soit qu'il figure à la diète, soit qu'il s'en éloigne, il est le sage du pays. C'est vers lui que se tourne le parti libéral dans toutes les circonstances graves pour demander conseil ; il est par la force de l'opinion le premier et le plus profond homme d'Etat de la Hongrie, celui dont la parole décide toutes les questions. Ce n'est pas un génie exubérant, sans repos, s'efforçant de créer sans cesse du nouveau, comme celui qui lançait Szechenyi de projet en projet. Chez Deak, le principal trait du caractère, c'est le calme et la modération : s'il a quelque défaut, ce défaut ne vient que d'un manque d'expansion, d'action extérieure. Dans ce

puissant esprit qui, pour la profondeur de l'intelligence, pour la pénétration et la justesse du jugement, ne le cède à aucun de notre pays, on chercherait en vain une trace de vanité, d'amour-propre ou d'ambition.... S'il était né dans un pays absolu, où les devoirs d'un mandat politique ne l'auraient pas appelé à la vie publique, il n'aurait été connu que de peu de monde et serait descendu dans la tombe sans avoir excité d'autre enthousiasme que celui de ses voisins. Le manque d'activité extérieure est la seule ombre de ce caractère si brillant. »

Ce que l'historien magyare relevait, non sans regret, était peut-être la meilleure qualité de ce noble esprit. La modération et le calme de Deak, utiles partout ailleurs, étaient indispensables chez ce peuple ardent, à cette époque d'effervescence. Kossuth avait créé récemment le journalisme hongrois : le pays fermentait sous l'influence des souvenirs anciens et des idées nouvelles. Il fallait absolument que Deak reparût à l'assemblée. Un député de Zala, le jeune Paul Czusy, donna sa démission pour laisser une place vacante dans la diète ; Deak revint s'y asseoir en 1847. Les circonstances étaient graves ; la nation était en lutte ouverte avec l'absolutisme viennois. Le gouvernement, conduit par Metternich, avait entrepris



d'anéantir l'une après l'autre toutes les autonomies historiques, toutes les individualités nationales : d'une part, il s'efforçait de maintenir l'antagonisme entre la chambre basse et la chambre haute, plus hostile aux idées libérales ; de l'autre, il s'attaquait aux franchises des comitats et leur imposait des *administrateurs royaux*. Le patriotisme opiniâtre et l'esprit juridique des Hongrois rendaient difficile la tâche des nouveaux fonctionnaires. Deak à Zala avait été un des premiers à organiser la résistance. Conformément aux traditions du pays, il entra en correspondance avec tous les comitats du royaume, et faisait voter par eux que l'institution des commissaires royaux était illégale et que la diète aurait à se prononcer sur leur existence avant tout examen des propositions royales.

Dès son arrivée à Pressbourg, Deak devenait l'âme du club de l'opposition présidé par Louis Batthyany ; il était chargé par ses collègues de rédiger le programme de la réunion. Ce morceau, un des plus importants qui soient sortis de sa plume, était le résumé le plus net du droit public hongrois, tel qu'il résulte des contrats conclus entre la dynastie et le pays.

« La Hongrie, disait ce document, est un pays libre, indépendant dans tout son système de législation et d'administration ; elle n'est subordonnée

à aucun autre pays. Nous ne voulons pas mettre en contradiction les intérêts de notre patrie avec ceux de l'unité de la monarchie et de la sûreté de son existence. Mais d'un autre côté, nous regardons comme contraire aux lois, à la justice, à l'équité, que les intérêts de la Hongrie soient subordonnés aux intérêts de n'importe quel pays, comme cela se pratique depuis longtemps par rapport à nos intérêts agricoles et industriels. Nous sommes prêts à tout accommodement loyal et juste pour ce qui regarde les intérêts de la Hongrie qui pourraient être en contradiction avec les intérêts des états héréditaires (1). Mais nous ne consentirons jamais à ce que nos intérêts ou notre constitution soient sacrifiés à l'unité du système gouvernemental....

« Pour nous, la vie constitutionnelle est un trésor qu'il ne nous est permis de sacrifier ni à un intérêt étranger, ni aux plus grands avantages matériels. Notre premier et plus sacré devoir est de la conserver, de la fortifier de plus en plus, en lui donnant une base plus large et plus sûre, et nous sommes persuadés que, si les états héréditaires jouissaient encore de leur ancienne liberté, ou

1. Les provinces allemandes et slaves de l'Autriche; sous ce nom, les Hongrois entendent tout ce qu'on appelle aujourd'hui la Cisleithanie.

si, selon les besoins de notre siècle et de la justice, ils se mettaient au rang des nations constitutionnelles, nos intérêts et les leurs, qui maintenant sont souvent divisés, quelquefois même opposés, se concilieraient plus facilement. Les différentes parties de l'empire seraient liées par une plus grande unité d'intérêts, par une confiance réciproque plus grande. Ainsi la monarchie, croissant en force intellectuelle et matérielle, résisterait avec plus de sûreté aux orages que le temps et les circonstances peuvent soulever un jour. »

Ces paroles, écrites en 1847, ne sont-elles pas réellement prophétiques ? La révolution de 1848. Solferino, Sadowa, toutes ces humiliantes catastrophes n'auraient-elles pas pu être évitées, si la cour de Vienne s'était décidée dès ce moment à adopter les réformes qu'elle devait se laisser imposer vingt ans plus tard ?

Les tempêtes que Deak entrevoyait dans l'avenir n'allaient pas tarder à se déchaîner. Le 1<sup>er</sup> mars 1848, on apprenait à Presbourg, et la révolution de Paris et l'impression que cet événement avait produite dans toute l'Europe. Le 3 mars, Kossuth montait à la tribune et demandait l'établissement d'un ministère national. L'empereur Ferdinand, débordé par les événements, consentit à tout. Il nomma l'archiduc Étienne vice-roi de Hongrie, et

le chargea de constituer le premier ministère magyare. Le comte Batthyany, président du nouveau cabinet, s'efforça d'y faire entrer les hommes les plus éminents de l'assemblée. Il appela aux travaux publics Szechenyi, Eötvös à l'instruction publique, Kossuth aux finances, Deak à la justice. Deak prit pour secrétaire Koloman Ghyczy, et Ladislas Szalay pour chef du bureau de codification. L'œuvre la plus importante de son ministère était d'appliquer et de faire comprendre aux paysans les lois récentes sur leur émancipation. Logé à l'hôtel, il recevait sans huissier, ni demande d'audience, tous ceux qui désiraient lui parler. Les paysans des comitats les plus divers accouraient de tous côtés pour saluer, pour consulter respectueusement l'homme qui avait plaidé leur cause et qui avait prononcé ces paroles mémorables : « Si nous voulons obtenir d'en haut la justice, sachons la rendre à ceux qui sont au-dessous de nous. » Mais il ne s'agissait pas seulement de régler les affaires intérieures de la Hongrie ; la cour de Vienne n'avait pas cédé de bonne foi ; elle songeait à reprendre ce qu'elle avait accordé ; elle soulevait contre la Hongrie les Serbes, les Croates, armés de griefs malheureusement trop légitimes ; les passions révolutionnaires fermentaient comme un vin nouveau chez tant de populations diverses ren-

dues soudainement à elles-mêmes. Dans ces temps de crise, l'influence des modérés s'use vite. Deak s'efforçait en vain de contenir les ardeurs du parti de Kossuth ; on l'accusait de manquer de courage, de mener une politique de tabellion (*tablabiro*). Il voulait autant qu'il était en lui maintenir l'harmonie entre son pays et la dynastie de Hapsbourg, conserver l'intégrité de la Hongrie dans l'intégrité de l'empire. Au mois de septembre 1848, il fit partie de la députation envoyée à Vienne près de la diète pour établir l'entente entre les deux parties de la monarchie ; la diète, où les Slaves dominaient, refusa de traiter avec les Magyares et même de recevoir leurs envoyés. Deak, à son retour, donna sa démission. Le 15 septembre, Kossuth devenait président du comité de défense nationale ; la guerre était déclarée entre la Hongrie et la dynastie ; le gouvernement insurrectionnel se transportait à Debreczin. Le prince Windischgrætz, à la tête des troupes impériales, occupait Pesth. Deak estima qu'il était de son devoir d'intervenir encore une fois pour prévenir l'effusion du sang ; il fit partie de la députation, conduite par son collègue l'ex-ministre Batthyany, qui alla au devant du général autrichien. Windischgrætz ne voulut rien entendre ; il fit même arrêter les messagers de paix. La vie tout entière de Deak plaidait pour lui ; ja-

mais il n'était sorti des plus strictes limites de la légalité. Il fut relâché. Il n'avait rien à faire à Pesth, il ne voulait pas aller à Debreczin ; il retourna dans son domaine de Kehida : la parole était désormais au canon ; le *sage de la patrie* n'avait plus qu'à attendre dans le silence et le recueillement le moment où la voix de la raison pourrait de nouveau se faire entendre.

## II

Dans cette première partie de sa vie, on a déjà pu voir se dessiner les traits dominants du caractère de Deak, la passion du droit et de la patrie, la modération inflexible, le désintéressement absolu. Beaucoup d'hommes politiques ne voient dans leur carrière qu'un moyen d'arriver aux honneurs et à la fortune. Deak, sauf durant son court ministère, n'accepta jamais de fonctions publiques. Il vivait du modeste revenu de ses domaines, passant à la campagne la meilleure partie de l'année, logé le reste du temps dans un hôtel de Presbourg ou de Pesth. L'unique objet de ses efforts était la grandeur de la patrie ; mais il ne se laissait point aller à de dangereuses illusions ; il comprenait fort bien que la Hongrie ne peut exister sans l'Autriche, et

tout en exigeant de l'empereur-roi l'accomplissement des obligations stipulées dans les contrats historiques, il se serait bien gardé de poursuivre à travers les révolutions le mirage incertain d'une dangereuse indépendance. La raison chez lui n'était jamais la dupe du sentiment. Quelques fragments de ses discours le peignent tout entier. Dans un compte-rendu à ses électeurs (1839), il explique pourquoi la diète n'a pu accepter la liberté de certains détenus politiques, offerte par le gouvernement au prix de démarches humiliantes pour la dignité de la diète.

« Les députés, dit-il, devaient obéir à un devoir plus impérieux, un devoir qui étouffait tout autre sentiment, le devoir envers la patrie. Pour améliorer le sort de quelques citoyens, ils ne pouvaient sacrifier les droits du pays ; ils tenaient pour un crime d'abandonner les *gravamina* (1) de la liberté individuelle, même s'ils avaient perdu la dernière espérance de les faire prévaloir ; ce que la force détruit peut revivre, mais ce que l'imprudence d'une nation sacrifie volontairement, ce que la faiblesse abandonne, ne peut que rarement être reconquis. Demander grâce au lieu de faire en-

1 C'est le mot technique du droit public hongrois. Il peut se traduire tour à tour en français par droits, griefs et remontrances.

tendre le grief du droit, c'eût été approuver ce qui s'est passé, admettre la culpabilité des victimes, et obtenir leur liberté au prix de la justice. Mais la liberté achetée à ce prix eût été pire que la captivité. »

Comme il ne comprenait pas la patrie sans la liberté, il les embrassait dans un même amour. « Sans liberté, disait-il en 1833, dans un discours sur la question polonaise, il ne peut y avoir de bonheur durable. » En 1834, dans son discours sur l'émancipation des paysans, il s'écriait :

« Oui, il y a dans le cœur du peuple un instinct qui peut bien sommeiller pendant des siècles, mais qui ne s'éteint jamais. Cet instinct, c'est le sentiment, c'est le besoin de la liberté légale. Cet instinct ne se laisse pas étouffer par les oppresseurs; heureusement, car le jour où il briserait tous les obstacles, son explosion serait terrible. Eh bien, il dépend de nous, par des lois utiles, de le faire tourner au profit de la grandeur de la patrie, au profit du travail et de la force nationale. Ce serait une criminelle indolence de ne pas édicter dès maintenant une loi qui doit augmenter le nombre des citoyens libres. La patrie ne peut être réellement heureuse et florissante que là où des mains libres fécondent le sol. La nation n'est forte que là



où des mains libres protègent son domaine et son indépendance. »

Mais la liberté ne lui paraissait pouvoir être assurée que par des moyens légaux. Tout par la loi : telle était sa devise. Il savait être patient.

« Si l'enfant crie dans la baignoire, ce n'est pas une raison pour jeter le bain et l'enfant avec. » Cette spirituelle boutade explique bien comment il comprenait l'opposition : non pas une opposition quand même, taquine et chicanière, mais une opposition utile, féconde, prête à se transformer en parti de gouvernement le jour où justice aurait été faite.

« Le gouvernement, disait Deak en 1845, doit se tenir au-dessus de tous les partis. Il doit s'attacher fermement aux lois, en faire respecter les prescriptions, faire tout ce qu'il est possible pour développer les forces matérielles et morales de la nation ; il doit être impartial et mettre l'opposition dans l'impossibilité de lui adresser un reproche fondé. Nous autres, membres de l'opposition, nous avons plus que personne le devoir de veiller sur chacune de nos démarches. Que chacun d'entre nous descende dans sa conscience ; qu'il lui demande après mûr examen : où est le bien ? Qu'il soit prêt à défendre le bien sans hésitation avec une inébranlable fermeté. Ne regardons pas l'opposi-

tion comme un jeu, comme une affaire de mode ou de coquetterie ; ne la regardons pas comme un parti dont le seul rôle est d'attaquer tout, même ce qui est bon, par cela seul que c'est le fait d'autrui. Ne considérons pas les choses à travers les verres multicolores de la mauvaise volonté ou de la défiance préconçue. Ne croyons pas notre rôle facile. Nous sommes, devant Dieu et devant le monde, responsables de chacun de nos actes ; il suffit d'un faux pas, d'un malentendu, pour faire le plus grand tort au pays. Soyons donc vigilants. Même sans espérance de succès, sachons remplir notre devoir. »

Deak, avec cette éloquence un peu bourgeoise, ne réussissait pas toujours à convaincre ses adversaires : il avait le rare talent de ne jamais les blesser. Il devenait, au moment décisif, l'homme indispensable pour négocier avec eux. Au milieu des délibérations les plus passionnées de la diète, on éprouvait un sentiment de calme et d'apaisement dès qu'on voyait le sage de la patrie entrer dans la salle et prendre place à son banc. On savait que la discussion serait ramenée à un point de vue vraiment pratique, qu'elle ne resterait pas infructueuse, que les assistants en sortiraient convaincus et rassérénés. Au milieu même de l'effervescence de 1848, Deak avait osé prononcer ces paroles :

« Même quand nous sommes obligés d'attaquer un préjugé, nous commettons une faute si nous l'attaquons dans des circonstances où l'intérêt de l'État ne l'exige pas. Nous devons le respecter tant qu'il n'est pas nuisible, car le préjugé est souvent dans le peuple un sentiment si profond et qui le rend si heureux qu'il est prêt à prendre les armes pour le conserver. »

Il n'admettait pas qu'à moins de preuves certaines on se permît de prêter des motifs injustes ou malhonnêtes à ses adversaires. « Je ne puis, disait-il, incriminer les intentions. Je ne juge que les faits. Dieu seul connaît les mystères de la conscience humaine. »

Nous avons rapproché plus haut le caractère de Deak de celui de Palacky. Jusqu'à l'année 1848, les destinées de ces deux hommes d'État marchent presque parallèlement. Par la seule force du patriotisme et du talent, ils arrivent à résumer tous deux les aspirations de leur race, à en devenir la vivante expression. Emportés tous deux par le torrent de la révolution, ils s'efforcent d'en régler le cours et, sans rien trahir des intérêts de leur pays, ils s'appliquent à rétablir l'antique harmonie entre le trône et la nation. Le souverain les appelle tous deux aux plus hautes fonctions, mais débordés par les événements, ils rentrent dans la vie privée et

attendent l'heure de la justice. Jusqu'ici la similitude de ces deux destinées est complète ; le résultat de tant d'efforts est bien différent. Palacky meurt sans avoir vu le triomphe de ses idées : Deak termine son existence dans la joie du triomphe. Il n'a pas voulu employer la force ; mais la force d'elle-même est venue à son aide ; le soulèvement de la Hongrie, les défaites de Solférino et de Sadowa ne sont pas son œuvre, mais il en profite quand l'heure est venue.

### III

On sait comment la révolte de la Hongrie, grâce à l'intervention russe, fut étouffée dans le sang de ses auteurs. Ceux qui échappèrent aux bourreaux se réfugièrent à l'étranger ; la réaction abattit sa lourde main sur le royaume de saint Étienne. La conduite de Deak avait été si pure et si correcte que la calomnie et la délation n'osèrent même pas s'attaquer à lui. On le laissa vivre paisiblement à Kéhida ; il se renferma dans un silence complet. Il comprit, avec le sens pratique qui le distinguait, que la réaction s'userait d'elle-même. Il se recueillit dans ses études et,

chose singulière, au milieu du silence universel, son influence grandit de plus en plus. Les violents avaient péri ou étaient dispersés à l'étranger; il restait sur le sol de la patrie le seul représentant de cette génération libérale qui avait préparé pour la Hongrie des destinées nouvelles. Ce fut une grande force pour lui de n'avoir point émigré; il vécut dans un milieu réel au lieu de rêver dans un monde imaginaire.

Le gouvernement absolutiste sentait tout l'intérêt qu'il avait à s'attacher l'illustre patriote. Plus d'une démarche fut tentée auprès de lui; mais il n'entendait admettre aucune transaction contraire à la constitution hongroise.

— Le gouvernement autrichien a mal boutonné son habit, disait-il un jour au ministre de Bach. Il n'a rien de mieux à faire qu'à le déboutonner et à recommencer.

— Mais, répliquait le ministre avec impertinence, ne pourrait-on pas couper les boutons?

— En ce cas, votre habit ne tiendra plus sur vos épaules.

C'était, sous une forme familière, un *non possumus* gros de menaces.

L'adversité vint en aide à la Hongrie. Après la guerre d'Italie, l'empereur d'Autriche annonça qu'il allait donner à son empire une constitution.

Cette constitution, bonne peut-être pour un État unitaire comme la Belgique, l'Italie ou la France, faisait bon marché des droits historiques et des nationalités. Deak, invité à la faire accepter par ses compatriotes, s'y refusa énergiquement. En dehors du droit hongrois il n'admettait rien, ne reconnaissait rien. Cependant il ne se refusait point à entrer en relations avec l'empereur, *futur roi de Hongrie*, pour préparer les éléments d'une transaction. En février 1861, la diète fut convoquée pour la première fois depuis la révolution. Deak fut élu par la ville de Pesth et cette fois encore il devint le chef du parti modéré et vraiment politique, qui sait sacrifier la forme pour gagner le fond, et le secondaire pour assurer le principal. Le 18 mai, dans une adresse célèbre, il exposa les principes du droit public hongrois, principes sur la base desquels il était prêt à traiter dès que la couronne les aurait reconnus. Le grand mérite de Deak fut moins d'avoir rédigé cette adresse que de l'avoir fait voter. La présenter à l'empereur François-Joseph, c'était reconnaître sa souveraineté de fait ; mais l'empereur n'était point couronné roi de Hongrie ; son prédécesseur avait abdiqué sans avoir notifié le changement de règne à la diète hongroise. *De jure*, François-Joseph n'était point roi, et la gauche radicale et légiste refusait d'en-

trer en rapports avec lui. Elle demandait que la diète fît connaître sa volonté par une *résolution*. Le grand art de Deak fut d'amener les résolutionnistes à abandonner le terrain du droit strict, pour s'accommoder au fait accompli. Sous l'influence de sa parole, ils comprirent que sa politique était la vraie et la seule raisonnable ; mais, pour sauvegarder les principes, ils décidèrent que trois d'entre eux sortiraient de la salle au moment du vote ; ils devenaient ainsi minorité et assuraient par une ingénieuse manœuvre le succès de leurs adversaires.

Le langage de Deak, dans cette adresse, était pourtant fort net :

« La condition fondamentale de notre vie politique et de notre existence nationale, c'est l'autonomie légale et l'indépendance de notre pays. Notre premier, notre plus saint devoir est de consacrer toute notre énergie, toutes nos facultés, à obtenir que la Hongrie reste la Hongrie et garde ses droits constitutionnels. Quand on attaque notre autonomie, nous ne connaissons pas d'obligation plus sérieuse que celle d'élever la voix contre l'attentat. Nous déclarons solennellement que nous ne pouvons sacrifier à aucune considération, à aucun intérêt, les droits résultant des traités, des lois, des lettres royales, des serments du couronnement. »

François-Joseph n'était plus habitué depuis longtemps à entendre ce fier langage. Il prétendait que la Hongrie était unie à l'empire par une union non-seulement personnelle mais réelle ; il exigeait qu'elle se fît représenter au parlement de Vienne. Cette fois encore ce fut Deak qui porta la parole au nom de son pays.

« Il se peut, disait-il dans une nouvelle adresse que de mauvais jours attendent encore notre pays ; mais nous ne devons pas les conjurer au prix de notre devoir. La liberté constitutionnelle de notre pays n'est pas une propriété dont nous puissions disposer librement ; la nation en a confié la garde à notre loyauté. Nous sommes responsables devant la patrie et devant notre conscience. S'il faut souffrir, cette nation est résolue à souffrir pour conserver à ses héritiers la liberté constitutionnelle qu'elle a reçue de ses ancêtres. Elle souffrira sans se laisser décourager, comme elle l'a déjà fait, pour sauvegarder les droits du pays. Ce que la force ravit, le temps et d'heureux retours de fortune peuvent le restituer ; ce que la nation par crainte de la souffrance abandonne de ses droits, il lui est toujours difficile de le reconquérir.

« ... D'ailleurs une unité obtenue par la violence ne fait pas une monarchie forte. En blessant les sentiments individuels de chaque pays, la con-



trainte aigrit les cœurs et provoque des désirs de séparation et même de démembrement absolu. Pour être forte, la monarchie a besoin de l'enthousiasme et de l'énergie de toutes ses nations. Il est fort douteux qu'elle reste grande puissance si son unité ne peut être maintenue que par la force armée à l'heure du danger. »

Deak était bon prophète. Dans notre Occident tant de fois renouvelé par les révolutions, en France surtout où le passé semble être devenu une table rase, dont le présent n'accepte que l'héritage ou artistique ou littéraire, on est longtemps resté sans comprendre la portée de cette lutte entre le droit historique du royaume et les innovations théoriques du ministère autrichien. Pour beaucoup de gens, Deak et ses collègues étaient des féodaux, des obscurantistes, l'empereur François-Joseph et son ministre Schmerling des novateurs intelligents, des hommes de progrès. Aujourd'hui la Hongrie a triomphé, tout le monde est convaincu que Deak devait avoir raison. Rien ne réussit comme le succès.

Il fut lent à venir, pourtant. Deak lutta sans relâche de 1861 à 1867 ; par la parole, au besoin par la plume, il ne cessait d'affirmer la *continuité du droit*. Les Teutons de Vienne ont longtemps eu la passion de refaire l'empire à leur image. Ils nient le droit jusque dans le passé pour n'avoir pas à le

reconnaître dans le présent. En 1865, un jurisconsulte autrichien nommé Lustcandl, avait publié à Vienne, sur le Staatsrecht de l'Autriche et de la Hongrie, un de ces pamphlets comme on en voit souvent paraître en Allemagne, qui s'adressent tour à tour aux Tchèques, aux Polonais, aux Magyares, pour leur paraphraser le fameux vers de Voltaire :

Je soupçonne entre nous que vous n'existez pas.

Deak entreprit de lui répondre et fit paraître dans le *Buda Pesthi-szemlé* (Revue de Pesth) une étude qui, sous ce titre modeste : *Notes pour servir à l'histoire du droit hongrois*, est l'un des travaux les plus importants de la littérature nationale. Cet essai, publié depuis à part, forme un volume in-8 de deux cents pages. C'est l'œuvre la plus considérable de Deak. On regrette en le lisant qu'il n'ait pas plus souvent consacré ses loisirs à des études historiques. Mais il était de ceux qui font l'histoire et laissent à d'autres le soin de l'écrire.

Survinrent les événements qui chassèrent l'Autriche de l'Allemagne et lui enlevèrent la Vénétie. Au milieu de ces désastres, les vœux de la plupart des Hongrois furent pour les adversaires de la commune patrie (Gesamtvaterland). Les esprits ardents évoquèrent le souvenir de Kossuth ; le

général Klapka mit au service de la Prusse une légion hongroise. L'empereur, la paix une fois conclue, appela à son secours M. de Beust ; l'homme d'état saxon fit comme un capitaine de vaisseau qui, menacé de sombrer dans la tempête, jette par dessus le bord la partie la plus lourde et la plus encombrante de la cargaison. Avant tout, il entreprit de traiter avec la Hongrie. Deak se trouvait naturellement désigné pour préparer les termes de la transaction (*Ausgleich*). Il joignait à un patriotisme sans tache, un respect inaltérable pour la dynastie héréditaire. Il était l'homme de la situation ; il intervenait au moment décisif, comme ces troupes de réserve qui enlèvent la victoire. Par son tact et sa modération, il réussit à gagner non pas M. de Beust (c'était chose facile), mais le souverain même, ulcéré pas tant de pénibles souvenirs et d'humiliants échecs. Le 28 juin 1867 l'empereur signa les lois nouvelles qui, empruntées pour la plupart à celles de 1848, proclamaient l'autonomie hongroise ; dès le 20 février, un ministère avait été constitué à Pesth sous la présidence du comte Jules Andrassy ; le 8 juillet, François-Joseph se faisait couronner à Pesth et devenait le souverain légitime de la Hongrie.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans tous les détails de l'*Ausgleich*, et d'expliquer à fond ce sys-

tème du dualisme qui gouverne l'Autriche-Hongrie depuis bientôt dix ans (1). Nos lecteurs le voient encore à l'œuvre aujourd'hui et savent quel rôle important jouent les Hongrois dans la politique de l'Orient. C'est le fruit des efforts et de la patience de Deak; l'œuvre assurément n'est point parfaite; M. de Beust aurait dû rendre justice aux Slaves de la Cisleithanie, comme il a rendu justice à la Hongrie; les Hongrois ont tort de profiter de leur triomphe pour opprimer les Slaves et les Roumains. Tout cela n'ôte rien à la grandeur du caractère de Deak, à l'habileté profonde avec laquelle il sut mener à fin cette œuvre si délicate. Ceux-là mêmes qui désiraient, pour la Hongrie, plus encore qu'elle n'a obtenu, reconnaissent le service que Deak a rendu à son pays.

« La transaction avec l'Autriche, dit Koloman Ghyczy dans le discours que nous avons déjà cité, n'assurait pas complètement à notre patrie cette absolue indépendance qui devrait exister sous une dynastie héréditaire, dans une union indissoluble avec les autres pays; mais elle déterminait la dose d'autonomie qui appartient à la Hongrie dans cette union. On n'obtenait pas tout ce qu'on demandait,

1. Voir sur ces questions notre *Histoire d'Autriche*, p. 550 et suivantes. Les derniers chapitres de cet ouvrage forment le lien naturel des études sur Palacky et Fr. Deak.

mais tout ce qu'on pouvait obtenir eu égard aux circonstances. Les affaires intérieures du pays étaient remises aux mains de la nation, on assurait son influence dans les affaires communes, on faisait entrer la Hongrie dans la famille des états européens, dont elle était effacée ; on rendait la patrie à la nation en faisant désormais dépendre sa prospérité du dévouement de ses citoyens. »

L'*Ausgleich* est l'œuvre capitale de la vie de Deak; œuvre de conciliation et de politique raisonnable, elle fut accueillie par la nation avec enthousiasme. Quelques émigrés, Kossuth notamment, se refusèrent à l'accepter. Des esprits exaltés accusèrent même Deak de trahison. Mais il avait bien le droit de dédaigner ces injures, l'homme qui avait prononcé un jour ces nobles paroles :

« J'ai un ami dont les paroles ont plus d'importance pour moi que celles de l'opinion publique. Un ami avec lequel je ne transige jamais, un ami dont les ordres me sont sacrés, dont la désapprobation serait pour moi le plus rude châtiment. Cet ami, c'est ma conscience. » (Discours du 13 mai 1861.)

D'ailleurs, le désintéressement sans exemple que Deak montra au lendemain de son triomphe suffisait à désarmer la calomnie. M. de Beust, baron saxon, pour avoir conclu le traité avec la Hongrie, fut fait chancelier de l'empire et comte héréditaire.

Deak n'accepta de l'empereur ni fonction publique, ni distinction d'aucune sorte. Il ne parut même pas à la cérémonie du couronnement. On voulait lui conférer pour cette journée la dignité du Palatin qui pose la couronne de saint Étienne sur le front du souverain. Il déclina obstinément cet honneur et resta chez lui le jour de la solennité nationale. L'empereur François-Joseph eût voulu lui offrir quelque témoignage de sa reconnaissance : « Sire, lui dit le comte Andrassy, votre Majesté peut tout, pour Deak elle ne peut rien. » Un portrait du roi fut tout ce que le vieux patriote voulut accepter.

#### IV

Deak fut aussi sage que désintéressé en refusant un portefeuille dans le ministère hongrois ; de notre temps, les hommes d'État s'usent vite ; en Hongrie plus vite qu'ailleurs. D'ailleurs, il a peut-être épargné à son nom plus d'une souillure en restant en dehors du gouvernement, qui profita du triomphe des Magyares pour traiter si durement les populations slaves et roumaines du royaume. Deak ne cessait de réclamer justice pour ses concitoyens de nationalité étrangère. Quand en 1869

les Roumains de Transylvanie se résolurent à ne point prendre part à la diète, il publia dans les journaux une lettre où il disait :

« Je serais fort affligé si les Roumains s'abstenaient de prendre part aux élections ; mon désir est de voir le système constitutionnel appliqué à toutes les nations de l'Autriche, sans distinction de race. La patrie a besoin de paix, et tout ce qu'il nous reste à faire, il faut le faire *sine ira et studio*, dans un esprit fraternel, dans une entente parfaite avec tous les citoyens du pays.

« Même, dit-il ailleurs, si les exigences des nationalités sont exagérées, si elles sont le résultat d'un préjugé, il faut se garder de blesser ces préjugés dans les circonstances où la raison d'État ne l'exige pas.... Nous devons nous efforcer de rendre les institutions de la patrie chères aux différentes nationalités, de leur rendre la patrie habitable. »

Il n'approuvait pas les mesures brutales prises par ses compatriotes pour imposer leur idiome ; il demandait que chaque nationalité pût s'instruire dans sa langue maternelle. Sages conseils que la Hongrie regrettera peut-être un jour de n'avoir pas écoutés.

A la diète, Deak s'occupa surtout de réformer et de maintenir le grand parti qui porte son nom, et dont la politique a pour objet principal l'union avec

l'Autriche sur la base du compromis de 1867. Il n'hésita pas à combattre devant la chambre, à faire poursuivre au besoin devant les tribunaux ceux qui, sous l'inspiration de Kossuth, prétendaient ramener la Hongrie dans les voies de la révolution. Il fut parfois en butte à de violentes attaques ; elles n'ébranlèrent pas sa constance ; aux élections de 1869, le parti deakiste forma encore les deux tiers de la diète. « J'avance en âge, disait-il le 6 décembre 1872 dans un discours prononcé au club qui porte son nom, je ne sais combien de temps encore je pourrai prendre part à vos délibérations ; mais notre parti n'est ni vieux, ni malade ; il se rajeunit sans cesse. » Un publiciste hongrois, qui a suivi de près les dernières années de sa vie parlementaire, a tracé de lui le portrait suivant :

« Deak, comme orateur, est un des phénomènes les plus intéressants qu'on puisse observer. Avec son arsenal immense de faits historiques et juridiques, il est toujours prêt à l'attaque comme à la défense. Ce n'est pas un virtuose de la parole. Mais personne n'a plus que lui l'art de se passer d'artifices ; il possède trois grands secrets : il trouve le mot propre quand il le faut, il lui donne le ton qui lui convient, et l'intensité nécessaire. Ce qui jaillit de ses discours, ce n'est pas une lumière



électrique, éblouissante, ou chatoyante, c'est tout simplement la clarté du jour, telle que la produit la nature. Il ne prend aucune attitude ; il filtre ses premières paroles à travers ses épaisses moustaches ; elles résonnent sourdement ; au bout de quelques moments, son débit s'accroît et il impose sa parole, sans pourtant élever la voix. Tantôt il s'adresse à ses plus proches voisins, tantôt il se tourne vers la gauche qui l'écoute silencieuse et stoïque, tantôt vers la tribune des journalistes ; à certains moments, il se met à son aise et plie un genou sur sa chaise. Quand il n'a point de notes à consulter, il relève ses lunettes sur son front, ou bien il déploie un large foulard de soie et en essuie tranquillement les verres. Vient le moment où de ses prémisses il veut tirer les conclusions, il remet ses lunettes, il se tourne la tête haute vers la fraction contre laquelle son discours est dirigé. Son organe se développe avec plus de puissance. L'index de la main droite s'agite avec vivacité, comme s'il voulait d'un geste souligner chaque syllabe. Les déductions s'alignent avec une inexorable logique. La chambre éclate en *eljen* (vivats), mais la voix puissante du *leader* domine jusqu'à cette explosion d'enthousiasme.

« Son discours manque d'ornements ; il ne s'amuse point à se baisser pour ramasser des fleu-

rettes ; son éloquence a le caractère d'un édifice pratique ; on n'y rencontre aucun détail superflu mais rien d'utile n'y manque. Et cependant, on ne peut dire que la construction ait un aspect froid ou dépourvu de beauté. Les proportions sont d'une merveilleuse harmonie.... Il devient terrible quand il réfute l'un des orateurs qui l'ont précédé ; il se laisse aller à son humour ; le lion s'amuse et joue avec la souris qu'il tourne et retourne dans ses griffes puissantes. Rien de plus redoutable que sa bonhomie.»

La bonhomie est en effet un trait saillant de ce caractère. Deak vécut et mourut en bon bourgeois. Jamais il ne put se décider à quitter son modeste logis de l'*hôtel d'Angleterre*. C'était un bien rare spectacle pour les habitants de Pesth de le voir endosser le costume national, l'attila flottante sur l'épaule, le kolpak à plume d'aigle. Le sabre recourbé allait mal à la lourde taille du *tablabiro*. Il fumait des cigares vulgaires et jouait volontiers aux quilles avec ses amis. C'était son plus grand divertissement ; avant son triomphe, les quilles le consolèrent plus d'une fois des déboires de la politique. Chez lui, il sculptait volontiers de petits bibelots en bois que les patriotes s'arrachaient. Sa popularité dans les dernières années de sa vie était devenue prodigieuse ; tout ce qui pouvait porter

un nom dans la mode ou dans l'industrie recevait le nom de Deak ; on trouvait son portrait sur les pipes, sur les foulards, sur les boîtes d'allumettes. Son salon était encombré de tapis, de coussins, de plumiers, de porte-journaux, que de gracieuses admiratrices lui envoyaient de tous les coins de la Hongrie.

Il souffrait cette popularité, ne pouvant l'empêcher ; mais il s'y fût volontiers dérobé. La mort seule permit au souverain et au pays de rendre au grand citoyen les honneurs qu'il avait refusés de son vivant. Pesth lui fit de splendides funérailles. L'impératrice Elisabeth voulut de ses royales mains déposer une couronne sur le cercueil de celui qui avait conservé la Hongrie à son époux. Rare et pieux hommage rendu non moins à l'illustre défunt qu'au sentiment public de son pays. A défaut d'autre témoignage, il suffirait à faire comprendre la grandeur du rôle de François Deak. Peu d'hommes, dans ce siècle de crises et qui a vu tomber tant de trônes, ont eu le secret de réconcilier les peuples et les rois.

# L'AUTRICHE-HONGRIE

ET

## LA QUESTION D'ORIENT (1)

---

Tout le monde a remarqué l'attitude embarrassée de l'Autriche-Hongrie dans la question d'Orient. La Russie — désintéressée ou non — est franchement sympathique à ses coreligionnaires. L'Angleterre, malgré certaines explosions du sentiment populaire, obéit à des traditions bien connues. L'Italie est trop récente encore pour avoir une politique extérieure propre, et trop peu armée pour la faire prévaloir. La France se recueille ; le sentiment public, chez nous, peut se caractériser en deux mots : un désir immense de paix et une répugnance profonde pour quiconque trouble, à tort ou à raison, le repos de l'Europe. L'Allemagne est moins préoccupée de l'Orient que de la France et de

1. Écrit en novembre 1876.

la Russie. De tous États européens, l'Autriche-Hongrie est celui qui a, dans la question actuelle, les intérêts les plus immédiats et les traditions les mieux établies. Malheureusement le mauvais génie qui depuis un demi-siècle préside à ses destinées a brusquement rompu ces traditions et les a forcées pour ainsi dire, à se retourner contre elles-mêmes.

Il ne saurait être question de l'opinion publique dans cet empire bigarré ; les intérêts des nationalités diverses qui le composent s'entre-choquent à tout propos. Le rêve de l'Allemand, c'est d'agrandir la monarchie pour propager bien loin vers l'Orient la *deutsche Kultur*. L'intérêt hongrois, c'est d'éviter tout ce qui peut développer l'élément slave dans l'empire ou sur ses frontières. Les Tchèques, les Ruthènes, les Croates obéissent à des aspirations absolument opposées. Quant aux Polonais, la haine du Moscovite est toujours leur maîtresse passion et le seul mobile de leur politique. Ces conflits d'opinion remontent à une époque relativement moderne et sont suffisamment connus. Quel était le rôle de l'Autriche à l'époque où ces nationalités s'ignoraient encore elles-mêmes ?

L'empire d'Autriche est un État récent ; il fut créé, au début du siècle, par l'empereur François I<sup>er</sup>, dépossédé du saint empire germanique. Sous ce titre plus pompeux que réel, il réunit tout un

groupe d'Etats divers bizarrement agglomérés, et dont la Bohême et la Hongrie forment le noyau central. Les Tchèques et les Magyares sont les seuls qui vivent tout entiers sous le sceptre des Habsbourg. Tous les autres peuples (sans parler des Allemands, moins nombreux qu'on ne le croit chez nous), Polonais, Serbes, Ruthènes, Roumains, Italiens, trouvent en dehors de la monarchie leur centre moral et politique. Comme roi de Bohême, l'empereur d'Autriche n'a guère de rapports avec la Turquie ; comme roi de Hongrie, il est le seul souverain de l'Europe qui confine directement avec elle et qui puisse, en invoquant le droit historique, se poser en héritier direct de *l'homme malade*.

Depuis des siècles, les rois de Hongrie ont porté — il est assez piquant de le rappeler aujourd'hui — les titres de rois de Bosnie, de Serbie, de Cumanie et de Bulgarie. Le droit public hongrois désigne constamment ces régions sous le nom de *partes annexæ, territorium accessorum*. Leurs armoiries figurent dans l'écusson sur le royaume sur le sceau royal ; leurs étendards flottent au couronnement du souverain, à côté des étendards hongrois, dalmate, croate et slavons. Dans son diplôme d'inauguration, le roi promet de reconquérir les provinces perdues et de les réannexer à l'Etat hongrois.

Nous allons voir sur quel fondement reposent ces prétentions.

Soutenues par la force, elles seraient incontes- tables ; le droit des rois hongrois sur la Serbie et la Bosnie est beaucoup plus sérieux que n'était celui en vertu duquel Marie-Thérèse réannexa la Galicie lors du premier partage de la Pologne. La civilisation et l'humanité n'ont rien gagné au dé- membrement de la Pologne ; celui de la Turquie, accompli en 1772, eût épargné bien du souci aux hommes d'État modernes et ouvert un large champ aux progrès de notre époque (1).

Au début du XII<sup>e</sup> siècle (1138), à l'époque où la nation serbe jouissait de sa pleine indépendance, Bela Uroch, *grand joupán* des Serbes, marie sa fille Hélène au roi Bela II ; il lui constitue en dot la Bosnie, que les textes latins de cette époque désignent sous le nom de Rama ; désormais les rois de Hongrie prennent le nom de *rex Bosnæ, seu Ramæ* ; ils n'exercent pas toujours leur souverai- neté d'une façon immédiate, mais ils accordent l'investiture à des *bans* ou même à des rois. Le Saint-Siège, dans des actes internationaux, re- connaît cette suzeraineté ; elle dure jusqu'au mo-

1. La question qui nous occupe a été traitée avec de grands détails par M. Pervolf dans un travail intitulé : *les Hongrois et la question d'Orient* (Prague, 1870).

ment où la Bosnie est conquise par les Turcs ; on ne saurait donc nier qu'au point de vue de la continuité du droit, les Hongrois soient fondés à réannexer la Bosnie, le jour où les Ottomans abandonneront de cette province. Ce paradoxe historique n'a rien d'étonnant pour un peuple aussi légiste que celui des Magyars.

Mais l'Herzégovine leur revient au même titre que la Bosnie. Le pays de Chlum (c'est l'ancien nom de cette province) dépendait du royaume de Bosnie et, par suite, de la Hongrie. Le *Herzog* ou duc de Saint-Sava, dont la dignité exotique donna son nom à la province, était vassal de la couronne de Saint-Étienne au même titre que les bans ou rois de Bosnie.

Le roi Mathias Corvin réussit un moment à récupérer une partie de cette Bosnie qu'il appelle dans ses actes : *Regnum nostrum*. Mais les Ottomans restèrent les plus forts, et, pendant plus de deux siècles, personne ne put songer à ébranler leur redoutable domination.

A l'est de la Bosnie et de l'Herzégovine s'étend la Serbie proprement dite. Vers le sud de cette province s'élevait autrefois la ville de Rasa sur la rivière Raska, affluent de l'Ibar, auquel tant de personnes s'intéressent depuis qu'il est devenu un cours d'eau stratégique. Cette ville de Rasa donnait au moyen



âge son nom à tout le peuple serbe. Les rois nationaux de la dynastie des Nemanias s'intitulent souvent *rois de toutes les terres rasciennes*. Le mot latinisé *Rascia*, *Rasciani*, a passé chez les peuples voisins : *Raizen* en allemand, *Racz* en hongrois. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, les rois de Hongrie, pour constater la suzeraineté qu'ils avaient imposée aux grands joupans de Serbie, prirent le titre de rois de Serbie (*rex Serbiæ* ou *Rasciæ*). Ce titre resta purement illusoire. La Serbie, après une période éclatante d'indépendance sous la dynastie nationale, devint vassale de la Turquie après le désastre de Kossovo. Les Serbes essayèrent alors de s'appuyer sur la Hongrie pour échapper au joug musulman. Le prince Étienne Lazarevitch implora le secours du roi Sigismond et lui fit hommage de ses possessions ; non content de s'engager pour l'avenir, il reconnut que la Rascie avait toujours été soumise à la Hongrie (*ab antiquo subjectam fuisse*). Au cas où la dynastie indigène viendrait à s'éteindre elle devait faire définitivement retour à la couronne de Hongrie.

Ces traités ne retardèrent guère l'asservissement de la Serbie : en 1459, les Ottomans en firent un pachalik. Les Hongrois durent abandonner peu à peu les terres serbes qui étaient en leur possession ; seuls les « faucons de la Montagne Noire » gar-

dèrent dans leurs âpres rochers le dépôt de l'indépendance nationale.

Il est moins facile de déterminer les circonstances au milieu desquelles les Hongrois s'arrogèrent la suzeraineté de la Bulgarie. Ils pénétrèrent à diverses reprises dans ce pays sans jamais en prendre possession. Toujours est-il qu'à partir du XIII<sup>e</sup> siècle on voit le roi de Hongrie s'intituler *rex Bulgarix : regnum Bulgarix sacræ coronæ hungaricæ subjectum*, écrit Thurocz au XV<sup>e</sup> siècle. Mais, dès 1395, la royauté bulgare ne pouvait plus s'exercer que *in partibus infidelium*. Les droits des Magyares sur la Bulgarie sont aussi difficiles à établir que ceux qu'ils ont jamais eus sur la Galicie et la Lodomérie.

Pendant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, les hommes d'Etat hongrois furent assez empêchés de faire valoir sur toutes ces contrées les prétentions de la sainte couronne. Ils eurent fort à faire pour défendre leur propre sol et virent les Ottomans vainqueurs établir leurs pachas à Bude, à Raab et à Temesvar. Les Slaves méridionaux ne pouvaient désormais compter pour leur délivrance sur la Hongrie, elle-même asservie. Mais le roi de Hongrie était en même temps roi de Bohême, margrave de Moravie, possesseur des Etats héréditaires autrichiens et, qui plus est, empereur d'Allemagne. Par la position géographique de ses États, par la majesté de son

titre, il était le protecteur naturel des chrétiens. Toutes les fois que la guerre éclatait entre l'empereur et le sultan, des Slaves de Bosnie, de Serbie, d'Herzégovine prenaient du service dans les armées impériales ; des *knèses*, des représentants des plus illustres familles quittaient leur patrie pour combattre l'ennemi de la foi chrétienne. Dans la Hongrie occupée par les Turcs, certains Magyares toléraient assez volontiers leur domination : les Zapolya, les Bethlen, les Apafy, les Les Teleki, les Rakoczy traitent avec les musulmans, se reconnaissent leurs vassaux, sollicitent leur appui contre l'empire. Les Serbes, eux, s'attachent à la maison d'Autriche.

De 1596 à 1666, une correspondance assidue est échangée entre les représentants de la Serbie et de l'Herzégovine, d'une part, et la cour de l'empereur Rodolphe (1). Les chrétiens implorent le secours de l'invincible César romain, qui loue la piété de leur dessein et promet de faire tous ses efforts pour que le duché d'Herzégovine et les contrées voisines soient délivrés du joug des Turcs et, sous les auspices de la Majesté Impériale, réunies au corps de la république chrétienne. « *Quod consilium vestrum, cum pium ac salutare privatimque ac publice utile*

1. Elle a été publiée dans la *Slawische Bibliothek* de Miklosich, tome II, p. 288 et suivantes.

*sit, magnopere id laudamus.* » La domination ottomane est aussi dure aujourd'hui qu'elle l'était en 1666 ; mais le souverain actuel de l'Autriche, roi apostolique de Hongrie, n'oserait plus tenir le langage de son aïeul. Il laisse impunément violer par les Turcs les frontières autrichiennes et se contente d'indemniser sur sa cassette les communes slaves pillées par les Nizams sur le territoire de l'empire.

La période qui s'étend de la bataille de Mohacz au siège de Vienne ne fut pas heureuse pour les armes chrétiennes (1526-1683). A partir de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, on put espérer des temps meilleurs. L'empereur Léopold jugea utile de faire revivre les droits de la Hongrie sur les pays slaves. Par un manifeste daté du 6 avril 1690, il invitait le patriarche des Serbes, Arsène Tsernoïevitch, et tous les peuples de l'Albanie, de la Serbie et de la Bulgarie, à prendre les armes, non pas pour recouvrer leur indépendance, mais pour entrer sous la domination de la couronne de Hongrie (*populos et provincias nobis jure subjectos et jure a nostro Hungariæ regno dependentes*). Dans un privilège de la même époque, l'empereur promettait aux Serbes le libre exercice de la confession orthodoxe et le libre choix d'un évêque dont l'autorité s'étendrait sur toute la péninsule du Balkan et la couronne de

Hongrie. Il promettait également de ramener par ses armes victorieuses la nation rascienne (serbe) dans ses anciens foyers. Les Serbes, considérant l'empereur comme leur protecteur naturel, ne cessaient d'émigrer dans ses États. En 1739, leur métropolitain s'établit à Carlovitz (1) ; la colonie serbe de la Syrmie était alors pour la nation tout entière ce que prétend être la Principauté d'aujourd'hui : un centre d'attraction, un foyer d'indépendance. Malgré les victoires du prince Eugène, la maison d'Autriche ne justifia pas toutes les espérances des Slaves. L'empereur Joseph II se crut appelé à chasser définitivement les Turcs de l'Europe ; dans ses lettres, il s'annonce comme le vengeur de l'humanité, destiné à purger le monde des barbares qui en avaient été depuis si longtemps le fléau. En 1788, il déclara la guerre à la Turquie « pour récupérer les pays que des circonstances malheureuses ont détachés de son empire ». Dans une lettre adressée au roi de Prusse il annonce l'intention de *germaniser* ses conquêtes. Les Serbes ne soupçonnent pas cette arrière-pensée. Ils le saluent comme un libérateur. La première édition du poëme d'Obradovitch sur la *Serbie délivrée* (Vienne, 1789) est précédée d'une gravure

1. Consulter pour le détail l'*Histoire des Serbes de Hongrie*, de M. Emile Picot (Paris, Maisonneuve, 1874).

qui représente Joseph II et Laudon ôtant les chaînes de la Serbie.

« Noble souverain, Joseph le Grand, — s'écrie Obradovitch dans un autre poëme, — étends ta protection sur la race serbe. — Tourne ta figure bienfaisante — vers un peuple cher à tes ancêtres, — vers la pauvre Serbie et la Bosnie — qui souffrent des misères sans nombre. — Gloire du monde, illustre monarque, rends aux Bulgares leurs boïars, — à tes Serbes leurs antiques héros, à la Grèce ses Pindares ! »

Joseph II échoua dans sa glorieuse entreprise ; ses successeurs, uniquement occupés à combattre la Révolution française, lâchèrent la proie pour l'ombre. Grâce à Karageorges et à Miloch Obrenovitch, la Serbie s'affranchit elle-même ; la principauté devint désormais le centre moral des Slaves méridionaux ; la guerre de 1876 n'est que le prolongement logique de l'insurrection commencée en 1804.

## II

Dans d'autres circonstances, avec une autre politique, la dynastie autrichienne aurait pu profiter de cette insurrection : chassé des bords du Rhin

par Napoléon I<sup>er</sup>, François I<sup>er</sup> créait un État nouveau sur le Danube ; la majorité des peuples qui le composaient n'était pas allemande. En rompant franchement avec la tradition germanique, on pouvait fonder un État fédératif qui, par la variété ethnographique et par la libéralité de ses institutions, aurait attiré à lui les populations serbes ou roumaines du bas Danube. Gentz méditait d'abandonner Vienne et de transporter à Pesth la capitale de l'empire. Ce projet ne fut pas adopté. Le gouvernement continua de tourner toutes ses aspirations vers l'Occident, vers l'Allemagne, vers l'Italie. Hongrois, Slaves, Latins, tous les peuples de l'empire durent dépenser le meilleur de leur sang pour maintenir sur les bords du Rhin ou de l'Adige le prestige d'une dynastie aussi aveugle qu'égoïste. On sait quelles ont été les conséquences de cette politique : Solférino a chassé les Habsbourg de l'Italie ; Sadowa les a chassés de l'Allemagne. Refoulée vers l'Orient, l'Autriche a trouvé sur ses frontières des populations émancipées et peu soucieuses d'échanger leur autonomie pour une domination étrangère. Cependant, si l'Autriche s'était montrée équitable pour toutes ses nationalités, si elle s'était posée en représentant décidé du christianisme contre l'oppression musulmane, peut-être eût-elle pu s'imposer à ses faibles voisins par une

force morale bien supérieure à celle des parchemins antiques et aux prétentions de la *sainte couronne* ; peut-être aurait-elle amené les principautés du Danube à conclure avec elle une alliance intime, une fédération analogue à celle que la Prusse a su grouper autour d'elle. Cette fédération serait restée toujours ouverte aux populations mécontentes de la domination ottomane ; l'empire d'Autriche aurait été le cadre réel de ces États-Unis du Danube que plus d'un publiciste a rêvés.

On remarquera que dans ces considérations nous laissons absolument de côté la Russie. Nous n'entendons pas nier l'action ouverte ou secrète qu'elle peut exercer sur les peuples slaves ; mais cette action, l'Autriche pouvait l'exercer beaucoup plus efficacement ; Pétersbourg profite constamment des fautes de Vienne.

On sait que jusqu'en 1866 la politique autrichienne a été exclusivement italienne et allemande. Depuis cette époque, le gouvernement s'est appliqué à froisser systématiquement les nations qui s'étendent au delà des frontières du Danube et de la Save et qui auraient pu propager au loin le prestige de la dynastie. Les Allemands et les Magyares se sont partagé le pouvoir et ont entendu réduire les autres nationalités aux rôles d'ilotes ou de cariatides. On connaît les griefs des Tchèques, qui depuis



bientôt dix ans refusent d'accepter les réformes dont M. de Beust, baron saxon, les a libéralement gratifiés. Les Slaves et les Roumains de Hongrie ne sont pas mieux traités : les Magyars prétendent exercer sur eux une suprématie plus lourde encore que celle des Allemands de la Cisleithanie. Les Magyars, il y a bientôt dix siècles, ont conquis le pays qu'ils habitent ; encore aujourd'hui, malgré l'expérience de l'histoire, ils gardent une attitude de conquérants. Mais l'esprit moderne fait paraître leur domination plus insupportable qu'elle ne l'a jamais été. Au moyen âge, la constitution d'États formés de races diverses offrait peu de difficultés ; le sentiment national n'existait pas ; la langue latine, organe commun de la culture et de la vie politique, suppléait aux idiomes vulgaires ; l'idée théologique d'une souveraineté d'institution divine suffisait à maintenir les masses dans l'obéissance et l'État dans l'unité. Aujourd'hui les éléments qui constituent les États sont profondément modifiés : les peuples se considèrent comme égaux et prétendent trouver en eux-mêmes leur raison d'être ; l'avènement à la vie littéraire d'idiomes longtemps négligés amène entre les langues et les races des conflits qui provoquent des crises aiguës ou de sourdes révoltes.

L'Autriche, du temps qu'elle faisait partie de l'Al-

Allemagne, avait entrepris de germaniser les diverses nations qui composent son empire ; elle pouvait se faire illusion à elle-même et à l'Europe en affirmant qu'elle travaillait pour la civilisation, qu'elle était l'avant-courrière de la *Kultur* en portant jusqu'aux bouches du Danube la noble langue de Kant et de Gœthe. La Hongrie magyare, quelles que puissent être ses illusions et la valeur de ses écrivains, ne saurait prétendre qu'elle sert la civilisation en obligeant les Slovaques, les Serbes ou les Roumains à s'assimiler le moins européen des idiomes de l'Europe. Le long travail qu'impose l'étude forcée du magyare n'est pas suffisamment récompensé par l'étendue des horizons intellectuels que cette étude peut ouvrir. Le Slave ou le Roumain de Hongrie demande d'abord à cultiver sa langue maternelle ; il y a là une question d'amour-propre et de patriotisme avec laquelle ne peuvent transiger que les peuples barbares et sans écriture, comme pouvaient être ces nations auxquelles Rome imposa l'unité du latin. Pour un Serbe intelligent, la littérature des Russes orthodoxes, ses coreligionnaires et ses congénères, offre un bien autre intérêt que l'idiome borné d'une nation protestante ou catholique. Nous savons par expérience quel attachement les Roumains portent à notre langue et à notre littérature ; chaque année

les Principautés envoient à Paris plus de deux cents étudiants : croit-on que les Roumains de Transylvanie soient bien flattés d'être obligés de voir leurs enfants réduits à étudier une langue beaucoup plus exotique pour eux que n'est le français ou l'italien ?

Ce chauvinisme opiniâtre des Magyares les rend fatalement persécuteurs. Au nord de la Hongrie s'étend le peuple slovaque : les Slovaques, apparentés aux Tchèques, ont, eux aussi, l'orgueil de leur idiome national ; ils s'efforcent de le cultiver, ont fondé des journaux, une Société pour la publication de livres populaires, la *Matica slovenska* ; au prix de sacrifices considérables, sans aucune subvention du gouvernement, ils ont ouvert quelques gymnases : le gouvernement a vu dans ces gymnases un danger public ; il les a fermés. La *Matica* publiait des contes, des chansons, des almanachs, des livres d'agriculture ; elle a été dissoute. Les Serbes avaient établi à Novi-Sad une *Matica* qui jouait un rôle analogue ; ils ont dû en transporter le siège à Pest. Ils ont à Novi-Sad un théâtre où l'on joue en leur langue ; ils ont demandé à la diète une subvention qui leur a été refusée. Et cependant ils contribuent à l'entretien du théâtre national hongrois, dont ils ne profitent pas. La liste serait longue de toutes ces vexations. En Slavonie,

à Diacovo, existe un séminaire consacré jusqu'ici à former de jeunes ecclésiastiques pour la Bosnie : la Bosnie étant un pays serbe, il semblait juste que les futurs pasteurs fussent élevés dans un établissement où l'instruction se donne en leur langue maternelle. Mais les Hongrois ont eu peur que, sous la direction du grand évêque Strossmayer, les séminaristes ne devinssent trop attachés à la nationalité slave ; on les a transportés à Gran, en plein pays magyare ! Les étudiants serbes, il y a une dizaine d'années, avaient formé une association sous le nom d'*Omladina* (la Jeunesse) pour la publication de livres en leur langue ; elle a été dissoute. Sur toutes les lignes de chemin de fer, même dans la Croatie, qui jouit pourtant d'une certaine autonomie, le magyare a été imposé comme langue officielle. Ces procédés des Magyares envers les peuples qui partagent avec eux la couronne de Saint-Étienne ne sauraient être comparés qu'à ceux dont usent depuis cinq ans les conquérants de l'Alsace-Lorraine.

Centralisation pour centralisation, mieux valait encore le régime de l'ancienne Autriche. En germanisant les peuples à tout prix, elle mettait à leur disposition un instrument de culture et de progrès scientifique ; le libéralisme hongrois a fait regretter plus d'une fois l'absolutisme autrichien.

Malheureusement, la vanité nationale se mêle chez les Magyares à des rancunes que le temps semble avoir aigries plutôt qu'effacées. Ils ne sauraient oublier qu'en 1848, ce sont les Slaves qui ont le plus contribué à étouffer leur révolution. Jellachitch et Stratimirovitch combattaient à la tête des Croates et des Serbes pour défendre leur nationalité menacée; Paskievitch commandait l'armée russe qui écrasa les Hongrois à Villagos. Nicolas n'avait pu refuser à un souverain absolu le secours de ses armes. Les Hongrois ont eu le tort de mettre au compte de la Russie tout entière une intervention qui était le fait personnel du monarque. Ils ont gardé à la Russie une haine profonde qui retombe également sur les Slaves, soupçonnés ou convaincus de sympathies moscovites. On comprend qu'avec de pareilles tendances, ils voient d'un mauvais œil toute tentative des Slaves de Turquie pour s'émanciper du joug musulman : la Serbie est un Piémont vers lequel les Serbes de la Hongrie tendent d'autant plus à graviter que les conditions de la vie politique leur sont rendues plus difficiles par leurs maîtres actuels. Les Hongrois le comprennent fort bien : depuis le début de la guerre ils ont absolument perdu le sang-froid et même le sens moral. Depuis le début des hostilités, la frontière du royaume de Hongrie a été plus d'une fois violée

par des Turcs qui ont pillé ou assassiné des sujets hongrois ; le gouvernement s'est bien gardé de réclamer : il ne s'agissait que de sujets slaves, et, pour l'orgueil magyar, *tot ember, nem ember*, l'homme slave n'est pas un homme. Des Serbes du royaume ont cru pouvoir manifester leurs sympathies pour leurs congénères engagés dans une lutte qui intéresse les destinées de la race tout entière ; ils ont été traités avec une brutalité dont on trouverait peu d'exemples chez les peuples civilisés. On se rappelle qu'au début de la guerre un général en retraite, Stratimirovitch, avait offert ses services au prince Milan. Stratimirovitch n'a jamais été une personnalité agréable aux Magyars. En 1848 il leur a infligé plus d'une défaite, et jeté à la face de dures vérités : « Nous combattons, disait-il dans un de ses manifestes, contre ceux qui violent la constitution, qui ne veulent la liberté que pour eux-mêmes et l'esclavage pour nous, qui veulent n'employer qu'au profit de la minorité magyare un trésor gonflé par les sueurs des Slaves, des Allemands et des Roumains. » Les Magyars ont des rancunes tenaces : Stratimirovitch, pour des raisons qu'on ignore, a vu ses services refusés par Tcherniaïev et a été renvoyé à Semlin ; les Hongrois l'ont fait arrêter. Depuis longtemps il n'était plus en activité, et aucune loi hongroise ne défend à un particulier de s'enga-

ger dans une armée étrangère. Il est vrai qu'une ancienne loi du pays, du temps où les Turcs étaient considérés comme les pires ennemis du royaume et de la chrétienté, déclare coupables de haute trahison ceux qui fournissent des armes aux Ottomans et aux autres infidèles (*administratores armorum Turcis et aliis infidelibus regni hujus æmulis ei hostibus*). Les infidèles aujourd'hui, ce sont les chrétiens !

Un cas plus curieux encore, c'est celui du député Miletitch. M. Miletitch est rédacteur en chef du journal serbe *Zastava* (*le Drapeau*), qui paraît à Novi-Sad, et député à la diète de Pesth. C'est depuis de longues années l'infatigable champion de la nationalité serbe ; esprit original et indépendant, il dit à tout le monde de dures vérités ; son journal, souvent condamné en Hongrie, a été plus d'une fois interdit dans la principauté de Serbie. Au début de la guerre, M. Miletitch a naturellement prêté à ses compatriotes slaves l'appui de sa plume et de son influence morale. Mal lui en a pris. Le 5 août dernier, pendant qu'il reposait tranquillement dans son domicile, la police pénètre chez lui : on lui montre un télégramme du ministre président le conseil, qui donne l'ordre de l'arrêter. Il proteste, invoque son titre de député et l'immunité parlementaire qui couvre les repré-

sentants de la nation : le 10 août, on lui signifie un jugement du tribunal de Boczerek qui le déclare inculpé de crime contre la sécurité publique et la paix internationale. Depuis cette époque, il n'a pu obtenir ni d'être jugé, ni d'être interrogé, ni d'être mis en liberté. La Chambre des députés de Pesth, interpellée sur cette affaire par un député serbe, M. Polit, a donné au ministre un bill d'indemnité, et n'a pas hésité à sacrifier dans la personne de M. Miletitch l'immunité parlementaire, sauf à créer un précédent qui pourra un jour se retourner contre les Magyares eux-mêmes. Le grand crime de M. Miletitch serait, paraît-il, d'avoir promis au prince Milan des volontaires et des souscriptions pour l'emprunt serbe. Pendant que cette comédie se joue à Pesth, le général hongrois Klapka est à Constantinople, où il offre au gouvernement turc des services qu'on n'accepte pas et des conseils peu écoutés. Il peut être certain de n'être ni arrêté ni poursuivi à son retour.

### III

Le sens commun, ou, si l'on préfère le mot, le sens moral s'est tellement perverti chez les Magyares, qu'ils arrivent à voir les oppresseurs chez les Slaves



et les opprimés chez les Ottomans. Navrés de leur isolement au milieu des peuples indo-européens, ils se sentent pris d'une soudaine tendresse pour leurs cousins de race non aryenne ; les étudiants de Pesth provoquent des souscriptions non pas pour les pauvres Bosniaques réfugiés sur le sol du royaume ou pour les Bulgares incendiés, mais pour les blessés turcs.

« La Hongrie magyare, dit leur manifeste, a des devoirs envers elle-même, envers la civilisation : elle doit ses sympathies *au peuple qui verse tout son sang* dans l'intérêt de la civilisation. Montrons par nos offrandes que la jeunesse magyare accompagne de ses vœux un peuple congénère dans une lutte sanglante, qu'elle souhaite la victoire des braves combattants. Organisons une promenade aux flambeaux en l'honneur du consul turc : personne ne saurait y manquer, car notre devise est : **A bas la tyrannie barbare, vive la civilisation !** »

Le ministère hongrois a eu le bon sens d'interdire cette manifestation, qui eût provoqué de redoutables conflits. Les jeunes softas de Pesth ne se sont pas tenus pour battus ; ils ont télégraphié aux étudiants de Vienne pour les inviter à ouvrir, eux aussi, des souscriptions en faveur des Turcs : « Le colosse moscovite menace notre commune patrie  
Un peuple qui possède les sympathies de toutes les

populations de notre patrie (!) lutte contre notre ennemi commun (la Russie). Il lutte pour la civilisation européenne. Montrons-lui nos sympathies. » Les étudiants allemands de Vienne ont répondu à ce langage d'une façon inattendue :

« Nous sommes bien aises de constater qu'au moment où vous sentez votre nation en danger, vous vous décidez à reconnaître la valeur de la civilisation allemande. Mais comme vous opprimez nos congénères, comme vous persécutez la langue allemande en Transylvanie, nous remarquons une singulière divergence entre vos paroles et vos façons d'agir... Vous agitez le spectre vieilli du panslavisme ; mais la terreur ne saurait nous troubler au point de nous faire voir chez les Turcs un peuple frère et des représentants de la civilisation. »

A Agram, les étudiants croates ont protesté contre les procédés de leurs collègues de Pesth, et invité le gouvernement à intervenir en faveur des Slaves de Turquie. Ce drame scolaire à trois personnages suffit à donner une idée de l'unité d'opinion publique qui règne dans l'État austro-hongrois.

Ceux qui, comme nous, ont applaudi au récent triomphe des Magyars et à leur renaissance politique, ne sauraient les voir sans tristesse persévérer

dans l'exaltation fébrile dont nous signalons ici les symptômes. Qui sème les nuages récolte la tempête, dit le proverbe populaire. Quand même les Magyares, à force d'opiniâtreté, arriveraient à doubler un jour le nombre de ceux qui parlent leur langue, ils ne seraient jamais plus de dix millions, ils n'en seraient pas moins fatalement enveloppés par cette grande race slave qui tôt ou tard arrivera à sa complète émancipation. Quant à l'Autriche, son avenir nous paraît singulièrement compromis : on sait à quelles catastrophes l'a conduite sa politique allemande et italienne ; la politique hongroise qu'elle suit aujourd'hui oblige les Habsbourgs à trahir leurs traditions historiques et leur interdit de profiter des avantages qu'assurent à la monarchie sa situation et sa constitution ethnographique. L'État autrichien créé par François I<sup>er</sup> en 1804 a manqué sa destinée ; pourra-t-il un jour en recommencer une nouvelle ?

FIN.

## TABLE DES MATIÈRES.

---

I. Un précurseur du Panslavisme au XIII <sup>e</sup> siècle. — Georges Krijanitch.....	1
II. Un essai de mystification littéraire. — Le Vêda Slave.....	51
III. La vie de province en Russie d'après une publi- cation provinciale.....	75
IV. Le roman russe dans la littérature française. — Madame Henri Gréville.....	107
V. Jean Hus.....	141
VI. Quelques documents tchèques relatifs à Henri IV.	247
VII. L'historien national de la Bohême. — François Palacky .....	275
VIII. François Deak et la Hongrie.....	347
IX. L'Autriche-Hongrie et la question d'Orient.....	383

50

1186

LOUIS LEGER

NOUVELLES  
ÉTUDES SLAVES

HISTOIRE ET LITTÉRATURE

UN PRÉCURSEUR DU PANSLAVISME AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.  
LE VEDA SLAVE.  
LA VIE DE PROVINCE EN RUSSIE.  
LE ROMAN RUSSE DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.  
JEAN HUS. DOCUMENTS TCHÈQUES SUR HENRI IV.  
LA BOHÈME AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE ET FRANÇOIS PALACKY.  
LA HONGRIE ET FRANÇOIS DEAK.  
L'AUTRICHE ET LA QUESTION D'ORIENT.

INF 2 A 45

PARIS

ERNEST LEROUX, ÉDITEUR

28, RUE BONAPARTE, 28

—  
1880

ERNEST LEROUX, ÉDITEUR

28, RUE BONAPARTE, 28

## RÉCENTES PUBLICATIONS

LEGER (L.). ÉTUDES SLAVES, VOYAGES ET LITTÉRATURE. 1 vol.  
in-18 ..... 3 50

SOMMAIRE : A travers la Russie. — Kiew. — Nijni-Novgorod. — Kazan et les Tartares. — Les Études slaves et la Russie. — La langue serbe. — La comédie moderne en Pologne. — La Bohême et le Panslavisme, etc.

— CHRESTOMATHIE RUSSE, recueil de morceaux choisis et gradués pour servir à l'étude de la langue russe. 1 vol.  
in-8° ..... 7 50

PIERLING (Le P. Soc. Jésus). ROME ET DÉMÉTRIUS, d'après des documents nouveaux, avec pièces justificatives et fac-simile. In-8° ..... 7 50

SOMMAIRE : Histoire du *faux Démétrius*, son apparition en Pologne, sa campagne en Russie, son règne à Moscou, ses rapports secrets avec Rome et les Jésuites entièrement dévoilés par les lettres de Clément VIII et de Paul V, les dépêches du nonce Rangoni, les correspondances des PP. Czyrzowski et Lawicki. Autres détails historiques sur Démétrius inconnus jusqu'ici.

CHODZKO (A.). LES CHANTS HISTORIQUES DE L'UKRAÏNE et les *Chansons des Latyches des bords de la Dvina Occidentale*. Périodes païenne, normande, tartare, polonaise et cosaque. Traduits sur les textes originaux. In-8°... 7 50

## BIBLIOTHÈQUE SLAVE ELZÉVIRIENNE

I. — RELIGION ET MOEURS DES RUSSES. Anecdotes inédites recueillies par le comte Joseph de MAÏSTRE et le Père GRIVEL, copiées sur les manuscrits autographes, mises en ordre et annotées par le P. GAGARIN In-18..... 2 50

II. — LA MORT D'IVAN LE TERRIBLE. Drame du comte Tolstoy. Traduit du russe par COURRIÈRE, mis en vers et adapté à la scène française par DEMÉNY et IZAMBARD. In-18. 2 50

1

2

3

4

5

6









